

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°381

DECEMBRE 2016

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
des Ministères français des Affaires étrangères
et de la Culture*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Maquette et mise en page : Şerefettin
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **TURQUIE: FUITE EN AVANT RÉPRESSIVE ALORS QUE LES VIOLENCES SE POURSUIVENT**
- **KURDISTAN IRAKIEN : LENTE PROGRESSION DANS MOSSOUL, TENSIONS ERBIL-BAGDAD ET INTRA-KURDES**
- **ROJAVA: CHUTE D'ALEP ET RAPPROCHEMENT RUSSO-TURC, QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES KURDES?**
- **IRAN: MOBILISATION INTERNATIONALE POUR LA GRÂCE DU CINEASTE KURDE KEYWAN KARIMI**
- **ASSASSINATS DE PARIS EN 2013: LA MORT DE L'ACCUSÉ ÉTEINT LES POURSUITES ET ALLUME LA COLÈRE**
- **CINEMA: FESTIVAL A ERBIL, FILMS KURDES A DUBAÏ**

TURQUIE: FUITE EN AVANT RÉPRESSIVE ALORS QUE LES VIOLENCES SE POURSUIVENT

Depuis la tentative manquée de coup d'État du 15 juillet, le gouvernement turc s'est engagé dans une fuite en avant vers un autoritarisme de plus en plus prononcé. En un véritable cercle vicieux, les autorités turques tentent de dissimuler leur répression en contrôlant les médias qui la dénoncent. C'est ce processus qu'a dénoncé le 16 décembre l'organisation de défense des droits de l'homme *Human Rights Watch* (HRW) dans un rapport en anglais intitulé «*Baillon sur les médias turcs. Le gouvernement intensifie ses attaques contre le journalisme critique*» (*Silencing Turkey's Media. The*

Government's Deepening Assault on Critical Journalism, téléchargeable sur le site de HRW). Ce document de 81 pages rappelle que la répression des médias a débuté bien avant le putsch manqué et s'était déjà aggravée après 2014, même si elle s'est beaucoup intensifiée dans les six derniers mois: 140 médias et 29 maisons d'édition fermées, plus de 2.500 journalistes au chômage...

Si les journalistes sont particulièrement visés, toute personne osant exprimer publiquement une opinion «divergente» risque une accusation de «propagande terroriste» ou de «liens avec une organisation terroriste», comme l'ont expéri-

menté les universitaires signataires de la pétition contre la guerre faite aux Kurdes dans le «Sud-Est», ou plus récemment les 9 prévenus de l'affaire *Özgür Gündem*, dont le procès s'est ouvert à Istanbul le 29. Pour avoir accepté l'invitation à écrire dans un numéro de ce quotidien «pro-kurde» fermé en octobre par un décret-loi, ils se retrouvent accusés de propagande terroriste en faveur du PKK! Parmi eux, la linguiste et traductrice Necmiye Alpay (70 ans), et la romancière Aslı Erdoğan, qui a déjà fait 132 jours de détention préventive à Bakirköy dans des conditions d'isolement sévères. Au silence que veut imposer le gouvernement à toutes

les voix critiques fait paradoxalement écho le titre du dernier recueil d'articles de l'écrivaine, à paraître en français début 2017: *Désormais même le silence ne t'appartient plus*. Le tribunal a remis 8 inculpés, dont Asli Erdoğan et Necmiye Alpay, en liberté sous contrôle judiciaire... jusqu'à la prochaine audience le 2 janvier.

Toute critique du gouvernement peut maintenant valoir la prison. Les autorités surveillent tous les canaux d'expression et généralisent de leur propre aveu les arrestations pour délit d'opinion, qualifié selon les cas de «déclaration de soutien à des organisations terroristes» ou d'«insulte à des responsables politiques»: dans un communiqué publié samedi 24, le ministère de l'Intérieur a indiqué avoir arrêté depuis juillet 1.656 personnes pour des déclarations sur les réseaux sociaux, engagé des poursuites contre 3.710 autres et... enquêter sur au moins 10.000 autres. Là encore, les autorités n'avaient pourtant pas attendu la tentative de putsch de juillet pour accroître la répression: de janvier à juin 2016, elles avaient demandé le blocage de 14.953 comptes *Twitter*. Mais maintenant avoir sur son smartphone certaine «appli» de communication réputée utilisée par les gülenistes suffit pour être inquiété...

Le parti d'opposition «pro-kurde» HDP demeure la cible politique principale d'une répression toujours plus implacable; les arrestations de ses élus se sont encore multipliées. Le procureur de Diyarbakir est en pointe dans les actions judiciaires contre le HDP. Il avait requis le 29 novembre 230 ans de prison contre la co-maire de la ville, Gultan Kışanak; le 9 décembre, toujours depuis Diyarbakir, c'est une peine de 12 à 33 ans de prison qui a été requise contre le responsable adjoint du HDP à Ankara, le cinéaste et journaliste Sırrı Süreyya Önder, sur l'accusation de liens avec, de pro-

pagande pour le PKK, et d'«incitation à la haine et à l'hostilité». A Istanbul, la responsable HDP Hüda Kaya, arrêtée pour propagande pour le PKK, a été remise en liberté sous contrôle judiciaire. Le 12, le Ministre de l'intérieur turc a annoncé la mise en garde à vue de 235 personnes, dont 198 membres du HDP, pour «propagande terroriste» pour le PKK, dans le cadre d'une opération de police menée dans tout le pays. Beaucoup d'incarcérations dans les provinces kurdes ont eu lieu ainsi qu'à Mersin, où 93 responsables locaux ont été emprisonnés sur accusation d'appartenance au PKK, mais la carte des maires démis et emprisonnés sur des charges fictives dessine parfaitement la région de peuplement kurde du pays (<http://www.institutkurde.org/info/liste-des-maires-kurdes-d-eacuate-mis-et-emprisonn-eacute-s-en-turquie-1232550971.html>). A Istanbul, la responsable HDP Aysel Güzel a été arrêtée avec 20 autres militants, ainsi qu'à Ankara Ibrahim Binici, et 25 autres à Adana durant un raid auquel ont participé des véhicules blindés et un hélicoptère! Le mardi 13, deux autres femmes parlementaires HDP ont été arrêtées, la députée de Diyarbakir Çağlar Demirel, également cheffe du groupe parlementaire HDP, et la députée de Siirt Besime Konca – les accusations justifiant ces arrestations n'ont pas été rendues publiques. Le 23, la vice-présidente du Parlement, la députée HDP Pervin Buldan, conduite de force par la police au tribunal sur accusation de «propagande pour une organisation terroriste», a déclaré qu'elle refusait de s'exprimer dans ce cas «politiquement motivé» et a été relâchée. Le lundi 26 à Ankara, Aysel Tuğluk, la vice-co-présidente du HDP, a été mise en détention préventive par une unité de police anti-terroriste dans l'attente de son procès pour «liens avec une organisation terroriste», toujours suite à une enquête menée par le bureau du procureur de

Diyarbakir, et trois jours plus tard, le tribunal a décidé de son incarcération préventive.

Le 17, le HDP a publié un appel urgent concernant Müjgan Ekin. Cette présentatrice de télévision sur *Özgür Gün* et conseillère municipale de Sur (un quartier de Diyarbakir à présent presque totalement détruit par les forces de sécurité) avait «disparu» à Ankara le 24 octobre; deux chauffeurs de taxi et des amis avaient témoigné qu'elle avait été enlevée de son taxi par des hommes en civil se présentant comme des policiers, et emmenée de force dans un autre véhicule. Contactée par la famille, la police avait déclaré n'avoir aucune information sur une arrestation. Tout ceci faisait craindre un nouveau cas de disparition – en Turquie des familles de centaines de personnes disparues réclament en vain depuis des années aux autorités des informations sur le sort de leur proche. C'est seulement le 26 décembre que le père de Müjgan Ekin a annoncé que celle-ci avait réapparu à... Jerablous, en Syrie, une ville contrôlée par l'armée turque! Ce dénouement rappelle curieusement celui de la réapparition à Kirkouk, en Irak, de Hurşit Külter, disparu après son arrestation à Cizre. La journaliste, qui a témoigné avoir été torturée durant 48 jours, a attribué sa survie et sa libération au fait que son cas ait été pris à cœur par l'opinion et les organisations de la société civile, qu'elle a remerciées.

Le pouvoir continue aussi à profiter de l'état d'urgence pour réprimer les quelques libertés linguistiques concédées aux Kurdes dans la période précédente pour marquer son «ouverture». Le 27, la dernière des cinq écoles de langue kurde de la province de Diyarbakir, l'école Farzad Kamengar (du nom d'un militant kurde pendu en Iran en 2010), ouverte depuis 2014, et qui recevait 238 élèves âgés de 5 à 11 ans, a été fermée. Les déclarations à l'AFP du bureau du gouverneur de

la province justifient les fermetures par les « activités illégales » de ces écoles. Comme elle le fait beaucoup maintenant pour fermer médias et organisations de la société civile, la police a simplement apposé des scellés, sans notification officielle – mais celle-ci de fait inutile puisque l'école fonctionnait par tolérance tacite, sans abrogation formelle de la loi interdisant d'enseigner en une autre langue que le turc.

La répression touche aussi d'autres professions, parfois inattendues. Ainsi, selon l'Union des médecins turcs, 2.341 médecins ont été licenciés par décret gouvernemental depuis juillet (site web *Turkish Minute*).

Le 27, s'est ouvert à Silivri, dans l'est d'Istanbul, le premier procès de la tentative de coup d'État de juillet dernier. Comparaissaient 29 officiers de police, dont 3 pilotes d'hélicoptère accusés d'avoir refusé de transporter les Forces spéciales devant défendre le domicile du président Erdoğan à Istanbul. Des peines allant de la prison à vie pour 21 d'entre eux à 7 à 15 ans pour les 8 autres ont été requises. Il ne s'agit en fait que de « lampistes », de subalternes dans l'organisation du coup, le procès des commanditaires étant annoncé à Ankara pour courant 2017.

Cette intensification de la répression semble n'avoir eu aucun impact sur le niveau de violence dans le pays, sauf à peut-être le faire augmenter vu les tensions et le chaos créés... Le vendredi 2 décembre, 3 soldats turcs ont été tués dans la province de Hakkari, près de la frontière avec l'Irak, lors d'accrochages avec des combattants kurdes. Selon l'agence de presse *Doğan*, plusieurs militants kurdes ont été « neutralisés » et, le lendemain, l'armée turque a déclaré sans autres précisions avoir abattu dans cette province 20 terroristes venus d'Irak pour y mener des attaques. Le 9, l'armée de l'air turque a frappé les positions du

PKK au Kurdistan irakien, obligeant à évacuer des villages dans la région d'Amêdî. Mais c'est le soir du samedi 10 à Istanbul que s'est produite l'attaque la plus meurtrière du mois: à la fin d'un match de football entre deux des meilleures équipes turques, deux bombes ont explosé à moins d'une minute d'intervalle devant le stade *Vodafone Arena* où se trouvait le *Beşiktaş* d'Istanbul, tuant 38 policiers et en blessant 166 autres. Selon les déclarations du vice-Premier ministre Numan Kurtulmus faites plus tard en conférence de presse, 45 secondes après l'explosion d'une première voiture piégée, un kamikaze s'est fait exploser au milieu des policiers dans un parc adjacent. Le ministre de l'Intérieur Suleyman Soyly a déclaré le dimanche que l'enquête incriminait le PKK, puis l'attaque a été selon l'Agence *Firat* revendiquée par les TAK. C'est la quatrième attaque revendiquée par ce groupe après les 3 de 2016: celle du 17 février à Ankara qui avait fait 28 morts, celle du 13 mars qui en avait fait 34, et celle d'Istanbul, une explosion de voiture le 7 juin qui a tué 11 personnes. Le lundi 12, alors que les autorités parlaient de « vengeance » et que le Président déclarait en une rhétorique enflammée que « le pays combattrait le terrorisme jusqu'au bout », le co-président du HDP, Selahattin Demirtaş, emprisonné depuis le 4 novembre, invoquait au contraire la paix dans sa condamnation émise depuis sa cellule d'Edirne: *« Je condamne dans les termes les plus fermes le massacre atroce qui a eu lieu à Istanbul samedi. [...] J'invoque toute notre société, notre peuple à se tenir ensemble dans l'espoir autour de l'opposition à la violence et [le soutien à] la paix, la fraternité, la démocratie et la liberté. Même dans ces circonstances difficiles, nous ne devons pas abandonner notre appel pour la paix, à laquelle nous attribuons une valeur sacrée, et nous ne devons pas perdre espoir [...] »*. Quelques jours plus tard, le 15, S. Demirtaş a dû être conduit à l'hôpital de l'université Trakya après avoir été frappé

par un spasme coronarien dans sa cellule.

Dans la nuit du 12 au 13, les avions turcs ont de nouveau frappé des camps suspectés du PKK dans la région du Zab, et mardi 13, ce sont des tirs d'artillerie effectués depuis la frontière irako-turque qui ont encore frappé la région d'Amêdî. Puis le samedi 17 à Kayseri, une voiture piégée a explosé contre un autobus transportant des militaires non en service, en tuant 14 et en blessant 55 autres. Le président turc a immédiatement incriminé l'« organisation terroriste séparatiste » (c'est-à-dire le PKK), et après l'attentat, des nationalistes turcs du MHP ont attaqué et saccagé l'immeuble du HDP à Kayseri, couvrant depuis la terrasse toute sa façade de leur drapeau rouge à trois croissants de lune. Des attaques similaires ont eu lieu contre plusieurs bureaux du HDP à Istanbul ainsi qu'à Ankara et Erzincan. Le lendemain, le HDP a annoncé des attaques sur 20 de ses permanences, accusant le pouvoir d'avoir laissé faire en ignorant ses appels à une protection. Les autorités ont arrêté 9 personnes suspectées d'avoir participé à ces attaques. Le 20, les TAK ont revendiqué l'attentat de Kayseri, justifié selon eux par le fait que les militaires visés appartenaient à un commando de montagne qui avait « participé durant des années à de nombreuses actions génocidaires ayant versé le sang de milliers de Kurdes »...

Ce même jour, la violence dans le pays a pour la première fois dépassé le cadre national, démontrant à quel point les autorités, qui ne parviennent déjà pas à mettre fin aux actions du PKK ou des TAK, ont perdu le contrôle de la sécurité intérieure du pays: durant l'inauguration d'une exposition photo, un jeune policier turc a abattu l'ambassadeur de Russie à Ankara, Andrei Karlov. Avant d'être lui-même abattu dans un échange de

tirs avec la police, l'assassin a hurlé avoir voulu «venger Alep», crié «Allahu akbar» et prononcé quelques mots en arabe à propos du «jihad». Ses proches ont été placés en garde à vue. Le 21, l'assassinat a été revendiqué par le groupe islamiste syrien *Jaish Al-Fatah*, une coalition comprenant l'ex-front *Al-Nosra (Jabhat Fatah al-Sham)*. Un tel assassinat commis par un fonctionnaire de police turc sur la personne d'un diplomate étranger pose de nombreuses questions concernant l'autorité et la capacité de contrôle de l'État après les purges massives qu'ont subies les forces de sécurité (et les recrutements accélérés qui en sont la conséquence).

L'évolution de la situation intérieure du pays suscite de plus en plus d'inquiétude chez les partenaires internationaux de la Turquie, mais ceux-ci ont jusqu'à présent reculé devant des actions concrètes comme l'imposition de sanctions (réclamée par le HDP) ou le gel des discussions d'adhésion à l'Union Européenne, argumentant qu'il faut «conserver un canal de discussion». Tout au plus le ministre des Affaires étrangères des Pays Bas, Bert Koenders, a-t-il déclaré le 2 qu'il fallait réfléchir à «envoyer un signal à la Turquie»... Les 15 et 16 décembre cependant, le Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union Européenne n'a pu, pour la première fois en 12 ans, s'entendre sur des Conclusions concernant l'élargissement, principalement en raison de l'opposition du ministre autrichien Sebastian Kurz à la poursuite des négociations d'adhésion avec la

Turquie. Kurz a motivé son opposition par son soutien au récent vote du parlement européen appelant au gel des discussions en raison de la répression. Malgré la défense de la poursuite des discussions du ministre hongrois, Péter Szijjártó, qui a souligné que la Turquie demeurait «un État membre de l'OTAN et [...] un partenaire essentiel dans la lutte contre le terrorisme», le sommet s'est conclu seulement par une déclaration.

Les organisations internationales ont exprimé de nombreuses condamnations. Le 2, le Rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, Nils Melzer, après une visite de six jours dans le pays, a déclaré à Ankara qu'après le coup d'État manqué, les mesures prises par les autorités avaient créé un climat «propice à l'usage de la torture», confirmant ainsi le contenu du rapport publié par *Human Rights Watch* en octobre dernier («*Un chèque en blanc. La suspension des garde-fous contre la torture en Turquie*» – *A Blank Check. Turkey's Post-Coup Suspension of Safeguards Against Torture*). Melzer a déclaré que les récents décrets présidentiels créent «un climat d'intimidation» décourageant les familles de déposer plainte ou de témoigner des abus subis par leurs proches, et aussi mentionné la surcharge des prisons, parfois de 200%. Le même jour, *Amnesty International* a publié un rapport de 31 pages intitulé «*Déplacés et spoliés. Le droit au retour chez eux des habitants de Sur*» (*Displaced and dispossessed. Sur residents' right to return home*), et a

demandé le 6 au gouvernement turc de verser une compensation aux 24.000 habitants de Sur (quartier médiéval de Diyarbakir) déplacés depuis le couvre-feu du 15 décembre 2015 et de lever immédiatement celui-ci afin de leur permettre de rentrer chez eux. *Amnesty* estime qu'un demi-million d'habitants du Kurdistan de Turquie ont dû quitter leur logement suite aux combats, la plupart n'ayant rien pu emporter car prévenus au dernier moment. Concernant les couvre-feux, la Cour européenne des droits de l'homme a annoncé le 16 avoir reçu depuis un an une quarantaine de plaintes de plus de 160 personnes déplacées, et a demandé au gouvernement turc de préciser par écrit la manière dont les couvre-feux avaient été mis en place...

Si l'on devait faire en chiffres un bilan de l'année 2016 pour la Turquie, peut-être faudrait-il retenir ceux-ci: après la reprise des combats entre l'armée et le PKK, 2.467 morts dans les deux camps (chiffre *International Crisis Group*); 2.700 élus HDP emprisonnés; 400 personnes tuées lors d'attentats; et depuis juillet, plus de 100.000 personnes de la fonction publique civile, judiciaire et militaire et des médias licenciées, suspendues ou placées en garde à vue, 37.000 arrêtées dont certaines torturées. Alors qu'Erdoğan avait bâti sa popularité sur la relance de l'économie, celle-ci s'est en 2016 contractée de 1,8%. Le président turc portera devant l'histoire la responsabilité du chaos qu'il a déclenché pour se maintenir au pouvoir.

KURDISTAN IRAKIEN : LENTE PROGRESSION DANS MOSSOUL, TENSIONS ERBIL-BAGDAD ET INTRA-KURDES

Les opérations militaires contre Daech dans Mossoul se sont poursuivies tout décembre, entrant malgré la lenteur de leurs progrès dans une « seconde phase » en fin de mois.

Le 30 novembre, un brigadier des forces spéciales avait déclaré que ses hommes contrôlaient 19 quartiers sur la rive Est du Tigre, soit un peu moins de 30% de la partie orientale de la ville, et se trouvaient à présent à 4 km du fleuve.

Dans les premiers jours de décembre, profitant d'un temps couvert diminuant l'efficacité des frappes aériennes, Daech a tenté de ralentir l'avancée des attaquants par une série de contre-attaques à coups de véhicules-

suicide. Les officiers irakiens ont confirmé reculer pour éviter des pertes civiles, ajoutant qu'ils comptaient reprendre rapidement le terrain perdu. Ces difficultés et la lenteur de la progression font penser que la bataille pourrait bien se prolonger loin en 2017 ; le 8, le lieutenant-général américain Stephen Townsend, en visite à bord du porte-avions français *Charles de Gaulle*, a parlé de deux mois supplémentaires pour prendre la ville, sans pour autant que cela mette fin à la menace djihadiste sur la région ni l'Occident...

Le 6, un officier irakien a déclaré que les troupes parties du Sud-est de la ville avaient avancé et pris l'Hôpital Salam, à moins d'1,5 km du Tigre, mais elles ont dû s'en retirer après des combats acharnés et une contre-attaque djihadiste utilisant six véhicules-suicide. Le 10, un officier a annoncé avec l'aide de renforts la prise du quartier de Tamim, à mi-chemin entre la limite orientale de la ville et le Tigre, tandis que trois frappes aériennes différentes ont permis de détruire l'atelier de préparation des véhicules suicides, installé par Daech dans l'ancien bureau de l'UPK! Les militaires irakiens visent maintenant l'aéroport international.

La situation des civils dans la ville demeure extrêmement difficile. En début de mois, l'UNICEF a annoncé qu'un demi-million de personnes, la moitié des enfants de Mossoul et leurs familles, n'avaient plus d'eau potable, les combats ayant détruit une importante canalisation alors que les camions citernes envoyés par les autorités irakiennes devaient s'arrêter à 35 km de la ville. Des habitants ayant pu fuir ont témoigné auprès de *Human Rights Watch* (HRW) que les djihadistes visent délibérément les civils qui refusent de les suivre dans leur retraite, les considérant comme des

«mécréants»... Le 22, le responsable du Département de la santé d'Erbil, Saman Barzinji, a indiqué en conférence de presse que les hôpitaux de la ville étaient débordés par l'afflux de milliers de civils blessés en provenance de Mossoul, 7.595 durant les deux derniers mois, et a appelé la communauté internationale et le gouvernement central à assister la Région du Kurdistan pour répondre aux besoins, alors que les hôpitaux d'Erbil doivent aussi soigner les militaires blessés : selon un bilan du Ministère des pechmergas publié début décembre il y a eu 1.614 pechmergas tués depuis juin 2014 et 9.515 blessés.

Jeudi 29 à 7 h du matin, l'opération est entrée dans sa deuxième phase, avec une offensive simultanée depuis trois fronts différents: plus de 5.000 soldats et policiers anti-terroristes redéployés de quartiers sud déjà repris ont pénétré dans plusieurs quartiers sud-est, en parallèle à une attaque sur les quartiers de Karama et al-Quds et l'avance d'autres forces au nord. Cette nouvelle offensive avait été préparée par une frappe aérienne très tôt lundi 26 sur le dernier pont de la ville, pour limiter les mouvements des djihadistes. Le lendemain, malgré une résistance acharnée de Daech dans le quartier sud-est de Filistin (Palestine), les attaquants ont pu avancer dans plusieurs autres, notamment Intisar.

Des milliers d'habitants de Mossoul ou de la province de Ninive ont continué à fuir les combats, se réfugiant pour la plupart au Kurdistan. Le ministre irakien des Migrations et déplacements, Derbaz Mohammed, a indiqué que la Région du Kurdistan hébergeait 118.000 déplacés, et une source du GRK a indiqué que 600 déplacés arrivaient chaque jour dans ses

camps, coûtant journalièrement 3,70 US\$ par personne. Le 15, le Premier ministre du Kurdistan, Nechirvan Barzani, a chiffré le coût annuel de l'accueil des déplacés à 1,4 milliards de dollars, tandis que l'Union européenne a annoncé l'attribution au Kurdistan de 28 millions d'euros d'assistance aux déplacés, sur un montant total de 50 millions pour tout l'Irak. Le nombre de personnes fuyant les combats est loin d'être compensé par les retours dans les zones libérées: jusqu'à présent, environ 20.000 personnes seulement ont regagné leur région d'origine, même si, le 25, un représentant des Shabaks kurdes au Conseil de la province de Ninive, Ghazwan Dawdi, a déclaré sur *BasNews* que 286 familles, soit 1.719 membres de la communauté, allaient regagner le district de Kokjali, à l'est de Mossoul, à présent libéré de Daech. D'autres Shabaks reviendront à Bazwaya et dans d'autres villages de la plaine de Ninive dans les prochains jours.

Si Erbil et Bagdad se coordonnent sur le plan militaire pour combattre Daech, leurs relations sont toujours dominées par les difficultés à s'entendre sur le plan économique et la méfiance réciproque concernant le futur statut des territoires repris aux djihadistes. Le gouvernement irakien craint que les tranchées creusées par les pechmergas pour protéger les régions reprises ne deviennent la future frontière d'un Kurdistan indépendant. Les Kurdes, de leur côté, ont fortement critiqué la proposition de budget fédéral 2017 présentée au Parlement irakien par le gouvernement central en octobre dernier: le 3, un communiqué du GRK a reproché à Bagdad d'avoir préparé cette proposition «ne répondant pas aux besoins de la Région [...] sans participation ni consultation du GRK et de ses institutions, ce qui est à l'inverse des principes d'un

pays fédéral». Le budget proposé, qui se monte à 85 milliards de dollars avec un déficit colossal de 18 milliards, prévoit que les paiements au GRK pourraient reprendre si celui-ci exporte 650.000 barils par jour par le biais du SOMO, mais les députés kurdes de Bagdad sont sceptiques sur la capacité du gouvernement central à honorer cet accord. De plus, les différents partis kurdes sont en désaccord sur ce qui serait acceptable. Ainsi le 5, trois partis kurdes, l'UPK, *Gorran* (mouvement «Changement») et le GIK (*Komal*, islamique) ont obtenu l'accord du Parlement de Bagdad sur une proposition budgétaire spécifiant que 650.000 fonctionnaires du GRK seront payés par Bagdad en échange de l'exportation par le GRK de 200.000 barils par jour des champs de Kirkouk et 250.000 de ceux de la Région du Kurdistan par l'intermédiaire de la société d'État SOMO, les salaires des pechmergas kurdes devant être payés conjointement entre gouvernement central et GRK. Mais les modalités du paiement des pechmergas ont été laissées pour la suite, et le PDK a quant à lui choisi de boycotter le vote du budget fédéral en raison justement de la non-prise en compte des soldes des pechmergas, alors que celles des milices chiites y ont été incluses. Le 22, un député kurde de Bagdad a annoncé de nouvelles négociations budgétaires entre Bagdad et Erbil...

Autre sujet de tension, les territoires contestés entre Bagdad et Erbil. Selon des déclarations de résidents recueillies par *Associated Press* le 3 décembre, les forces de sécurité kurdes de la ville de Kirkouk auraient pénétré après l'attaque de Daech sur cette ville dans le quartier arabe de Huzeiran, une zone suburbaine située au sud de la ville proprement dite, pour y détruire au

bulldozer plus de 100 maisons de familles arabes sunnites. Un rapport de *Human Rights Watch* fait état d'au moins 100 maisons détruites les 23 et 24 octobre, ayant mené au déplacement de 300 familles. Les résidents interrogés ont aussi témoigné avoir eu leurs papiers d'identités confisqués. Toujours concernant Kirkouk, le gouverneur de la province, Nejmeddine Karim, a déclaré à Londres durant la *Kurdistan Oil and Gas Conference* (Conférence annuelle «Pétrole et du gaz du Kurdistan») que si celle-ci était administrée par Bagdad, au vu des pratiques du gouvernement central jusqu'à présent, ce serait «une catastrophe»: depuis 2013, selon Karim, Bagdad n'a pas versé sa contribution au budget de la province, et lui doit 1,5 milliard de dollars correspondant à sa part des revenus du pétrole exporté des champs de Kirkouk (la province détient environ 10% des réserves pétrolières totales de l'Irak, estimées à 140 milliards de barils). En contraste, a précisé Karim, le GRK verse chaque mois à Kirkouk 10 millions de dollars dans le cadre de ces mêmes accords sur le partage des revenus du pétrole...

Un certain nombre de sunnites irakiens, se rappelant la politique d'exclusion de l'ancien premier ministre Maliki à leur égard, partagent le manque de confiance des Kurdes envers Bagdad. Par exemple, les 655 combattants des «Lions du Tigre» engagés contre Daech, une des rares unités sunnites affiliées aux *Hashd al-Shaabi*, majoritairement chiites, interrogés en début de mois, se sont déclarés en faveur d'un Irak fédéral qui leur permettrait de gérer leurs affaires dans le pays après la défaite des djihadistes.

A ces tensions entre GRK et gouvernement central, se sont ajoutées celles entre Kurdes: elles se

sont focalisées essentiellement sur le Sinjar (en kurde *Shingal*) et la présence dans cette région de combattants du PKK ou de forces qui y sont affiliées. Le 4 décembre, *Human Rights Watch* (HRW) a publié un rapport accusant le GRK d'empêcher le retour des Yézidis au Sinjar, «*KRG Restrictions Harm Yezidi Recovery*» – un rapport rejeté dès le 7 par le GRK, qui y a dénoncé des erreurs factuelles, notamment sur l'extension des zones tenues par Daech. Le 5, le responsable des relations internationales du PDK, Hemin Hewramî, a déclaré que le PKK devait se retirer du Sindjar. Exprimant sa reconnaissance au PKK pour avoir permis en 2014 au Yézidis de fuir Daech en leur ouvrant un couloir humanitaire, il a ajouté qu'à présent que les pechmergas avaient libéré la région, la présence du PKK, «illé-gale» et «subversive», n'était plus souhaitée. Le jeudi 15 décembre, le Premier ministre du GRK, Nechirvan Barzani (PDK), a demandé au PKK de quitter le Sinjar, l'accusant de causer par sa présence des retards dans le retour des habitants – une accusation faite le même jour par le porte-parole du département d'État américain, John Kirby, qui a ajouté que «le PKK ne devrait pas avoir de rôle au Sinjar». Le 21, le KCK (Groupe des communautés du Kurdistan), l'aile politique du PKK, a répondu par un communiqué prenant position pour un «auto-gouvernement des Yézidis» et reprenant en partie les accusations de HRW en accusant le PDK de freiner le retour des Yézidis en bloquant l'aide destinée au Sinjar au point de contrôle de Semalka. Le 26, Serhat Varto, porte-parole du KCK, accusant Nechirvan Barzani de parler «au nom du président turc», a déclaré que tenter de forcer le PKK à quitter le Sindjar ferait du tort au PDK et que les combattants du PKK «demeureraient au Sindjar jusqu'à ce que les menaces contre

les Yézidis aient disparu». Le lendemain, le vice-Premier ministre turc, Veysi Kaynak, est intervenu à son tour: si les pechmergas du GRK ne parvenaient pas à expulser le PKK du Sindjar, a-t-il déclaré, l'armée turque pourrait intervenir, ajoutant que la Turquie ne laisserait pas le Sindjar «devenir un autre Qandil». Le 30, depuis Qandil justement, un responsable du PKK, Murat Karayilan, a répondu quelque peu ironiquement sur la chaîne TV *Sterk* du PKK que «les conditions géographiques du Sindjar ne conviennent pas pour un second Qandil – le territoire dont il est question est isolé et complètement plat». Karayilan a par ailleurs déclaré que, suite à des négociations avec le GRK, les combattants PKK allaient se retirer du Sindjar, invoquant la «nécessaire unité des Kurdes», une orientation déjà exprimée la veille par un député de l'UPK qui avait dénoncé la perspective d'une «nouvelle *birakûjî*» («guerre fratricide», du nom de la guerre civile UPK-PDK des années 90).

Une seconde polémique entre Kurdes et organisations internationales s'est entrecroisée avec celle sur le Sinjar: le 22, HRW a accusé le PKK et ses groupes affiliés d'utiliser des enfants soldats, parfois incorporés et conservés sous les armes de force (le recrutement d'enfants en-dessous de 15 ans est un crime de guerre, même s'il y a volontariat). Le 25, le groupe armé Yézidi kurde des *Yekîneyên Berxwedana Şengalê* (YBŞ), affilié au PKK, avait répondu en niant le recrutement d'enfants soldats et en invitant HRW à venir constater la vérité sur place, se disant victime de la «campagne de dénigrement visant à forcer le PKK à quitter le Sinjar».

Quant à la situation intérieure de la Région du Kurdistan, elle est

toujours caractérisée par des difficultés financières et des tensions sociales et politiques. La grève des cours, engagée par les enseignants il y a deux mois, s'est poursuivie, rythmée par des manifestations contre la baisse des salaires et les trois mois de retard de leur versement, devenus la norme depuis 2014. Jeudi 1^{er}, les enseignants ont protesté à Sulaimaniya, Halabja, Koya et Chamchamal, et selon un membre du Comité des enseignants, Adil Hassan, à Sulaimaniya la sécurité (*Asayish*) en a arrêté plus d'une dizaine, dont six membres du Comité, certains devant la Direction de l'Éducation, d'autres chez eux avant même la manifestation. La grève des cours a repris le lundi suivant, et le mardi 6, le responsable du bureau de l'éducation à Suleimaniya, Dilshad Omar, a annoncé sa démission. De nouvelles manifestations ont eu lieu le 13 à Sulaimaniyah, Halabja et Chamchamal, étendues le 18 à Germiyan et Said Sadiq. Le 31, de nouvelles manifestations ont eu lieu, notamment à Sulaimaniyeh, où les enseignants ont de nouveau bloqué devant la Direction de l'éducation la rue Salim – une des rues principales de la ville.

Comme sous le double embargo des années 90, les habitants de la Région sont confrontés à des coupures d'électricité: la fourniture d'électricité gouvernementale, redescendue à 9 h par jour, pourrait encore diminuer. Les habitants doivent utiliser des poêles à pétrole pour se chauffer – ou aller couper illégalement des arbres, ce qu'ils sont de plus en plus nombreux à faire, car le GRK n'a pas distribué de bons d'essence cette année. Le gouvernement central a promis l'envoi de 100 millions de litres d'essence pour cet hiver, mais jusqu'à présent seulement 20 millions ont été reçus. Le 5, une délégation de l'UPK, le parti admi-

nistrant la province de Sulaimaniya, a rencontré le Ministère du pétrole à Bagdad et obtenu la promesse d'envois supplémentaires... Le 28, le responsable du département de statistiques de Sulaimaniyeh, Mahmoud Othman, a déclaré que le taux de pauvreté au Kurdistan avait quadruplé en quatre ans, passant de 3% en 2013 à 15% en 2016 (la limite mensuelle de pauvreté est fixée en Irak à 105.000 dinars, environ 80 US\$). Le taux irakien est cependant demeuré supérieur, passant dans le même temps de 15% à 30%. Othman a commenté que cette différence était surprenante, car en Irak, contrairement au Kurdistan, les fonctionnaires sont payés en temps et en heure. Selon un rapport du GRK publié le 25, bien que les mesures d'austérité prises en 2016 aient permis de diminuer les dépenses mensuelles de moitié pour descendre à 530 millions de dollars (contre 1,1 milliard précédemment), le budget mensuel est encore déficitaire de 37 millions en raison de la chute des prix du pétrole...

Concernant les désaccords politiques internes, une réunion s'est tenue lundi 19 entre deux délégations du PDK et de *Gorran* à Sulaimaniyah, dans la maison de Nawshirwan Mustafa, le leader de *Gorran*. Cette rencontre faisait suite à la proposition de discussions lancée récemment par Massoud Barzani pour tenter de mettre fin à l'impasse politique où se trouve la Région du Kurdistan d'Irak depuis un an. Si les participants se sont félicités de «l'ambiance constructive des échanges», la réunion s'est terminée sans conférence de presse commune, ce qui n'augure pas d'avancées significatives... D'autres rencontres sont prévues, ainsi qu'avec le MIK (Mouvement islamique du Kurdistan). Une seconde session de réunions entre partis kurdes a démarré le 23.

ROJAVA: CHUTE D'ALEP ET RAPPROCHEMENT RUSSO-TURC, QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES KURDES ?

L'événement le plus important de ce mois est sans conteste la reprise totale par l'armée syrienne de la ville d'Alep, la seconde du pays, le jeudi 22, annoncée dès le lendemain. Les quartiers Est de la ville étaient contrôlés par les rebelles depuis 5 ans, et leur chute, la plus importante victoire du régime de Damas depuis le début de la guerre civile en 2011, constitue un tournant militaire décisif dans celle-ci. Les forces du régime ont d'abord annoncé le 7 avoir repris aux rebelles la totalité de la citadelle d'Alep dans une attaque lancée mardi 6 et prolongée dans la nuit. Puis le 12, l'armée syrienne a annoncé contrôler 98% de la partie Est de la ville, avant d'annoncer sa reprise totale le 22. Les FDS ont d'ailleurs annoncé le 9 que les YPG des quartiers kurdes d'Alep avaient pris le contrôle de plusieurs quartiers Est de la ville dont s'étaient retirés les djihadistes de l'ex-Front *Al-Nosra* et de *Ahrar Al-Sham*, tandis que 7.000 déplacés d'Alep se réfugiaient dans le Canton kurde d'Afrin. Au sud, Daech a profité de ces bouleversements pour reprendre Palmyre malgré de nombreuses frappes aériennes russes, grâce à des renforts reçus de Raqqa, situé à 160 km au Nord-est.

Le second tournant du mois, faisant suite au premier, est diplomatique, avec la conclusion le 28 décembre entre Turquie et Russie d'un accord de cessez-le-feu applicable dans toute la Syrie, consacrant la mise à l'écart des Nations Unies – après le veto russo-chinois du 5 à la résolution du Conseil de sécurité – et surtout celle des États-Unis. Ce n'est peut-être pas un hasard que Turquie et États-Unis aient échangé ce même jour quelques propos acides, le président turc ayant accusé la coalition dirigée par les USA de « soutenir des groupes terroristes en Syrie » (Daech et le PYD), et le porte-parole du Département d'État

américain, Mark Toner, qualifiant ces accusations de « ridicules ». C'est que les Américains refusaient aux Turcs l'appui aérien demandé par ceux-ci lundi 26 pour leur opération sur Al-Bab, décidée par la Turquie sans concertation avec la coalition. Sans doute parce que le Pentagone savait qu'une fois que les militaires Turcs auraient délogé Daech de Al-Bab, ils s'empresseraient d'attaquer Manbij, tenue par un Conseil militaire allié aux Forces démocratiques syriennes (FDS), le principal allié au sol de la coalition...

Il est trop tôt pour évaluer l'impact de ces importants changements stratégiques sur les FDS et les Kurdes des YPG (combattants affiliés au PYD) qui représentent de source américaine environ les deux tiers de leurs 45.000 combattants, mais l'hostilité de la Turquie à l'égard de ces derniers laisse craindre que le rapprochement de ce pays avec la Russie et donc le régime de Bachar el-Assad, n'ait à terme pour eux des conséquences extrêmement négatives. Pour l'instant, les FDS ont poursuivi leur opération visant à chasser Daech de Raqqa. A Manbij, l'aviation turque a continué ses frappes sur les positions du Conseil militaire de la ville, et le 2, celui-ci a annoncé la mort de deux de leurs combattants étrangers, un Américain et un Allemand. Le 8, un responsable militaire américain a déclaré que les États-Unis avaient organisé plusieurs réunions avec les FDS et la Turquie pour éviter un affrontement direct entre ces deux forces, toutes deux partenaires des États-Unis dans la lutte contre Daech. De manière compréhensible, les FDS hésitent à avancer vers Raqqa de peur d'être attaqués sur leurs arrières par l'armée turque, alors que les Américains veulent attaquer la ville rapidement, simultanément à l'opération sur Mossoul en Irak. Le 10, le Secrétaire à la Défense américain Ash Carter a annoncé l'envoi au Rojava de

200 militaires supplémentaires, dont des membres des Forces spéciales, en soutien à l'opération contre Raqqa, à laquelle participent déjà 300 militaires américains. Le 19, les FDS, qui avaient repris durant la semaine précédente six villages au nord de Raqqa, ont annoncé avoir repris, sur les fronts ouest et nord-ouest cette fois, cinq villages à 50 km de la ville. Puis le 22, elles ont annoncé dans une conférence de presse tenue à Jahisha avoir repris en 10 jours 97 villages sur une zone de 1.300 km² à l'ouest de la ville. Ces avancées ont déterminé le ralliement aux FDS de plusieurs factions arabes tribales de la région. Le 27, les FDS se trouvaient à 5 km du barrage de Tabqa sur l'Euphrate, derrière lequel se trouve le lac Hafez el-Assad, la retenue d'eau la plus importante de la Syrie.

Si les relations entre FDS et Américains semblent toujours au beau fixe sur le plan militaire, le soutien américain se limite précisément à ce plan militaire: les FDS sont des alliés au sol particulièrement précieux contre Daech, mais sur le plan politique, les États-Unis prennent grand soin de marquer leur distance avec leur projet « fédéraliste » nord-syrien et les revendications des Kurdes du PYD. Le 23, l'ambassadeur américain en Turquie, John Bass, l'a spécifié on ne peut plus clairement dans une interview sur la chaîne turque NTV: « Notre premier objectif est la défaite de l'État Islamique, ce qui éliminera la menace qu'il fait peser sur la Turquie. [Mais...] ce résultat ne doit pas être obtenu au prix de la création d'un autre problème stratégique à long terme pour la Turquie, notre allié au sein de l'OTAN. [...] C'est une raison importante pour laquelle nous ne soutenons pas et n'avons jamais soutenu, la connexion entre les "cantons kurdes" en Syrie ». Le lendemain, en écho, le président turc Erdoğan a réitéré que la Turquie n'accepterait

jamais la création d'un nouvel État au Kurdistan de Syrie, rappelant sa volonté de créer une zone de sécurité pour éloigner la menace terroriste de ses provinces frontalières... Enfin, le régime de Damas tout comme l'opposition syrienne ont dans le passé exprimé abondamment leur opposition à l'expérience fédéraliste «nord-syrienne» en cours sous la direction de fait du PYD. Cependant, les 151 membres du Conseil démocratique syrien (CDS), l'émanation politique des FDS, dont la session a ouvert le 27 à Rumeilan, ont approuvé le 30 la proposition de Constitution de la « Région fédérale du nord syrien », que les FDS appellent « Contrat social ». Cette approbation ouvre la possibilité, une fois la Constitution mise en place, de commencer la pré-

paration d'élections locales puis d'un gouvernement, à tenir sous six mois. Qamishli deviendrait la capitale de la nouvelle Région.

Le 30 également, Salih Muslim, le coprésident du PYD, a déclaré que celui-ci n'avait pas été invité à la conférence d'Astana, au Kazakhstan, où régime de Damas et opposition doivent se rencontrer pour tenter de négocier une sortie de crise, prévenant que ces rencontres étaient vouées à l'échec si elles n'étaient pas plus inclusives. Le ministre turc des Affaires étrangères, Mesut Çavuşoğlu a déclaré que les États-Unis étaient les bienvenus à Astana mais a réitéré son opposition à la présence des YPG et du PYD, posant comme condition que celui-ci « dépose les armes et commence à soutenir

l'intégrité territoriale de la Syrie ». Malgré les déclarations russes répétées sur l'importance de consulter les Kurdes sur l'avenir du pays, il semble que la Turquie ait réussi à imposer son point de vue à Astana. Les autorités turques, après avoir renforcé le 9 du mois leur opération « Bouclier de l'Euphrate » de 300 commandos supplémentaires, ont par ailleurs confié au principal constructeur public du pays, le TOKI, complété par des opérateurs privés, la construction d'un mur de 900 km sur leur frontière avec le Rojava, qui devrait être terminé en avril prochain. Ce chantier vise officiellement les militants de Daech, mais clairement, il s'agit surtout pour Ankara de renforcer l'embargo sur le Rojava et de couper les Kurdes de Turquie de leurs frères de Syrie...

IRAN :

MOBILISATION INTERNATIONALE POUR LA GRÂCE DU CINEASTE KURDE KEYWAN KARIMI

Vingt-six organisations du monde du cinéma se sont mobilisées en milieu de mois en défense du cinéaste Keywan Karimi en cosignant une lettre demandant la grâce du cinéaste kurde iranien de 31 ans. *Amnesty International* a également lancé un appel pour que ses sympathisants écrivent à l'ambassade iranienne de leur pays et envoient des copies de leur demande de grâce au chef de la magistrature, l'ayatollah Sadegh Larijani, au bureau du Guide suprême Ali Khamenei et au Président iranien Hassan Rouhani. Lorsque la bande-annonce de son film *Ecrire sur la ville*, qui concerne les graffiti à Téhéran, a été publiée sur *YouTube* en 2013, Karimi a été emprisonné et maintenu à l'isolement à la prison d'Evin sans pouvoir accéder à un avocat durant 12 jours. Libéré sous caution, il a ensuite été victime d'une série d'accusations telles que boire de l'alcool, réaliser de la pornographie ou avoir des aventures extra-conjugales, et en octobre 2015, à la suite d'un procès injuste devant un tribunal révolutionnaire de Téhéran, il a été condamné à six

ans d'emprisonnement pour « insultes aux valeurs islamiques » et 223 coups de fouet pour « relations illicites sans avoir commis d'adultère ». La durée de sa peine a été réduite à un an grâce à la mobilisation internationale pour le défendre.

Le jeune cinéaste a été convoqué mercredi 23 novembre dernier pour commencer à purger sa peine de prison par les autorités, qui ont également déclaré vouloir exécuter la sentence des coups de fouet. La mère de Keywan Karimi est atteinte d'un cancer et subit un traitement chimiothérapique, et il avait espéré que grâce à l'attestation médicale de l'hôpital, les autorités ne le convoqueraient pas pour purger sa peine avant la fin du traitement – il espérait aussi rester en liberté le temps de terminer son dernier film.

Keywan Karimi a réalisé 12 films, documentaires et fictions. Son documentaire *Frontière brisée*, qui a reçu en 2013 le prix du meilleur documentaire court au Festival international du film de Beyrouth, aborde la question de la contrebande de l'essence

de l'Iran vers l'Irak par les membres les plus pauvres de la communauté kurde d'Iran, qui n'ont que ce moyen pour survivre. Les forces de sécurité iraniennes abattent régulièrement des contrebandiers kurdes. Keywan Karimi est représentatif de la répression touchant les artistes qui sont fréquemment condamnés de manière injuste en raison de leur production artistique, comme les frères Rajabian : Mehdi, musicien, et Hossein, cinéaste, réalisateur d'un long métrage parlant du droit des femmes au divorce ; tous deux ont été condamnés en avril 2015 à six ans d'emprisonnement, en même temps que Yousef Emadi, un autre musicien. Condamnés, tous ont été accusés des mêmes charges que Keywan Karimi. En appel, leur peine a été réduite de cinq ans sous réserve de « bon comportement ».

Loin de se relâcher depuis la signature des accords sur le nucléaire, la répression en Iran s'est au contraire aggravée, comme si les conservateurs calculaient qu'une fois la tension internationale retombée, les regards se porteraient ailleurs.

ASSASSINATS DE PARIS EN 2013 : LA MORT DE L'ACCUSÉ ÉTEINT LES POURSUITES ET ALLUME LA COLÈRE

Omer Güney, principal suspect – et seul accusé – dans l'affaire de l'assassinat de trois militantes kurdes à Paris en janvier 2013, est selon une source judiciaire mort samedi 17 décembre à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière d'une maladie cérébrale avant le début de son procès, prévu en janvier prochain. Celui-ci n'aura donc pas lieu, à la colère des proches des victimes et de la communauté kurde. Les trois femmes assassinées, Sakine Cansiz, 54 ans, l'une des fondatrices du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Fidan Doğan, 28 ans, et Leyla Soylemez, 24 ans, avaient été abattues de plusieurs balles dans les locaux du Centre d'information kurde où elles travaillaient, et leurs corps avaient été trouvés dans les premières heures du 10 janvier 2013.

Malgré qu'il ait commencé par nier toute implication, Güney avait très vite été considéré comme le princi-

pal suspect: les caméras de vidéo-surveillance le montraient entrant dans l'immeuble du CIK juste avant les crimes, l'ADN d'une des victimes a été retrouvée sur sa parka et sa sacoche contenait des traces de poudre. Il devait être jugé devant la Cour d'assises spéciale de Paris pour « assassinats en relation avec une entreprise terroriste » du 23 janvier au 10 février. Il semble que Güney, connu de plusieurs proches comme d'opinions ultranationalistes, ait infiltré la mouvance du PKK en France afin d'approcher ses cadres. Bien que les services de renseignement turcs aient nié tout lien avec le triple assassinat en janvier 2014, certains enquêteurs français avaient conclu à leur implication, sans pouvoir déterminer cependant si leurs agents avaient agi dans le cadre d'une mission ou de leur propre initiative.

Les avocats des familles des victimes ont exprimé leur colère d'être « privés d'un procès public qu'ils attendaient depuis près de quatre

ans », et « leur consternation de voir la France, encore une fois, incapable de juger un crime politique commis sur le territoire français par des services secrets étrangers ». Le Bureau des femmes kurdes pour la paix a publié depuis l'Allemagne un communiqué daté du 17 décembre reprochant à la justice française d'avoir tardé à commencer le procès alors que l'état de santé du suspect était bien connu et que tout retard augmentait les chances qu'il soit éliminé ou meure de sa maladie avant que les faits ne puissent être examinés publiquement et établis. Il est certain que ce procès qui ne se tiendra pas aurait eu un impact négatif sur les relations franco-turques...

Le même jour à Hambourg en Allemagne, selon un procureur fédéral, un ressortissant turc soupçonné d'espionner la communauté kurde et de recueillir des informations sur ses membres pour le compte des services de renseignements turcs a été arrêté. Ce n'est certainement qu'une coïncidence.

CINEMA : FESTIVAL A ERBIL, FILMS KURDES A DUBAÏ

Selon la chaîne kurde et le site *Rûdaw*, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a créé un festival mondial du film sur la migration qui s'est déroulé simultanément dans 72 villes souffrant de crises humanitaires massives. Parmi ces villes se trouve Erbil, la capitale de la Région du Kurdistan d'Irak. Barbara Rijks, chef du bureau de l'OIM à Erbil, a déclaré le 7 décembre lors de l'inauguration d'un « Cinéma-Café » dans la capitale kurde que « Les films sont un outil puissant pour montrer le monde à travers les yeux des gens d'ailleurs et de couleurs de peau différentes [...], ce qui est impor-

tant dans une période de xénophobie et de sentiments anti-migrants qui se nourrissent de la peur de l'inconnu et des idées fausses sur l'autre ». Le thème des films retenus pour le Festival est bien sûr celui des migrations et des déplacements.

Le lendemain, toujours de source *Rûdaw*, le Festival du film de Dubaï projetait pour sa 13^e édition deux films provenant justement de la Région du Kurdistan irakien sur plus de 150 présentés. *Reşeba*, ou *Vent Sombre*, raconte l'histoire d'un couple yézidi dont la vie est bouleversée lors de l'arrivée de Daech dans leur région. Le film avait suscité lors de sa présentation au Festival

International de Dohouk en septembre dernier la colère de certains membres de la communauté yézidie qui lui reprochent de ne pas les représenter de manière conforme à la réalité, notamment concernant la réception des femmes ayant échappé à Daech et revenant dans la communauté. Le second film présenté, *Haus Ohne Dach*, ou *Maison sans toit*, raconte l'histoire de trois frères et sœurs kurdes qui ont grandi en Allemagne et, retournant dans la région du Kurdistan pour y enterrer leur mère, redécouvrent à cette occasion leurs propres racines. *Reşeba*, dont c'était la première projection au Moyen Orient, a reçu le prix du meilleur long métrage parmi les 18 en compétition.



La ROMANCIÈRE TURQUE du "Bâtiment de pierre" a été arrêtée le 16 août à Istanbul. Malgré le soutien de nombreux écrivains, elle risque la prison à vie

Par THOMAS TISSAUD

« DÉSORMAIS MÊME LE SILENCE NE T'APPARTIENT PLUS », par Asli Erdogan, traduit du turc par Julien Lapevre de Cabanes, Actes Sud, 128 p., 15 euros (à paraître le 4 janvier 2017).

Le 16 août dernier à Istanbul, dans le quartier de Mecidiyeköy, Asli Erdogan arrosait ses plantes quand elle a vu débarquer des policiers encagoulés. Elle est accusée de faire partie « d'une organisation terroriste armée » et de se livrer à la « propagande en faveur d'une organisation terroriste ». Les preuves ? Ses notes de travail et trois de ses livres, traitant des massacres des Kurdes et des Alevis, qui ont été saisis lors de son arrestation. Elle qui avait dénoncé dans un roman, en 2013, les conditions de détention en Turquie, se trouve donc enfermée à son tour, dans la prison Barkirköy d'Istanbul. Ce qu'on lui reproche est absurde selon son avocat, Cihat Duman : « Accuser une auteure qui a défendu la non-violence et les droits de l'homme dans toutes ses œuvres d'être membre d'une organisation terroriste n'est possible qu'au prix d'efforts surhumains. »

Asli Erdogan, dont le père avait été tor-

turé par l'ancien régime turc, n'a aucun lien de parenté avec le président Recep Erdogan. En réalité, cette intellectuelle née en 1967 paie son appartenance à la rédaction d'« Ozgür Gündem ». Ce journal a été fermé quelques jours avant son arrestation pour avoir affiché son soutien aux Kurdes. Le régime, qui réprime violemment ce peuple depuis plusieurs mois, ne devait pas voir d'un bon œil le ralliement à leur cause d'une personnalité ayant un temps travaillé dans la physique nucléaire.

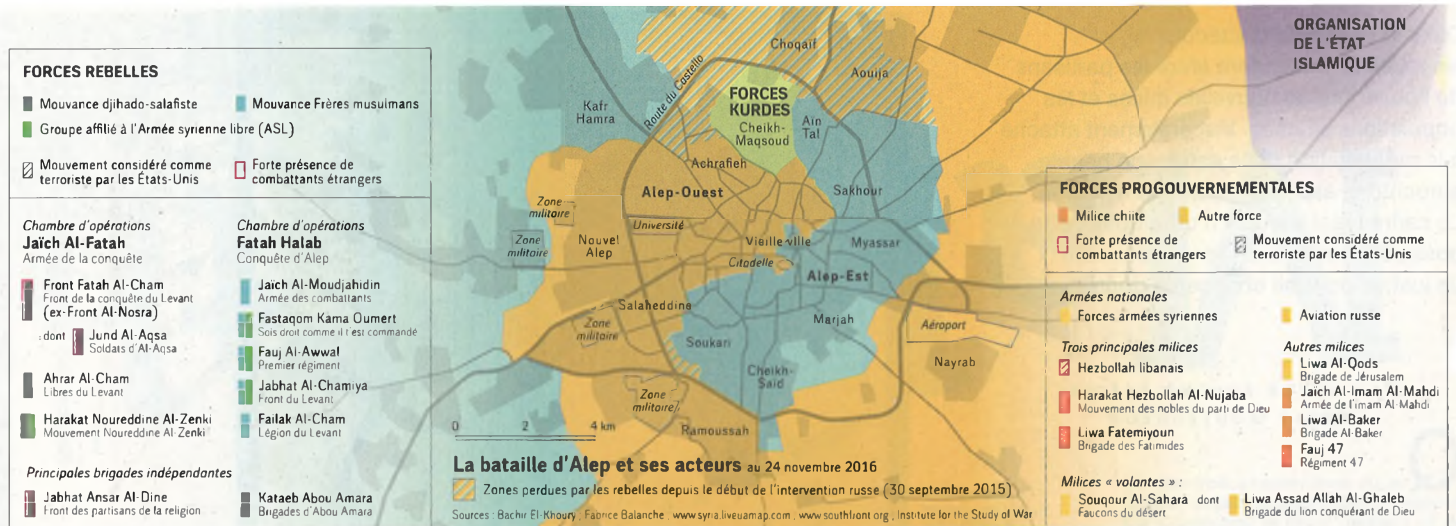
Après de multiples interrogatoires, la romancière du « Bâtiment de pierre » a été maintenue, six jours durant, « dans des conditions lamentables et en isolement », nous confie son avocat. Le traitement qui lui est réservé ne s'arrête pas là. La santé d'Asli Erdogan est fragile. Mais il a fallu des demandes insistantes pour qu'elle soit conduite, sous haute surveillance, dans un hôpital d'Istanbul. Elle y a attendu des heures, menottée, pour finalement être ramenée en prison sans même avoir vu un médecin. « On lui a aussi refusé des médicaments et un manteau alors qu'elle souffrait du froid dans sa cellule », dit Timour Muhidine, son édi-

teur chez Actes Sud. Etat d'urgence oblige, Asli Erdogan n'a le droit de téléphoner qu'une fois tous les quinze jours, et seule sa mère est autorisée à lui rendre visite. En dehors de cela, elle n'a aucun contact avec ses amis et ses proches. Quant à son avocat, un habitué des dossiers chauds et qui a longtemps défendu « Ozgür Gündem », il ne peut s'entretenir avec elle que sous le regard intrusif de caméras qui enregistrent tout. (Pour le respect des droits de la défense, on repassera.) « J'étais la cible idéale, la "sorcière" qu'il faut brûler, résume une lettre qu'Asli Erdogan a montrée à travers la vitre du parloir. Je ne veux surtout pas écrire sur cette prison, c'est un endroit où il importe peu que vous soyez mort ou vivant. »

L'enquête ouverte sur son compte étant désormais close, un acte d'accusation a été présenté au tribunal. Plusieurs procureurs demandent la prison à vie. Toutes les réclamations de l'avocat ont été balayées « sans motif et sans conformité aux processus légaux ». Le procès, qui semble joué d'avance, doit avoir lieu le 29 décembre. Pendant ce temps, Recep Erdogan fait son possible pour rétablir la peine de mort afin de punir ses opposants, sans beaucoup se soucier des pétitions et des manifestations de soutien qui se multiplient : à la fin août, Patrick Deville et Jean Rolin ont notamment lancé, sur Bibliobs.com, un appel signé par Annie Ernaux, Jonathan Littell, Leonardo Padura, Jérôme Ferrari, Bernard Pivot et des dizaines d'écrivains et éditeurs de toutes nationalités. Les proches d'Asli Erdogan continuent de s'activer. Ils préparent un recueil de ses articles. « Désormais même le silence ne t'appartient plus » sortira en France le 4 janvier 2017, chez Actes Sud, mais pas en Turquie. Son avocat « craint des représailles ». En effet le cas de la romancière est loin d'être isolé. Depuis la tentative de putsch du 15 juillet, 130 journalistes ont été emprisonnés, 170 médias interdits et 29 maisons d'édition fermées. Peu avant son arrestation, Asli Erdogan avait dénoncé la radicalisation du régime turc. Censure, surveillance, perpétuité, peine de mort : bienvenue dans la nouvelle Turquie de Recep Erdogan. ■

UNE RHÉTORIQUE RELIGIEUSE QUI TRANSCENDE LES CLIVAGES

Qui sont les rebelles syriens ?



Après quatre ans de guerre, la bataille d'Alep reste cruciale pour l'avenir de la Syrie. Assiégés depuis septembre par les forces progouvernementales dans la partie est de la ville, les insurgés appartiennent essentiellement à des mouvements islamistes. Mais leurs milices n'ont pas le monopole de la radicalisation, de l'intégration de combattants étrangers ou du discours religieux.

PAR BACHIR EL-KHOURY *

LA MULTITUDE et la diversité des acteurs armés qui participent à la bataille d'Alep, et dont beaucoup viennent de l'étranger, expliquent la durée et l'extension du conflit syrien. Pour rendre compte de la situation, il importe d'éviter les simplifications dans la terminologie employée au sujet des combattants. Identifier tant les troupes « rebelles » que les forces qui soutiennent l'armée régulière suppose aussi de comprendre leurs idéologies et leurs projets politiques. Les informations recueillies auprès de chercheurs et de personnes présentes sur le terrain peuvent cependant diverger, en particulier quant au nombre de combattants. Il convient donc de les prendre avec précaution.

S'agissant de l'opposition armée au régime de M. Bachar Al-Assad, on distingue trois types de groupes : ceux qui combattent de façon autonome, ceux qui fusionnent entre eux et ceux qui coordonnent leurs assauts à travers une « chambre d'opérations » (*ghourfat al'âmaliyyat*). À Alep-Est, où vivaient encore environ

250 000 personnes, ainsi que dans les bastions rebelles proches, deux « chambres d'opérations » principales rassemblent au total entre 10 000 et 20 000 hommes. La première, baptisée Jaïch Al-Fatah (Armée de la conquête), représente près d'un tiers des soldats rebelles. Elle est notamment composée du Front Fatah Al-Cham, l'ex-Front Al-Nosra (la branche syrienne d'Al-Qaida), et de ses alliés.

Plus modérée, la coalition Fatah Halab (Conquête d'Alep) rassemble plusieurs factions proches des Frères musulmans ou affiliées à l'Armée syrienne libre (ASL). Cette coalition représenterait environ la moitié des effectifs qui combattent le régime et ses alliés dans la région, selon Fabrice Balanche, maître de conférences à l'université Lyon-II. Les 15 à 20 % restants correspondent à une dizaine de petits groupes indépendants sans idéologie clairement affichée, qui gravitent autour de ces deux pôles majeurs (voir la carte ci-dessus).

Dans l'ouest de la ville et ses environs, qui comptent près de 1,2 million d'habitants, les forces armées syriennes bénéficient du renfort de sept milices majoritairement chiites (1), dont trois très actives. Celles-ci ont largement contribué

aux contre-offensives menées depuis début septembre pour maintenir le siège des quartiers est. Harakat Hezbollah Al-Nujaba (Mouvement des nobles du parti de Dieu) est une milice irakienne idéologiquement proche du Hezbollah libanais. Selon Stéphane Mantoux, spécialiste des questions de défense en Syrie, elle compterait entre 4 000 et 7 000 hommes. Elle participe par ailleurs à la bataille contre l'Organisation de l'État islamique (OEI) à Mossoul, en Irak. À ses côtés, Liwa Fatemiyoun (Brigade des Fatimides), dont le nom fait référence au califat chiite fatimide (909-1171), se compose essentiellement de Hazaras, des Afghans chiites persanophones entraînés et armés par les gardiens de la révolution iraniens. Cette brigade, dont les effectifs varient entre 5 000 et 10 000 combattants pour l'ensemble de la Syrie, intègre aussi des mercenaires pakistanais. Enfin, le Hezbollah libanais, présent en Syrie dès 2012, joue un « rôle moteur » à Alep, selon Fabrice Balanche.

Quatre autres milices soutiennent l'armée régulière, très affaiblie par cinq ans de combats et par de nombreux départs. On y trouve des combattants sunnites venus des camps palestiniens d'Alep, une « antenne » du Hezbollah libanais en Syrie et deux autres groupes formés par les gardiens de la révolution iraniens, qui seraient au total entre 600 et 900 dans la région. Enfin, les Faucons du désert, basés à Lattaquié depuis 2015, interviennent sporadiquement à Alep. Ils comptent des membres de Liwa Assad Allah Al-Ghaleb (Brigade du lion conquérant de Dieu) et des Libanais du Parti social nationaliste

* Journaliste.

syrien (PSNS), précise Stéphane Mantoux. Par ailleurs, les forces kurdes (Unités de protection du peuple, YPG), qui entretiennent un pacte tacite de non-agression avec l'armée syrienne depuis 2011, continuent de contrôler le quartier à majorité kurde de Cheikh-Maqsoud.

Des modérés difficiles à distinguer

LES MOTIVATIONS politico-religieuses des forces progouvernementales sont assez simples à appréhender. Qu'elles soient partiellement ou totalement inféodées à l'Iran, il s'agit pour les milices chiïtes d'empêcher la chute du régime alaouite et de faire obstacle à la prise du pouvoir par ceux qu'elles qualifient de «salafistes (2)» et de «takfiristes (3)». À l'inverse, dans le camp rebelle, le jeu des alliances et la multiplication tant des acteurs que de coalitions souvent éphémères rendent difficile la distinction entre «radicaux» et «modérés» que le cessez-le-feu de septembre était censé établir.

En outre, plusieurs de ces groupes opposés au régime se sont radicalisés par opportunisme, par obligation tactique ou par conviction. La situation est d'autant plus difficile à appréhender que des groupes radicaux salafistes ont été ou demeurent affiliés ou associés à l'ASL, présentée par ses soutiens occidentaux comme le plus modéré des acteurs de la rébellion. C'est le cas de Liwa Chouhada Al-Yarmouk (Brigade des martyrs de Yarmouk), dans le sud de la Syrie, soutenue jusqu'à l'été 2014 par les États-Unis car affiliée à l'ASL, alors que ses hommes avaient déjà prêté secrètement allégeance à l'OEI, précise Fabrice Balanche.

La situation au sein de la coalition djihad-salafiste Jaïch Al-Fatah illustre cette difficulté à labelliser les acteurs de la bataille d'Alep et, ce faisant, de la guerre civile syrienne. Le Front Fatah Al-Cham (ex-Front Al-Nosra) a récemment rompu avec Al-Qaida, dans le but évident de se démarquer de son encombrante tutelle. Pour nombre d'observateurs, cette démarche symbolique ne vise toutefois qu'à faciliter le soutien financier et militaire que lui apportent ses parrains étrangers, notamment certaines monarchies du Golfe. De son côté, le groupe Ahrar Al-Cham (Libres du Levant), soutenu par le Qatar et la Turquie, a longtemps été proche de l'OEI avant d'en devenir l'ennemi juré début 2014.

Comme son partenaire au sein de la Jaïch Al-Fatah, Ahrar Al-Cham, qui est l'une des principales forces rebelles du nord du pays, tente désormais une reconversion en prétendant faire partie des

«modérés». Sur le plan politique, les deux entités, qui coordonnent parfois leurs actions, revendiquent la création d'un État islamique et l'application stricte de la charia. Mais Ahrar Al-Cham, mouvement syrien en termes d'effectifs, n'appelle pas à un djihad global. À l'inverse, l'ex-Front Al-Nosra accueillie des combattants venus du monde entier et demeure ambigu sur sa volonté ou non d'agir en dehors du théâtre syrien.

On considère en général la coalition Fatah Halab comme plus modérée, car elle ne se réclame pas du salafisme et n'appelle pas au djihad en dehors du pays. Elle est proche des Frères musulmans, et certains de ses groupes sont affiliés à l'ASL. Or la nature de cette dernière a évolué au fil du temps, explique Fabrice Balanche : «L'ASL est loin de correspondre désormais à la perception que l'on en a en Occident, c'est-à-dire modérée et en faveur de la laïcité, du moins sur le terrain alépin. Les groupes ou les brigades qui lui sont affiliés ne sont pas djihadistes, certes, mais les Frères musulmans, qui y sont largement représentés, cherchent bel et bien à instaurer la charia.»

À l'exception de quelques divisions adeptes d'un discours plus nationaliste, mais qui pèsent peu à Alep, toutes les composantes de l'ASL relèvent aujourd'hui de l'islam politique, estime le géographe. Pour autant, dans un pays musulman où le référent religieux demeure prégnant, ce lien à l'islam ne doit pas être surinterprété. Pour Raphaël Lefèvre, spécialiste de la Syrie et enseignant à l'université d'Oxford, il n'y a pas, concernant l'ASL ou d'autres formations gravitant dans l'orbite de Fatah Halab, de signe d'un radicalisme de fond : «Même quand, certains groupes se revendiquent clairement d'un référent idéologique que l'on peut qualifier d'islamiste, ils tiennent un discours qui met en valeur leur volonté de construire un État qu'ils appellent "civil", dans lequel la citoyenneté serait attribuée à tous sans distinction religieuse et qui serait régi par un système parlementaire.» Pour lui, «il n'est pas surprenant de trouver, dans une ville largement peuplée de musulmans sunnites et si profondément liée à l'histoire islamique, un discours à composante religieuse. La scène rebelle à Alep emprunte des tonalités islamiques ou islamistes, sans être pour autant dominée par les radicaux du Front Fatah Al-Cham ou par l'OEI.»

De son côté, M. Ahmad Alhaj Hamid, alias Ward Furati, ancien membre du bureau politique du Jaïch Al-Moudjahidin – une formation membre de la coalition Fatah Halab –, dénonce la «quête aveugle d'étiquetage, notamment en Occident». Selon lui, beaucoup mélangent les courants en ignorant les nuances idéologiques

et religieuses. Il cite le cas de groupes appartenant au courant salafiste djihadiste, tel le Jabhat Ansar Al-Dine, qui ne pratiquent pas le takfirisme et considèrent que leur seul ennemi est M. Al-Assad.

«L'usage de la rhétorique religieuse islamique leur apparaît comme une nécessité vitale, insiste Ward Furati. Les commandants de toutes les branches de l'ASL nourrissent leurs combattants d'une pensée religieuse. Ces derniers ont besoin, en sus d'une conviction politique révolutionnaire, d'un ancrage religieux susceptible de donner un sens à leur combat et surtout à leur éventuelle mort, notamment pour ce qui concerne la vie post mortem. C'est le propre de notre société orientale du Machrek. Cela ne veut pas dire que tous les rebelles sont des radicaux et que leur projet politique est d'instaurer un État islamique régi par la charia. Même le régime adopte cette stratégie : ses troupes scandent souvent des chants religieux.»

Les partis ou les personnalités laïques de l'opposition qui vivent à l'étranger, tout comme les Frères musulmans, n'ont pas de bras armé officiel. En revanche, la Coalition nationale syrienne (CNS), principal organe politique de l'opposition plurielle et «modérée», se coordonne avec l'ASL – dont quelques brigades resteraient à l'heure actuelle réellement laïques. Cette composante, qui vise la construction d'un État moderne et civil, n'est pas à négliger, si l'on prend en compte l'ensemble du territoire syrien. Ces brigades ont une présence encore assez consistante à Hama et à Idlib, et ont participé à plusieurs opérations avec les troupes turques qui ont envahi le nord du pays.

Parmi la nébuleuse des groupes rebelles, seuls quatre figurent sur la liste américaine des organisations terroristes. Il s'agit de l'OEI, du Front Fatah Al-Cham (ex-Al-Nosra), du groupe Khorasan, disparu depuis quelque temps des écrans radar, et de Jund Al-Aqsa (Soldats d'Al-Aqsa), depuis septembre 2016. La liste européenne est encore plus succincte (le Front Al-Nosra et un groupe formé par des Marocains, disparu depuis 2014), tandis que de nombreux médias, entreprises et institutions pro-Assad font l'objet de sanctions. En outre, le Hezbollah ainsi que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), proche des forces kurdes syriennes, figurent également sur les listes de groupes terroristes établies par les États-Unis et l'Union européenne.

La Russie a une vision plus extensive. Elle souhaiterait le bannissement de davantage d'entités paramilitaires opposées au régime de M. Al-Assad, son allié, par l'établissement d'une liste commune avec Washington, en prélude à la résolution politique du conflit. Le Kremlin souhaite ainsi

que l'ensemble de la coalition Jaïch Al-Fatah soit classée «terroriste». Il tient des propos ambigus à l'égard de l'ASL et, pour Alep, de Fatah Halab. Mais cette position semble tenir davantage à l'évolution du rapport de forces militaire qu'à une distinction idéologique.

BACHIR EL-KHOURY.

(1) Les alaouites, dont fait partie le clan Al-Assad, représentent une branche hétérodoxe du chiisme.

(2) Courant islamiste fondamentaliste dont les adeptes prétendent défendre la seule vraie religion, celle du Prophète et des pieux ancêtres (*al-salaf al-salih*). Lire Nabil Mouline, «Genèse du djihadisme», *Le Monde diplomatique*, décembre 2015.

(3) Inspirés par le mouvement Al-Takfir wa-Hijra, lui-même en rupture avec les Frères musulmans, les takfiristes prônent l'excommunication, y compris par la mort, de tous ceux qui ne suivent pas leur lecture littérale du Coran.

THE HUFFINGTON POST

December 1, 2016

Lessons from Kirkuk for Mosul and Nineveh Province



David L. Phillips
12/01/2016
www.huffingtonpost.com

Lessons from Kirkuk can inform plans to stabilize Mosul and Nineveh province after Mosul is liberated from the Islamic State.

Kirkuk and Nineveh have similar characteristics. Both are made up of diverse ethnic and sectarian groups. Nineveh has four major regions: Mosul City, Tal Afar, Shengal, and the Nineveh Plains.

Mosul is almost entirely Arab with some Chaldean and Assyrian Christians. Tal Afar, just west of Mosul, is Nineveh's second city. Both Sunni and Shiite Turkmen reside in Tal Afar. Adjoining the Turkish and Syrian borders, Shengal is mostly Kurdish with a large population of Yazidis in Sinjar, as well as Sunni and Shiite Shabaks. The Nineveh Plains are sparsely populated by Sunni Arab tribes, dotted with Christian villages such as Tall Kayf, Qaraqosh, and Shikhan.

The battle for Mosul will cause extensive physical damage from improvised explosive devices, booby traps, and street-to-street combat. Mosul's residents are traumatized by occupation and the imposition of brutal sharia law.

Plans for Mosul must be part of a larger plan for Nineveh Province. Delivering services are at the core of post-conflict stabilization. Decentralized government is also critical. Decentralization includes local security and community control over the economy and natural resources.

Mosul requires an urgent infusion of humanitarian assistance, including food, water, and shelter. Temporary camps can accommodate people displaced by the conflict, while local officials work with international agencies to create conditions for the return of those displaced. Even with emergency preparedness, it will be some time until Mosul's inhabitants can return home.

Reconciliation must be a part of the post-

conflict plan. To break the cycle of violence, it will be important to prevent reprisals against Sunnis who may have collaborated with ISIS. Actions by the Iraqi Armed Forces and Shiite militias called Al-Hashd Al-Sha'abi must be monitored to prevent revenge-taking. Transitional justice incorporates reconciliation as the basis for social reconstruction.

Services will require money. The UN and donor countries can contribute to emergency relief. However, the Government of Iraq (GOI) will be responsible for ongoing costs of water, electricity, and other energy supplies.

The Iraqi constitution requires the central government to distribute funds to every province based on its population. However, Baghdad has been notoriously slow to disburse funds. Iraq is experiencing a financial crisis. Restarting distributions in territories liberated from ISIS will take time and vetting. Delays risk polarizing Nineveh's Sunnis from the Shiite-dominated central government.

Local councils have a critical role, making decisions about how funds will be spent. Nineveh has districts and sub-districts whose local leaders know what communities require. Financing decisions should be made at the local level, avoiding bureaucratic delays imposed by the provincial council and the Governor.

Transparency will be essential to make sure that funds flowing to local councils are spent in ways they are intended. Audit committees could be established in each community to mitigate corruption and ensure efficiency.

Article 1 of the constitution defines Iraq as "a federal state." Article 122 of the Iraqi constitution provides for power and resource sharing at the local level. In addition, the Iraq Parliament passed the "Decentralization Law" (Law 21 of 2008) further enshrining power-sharing arrangements. Practical steps decentralizing power in Nineveh could be a model for devolving powers in other parts of Iraq.

Decentralization must first and foremost affect the security sector. Local police should

be drawn from the communities they serve, reflecting their ethnic and sectarian make-up.

Local governance must have resources to provide basic services such as health care. Supporting local schools is critical to preventing a "lost generation" of youth in Nineveh. Health care and education have been priorities for Kirkuk.

Funds are also needed to stimulate jobs through reconstruction and development. The best way to reduce local tensions is through an economic stimulus that creates jobs at the grass-roots. The Kirkuk authorities regularly consult with directly affected groups to ensure their participation in investment decisions.

The Governor has a critical role to play. The Nineveh Governor should meet regularly with the provincial council and local councils so there is a routine dialogue on conditions and best practices, guiding decisions. As in Kirkuk, dialogue can help diffuse tensions.

Kirkuk is a complex environment with many competing interests. For sure, Kirkuk could have done better, but Kirkuk has done well to promote peace and progress through services for the people and giving local leaders a real voice in decision-making.

The problem with Iraq has always been too much power exercised by the central government. In response, Kirkuk has established informal ties to the Kurdistan Region of Iraq. Aggregating interests has proven useful in dealing with regional challenges, such as populations flows.

Similarly, Nineveh may want to form a region comprised of other provinces in western Iraq that have a Sunni majority, such as al-Anbar. Forming regions is sanctioned under Article 119 of Iraq's constitution.

Iraq's political reconciliation rests on a commitment to power-sharing and decentralization. Kirkuk's leaders and residents can advise their brothers and sisters from Nineveh, who face the daunting challenge of stabilization in wake of ISIS occupation. US and international experts are also ready to provide useful expertise, in coordination with local partners. ■

David L. Phillips is Director of the Program on Peace-building and Rights at Columbia University's Institute for the Study of Human Rights. He worked on "The Future of Iraq Project" at the State Department's Near Eastern Affairs Bureau during the Bush administration.

In Iraq, a ghastly ritual renewed

HAMAM AL-ALIL, IRAQ

Mass graves of ISIS reminiscent of Hussein's industrial-scale killings

BY TIM ARANGO

The battle was over in Hamam al-Alil, Iraq, an old spa resort town that the country's security forces had wrested from the Islamic State a few days ago, but one Iraqi soldier was still on a very personal mission.

The soldier, Zaman Mijwal, was looking for his older brother, Munther, a former policeman he described as "a quiet man, a poor man," who lived in a nearby village but had not been heard from in weeks.

Mr. Mijwal's circuit had taken him to a stretch of road flanked by two dirt fields. He pointed to one side, where decaying, headless corpses were lying in heaps of trash on a barren plot of land that had once been a shooting range for the Iraqi Army.

"He may be there," he said.

He pointed to the other side of the road, just an expanse of earth that looked freshly moved.

"Or he may be there."

With every mile of territory the Iraqi security forces retake from the Islamic State, it seems another mass grave is uncovered. It has become nearly ritual, and despairingly regular.

The legacy of the mass grave in Iraq is long, stretching back further than the Islamic State to the times of Saddam Hussein's industrial-scale killings. It is the horrible symbol of what has been for decades a gut-wrenching constant of Iraqi life: the disappearance of loved ones into the machinery of despotism.

For Iraqis, the Islamic State, for which the mass grave is as much a part of the group's infrastructure as makeshift prisons and slaveholding houses, is just a new form of tyranny with direct links to Mr. Hussein's regime. Many former Baathist officers from Mr. Hussein's security forces populate the top ranks of the Islamic State, mimicking the former dictator's tactics.

Lately, with the Islamic State under pressure from Iraqi security forces, the group's cruelty has gone into overdrive: Many of the mass graves recently uncovered, the biggest of which was in Hamam al-Alil, contain the bodies of local men. Most of the buried were former members of the security forces who were executed only in recent weeks, after the campaign for Mosul began.

There are those, like Jamal Abul Younis, who count themselves as lucky. Mr.



A tied and decomposed body at a mass grave found at a trash dump on the outskirts of Hamam al-Alil, Iraq. The number of bodies has overwhelmed the capacity of the Iraqi government.

Younis is a former policeman from Hamam al-Alil who was also marked for execution, but survived by hiding in a hole in the ground, obscured by an air cooler, in his dirt-floor house. Of his time hiding out, he said, "Each one hour was like one year."

He is now one of just a few surviving witnesses to the Islamic State's killings in Hamam al-Alil. One evening around 8 p.m. several weeks ago, he said, he watched from his rooftop as eight minibuses drove toward the area where the mass grave was discovered, and he heard gunshot after gunshot.

"I saw Daesh bury 200 bodies over here," he said, using an Arabic acronym for the Islamic State, which is also known as ISIS or ISIL. (The official government estimate is that roughly 100 people were killed in Hamam al-Alil. But Human Rights Watch, after carrying out its own investigation, believes that at least 300 were killed there.)

In the days before the killings, he said, Islamic State militants had herded hundreds of people — perhaps thousands — from nearby villages and took them to Hamam al-Alil, using them as human shields against the possibility of American airstrikes.

In the city, he said, the militants gathered the people, reciting verses of the Quran and praying to God to protect them from Iraq's Shiite militias and army. Then they separated out the former policemen, many of whom, after the Islamic State conquered their lands more than two years ago, repented for their service and made peace with their new rulers.

Now, as government forces waged an offensive to reclaim these territories, the Islamic State saw them as potential spies, or a fifth column preparing to rise up and join the security forces, and ordered them killed.

"I cannot believe I am still alive," Mr. Younis said.

For Iraqis, the pain of not knowing can be the worst pain of all. The International Commission on Missing Persons, a Netherlands-based organization, has estimated that up to a million Iraqis have gone missing in recent history. That encompasses the war between Iran and Iraq, the mass killings ordered by Mr. Hussein after a Shiite uprising in 1991, the Iraqi government's Anfal chemical-weapon strikes against the Kurds in the late 1980s, and the more recent sectarian civil war of the last decade.

The commission noted on its website that there are "millions of relatives of the missing in Iraq who struggle with the uncertainty surrounding the fate of a loved one."

Go anywhere in Iraq, especially in the south where Shiites dominate, and knock on almost any door, and you will hear a story of a lost loved one and, improbably, of a remaining shard of hope.

Nihad Jawad, a teacher from the southern city of Hilla, said that one night in 1991, her brother left home and was never heard from again. She has heard all sorts of rumors — that he was seen

being apprehended by the military, that he was shot. "We searched everywhere for him and we have found nothing," she said. "We still have hope that he is still held in one of the secret prisons."

The Islamic State's brutality has written a new chapter in that dark history. The number of bodies has overwhelmed the capacity of the Iraqi government, and very few of them are ever identified by DNA testing.

In Diyala Province, where the Islamic State was once strong, a father who lost his son about two years ago said he scours jihadist websites for videos that might show his missing child. He rushes

to the scene of every mass grave uncovered in the province.

"The most difficult thing is when my grandson asks me about his father," said the man, who gave his name as Abu Marwan. "I answer, 'He is on a trip and will return one day.'"

Mr. Mijwal, the soldier, like millions of others here who have endured the same painful ritual, has found no answers about what happened to his brother.

"We have no information about him," he said. "So I came here. It's very difficult for me. I don't know his destiny, his fate. At the very least, I need to find his body. This is the important thing for us.

So we can have a funeral."

There is a well-known Iraqi novel called "Saddam City," by Mahmoud Saeed, in which the protagonist disappears into one of the old Hussein regime's many prisons, leaving his loved ones scrambling for information.

In the novel, pondering his own fate as a prisoner, he recalls "the futility of trying to help a neighbor find her husband, who had disappeared." They visited a hospital, where "we were no more than the latest link in a long chain of people who visited hospitals inquiring about missing loved ones."

A few pages later, Mr. Saeed wrote,

"Events like this happened routinely."

Just up the road from the Hamam al-Ajlil killing grounds where Mr. Mijwal searched for his brother, others were looking for answers, too.

A former policeman named Muneer Muhammed, 37, said that he hid on the night of the killings, but that his brother, Anmar, another former policeman, was among the hundreds rounded up.

Tears were streaming down his cheeks.

"I'm crying because I was able to save myself, but I couldn't save him," he said.

Falih Hassan contributed reporting.

LE FIGARO

samedi 3 - dimanche 4 décembre 2016

Les forces irakiennes décimées à Mossoul

Les pertes, 2000 tués depuis le début de l'assaut, témoignent de la forte résistance opposée par Daech.

ALAIN BARLUET @abarluet

DÉFENSE La bataille de Mossoul s'annonçait ardue. Elle risque d'être encore plus âpre et plus longue que prévu. Ces difficultés sont illustrées par les lourdes pertes qu'essuient les forces armées irakiennes depuis le début de l'offensive pour reprendre à Daech la deuxième ville d'Irak, le 17 octobre. Au moins 2000 membres de ces forces ont été tués en novembre, et au moins 450 autres blessés, selon des chiffres fournis par la mission des Nations unies en Irak. Ce bilan - qui doit être considéré « comme un minimum », prévient l'ONU - inclut les policiers, les pechemergas, les forces du ministère de l'Intérieur et les milices progouvernementales. Il ne détaille pas les pertes par région mais il indique que le nombre de tués parmi les unités irakiennes est monté en flèche ces dernières se-

maines : les chiffres de novembre sont trois fois plus élevés que ceux d'octobre (972). À Mossoul, les forces spéciales irakiennes, l'ICTS (Iraqi Counter Terrorism Service), déplorent 20 % à 25 % de pertes (morts et blessés), selon une bonne source. Un bilan préoccupant, lorsqu'on sait que ces unités - 13 bataillons, soit 2600 hommes, dont 1000 directement engagés à Mossoul - figurent parmi les plus aguerries des forces locales qui combattent Daech. D'après l'ONU, quelque 926 civils ont également été tués en Irak en novembre, dont 332 dans la province de Ninive, autour de Mossoul.

Tous ces chiffres témoignent de la violence des combats et de la résistance farouche opposée à Mossoul par les 4000 à 6000 djihadistes de Daech qui font feu de tout bois : attaques suicides, camions piégés, tireurs embusqués, dissimulation d'explosifs dans les maisons et les immeubles, drones piégés... Quelque 632 voitures suicides ont été dénombrées depuis le début de l'assaut sur Mossoul, selon un haut responsable militaire irakien, cité par le *Washington Post*. Leur fréquence - 10 à 15 par jour au début de l'offensive - a baissé mais reste importante.

Scénario à la Fort Alamo

Dans l'est de la ville, les forces irakiennes viennent buter contre des points défensifs mis en place par Daech et sont en quelque sorte dirigées dans des nasses. La progression est lente. Plus on approche du cœur de la ville, plus les djihadistes sont mêlés à la population (1 million à

1,5 million d'habitants). Le danger est permanent. Les kamikazes, très difficiles à discriminer, jaillissent en quelques secondes et se font exploser sur les soldats irakiens. Les véhicules suicides surgissent de derrière les immeubles. La parade, au RPG ou avec une frappe aérienne, n'a rien d'évident. Les tunnels sont particulièrement redoutés. Creusés parfois depuis deux ans, ils sont peu repérables : la terre excavée est entreposée à l'intérieur des bâtiments et les Irakiens ne disposent pas de matériel de détection antisismique (utilisé par exemple autour de Gaza par les Israéliens).

Du côté de la coalition, on parie plutôt sur un scénario à la Fort Alamo - la présence de civils en plus : hormis quelques chefs djihadistes qui ont quitté la ville avant le 17 octobre ou immédiatement après, les combattants de Daech s'accrochent à Mossoul. Quatre des cinq ponts de la ville ont été bombardés cette semaine - les avions français n'ont pas pris part à ces actions -, afin de couper à la voie à d'éventuels renforts venus de la rive occidentale du Tigre. L'assaut contre Mossoul « avance globalement comme prévu », soulignent les responsables militaires. Mais l'objectif de Barack Obama - libérer la ville avant le 20 janvier - ne sera vraisemblablement pas atteint. Le général Joe Votel, patron des forces américaines au Moyen-Orient, se donne deux mois. Une chose sera de planter un drapeau, une autre de contrôler une cité comme Mossoul. ■



AFP

Irak: 1.600 combattants kurdes tués dans la lutte contre l'E

Erbil (Irak) / 01 décembre 2016 / (AFP)

QUELQUE 1.600 combattants kurdes (peshmergas) ont été tués depuis juin

2014 dans la lutte menée contre le groupe Etat islamique (EI) en Irak, ont annoncé jeudi des responsables kurdes.

Halgord Hekmat, porte-parole du ministère en charge de ces forces dans la région autonome du Kurdistan irakien, avait initialement affirmé que ce bilan s'appliquait à l'offensive lancée le 17 octobre sur le bastion jihadiste de Mossoul, avant de corriger ses propos. Le secrétaire général du ministère, Jabar Yawar, a confirmé que ce bilan s'appliquait aux combats contre l'EI depuis deux ans et demi. ●

REUTERS

3 Turkish Soldiers Killed Clashes in Kurdish Region

December 02, 2016 — Diyarbakir, Turkey REUTERS

THREE TURKISH SOLDIERS were killed Friday after clashing with Kurdish militants in the southeastern province of Hakkari, military sources said.

The military launched an operation in the region, which borders Iraq, following

the clashes, the sources said. The private Dogan news agency reported that several Kurdish militants had been "neutralized."

Turkey's southeast has been rocked by violence following the collapse of a 2-1/2-year ceasefire between the state and the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) in July last year. The PKK has repeatedly targeted security forces since.

Some 49 PKK militants were killed or captured in operations last week, the Interior Ministry said Monday, adding that 269 people suspected of aiding and financing the militant group had been detained.

More than 40,000 people have been killed in the conflict since the autonomy-seeking PKK took up arms in 1984. It is considered a terrorist group by Turkey, the United States and the European Union. ●

Le Monde DIMANCHE 4 - LUNDI 5 DÉCEMBRE 2016

Syrie: le chef du renseignement sort de sa réserve pour prôner la fermeté

Le général Hassan regrette la « modération » du régime au début du soulèvement

Si nous avons été plus fermes au début, nous n'en serions pas là aujourd'hui. Cette phrase, le général syrien Jamil Al-Hassan, qui dirige les redoutés services de renseignements de l'armée de l'air, l'a répétée trois fois en moins d'un mois, en novembre. Cette notion de manque de « fermeté » laisse songeur au sujet d'un conflit qui a fait 300 000 morts, mais la parole d'un chef de la machine répressive du régime syrien est rare. Elle prend aujourd'hui un relief particulier alors que les lignes de défense rebelles dans la ville d'Alep s'effondrent.

En Syrie, les renseignements de l'armée de l'air ont moins à voir avec le ciel qu'avec les sous-sols et les oubliettes. Ce service ne doit son appellation qu'à sa lointaine origine au début des années 1960, quand Hafez Al-Assad dirigeait les forces aériennes avant de devenir président à la faveur d'un coup d'Etat et de régner sur le pays de 1971 à sa mort, en 2000. Les renseignements de l'armée de l'air n'ont cessé dès lors d'étendre leur pouvoir, en devenant l'une des quatre principales branches de la sécurité en Syrie. Cela fait de son chef actuel, qui en a pris la tête

en 2009, l'un des hommes les plus puissants du régime.

Passée relativement inaperçue, la première déclaration de Jamil Al-Hassan avait pour cadre un entretien accordé à la version en arabe du site russe Spoutnik, début novembre. Il a réitéré son point de vue cette semaine en livrant quelques confidences au quotidien britannique *The Independent*. Les réponses de M. Al-Hassan sont à peu de chose près les mêmes dans les deux médias : des regrets quant à la modération supposée du régime aux premiers jours du soulèvement, voire une critique implicite de la gestion de Bachar Al-Assad.

Dès sa première réponse à Spoutnik, le ton est donné. A la question : « Imaginez-vous il y a dix ans que de tels événements

puissent survenir en Syrie? », le général ne s'embarrasse pas de fioritures : « Si nous avions réglé le problème dès le départ [le début des manifestations, en 2011], nous n'en serions pas là aujourd'hui. Prenez la Chine et les étudiants sur la place Tiananmen. Si l'Etat chinois n'avait pas réglé le chaos étudiant, la Chine aurait été perdue, l'Occident l'aurait précipitée à sa perte. »

Hama, sa référence

La discussion glisse vers les événements de Hama, en 1982, quand, confronté à une insurrection d'ampleur, le régime syrien avait écrasé la ville sous les bombes et massacré des milliers d'habitants. Entre 20 000 et 40 000 personnes avaient alors été tuées. Même si cet épisode de l'histoire syrienne a été supplanté par la violence actuelle, Hama reste une référence pour celui qui n'était alors qu'un jeune lieutenant, mais qui se vante d'avoir rampé et combattu les « terroristes dans les tunnels ». « Alep est aujourd'hui la capitale des tunnels », fait-il d'ailleurs remarquer.

« Les journalistes à l'époque ont avancé des chiffres exagérés concernant le nombre de victimes à Hama. Mais je dis que, si nous nous

étions comportés au début de la crise actuelle comme nous l'avons fait à l'époque à Hama, nous n'en serions pas arrivés là où nous en sommes aujourd'hui avec toutes ces tueries », avance Jamil Al-Hassan. Bachar Al-Assad serait-il trop mou? « Le président Bachar Al-Assad doit faire face à une situation beaucoup plus dure que celle à laquelle a dû faire face Hafez Al-Assad », s'empresse-t-il de répondre.

« La décision d'Al-Hassan d'accorder une interview est intéressante, et certains vont sans aucun doute l'interpréter comme un message politique », note le chercheur Aron Lund, de l'institut Carnegie, qui souligne que l'opacité du régime syrien invite à la prudence : « Un message aux durs du régime pour s'assurer de garder son poste? Une mise au point des services de sécurité adressée à un chef de l'Etat à la recherche d'une solution diplomatique? Une opération pour présenter ce même président comme un modéré avec lequel l'Occident peut traiter? Ou peut-être qu'Al-Hassan [qui, à 61 ans, a dépassé l'âge théorique de la retraite chez les officiers syriens] se prépare à quitter son poste et soigne sa sortie. » ●

MADJID ZERROUKY

« Si nous avions réglé le problème dès 2011, nous n'en serions pas là aujourd'hui »

JAMIL AL-HASSAN
général syrien

Irak

«Mes enfants sont de l'autre côté de cette tranchée»

Par **ORIANE VERDIER**
Envoyée spéciale à Bashiqa

REPORTAGE

A Bashiqa, des familles libérées de l'Etat islamique par les peshmergas sont bloquées à la nouvelle «frontière» du Kurdistan, où se trouvent leurs proches.

Bashiqa est une ville détruite. Elle a été libérée début novembre de l'Etat islamique par les peshmergas. Aux frontières de ce néant, une tranchée délimite les territoires contrôlés par les forces kurdes. Derrière un grand trou, des dizaines de familles attendent, assises dans le désert, que la région autonome du Kurdistan leur ouvre ses portes. A l'horizon se dessinent les silhouettes de villages que certaines d'entre elles ont fuis. «*Là-bas les combats continuent*», affirme Amina. La quadragénaire a étendu une couverture sur le sable. Au petit matin, il fait encore froid, elle et ses filles sont assises les unes contre les autres. «*Nous avons vécu pendant deux ans et demi sous l'autorité de Daech, explique cette femme au regard déterminé. Mais quand la coalition a intensifié les bombardements et que l'armée irakienne a commencé à tirer sur le village, nous avons dû quitter la maison. Les gens mouraient autour de nous!*» Pour Amina, ces derniers jours sont de nouveaux obstacles dans une vie



de souffrance: «*Il y a eu la guerre Iran-Irak, celle du Koweït, la chute de Saddam Hussein, l'Etat islamique, et tout ça pour finalement me retrouver ici, assise dans la poussière.*» Cela fait maintenant trois jours et deux nuits qu'elle attend, sans connaître sa destination.

SOLEIL DE PLOMB

Un troupeau de moutons passe devant elle. Ahmad, le berger, les chasse du bout de son bâton. Lui a sa famille de l'autre côté de la frontière. «*J'étais allé faire paître mes moutons quand les combats ont commencé il y a quelques semaines, explique-t-il. Entre-temps,*



Des exilés de Mossoul le 18 novembre, dans une tranchée de Bashiqa, en Irak.
PHOTO KHALID AL-MOUSILY. REUTERS

les peshmergas ont construit cette tranchée. Maintenant, je ne peux pas rejoindre ma femme. De toute façon, je n'abandonnerai pas mes moutons. C'est toute ma fortune. Je préfère rester ici avec eux que les laisser pour entrer dans un camp.»

Il est midi, un soleil de plomb a cassé le froid. Ici, pas d'eau, pas d'arbre, pas d'ombre. Un peshmerga traverse la tranchée, les bras chargés de victuailles. Une vieille dame vient l'aider à les porter, c'est sa tante. Lui se bat pour le Kurdistan, elle, qui aimerait pouvoir y entrer, en est rejetée. Une fois assis pieds nus sur une mince natte qui sert de nappe, Shevan, le peshmerga, nous explique la situation complexe de sa famille qui fait partie de la minorité shabak, très présente dans cette région de la plaine de Ninive: «*Nous venons d'un village qui, avant Daech, était contrôlé par les peshmergas. Cette tranchée-là n'existait pas. Mais maintenant, ma famille doit attendre une permission pour rentrer dans ce nouveau Kurdistan.*» Malgré tout, le jeune homme s'applique à tenir un discours en l'honneur de ce territoire: Kurdistan protec-

teur des opprimés, Kurdistan de liberté... Son oncle Jamal, lui, fulmine: «*Mes enfants sont tous de l'autre côté de cette tranchée, ils sont fonctionnaires pour l'Etat kurde. Mon neveu est peshmerga. Mais on nous laisse dehors alors que nos villages font historiquement partie des terres kurdes. Nous sommes les oubliés de l'Irak.*» Même s'il avait la permission de traverser cette tranchée avec sa femme, même si ses enfants se font un plaisir de les accueillir, ils iraient tout droit dans un camp de réfugiés, question de sécurité. Mais encore faudrait-il que le gouvernement kurde donne son autorisation.

Dans ce bout de désert, seul un petit groupe d'Occidentaux assure une aide médicale. Leur chef, Dave Eubank, un Américain, ne comprend pas ce blocage de la part des autorités kurdes. «*Les peshmergas nous disent que les camps [du territoire] sont pleins, mais les Nations unies, elles, disent qu'il y a encore de la place, affirme-t-il, circonspect. Je sais qu'il y a des bus prêts pour venir chercher les familles, ils ont simplement besoin d'une permission. Même à la belle étoile, les familles seraient mieux dans un camp, avec de l'eau, des infrastructures médicales et de la nourriture, qu'ici en plein milieu du désert.*» A quelques centaines de mètres de

là, dans la nouvelle base kurde de Bashiqa, le général peshmerga Bahram soutient que le Kurdistan irakien fait ce qu'il peut pour accueillir les familles : «*Ça fait deux mois que je répète que la capacité d'accueil est limitée. Et au plus fort de la bataille de Mossoul, il y aura au minimum 500 000 personnes à nos portes. Nous allons au-devant d'une énorme crise humanitaire.*»

PAPERS CONFISQUÉS

Dans la soirée, les familles seront finalement transférées au camp de Hassan Sham. Alors que le soleil se couche sur les rangées de tentes, des enfants achètent des chips à travers le grillage. Les vendeurs n'ont pas le droit d'entrer, ni les enfants de sortir. Une famille franchit la porte du camp. Trois femmes viennent retrouver leur neveu qu'elles enlacent longuement. «*Cela fait deux ans et demi qu'ils ne se sont pas vus, chuchote respectueusement le mari de l'une d'elles. Nous habitons à Dohuk, au Kurdistan, lui habitait un village près de Mossoul.*» Mais cette scène de tendresse est coupée par la voix du gardien du camp. «*C'est trop tard pour les visites, aboie l'homme. Il est 16 h 30, il fallait que vous veniez avant 16 heures.*» C'est un *asaïch*, un agent des forces de sécurité kurdes. Il fouille chacun des sacs apportés par la famille. «*Après tout ce temps sans se voir, nous ne pouvons même pas avoir quelques minutes pour se retrouver...*» se plaint l'une des femmes. «*Chut, tais-toi, coupe anxieusement le neveu. Ne parle pas, c'est dangereux.*» Il semble perdu et effrayé.

Plus éloigné des gardiens, un autre homme accepte de nous répondre. Lui aussi est un *Shabak*. «*Ma famille habite dans un village en paix, pas très loin d'ici, sur les terres du Kurdistan irakien. Mais depuis quinze jours, les *asaïch* ne veulent pas me rendre ma carte d'identité. Mais au fond, après ce que j'ai vécu sous *Daech*, leur prison est ma liberté.*» Les papiers des habitants ont

été confisqués par les autorités kurdes. Ils ne savent pas quand ils pourront les récupérer. Le gouvernement régional affirme agir pour la sécurité de la région, afin de ne pas laisser circuler les possibles collaborateurs de l'EI. Tout en reconnaissant l'argument, le Haut Commissariat des

Nations unies pour les réfugiés dénonçait déjà il y a huit mois des «*restrictions disproportionnées imposées aux populations déplacées au Kurdistan irakien. Ils témoignent de placements forcés dans les camps et d'entraves à la liberté de mouvement.*» Des accusations relayées par

l'ONG Human Rights Watch, qui dénonce également la destruction volontaire et gratuite de logements et de villages arabes libérés par les forces kurdes. ◆



7 Décembre 2014

A Mossoul, l'Etat islamique s'acharne

Lancée en octobre, la bataille pour reprendre la ville est loin d'être gagnée. Les jihadistes ont eu le temps de se préparer et disposent d'un armement conséquent.

Une progression lente, par à-coups, et parfois remise en cause par des contre-attaques. Sept semaines après son lancement, l'offensive pour reprendre Mossoul à l'Etat islamique (EI) est loin d'être achevée. Si elles avancent, les forces irakiennes appuyées par la coalition internationale font face à une résistance acharnée et préparée. La bataille pourrait durer jusqu'à fin janvier, a déclaré le général Joe Votel, le chef des forces américaines au Moyen-Orient. Au moins 2 000 membres de l'armée irakienne ont été tués en novembre, selon l'ONU. Le bilan a été contesté par Bagdad. Au total, l'offensive mobilise plus de 100 000 hommes : soldats irakiens, combattants kurdes et miliciens chiïtes. En face, les estimations font état d'environ 3 000 à 5 000 jihadistes de l'EI dans la ville de Mossoul. Ce sont les membres des forces de contre-terrorisme, des unités formées et équipées par les Etats-Unis, qui sont les plus avancés. Entrés dans Mossoul le 1^{er} novembre, ils ont repris plusieurs quartiers qui s'étendent sur la moitié de l'est de la ville environ. Mossoul est coupé en deux par le cours du Tigre. Mais leur progression est laborieuse, rue par rue. Les convois de blindés n'avancent parfois que de quelques centaines de mètres en une jour-

née, quand ils ne sont pas obligés d'attendre que d'autres unités irakiennes sécurisent leur position.

Embuscade. Les jihadistes ont eu le temps de se préparer. Après s'être emparés de la ville en juin 2014 sans combattre (policiers et soldats irakiens avaient fui), ils ont fabriqué des mines artisanales, préparé des voitures piégées et creusé des tunnels. Ils disposent aussi d'un armement conséquent, récupéré dans les stocks irakiens. Ils peuvent donc alterner entre voitures ou camions piégés qui surgissent de la cour d'une maison, kamikazes qui avancent à pied, tirs d'artillerie ou de snipers. Ils sont aussi capables d'abandonner une position avant de revenir la nuit. Pour se déplacer

ou se sortir d'une embuscade, les forces spéciales irakiennes peuvent demander des frappes aériennes de la coalition menée par les Etats-Unis. Mais l'arrivée de l'hiver et des vents de sable compliquent leur intervention.

Elles se heurtent surtout à la présence des civils. Environ 70 000 ont réussi à fuir Mossoul mais il en resterait environ un million, dont 600 000 dans les quartiers Est. Tous ne sont pas piégés par les combats. Certains ont été déplacés de force par l'EI depuis des villages de la plaine de Ninive. C'est ce qui s'est passé le 19 octobre à Al-Safina, au sud de Mossoul. «*A 8 h 30, *Daech* a utilisé les haut-parleurs de la mosquée pour nous prévenir que nous devons quitter le village avec eux, expliquait récemment à Libération Saïd Oum Sabreen, 27 ans, l'une des rares habitantes à avoir réussi à s'échapper. Ils étaient lourdement armés et ils nous ont obligés à les accompagner. Nous avons marché 15 kilomètres et traversé plusieurs villages. A chaque fois, les habitants devaient se join-*

dre à nous, nous formions comme un troupeau.»

Privés d'eau. Ceux qui sont restés à Mossoul vivent dans des conditions catastrophiques. Alors que les pénuries d'électricité et de vivres, dont les prix ont explosé, durent depuis plusieurs mois, des centaines de milliers de civils sont désormais privés d'eau potable. Des habitants sont forcés d'en récupérer dans des puits ou directement dans le Tigre. «*[Cela] va avoir des conséquences catastrophiques pour les enfants, les femmes et les familles*», s'est alarmée la coordinatrice des opérations humanitaires de l'ONU, Lise Grande. Le réseau de distribution a été endommagé par les combats de ces dernières semaines.

Certains habitants accusent des avions de la coalition, qui auraient frappé le pipeline venant de l'ouest de la ville. Les autorités locales affirment, elles, que l'EI est responsable de l'arrêt de l'approvisionnement. Dans les quartiers libérés, les civils ne peuvent plus compter que sur des distributions d'aide, qui restent insuffisantes. Dans les zones toujours contrôlées par l'EI, les habitants sont exhortés par les forces irakiennes à rester chez eux, et à ne surtout pas tenter de franchir les lignes de front. Selon l'ONU, plus de 330 civils ont été tués dans la province de Ninive en novembre.

LUC MATHIEU

«Au plus fort de la bataille de Mossoul, il y aura au minimum 500 000 personnes à nos portes. Nous allons au-devant d'une énorme crise humanitaire.»

Bahram général peshmerga

Turkey's crackdown on dissenters mostly spares the literary world

ISTANBUL

BY ROD NORDLAND

Some Turkish authors who are not in prison may well be wondering why not.

This country's literary world has a proud tradition of enduring imprisonment and repression, but mainstream authors have enjoyed an odd, if partial, immunity to the crackdown by the government of President Recep Tayyip Erdogan after a failed coup attempt this summer.

It is not that no authors are jailed: A prominent novelist and human-rights advocate, Asli Erdogan, is facing life in prison. And the thousands of books put out by 29 publishers aligned with the exiled cleric Fethullah Gulen, whom Mr. Erdogan blamed for orchestrating the failed coup, have been withdrawn from bookstores, universities and schools and reduced to pulp.

Ms. Erdogan, who is not related to the president, is not in prison for anything in her books, but for work with a beleaguered, and since suppressed, Kurdish newspaper, *Ozgur Gundem*. Another novelist, Ahmet Altan, and his brother Mehmet, an academic, were jailed for "subliminal messaging" in favor of the attempted coup — again, not in their books but during a TV appearance.

In bookstores, works by mainstream publishers, other than those deemed pro-Kurdish, have been untouched by the crackdown. Ms. Erdogan's books continue to sell, and even better than before, according to book industry officials.

Compared with people in other intellectual fields, writers have gotten off easy. Since the coup attempt, some 120 journalists have been jailed, along with hundreds of academics and thousands of teachers. Only three authors are behind bars, none of them for their books.

It is not clear why the literary world has been given a pass so far. Some think it reflects the book world's status, which is higher than journalism's, and suppression of authors has unpleasant associations with previous periods of authoritarian rule in Turkey. Others speculate that writers may be self-censoring, steering clear of issues that could prove troublesome. And many warn that this could just be a short-lived phase.

It is not that Turkey's literary figures have not been outspoken about current events. "In the last three decades, novelists were not much in trouble for what they wrote in their fiction," said Orhan Pamuk, the winner of the Nobel Prize in



OLIVER BERG/EUROPEAN PRESSPHOTO AGENCY

Protesting the imprisonment of the Turkish novelist Asli Erdogan, in Cologne, Germany.

Literature in 2006 (the only Turk to be so honored).

But Mr. Pamuk has often run afoul of the Erdogan government. "I had various troubles with the government and court cases, not because of my novels but because of my interviews and random brief political essays," he said. "Journalist political commentary is dangerous in Turkey, and after the failed coup, the situation of free speech got worse."

Irfan Sancı, the owner of Sel Publishing, has been prosecuted 10 times over books he has published, and is free while he appeals a three-year prison term. But those prosecutions were all on obscenity charges and mostly involved foreign works, such as Beat novels by William S. Burroughs or erotic works by Guillaume Apollinaire.

Social and political criticism, especially of the current government, often gets writers jailed, but rarely when it appears between two covers.

That is, if the work has nothing to do with Mr. Gulen's movement, and if it refrains from any sympathetic treatment of Kurdish issues — two big ifs in contemporary Turkey. But most Turks opposed the coup attempt, even if they detested Mr. Erdogan. And fresh in memories is a time, only a few years ago, when the Gulen movement was aligned with the president and Mr. Gulen's followers were blamed for persecuting authors.

The Kurdish issue is murky, too, because Turkey's military is in a shooting war with the outlawed Kurdistan Workers' Party, known as the P.K.K.

Still, no one is taking heart from what may prove to be a temporary and limited immunity. "Yes, books seem more

untouchable than newspapers, and they're kind of scared of accusing the authors of books," said Eray Ak, an editor for the book reviews at the *Cumhuriyet* newspaper, whose editor in chief, Turhan Gunay, has been jailed.

Tora Pekin, a lawyer for *Cumhuriyet*, said the government had already done enough to raise concerns: "Arresting Asli Erdogan and Necmiye Alpay was crossing a threshold. After them, they can put anyone in jail."

Ms. Alpay, who also faces life imprisonment, is a linguist and is often described as a living dictionary of the Turkish language.

Mr. Sancı, too, said no one should be complacent. "The fact that the journalists are in jail but not the authors yet doesn't mean we won't be in the future," he said. "This is a period without law."

Mr. Pamuk noted that prominent novelists were in jail because of ties to journalism.

"Asli Erdogan, whom I admire a lot, is emblematic, and her case is heartbreaking," he said. "She only did a symbolic act of lending her name to a newspaper as an editor."

"It is not easy to accept that a great literary critic, Necmiye Alpay, who educated the Turkish readership about the intricacies and glories of the Turkish language in her book columns, is in prison for being a 'traitor,'" he continued. "It is also hard to believe the government newspapers' claims that these writers whom the Turkish public are reading, discussing and enjoying at least for the last 20 years are 'terrorists.'"

Most, Mr. Pamuk noted, are being held under pretrial detention under a state of emergency declared after the

coup attempt. "If there is evidence against them, they should be tried," he said, "but not put into prison before the verdict."

Hasan Cemal, a former editor in chief of Cumhuriyet, has published a dozen books without incident — even some that are quite provocative, such as one challenging the subject of a deeply rooted taboo here, "1915: The Armenian Genocide." But his book "Delila," about a Kurdish guerrilla and singer, was banned last year, and he faces criminal

charges over it, although he has not been jailed.

Mr. Cemal said he thought a large part of the reason more authors had not been arrested was that many were being careful about what they wrote. Thousands of people, after all, have been charged after insulting the president.

Senay Aydemir, the editor in chief of the Posta Kitap publishing house, said more time needed to go by for literary responses to the crackdown to begin to filter in.

"The tradition of literature in Turkey is strong in this sense," he said. "Throughout the history of the republic, authors faced similar pressure, exile or prison, but found ways to resist. I think this tradition will continue."

In the meantime, he said, the book business is doing well, because in unsettled times, more people read. He also sees signs that more people are writing books, including many journalists whose publications have been closed.

International New York Times DECEMBER 5, 2016

Egypt and Turkey soften opposition to Assad



A collapsed building in Talbiseh, Syria. Egypt and Turkey are easing their positions on Syria as Russia asserts itself across the region to a degree not seen since Soviet times.

BEIRUT, LEBANON

Shifts come as countries in Middle East start to look to Moscow for support

BY ANNE BARNARD

The Syrian government, flush with pivotal battlefield gains and bolstered by support from Iran and Russia, is finding itself the beneficiary of an evolving regional realignment spurred by the war in Syria.

Egypt and Turkey, countries that were once vocal opponents of Syria's president, Bashar al-Assad, have, to varying degrees, softened their positions. Egypt, the region's most populous Sunni country and wary of Iran's Shiite theocracy, has made its tacit, increasing support of the Syrian government public for the first time. And Turkey, a Sunni regional power, is reshaping the Syrian

battlefield by edging closer to Russia and dampening its longtime support for rebels fighting Mr. Assad.

The shifts come at a volatile time as countries in the Middle East long aligned with the United States are hedging their bets and looking to Moscow for support as Russian intervention transforms the conflict in Syria.

The maneuvering comes as Russia asserts itself across the region to a degree not seen since Soviet times, partnering with an increasingly ambitious Iran. Longstanding American alliances with Turkey, Egypt and Saudi Arabia are frayed, and face new uncertainty with the election of Donald J. Trump, whose foreign policy remains largely undefined, except for an avowed eagerness to shake things up.

Egypt, which has seen its influence wane, is seeking allies and relevance wherever it can find them, even if that means shelving concerns about Iran.

While Russia's goal seems to be to expand its influence and pave the way for the international rehabilitation of Mr.

Assad's government, the scrambling of alliances remains in motion and the results unclear. The new relationships are messy, contradictory works in progress.

"In today's regional context, this tactical hedging by countries on multiple fronts is likely to continue and may accelerate under a Trump administration," said Brian Katulis, a senior fellow at the Center for American Progress in Washington.

Egypt and Turkey both provide examples of hedging, testing realignments but not jumping in with both feet.

Turkey has reached a potentially game-changing understanding with Russia in northern Syria — slackening support for besieged rebels in the divided city of Aleppo in exchange for a sphere of influence along its border — but continues to push the deal's boundaries politically and militarily. And Egypt is diverging from its traditional allies in some ways, by splitting from

Saudi Arabia on Syria; it remains financially dependent on the kingdom and hopes to mend fences with the United States under Mr. Trump.

Egypt, Mr. Katulis said, is "seeking to signal that it has an independent perspective and position" on the Syrian conflict and on regional policy, balancing the United States and Russia, not aligning entirely with either the Gulf Arab states or Iran.

The emerging "Sisi doctrine," named for President Abdel Fattah el-Sisi of Egypt, said Michael Wahid Hanna, a senior fellow at the Century Foundation, a New York-based research institute, is "rigid anti-Islamism and rigid anti-militancy and a very vocal support for nation states and sovereignty."

Those positions are congruent with Mr. Assad's. However, they diverge from those of Saudi Arabia, which has long been one of Egypt's main financial lifelines, supplying aid worth tens of billions of dollars.

Mr. Sisi is also increasingly wary of Turkey. He sees the recent defeat of a coup attempt against Mr. Erdogan's Islamist government as "the birth of a religious state in Europe," he told Mr. Katulis in July during a two-hour interview for a forthcoming report on United States policy in Egypt.

Yet, Mr. Katulis said, the Egyptian president also made clear that he remained suspicious of Iran's Shiite brand

of Islamism despite its alignment with Mr. Assad and opposition to Turkey in Syria.

But for now, Mr. Sisi seems to be putting concerns about Iran on the back burner and focusing more on Sunni Islamist movements, which he sees as a bigger threat. And lending support to Syria helps a weakened Egypt evoke its glory days as the leader of Arab nationalism in the 1960s.

Mr. Sisi's emphasis on state sovereignty, supporting Arab states against insurgents, is also a major boon to the Syrian government's quest for legitimacy, said Kamal Alam, a visiting fellow at the Royal United Services Institute in London and Levant consultant for the Hoplite Group.

Three years ago, Turkey and Egypt were prominent supporters of the Syrian rebellion, aligned with Saudi Arabia in what the Saudis saw as a geopolitical and sectarian struggle against Iran.

Today, both countries have tilted to different degrees away from Saudi Arabia and toward Russia, if not directly Iran. So has Jordan, another American ally and mostly Sunni country whose support for rebels had always been relatively lukewarm.

All three seek to insulate themselves from the upheaval in Syria — from refugees and migrants, from the Islamist militants like Islamic State and Qaeda affiliates that gained footholds within the insurgency they helped support, and from any possible popular revolt.

The first to peel away was Egypt, in 2013, after Mr. Sisi, an army general, seized power from Mohamed Morsi, a Muslim Brotherhood leader who had emphatically supported the Syrian revolt. Pro-government news media made it clear that the Egyptian stance on Syria had changed; Syrian refugees were even attacked in the streets.

Mr. Sisi and his foreign ministry avoided explicitly voicing support for Mr. Assad — presumably to avoid antagonizing the Saudis. But they quietly hosted Syrian officials, and positioned themselves as an Arab partner for Moscow on Syria.

Then relations soured with Saudi Arabia, in part over Egypt's refusal to ac-



OZAN KOSE/AGENCE FRANCE-PRESSE — GETTY IMAGES

Protesters in Istanbul against the official Syrian regime and Russia's operations in Aleppo.

tively engage in its fight in Yemen against Iran-backed rebels. The Saudis cut off discounted oil deliveries.

Egypt's alignment with the pro-Assad front became more public. In October, Iran pushed to add Egypt to international talks on Syria, and Egypt voted with Russia on a United Nations resolution on Syria.

Cairo also recently hosted Syria's powerful security chief, Ali Mamlouk — not his first visit during the Syrian war, but the first to be publicly acknowledged.

Then, last month, Mr. Sisi tossed a modicum of public support to Mr. Assad. Asked whether Egypt would be willing to send peacekeeping troops to Syria, Mr. Sisi said it was best to support "national armies." When pressed to clarify if that meant forces loyal to Mr. Assad, Mr. Sisi gave a terse "yes."

It was just a few words, but for Mr. Assad, internationally isolated, any small nod to legitimacy matters. Soon, reports even circulated that Egypt was sending pilots to aid Mr. Assad's war effort. Egyptian officials strongly denied it, and regional analysts agreed it was extremely unlikely.

Egypt is not in a position to carry out foreign military adventures, so the sig-

nificance of its new steps is mainly optical.

But they left Saudi Arabia "pretty clearly irate," said Mr. Hanna, who studies Egypt and the region at the Century Foundation.

But the chances are that Saudi Arabia will continue to send Egypt aid whose main purpose is to shore up stability there. And Mr. Sisi appears undaunted.

Even as an outcry arose over the intensive bombing of Aleppo last week, Egypt in an emergency Security Council meeting justified its decision not to support "any side against the other." The statement was seen as a polite way of refusing to apologize for not hewing to the Saudi line.

Turkey, too, has been unusually quiet on Aleppo.

That, to many observers, confirms it has essentially agreed with Russia on a trade: Turkey allows rebel defeat in Aleppo, in exchange for Russia's blessing of its incursion into Syria farther north to keep Kurdish militias away from its border.

AFP

Syrie: Washington tente de prévenir un affrontement Turcs et Kurdes

Washington, 8 décembre 2016 (AFP)

LES ETATS-UNIS tentent de prévenir un affrontement dans le nord de la Syrie entre les forces turques et les forces kurdes syriennes, ont indiqué jeudi des responsables américains.

"Nous avons facilité cette semaine des discussions communes avec la Turquie, les Forces démocratiques syriennes (FDS, coalition arabo-kurde syrienne) et d'autres partenaires de la coalition pour promouvoir une désescalade dans la région", a déclaré le colonel américain John Dorrian, un porte-parole militaire de la coalition contre l'EI.

Les Turcs et les Kurdes syriens sont deux alliés cruciaux de la coalition menée par Washington, mais leurs intérêts sont antagonistes.

Il y a déjà eu des échanges de tirs entre les deux forces.

"Nous essayons de faire en sorte (...) de maintenir un dialogue qui maintient tout le monde concentré sur la lutte contre l'EI", a déclaré le colonel Dorrian.

Les Turcs, entrés fin août dans le nord de la Syrie en soutien à des groupes rebelles syriens, menacent de se diriger vers Minbej, une ville tenue par la coalition arabo-kurde des Forces démocratique syriennes (FDS) soutenue par la coalition.

Les Etats-Unis observent avec inquiétude cette situation, alors que les FDS sont considérés comme un allié extrêmement précieux par les Etats-Unis.

"La plus grande inquiétude des FDS est que les Turcs menacent de les attaquer par derrière", a expliqué jeudi un responsable militaire américain.

"C'est ce qui les a fait hésiter à avancer" vers Raqa, a-t-il souligné.

Raqa est la capitale de facto de l'EI en Syrie, et le prochain grand objectif de la coalition dans le pays.

Les FDS ont lancé le 5 novembre l'offensive qui vise "isoler" Raqa. Mais l'assaut lui-même doit être confié à des forces arabes, selon la coalition.

Selon le colonel Dorrian, les FDS comptent désormais "45.000 combattants", dont "13.000 Arabes". ●

Attentats d'Istanbul : les Faucons de la liberté, branche dure de la lutte armée kurde

La double attaque qui a fait 44 morts a été revendiquée par cette émanation du PKK, à nouveau très active depuis un an.

www.lemonde.fr | 12.12.2016

Comme de nombreuses attaques récentes sur le sol turc, le double attentat qui a frappé le quartier de Besiktas, à Istanbul, samedi 10 décembre, a été revendiqué par une branche armée du mouvement kurde : les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK, pour Teyrêbazên Azadiya Kurdistan). Le bilan fait état de 44 morts, dont 36 policiers.

Depuis l'été 2015, la Turquie a été la cible de nombreuses attaques, à Istanbul et à Ankara, attribuées alternativement à l'organisation Etat islamique (EI), à des groupuscules d'extrême gauche ou à la rébellion séparatiste kurde. Idéologiquement proches des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) mais relativement autonomes, les TAK ont revendiqué plusieurs de ces attentats, notamment une attaque au mortier contre l'aéroport Sabiha Gökçen, à Istanbul (1 mort), un attentat-suicide à Ankara en février (29 morts), une attaque à Ankara le 13 mars (37 morts), et un attentat à la voiture piégée le 7 juin à Istanbul (11 morts).

Depuis sa création, en 2004, le groupe, qui réclame un état kurde indépendant, a revendiqué plus d'une dizaine d'attentats meurtriers, mais il reste assez mal connu.



La police sur le lieu de l'explosion à Istanbul, samedi 10 décembre 2016

Dissidents du PKK

Les TAK représentent la branche la plus dure de la lutte armée kurde. Ils sont nés d'un éclatement du PKK historique, et de l'entrée en dissidence de quelques dizaines de membres qui voulaient mener des actions plus radicales contre le pouvoir turc. Comme le PKK, les Faucons de la liberté reconnaissent toutefois l'autorité d'Abdullah Öcalan, emprisonné depuis 1999. Les deux organisations sont considérées comme terroristes par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne.

« Ces différentes organisations sont intimement liées, les lignes d'appartenance sont troubles », affirme d'ailleurs dans un entretien au Point Sinan Ulgen, ancien diplomate turc et président du Center for Economics and Foreign Policy (EDAM).

Pour le pouvoir turc, les TAK ne sont rien d'autre que la branche radicale du PKK, voire une couverture de ce dernier pour commettre les attaques les plus violentes sans nuire à son image, notamment à l'international.

Une partie de la presse turque, acquise au gouvernement, voit même la main des Occidentaux derrière les attentats du samedi 10 décembre. « Nous connaissons les meurtriers qui sont derrière le dernier attentat terroriste à Istanbul. Et nous connaissons leurs patrons à l'échelle mondiale. L'Europe et les Etats-Unis soutiennent le PKK et l'envoi nous attaquer », affirme par exemple l'éditorialiste Ibrahim Karagül, du quotidien Yeni Şafak, proche de l'AKP – le parti fondé par le président Recep Tayyip Erdogan. Le ministre de l'intérieur

turc, Suleyman Soyly, a également profité des funérailles d'un des policiers tués pour comparer le PKK à des « animaux », qui seraient « les pions [des] sombres partenaires occidentaux ».

Des cibles civiles et touristiques

Si les actions des Faucons de la liberté se sont raréfiées à la fin des années 2000, ils sont à nouveau actifs depuis 2015, vraisemblablement grâce à l'engagement de jeunes hommes dans le mouvement. Les auteurs des récents attentats des TAK qui ont été identifiés étaient souvent âgés d'une vingtaine d'années.

Le mouvement, qui avait prévenu qu'il s'attaquerait aux zones touristiques, a mené le double attentat du 10 décembre dans un quartier bordant le Bosphore, près du stade de football du Besiktas Istanbul et dans le parc de Macka. Les sites touristiques sont « une cible majeure que nous voulons détruire », écrivaient les TAK sur leur site plusieurs mois avant l'attaque. « Nous conseillons aux touristes étrangers et turcs de ne pas aller dans les zones touristiques en Turquie. Nous ne serons pas responsables de ceux qui mourront dans les attaques qui viseront ces sites. »

En riposte, les autorités turques ont décidé de réagir aux attaques, lundi 12 décembre, en arrêtant 198 membres du Parti démocratique des peuples (HDP), principal parti pro-kurde du pays. L'aviation turque a par ailleurs lancé dimanche une série de bombardements contre des positions appartenant au PKK dans le nord de l'Irak. ■

Le Monde.fr 13 décembre 2016

Les forces françaises ont tué au moins 2 500 combattants de l'EI en Irak et Syrie

LeMonde.fr / 13 décembre 2016

Les forces françaises ont tué au moins 2 500 combattants de l'EI en Irak et Syrie

Les milliers de frappes aériennes conduites par la coalition internationale contre l'organisation Etat islamique (EI) en Irak et en Syrie ont fait reculer le groupe terroriste de façon significative sur le terrain, et la reprise de Palmyre, dimanche 11 décembre, n'inversera pas ce mouvement.

Des sources américaines disent que la coalition, dont les Etats-Unis assument plus de 90 % de l'effort, a tué 50 000 combattants à ce jour depuis le début de sa campagne en août 2014. « Soit 59 tués par jour en 850 jours »,

précise l'analyste Micah Zenko du Council on Foreign Relations, un groupe de réflexion américain, qui reprend ce chiffre. Celui-ci témoigne en creux de l'énorme capacité de régénération des forces de l'EI durant les deux premières années du conflit.

La France, qui se définit comme un pays « en guerre », ne communique pas le nombre des pertes de ses ennemis. Selon les recoupements du Monde, les Rafale et Mirage déployés depuis septembre 2014 ont tué au moins 2 500 combattants de l'EI à ce jour. L'engagement militaire français, estimé à 5 % des missions de la coalition, aboutit à 5 % des effectifs ennemis éliminés.

A l'occasion de la visite du prési-



Un soldat français devant un Mirage à Amman, en avril 2016

dent François Hollande sur le porte-avions Charles-de-Gaulle vendredi 9 décembre, l'Elysée a rappelé que, « depuis le début de l'opération, les avions de l'armée de l'air et de la

marine nationale ont conduit plus de 5 000 sorties et neutralisé près de 1 600 objectifs en Irak et en Syrie ». Les bombardements français ont servi pour près de 90 % à l'appui des troupes irakiennes et kurdes combattant au sol en Irak.

Le Royaume-Uni, autre contributeur majeur, a indiqué fin novembre avoir touché 1 900 combattants, chiffre qui pourrait avoir été dépassé. Sur les douze derniers mois seulement, avec 1 300 frappes, la Royal Air Force a lancé onze fois plus de bombes que lors de l'année la plus engagée d'Afghanistan, a assuré le ministre britannique de la défense. ■

Qui se cache derrière le mystérieux groupe Faucons de la Liberté du Kurdistan ?

Texte par Charlotte BOITIAUX
12/12/2016
www.france24.com

Les Faucons de la liberté au Kurdistan (TAK), qui ont revendiqué l'attentat du 10 décembre à Istanbul, sèment la terreur en Turquie depuis le début de l'année 2016. Branche dissidente ou simple couverture du PKK ? Le TAK demeure largement mystérieux.

Les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK) ont revendiqué cinq attaques depuis le début de l'année : un double attentat près d'un stade de foot dans le centre d'Istanbul le 10 décembre, l'explosion d'une voiture piégée à Diyarbakir dans le sud-est du pays le 4 novembre, une explosion à Beyazit dans le quartier historique d'Istanbul le 7 juin, deux attentats à la voiture piégée à Ankara les 13 mars et 17 février. En tout, plus de 120 personnes ont été tuées.

Mais qui sont ces combattants ? Créé dans les années 2000, le TAK est une formation plutôt secrète, voire même mystérieuse puisque sa nature même est sujette à plusieurs interprétations.

• Est-ce une branche dissidente du PKK ?

La thèse la plus répandue reste celle d'une branche dissidente du PKK (Parti des travailleurs kurdes), ennemi juré d'Ankara. Le TAK aurait été créé au moment où le PKK traversait une période de crise, à la fin des années 2000, quand Abdullah Ocalan, le leader du PKK, a été emprisonné sur l'île-prison d'Imrali (située dans le sud de la mer Marmara).

Selon Tançrède Josseran, spécialiste de la question kurde et attaché de recherche à l'Institut de stratégie comparée (ISC), les membres des Faucons de la Liberté du Kurdistan reprochaient alors au PKK sa ligne plutôt modérée. "Dans les années 2000, Ocalan est capturé. Depuis sa prison, il aseptise son discours, explique Tançrède Josseran. Il prône l'abandon de la lutte armée comme s'il rêvait d'un destin à la Nelson Mandela". Une position qui ne plaît pas à tous les militants de la cause kurde.

Le 16 juillet 2005, le TAK signe sa première attaque, dans la station balnéaire de Kusadasi, sur la mer Égée. Cinq personnes sont tuées. Le PKK dément toute implication, le TAK revendique l'attentat quelques jours plus tard. C'est le début d'une longue série d'attaques.

Le PKK a toujours nié tout lien avec le TAK. Le

premier se veut une guérilla, pas une organisation terroriste. À ce titre, en 2011, le PKK s'était désolidarisé d'une attaque des TAK à Ankara, estimant qu'elle était "répréhensible" et "nuisait aux demandes légitimes du peuple" kurde.

• Est-ce une cellule dormante du PKK ?

Pour Olivier Grojean, spécialiste de la question kurde et maître de conférences à Paris I Panthéon-Sorbonne, la scission PKK-TAK n'est pas aussi évidente. "Les circonstances de la naissance du TAK sont très floues, explique-t-il. Il se pourrait que le groupe soit une création du PKK et qu'il se soit peu à peu autonomisé". Certains militants n'auraient pas digéré la ligne d'apaisement prônée par le PKK, après des années de guerre avec le pouvoir turc.

Dans les années post-2005, les relations entre TAK et PKK ont évolué, continue Olivier Grojean. "Le TAK des années 2000 n'est pas le même que le TAK des années 2015. À sa création, ses membres torpillaient les cessez-le-feu du PKK, ils menaient des actions très violentes", précise l'expert. Puis progressivement, ils ont disparu de la scène turque.

"Dans les années 2009-2015, les TAK ont cessé leurs actions". Pourquoi ? "On ne sait pas vraiment", confesse Olivier Grosjean. Ont-ils été dissous par le PKK ? Se sont-ils repliés en cellules dormantes sur ordre du PKK ? "Ce qui est sûr, c'est que le TAK aurait pu court-circuiter les négociations de paix entamées avec Ankara en 2012 et il ne l'a pas fait."

En 2015, le TAK sort de l'ombre. Le 23 décembre, ses membres tirent des obus de mortier sur l'aéroport Sabiha Gökçen d'Istanbul. C'est aussi à cette même époque que le PKK entre à nouveau en conflit avec l'armée dans le sud-est de la Turquie, à la suite de la décision, en juillet 2015, du président Recep Tayyip Erdogan de mener une double-guerre contre les djihadistes de l'État islamique et les indépendantistes kurdes. "À ce moment-là, il y a une évidence : c'est la convergence des luttes du PKK et du TAK", ajoute le spécialiste.

• Aujourd'hui, quelle est la nature exacte de la relation entre les deux groupes ?

"Personne ne sait vraiment", concède Olivier Grojean. Pour le pouvoir turc, le TAK et le PKK ne sont qu'un seul et même groupe terroriste. Les deux mouvements suivent d'ailleurs le même leader Abdullah Ocalan. Ankara considère que les Faucons de la Liberté ne sont qu'une couverture créée par le PKK pour commettre des attentats sanglants et ne pas ternir son image. Car les Kurdes, notamment les YPG, la branche syrienne du PKK, jouissent d'une reconnaissance de la communauté internationale depuis qu'ils combattent les jihadistes de l'organisation État islamique (EI).



© Ozan Kose, AFP | Le 10 décembre, au moins 38 personnes ont été tuées dans un attentat près d'un stade de foot d'Istanbul, une attaque revendiquée par le TAK.

Pour Tançrède Josseran, l'explication n'est pas complètement farfelue. Pour ne pas écorner l'image d'Épinal des YPG luttant contre les terroristes en Syrie, "les membres du PKK ont certainement sous-traité certaines attaques au TAK". Selon l'expert, il y a eu une répartition des rôles : le PKK mène des attaques à l'est de la Turquie, près de la Syrie, sur des cibles armées. Le TAK, lui, doit en théorie s'en prendre aux cibles à l'ouest du pays, là où il y a plus de touristes".

L'explication tient la route : le 13 mars, par exemple, le TAK a fait exploser une voiture piégée à Ankara, près de Güven Park, l'un des endroits les plus fréquentés de la capitale, tuant 35 personnes. Dans un communiqué publié un mois plus tôt, le TAK prévenait : "Nous conseillons aux touristes étrangers et turcs de ne pas aller dans les zones touristiques en Turquie. Nous ne serons pas responsables de ceux qui mourront dans les attaques qui viseront ces sites". Le PKK, de son côté, a revendiqué le 26 août l'attentat suicide à Cizre à la frontière syrienne. Onze policiers avaient été tués.

Olivier Grojean, pourtant, nuance cette hypothèse. "Le TAK cible surtout les zones urbaines, le PKK les zones montagneuses, rurales, où il y a davantage de cibles militaires". Mais selon lui, les deux mouvements ont un objectif commun : les forces armées. "Je ne pense pas que le but du TAK soit d'atteindre des civils, comme on l'entend un peu partout. Leur cible a toujours été militaire mais il y a eu des ratés et des dommages collatéraux. Le 13 mars, par exemple, l'attentat a eu lieu dans un endroit très fréquenté, mais surtout situé à une dizaine de mètres d'un commissariat de police." ●

DRAPEAUX rouges en berne. Touristes inquiets. Un parfum amer de déjà-vu flotte, ce lundi, sur la place Taksim, au cœur d'Istanbul. Après le double attentat de samedi, qui a causé la mort de 44 personnes (dont 36 policiers) aux abords d'un stade, l'heure est au deuil. Mais aussi à la revanche politique. « Nous lutterons jusqu'au bout contre cette malédiction qu'est le terrorisme », a prévenu le président Erdogan quelques heures après l'attaque - la quatorzième qui ébranle le pays en dix-huit mois. Dès le lendemain, les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), un groupe radical proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), revendiquaient l'attaque, selon une agence de presse prokurde. Dans un message publié sur leur site Internet, les TAK précisent que deux hommes ont mené « une double attaque simultanée », près du stade de Besiktas et dans le parc de Maçka. Par le passé, plusieurs des attentats revendiqués par les TAK ou le PKK ont déjà visé des forces de police même si les responsabilités ne sont pas toujours établies. Ainsi, l'explosion d'une voiture piégée, le 4 novembre dernier devant un poste de police de Diyarbakir, dans le Sud-Est à majorité kurde, avait été attribuée au PKK, avant d'être revendiquée à la fois par Daech et par les TAK.

Dans ce climat de confusion et d'incertitude, les autorités ont rapidement réagi en faisant arrêter 235 personnes, y compris de nombreux opposants kurdes. À l'aube, ce lundi, près de 500 policiers soutenus par des véhicules blindés et un hélicoptère ont lancé une opération dans la ville d'Adana, dans le sud de la Turquie, et arrêté 25 responsables du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde). Cette mouvance d'opposition, la deuxième du pays, est depuis plusieurs mois dans le collimateur des autorités turques qui l'accusent d'être la vitrine politique du PKK. En novembre, ses deux coprésidents ainsi qu'une dizaine de députés avaient déjà été arrêtés. De nombreux maires des villes kurdes ont aussi été suspendus. Ce lundi, des unités antiterroristes ont également interpellé 20 responsables du HDP à Istanbul, dont son diri-

Après l'attentat d'Istanbul, la Turquie s'en prend aux Kurdes

geant provincial, et perquisitionnés plusieurs bâtiments. « Nous sommes venus. Vous n'étiez pas là », peut-on lire en turc sur un des graffitis muraux attribués à ces unités dans un des bureaux stambouliotes du parti, selon une photo partagée sur Twitter. Dix-sept arrestations ont par ailleurs eu lieu à Ankara, la capitale, 51 dans la ville de Mersin (Sud), et cinq dans la province de Manisa (Nord-Ouest).

Pas de stratégie claire ?

En parallèle, l'aviation turque a lancé une série de frappes aériennes contre des positions du PKK dans le nord de l'Irak. Depuis la reprise du conflit kurde à l'été 2015, le Sud-Est turc est, lui, en proie à une inquiétante escalade de violence. Face aux tanks des forces de sécurité, la guérilla kurde se bat désormais, non plus dans les montagnes, mais en zone urbaine. Pris en sandwich, les civils paient le prix fort de cette

guerre, qui commence à déteindre sur les grandes villes. L'année dernière, plusieurs centaines de professeurs avaient tiré la sonnette d'alarme dans un appel écrit à la paix. Accusés de « propagande terroriste », certains signataires ont été inculpés. Les détracteurs d'Erdogan y voient une dangereuse stratégie de la déstabilisation voulue par le président pour renforcer son pouvoir. Ce lundi, plusieurs éditorialistes du quotidien *Hurriyet* se sont dits inquiets de la politique turque qui, selon eux, se mue en une volonté de vengeance sans stratégie claire pour mettre fin aux attentats. « Le ministre de l'Intérieur a dit que seule la vengeance était dans l'immédiat à l'ordre du jour du gouvernement. C'était une formule malheureuse à utiliser car cela laisse entendre que le gouvernement n'a pas de stratégie plus profonde pour lutter contre la vague actuelle d'attaques », écrit le chroniqueur Murat Yetkin. ■ D.M.



Capture d'écran d'une vidéo de l'agence de presse turque Dogan, montrant un véhicule de police sur le lieu de l'attentat, samedi à Istanbul. HANDOUT/AFP

AFP

Ankara envoie 300 soldats supplémentaires en Syrie

08/décembre/2016 (Humeyra Pamuk, REUTERS)

La Turquie a décidé d'envoyer 300 soldats supplémentaires dans le nord de la Syrie afin de renforcer les effectifs qui combattent l'organisation Etat islamique (EI) et les miliciens kurdes qui opèrent à proximité de la frontière, rapportent jeudi des

médias officiels.

Selon l'agence Anatolie, quelque 300 commandos ont été dépêchés. Le lieu exact de leur déploiement n'est pas précisé.

Les forces turques sont entrées dans le nord de la Syrie en août dernier dans le cadre de l'opération "Bouclier de l'Euphrate" dont le but était de chasser les djihadistes de l'EI de la ville syrienne de Djarablous, frontalière avec la Turquie, et de réduire les gains territoriaux des milices kurdes syriennes YPG.

Après avoir repoussé les combattants de l'EI, les rebelles soutenus par Ankara ont pris la direction de la ville d'Al Bab, dernier bastion urbain tenu par l'EI dans la campagne du nord d'Alep. ●

How the war ends in Syria

Peter W. Galbraith

TOWNSHEND, VT: The civil war in Syria is over. Now it is time to stop the fighting.

Aided by Russia, Iran, Shiite militias and Hezbollah, the government of President Bashar al-Assad is on the verge of taking Aleppo, once Syria's largest city. Supported by its powerful allies, the Syrian Army will then move to eliminate the remaining pockets of resistance, notably around the northern city of Idlib. While Iran has been Mr. Assad's most important military ally, the Syrian regime would still want to have Russian airpower to finish its reconquest of the country's populous west.

The Assad regime has prevailed through tactics of unspeakable brutality — barrel bombs, starvation, the targeting of hospitals and rescue workers and the suspected use of chemical weapons — but it has prevailed. Samantha Power, the United States ambassador to the United Nations, has rightly focused attention on these war crimes, but these denunciations will make no difference to the situation on the ground.

There is an absolutely counterproductive idea favored by Washington's foreign policy elites of both parties, recycled recently by President Bill Clinton's secretary of state Madeleine K. Albright and Stephen J. Hadley, national security adviser to President George W. Bush, for providing additional military support to the moderate Syrian opposition. Such aid cannot possibly now change the trajectory of the war, but will certainly get more people killed.

Though the outcome is clear, how the war ends matters greatly. The United States has an interest in a result that allows as many Syrians as possible to go home, that ensures the total defeat of the Islamic State and other extremist groups, and that safeguards the Syrian Kurds, who have been America's principal ally against the Islamic State.

Achieving these goals will require close collaboration with Russia, whose intervention enabled Mr. Assad to turn

The Assad regime has prevailed through tactics of unspeakable brutality.

the tide of the war. Fortunately, Russia shares many of America's objectives, even if its Syrian ally does not.

The United States and Rus-



GEORGE OURFALIAN/AGENCE FRANCE-PRESSE — GETTY IMAGES

Syrian pro-government troops in Aleppo's eastern Karm al-Jabal neighborhood.

sia could start by negotiating terms that would end the fighting between the regime and the moderate opposition. The terms might include an amnesty for the rebels, the right of Syrian refugees to return and equal access to reconstruction assistance. It could even include some promises of basic political freedoms, international monitoring and the removal of Syrian officials (not including Mr. Assad) responsible for the worst crimes.

The Russians have considerable leverage with a Syrian government that wants Russian backing for mopping-up operations. The United States, with less leverage, will have to persuade the non-Islamist opposition that a negotiated surrender is better than total destruction.

European countries have a strong interest in creating conditions to encourage refugees in Jordan, Lebanon and Turkey to return to Syria rather than heading west. America should work to ensure the diplomatic engagement of European allies to bring an end to hostilities, as well as their financial support for reconstruction in Syria.

In eastern Syria, Kurdish forces supported by the United States Air Force and special forces are battling the Islamic State in a largely separate conflict. On a recent trip to the Kurdish areas, I traveled to within 15 miles of Raqqa, the capital of the Islamic State. Kurdish fighters feel confident that they can take the city, but their leaders understand that they're not in a position to govern a large Arab city. Since there is no viable Arab alternative to the Syrian government, this will mean transferring control of Raqqa to the

regime in Damascus.

Finally, the United States must provide long-term guarantees to the Syrian Kurds, who now control a large territory, not all of which is Kurdish. For now, the Syrian Army is in no position to take on the Kurdish forces, but eventually, Mr. Assad will surely try to re-create the centralized Arab state he inherited from his father. He will also want to use Syria's oil resources — much of which are now under Kurdish control — to finance reconstruction.

One option is to establish an American-protected Kurdish safe area in northeastern Syria similar to the one created in northern Iraq after the first gulf war. That expensive option is complicated by the inability of the United States to use Turkish air bases to enforce it. (Turkey regards the Kurds as its leading enemy in Syria.) The less costly alternative is to co-sponsor a Russian plan for an autonomous Kurdish area within a federal Syria.

However, Russia's leverage with Mr. Assad will diminish as the opposition crumbles in Syria's west and Russian airpower becomes less important. At that point, the opportunity to extract concessions will disappear, and the field will belong to Mr. Assad and Iran.

President-elect Donald J. Trump has stated his intention to work with Russia and Mr. Assad to defeat the Islamic State. The sooner America reaches out to Russia, ideally before January's handover of administration, the better.

PETER W. GALBRAITH is a former United States ambassador to Croatia.

Kurdish rebels claim deadly twin bomb attack in Istanbul that killed 39

By SAFAK TIMUR DEC. 11, 2016
www.nytimes.com

ISTANBUL — A Kurdish militant group claimed responsibility on Sunday for a double bombing that killed 39 people and wounded 154 outside a soccer stadium in the heart of Istanbul the night before.

The group — Kurdistan Freedom Falcons — said in a statement that two of its members had carried out the suicide attacks in retaliation for state violence in the predominantly Kurdish region in southeast Turkey. The group also cited the continuing imprisonment of Abdullah Ocalan, the leader of the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., which has waged a three-decade insurgency against the Turkish state.

The Kurdish Freedom Falcons, which claimed responsibility in June for a car bombing in Istanbul that killed at least 11 people, is considered an offshoot of the Kurdistan Workers' Party.

Prime Minister Binali Yildirim had blamed the P.K.K. for the twin bombings on Saturday night.

Turkish officials said the two suicide attacks were carried out near the Vodafone Arena stadium. One of them involved the detonation of nearly 1,000 pounds of explosives in a vehicle, and the other was carried out by a suicide bomber who targeted police officers after a soccer game.

At least 30 police officers, eight civilians and one unidentified person were killed in the attacks, Interior Minister Suleyman Soylu said during a funeral for one of the victims on Sunday.

The government declared a national day of mourning on Sunday, and top Turkish officials, including President Recep Tayyip Erdogan, attended funeral services held at



Rescue services work at the scene of explosions near the Besiktas football club stadium after attacks in Istanbul, late Saturday, Dec. 10, 2016. Two explosions struck Saturday night outside a major soccer stadium in Istanbul after fans had gone home, an attack that wounded about 20 police officers, Turkish authorities said. Turkish authorities have banned distribution of images relating to the Istanbul explosions within Turkey. (DHA via AP)

Istanbul's Police Headquarters.

"They should know that they would not get away with this; they will pay heavier prices," Mr. Erdogan said after visiting the wounded at an Istanbul hospital. "They attacked vilely, perfidiously at two spots against those young lions, who were preparing to get on their buses."

So far, the authorities have detained 13 people in connection with the attacks, the Istanbul chief prosecutor's office said.

Violence has surged in southeastern Turkey and spilled over to western cities since the government started a counterinsurgency campaign against the P.K.K. after the group ended a two-year cease-fire in July 2015.

Turkey has been hit by a string of terrorist attacks this year that officials have attributed to Kurdish militants and the Islamic State.

And the government's crackdown and consolidation of power after an attempted coup over the summer have further set the country on edge.

On Sunday, video footage published by the local news media appeared to show one of the suicide bombers in the attacks on Saturday walking along a road when several police officers stopped him just before he detonated his explosives.

"All terror organizations are attacking our nation and our people for the same goal," Mr. Erdogan said in a statement after the attacks. "Whenever Turkey takes a positive step with regards to its future, a response comes immediately before us in the form of blood, lives, savagery and chaos at the hands of terrorist organizations." ■

AFP

Syrie: "seconde phase" de la bataille contre l'EI à Raqa (alliance arabo-kurde)

Aaliya (Syrie), 10 décembre 2016 (AFP)

UNE ALLIANCE arabo-kurde soutenue par les Etats-Unis a annoncé samedi le début de la "seconde phase" de l'offensive destinée à bouter les jihadistes du groupe Etat islamique (EI) hors de Raqa, leur place forte dans le nord de la Syrie.

Les forces américaines, en premières lignes lors de la première phase, devraient être encore plus impliquées lors de la seconde, selon un responsable de cette alliance nommée Forces démocratiques syriennes (FDS).

Les FDS "ont pris la décision de commencer la seconde phase de la campagne, dont l'objectif est de libérer les territoires à l'ouest de Raqa et d'isoler ainsi la ville", a affirmé lors d'une conférence de presse leur porte-parole, Jihan Cheikh Ahmad.

Parlant du village d'Aaliya, au nord de Raqa, elle a expliqué que les FDS

avaient conquis 700 km carrés lors de la première phase de l'offensive qui avait débuté le 5 novembre.

Selon la porte-parole, 1.500 combattants locaux ont rejoint les rangs des FDS après avoir reçu "un entraînement et de l'équipement de la part de la coalition internationale" dirigée par les Etats-Unis.

Elle a précisé que la coordination des FDS avec la coalition internationale "sera plus forte et plus efficace durant la seconde phase de la campagne".

Deux responsables des FDS ont indiqué à l'AFP que les soldats américains continueraient à prendre part à l'offensive "dans les premières lignes", aux côtés des combattants des FDS.

"Les forces américaines étaient dans les premières lignes lors de la première phase de cette offensive, et un membre de leurs forces a été tué. Leur participation sera même encore plus effective aux côtés de nos forces dans la seconde phase", a dit le porte-parole des FDS Talal Sello.

"Les forces américaines seront dans les premières lignes lors de cette phase", a indiqué également un conseiller des SDF, Nasser Hajj Mansour.

Le secrétaire américain à la Défense Ashton Carter a annoncé samedi depuis Bahreïn le prochain déploiement de 200 soldats supplémentaires en Syrie pour aider les FDS à Raqa. Ils s'ajoutent aux 300 déjà présents sur le terrain.

Iran races for oil deals before Trump takes office

TEHRAN

Tehran has signed a wave of agreements with Asian and European companies

BY THOMAS ERDBRINK AND CLIFFORD KRAUSS

President Hassan Rouhani of Iran is racing to sign as many oil deals with Western companies as he can before hard-liners at home and President-elect Donald J. Trump have a chance to return the Mideast country to cultural and economic isolation.

At the same time, Iran is in a battle with Saudi Arabia and other OPEC producers to reclaim its position as one of the world's leading oil exporters, a spot it lost during the years of international sanctions over Tehran's nuclear program.

Iran's oil industry, the lifeblood of its economy, was devastated by the cumulative impact of the nuclear sanctions, which halved petroleum exports and left the country ostracized economically.

The international nuclear agreement that lifted those sanctions nearly a year ago, one of the Obama administration's signature foreign policy initiatives, has enabled Iran to partly recover. But Mr. Trump has warned that he may dismantle the deal, a threat that has injected new urgency into Iran's push to build up its oil industry before Mr. Trump takes power next month.

A provisional agreement on Wednesday with Royal Dutch Shell to develop two of the country's largest oil fields is the latest sign of interest in Iran from international energy companies. Over the last four weeks, Tehran has negotiated similar agreements with the oil field services giant Schlumberger and companies from China, Norway, Thailand and Poland.

The deals, if completed, would bring much-needed expertise and foreign investment. Just as important, though, the agreements could provide a lifeline to the rest of the world, experts say, cementing relations with a number of European and Asian countries. That, they say, could provide an insurance policy of sorts against any punitive actions taken next year by the Trump administration and the Republican-dominated Congress.

Few Iranian officials like to acknowledge their country's vulnerability, in-



A refinery south of Tehran. Growing production has allowed Iran in recent months to recover many of the Asian and European markets that it lost to Saudi Arabia and other OPEC producers while sanctions were in effect.

sisting it is immune to outside pressures. But the election of Mr. Trump and his selection of a national security team that views Iran as a major threat in the Middle East seems at the least certain to usher in a new period of tensions, and could ultimately threaten Iran's efforts to rejoin the global economy.

"Our officials are in a rush to sign contracts with big oil companies in order to have leverage when Trump enters the White House," said Saeed Laylaz, an economist with close ties to the government of Mr. Rouhani. The Iranian president came to power promising to end Iran's isolation and revive its economy, so the advent of a Trump presidency poses a dire threat to his political future.

Mr. Laylaz pointed out that most European energy giants had been present in Iran for decades and had left only after sanctions, now lifted, were imposed during the Obama administration. "Just as in the past, we need them back here, also to make sure we are not isolated," he said of the Europeans.

Analysts noted that the deals were only memorandums of understanding, not hard contracts. But they stressed that the agreements also indicated a strong desire by Western and Asian energy companies to send a message to Washington as they return to Iran, once OPEC producers during the years when sanctions were in effect. And as Iran effectively flexes its muscles in OPEC for the first time since the sanctions were lifted in January, its goal is not only to protect its newfound gains but also to expand its markets, pitting it directly



President Hassan Rouhani's push for market expansion pits Iran against Saudi Arabia.

against its bitter sectarian rival, Saudi Arabia.

The new wave of agreements with Iran, most of which remain provisional, began on Nov. 8, the day of Mr. Trump's victory, when Total, a French company, became the first Western energy company to negotiate a deal to develop and produce natural gas from a section of a giant Persian Gulf gas field. Total leads a consortium that includes the China National Petroleum Corporation and Petropars, a subsidiary of the Iranian state-run oil company, in the \$4.8 billion project. The provisional agreement is expected to be completed early next year.

"They are signing before Trump does something," said Dragan Vuckovic,

president of Mediterranean International, a Texas-based oil services company that works in North Africa and the Middle East. "The Iranians will give the Europeans favorable terms because of Trump. They want to send a message to Trump that if you try to cancel this agreement, we will just go to the Europeans."

Iran needs foreign capital and technical expertise to reach its immediate goal of returning to its 2011 oil production level of 4.3 million barrels a day, reversing a drop that began even before sanctions were imposed. Many Iranian fields are old and in decline, requiring sophisticated and expensive redrilling of wells and injections of water and carbon dioxide to coax more oil from the ground.

Since oil export sanctions were lifted, Iran's production has risen almost a third, to about 3.7 million barrels a day, with minimal foreign help. By reaching agreements with Total and Shell, Tehran now has the ambitious goal of reaching

production levels of 4.8 million barrels a day by 2021, which would give it added clout in OPEC and the ability to go head-to-head with Saudi Arabia in competing for growing Asian markets, particularly in India.

In past decades, Iran has been aggressive in urging other OPEC members to use their position to manipulate the market for higher prices, while Saudi Arabia has often argued for caution. Saudi Arabia has held the upper hand in recent years, but Iran was a major player at the latest OPEC meeting, as the cartel decided to cut production for the first time in eight years.

Iran wants to ramp up production at the very moment that Saudi Arabia wants to cut output to lift prices. Using its recovered production leverage, Iran agreed to go along with the decision to collectively cut 1.2 million barrels a day of production only when the other members conceded to its demands that it be allowed to increase production by about

90,000 barrels a day next year.

It remains to be seen whether the agreement to scale back production, not scheduled to take effect until January, will hold up. Similar agreements among OPEC members in the past have crumbled in the face of widespread cheating and a lack of an enforcement mechanism. The agreement is also contingent on cooperation from a handful of non-OPEC producers, particularly Russia, which is notoriously unreliable in such matters, said Philip K. Verleger Jr., an energy economist who served in the Ford and Carter administrations.

"There is no one who will concede market share, and so there is no way to come to an enforceable agreement," Mr. Verleger said.

But just the fact that Iran was able to play a leading role at the OPEC meeting is a sign that its leaders are determined to return to world markets — as long as they are not stymied once again by geopolitical developments.



December 13, 2016

Al-Bab shaping up as more trouble for Turkey

Islamic State fighters have dug in around al-Bab, reportedly digging trenches and preparing suicide bombers, as Turkish forces bombard their positions.



Rebel fighters gather during their advance toward the Islamic State-held city of al-Bab, northern Syria, Oct. 26, 2016. (photo by REUTERS/Khalil Ashawi)



Author Amberin Zaman
December 13, 2016
www.al-monitor.com/

Turkey's efforts to take the critical town of al-Bab with the help of its rebel proxies is running into difficulties amid reports that Islamic State militants have dug hundreds of ditches and rigged incoming routes with mines and other explosives to halt their advance.

Turkey continues to pound IS positions near the town, but progress is slow. The number of Turkish casualties are mounting, and the fate of two Turkish soldiers recently captured by IS remains a matter of intense concern.

The English-language Hurriyet Daily News reported Dec. 13, "[IS] dug ditches in the city center and environs and buried explosives in order to slow down the operation, according to the information gathered by unmanned drones, said [an] official, who asked to remain anonymous."

It also reported, "Some of the ditches are almost two meters long and aim to block tanks and other armored vehicles, said the official. Several bomb-laden vehicles and suicide teams are wandering around the city, according to intelligence gathered by Turkey."

For more than a month now, the Turkish-led campaign aimed at liberating the town from the jihadists — and importantly to prevent Syrian Kurds from getting there first — has been frustrated by a lack of US support, Russian ambivalence and Syrian and Iranian opposition.

Coalition and Turkish officials who spoke to Al-Monitor on condition of anonymity because of the sensitive nature of the subject confirmed that Turkey had asked the United States to carry out airstrikes in support of their moves against al-Bab. They declined to comment further.

The formal US stance, however, has been that it will not help the Turkish-backed Operation Euphrates Shield coalition or the Syrian Defense Forces (SDF), led by the Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG), capture al-

Bab. It has refused to do so because it does not want to be dragged into Turkey's ongoing battle to prevent the Syrian Kurds from linking territories under their control. Al-Bab, a mainly Sunni Arab town, plays a significant part in those plans. The Turks and the Kurds are US allies in the fight against IS, but their bloody tussles are disrupting coalition operations to seize Raqqa, the "capital" of the jihadists' so-called caliphate, and playing straight into the hands of Russia, the Syrian regime and Iran.

Although Ankara appears to have won Russia's approval to advance on al-Bab, presumably in exchange for drawing down its support for opposition rebels fighting Syrian President Bashar al-Assad, deep distrust remains concerning Russia's motives. Few believe Russia will relinquish its support for the YPG, because it gives Moscow leverage over Turkey and the regime alike.

There is widespread speculation that the US-led coalition might relent and help Turkey in al-Bab if only to assuage Ankara over its plans to supply the SDF with additional weapons and build more forward operating bases in the areas under the Kurds' control, all as part of the bid to free Raqqa. While the YPG is open to the plan, it would further inflame Turkish fury over US support for a group that Ankara views as terrorists because of their close ties to the Kurdistan Workers Party (PKK).

The PKK's urban terror offshoot, the Kurdistan Freedom Falcons, has claimed responsibility for the Dec. 10 twin bomb attacks in Istanbul. At least 44 people, mostly policemen, died in the blasts.

For as long as the PKK or its affiliates continue to strike Turkey, there remains little chance that Ankara will come to look favorably on US dealings with the YPG. Indeed, some Turkish officials suggested in off-the-record conversations with Al-Monitor that Ankara might even weigh sending its own troops to Raqqa if that is what it takes to squash the US-Kurdish alliance. ♦

Amberin Zaman is a journalist who has covered Turkey, the Kurds and Armenia for *The Washington Post*, *The Daily Telegraph*, *The Los Angeles Times* and *The Voice of America*.

Iraqi budget bill a 'bomb' for Kurdistan, says minister

rudaw.net

By HEVIDAR AHMED 15/12/2016

Neither Baghdad nor Erbil is likely to abide by the 2017 budget bill, said Fazil Nabi, Iraq's Deputy Finance Minister. "Both are now convinced that it is better for each to financially run itself independently," he argued.

Rudaw: The Iraqi Parliament passed the country's 2017 budget bill. You play the role of Iraq's Finance Minister now. Is this budget bill in favor of the Kurdistan Region?

Fazil Nabi: We, the Iraqi government, settled on the content of the 2015 Erbil-Baghdad agreement for the new budget bill. The agreement was not, however, followed through. I already had a feeling that the pact would not be enforced, although it was followed through until the end of June. The problem was Baghdad's demand that the Kurdistan Region send 550,000 barrels of oil to Baghdad, including the Kirkuk oil.

A word was fixed in Article 9 of the Iraqi budget bill which addresses the budget share for the Kurdistan Region. This word led to the failure of the agreement. It was phrased as: expenses would be from active expenditures. According to the agreement, Baghdad was bound to send 17 percent of its budget to Kurdistan monthly. But they said that they didn't have enough cash to send 1.2 trillion Iraqi dinars (IQD) to Kurdistan monthly, claiming that they could only spend 60 percent of the country's overall budget. They could have sent 640 billion IQD at best.

Did the Kurds not know that this word was that bad? Why was it put there?

The Kurds knew that, but it was unfortunately done anyway. The Kurdistan Regional Government (KRG) should do its own calculations, which is very easy. It can make 800 billion IQD monthly if it sells 550,000 barrels of oil for \$40. But it will get 500-550 billion IQD monthly according to the new budget bill if the KRG commits to it.

I don't think Kurdistan will commit to the new Iraqi budget bill because it is not in its interests. **If the Kurds knew that the word 'active' was not in their favor, why did they put it there?**

The word does not exist in the version which the Ministry of Finance drafted. It was added to it later. **What are the negative aspects of this new budget bill to the Kurdistan Region?**

The budget is perhaps in the interests of Kurdistan under normal economic situations. It is in the favor of Kurdistan if Baghdad can fully deliver on the promises laid out in the budget bill. But Iraq is not in a favorable economic situation to obtain the amount mentioned in the budget bill. Baghdad has put over 100 trillion IQD in the budget as its annual income. How much do you think it can make for 2017?

I predict that Iraq will be able to make 60-65% of the amount mentioned in the budget bill for 2017.

What minefields are there in the new Iraqi budget bill for the Kurdistan Region?

The budget bill had no minefields for Kurdistan until it reached the parliament. The Kurdistan Region was at liberty to sell its oil independently or reach an agreement with Baghdad on this. It was riddled with minefields at the parliament. I don't know whether this was done deliberately or out of ignorance. Some people showed themselves to be heroes in this case. But the question is the extent to which they can defend this budget bill.

These heroes have now added Article 10 to the budget bill which stipulates: we will oblige the KRG to send its oil to Baghdad. They should have first figured out whether this budget bill was in favor or against the interests of Kurdistan. What these heroes have done is political maneuvering and entanglement of the KRG.

I am puzzled. I don't understand how this happened in Baghdad while the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) is involved in the current KRG cabinet and Qubad Talabani, the son of its leader Jalal Talabani, is the KRG's Deputy Prime Minister.

In the presence of knowledge that the budget share dedicated to Kurdistan is not sufficient to pay the salaries of all its employees and that the income Kurdistan is currently making is more than this budget share, how could they oblige the KRG to do something which is not in the interests of its people? Article 10 of the new Iraqi budget bill is not only a minefield. It is a big bomb planted for the Kurdistan Region.

Can the Kurdistan Region choose to not abide by this budget law?

Yes, it can. It would, however, have abided by this new Iraqi budget legislation if the word 'active' was not fixed in it. The Kurdistan Region will choose the path that will lead to more income.

Has the previous Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki had a part in drafting this budget bill?

The reality is that al-Maliki is popular within the Iraqi parliament. He can get many things done by the parliament due to his leverage on many Iraqi representatives. Let's not enter the political arena much. Come back to the economic issues. **You have recently been very close to the Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi. What is his opinion about Kurdistan?**

His stance on the Kurdistan Region is very good now. President Barzani's visit to Baghdad and the cooperation between Erbil and Baghdad on the offensive to eject ISIS from Mosul led to many changes between the two.

One of the strong fronts within the Iraqi parliament now is the al-Maliki, al-Jabouri, and the PUK triad. This was very clear when the Iraqi parliament withdrew trust from the country's former Finance



Fazil Nabi, Iraq's Deputy Finance Minister.

Minister Hoshiyar Zebari. This was a political issue, not a financial one. It was done against the Kurdistan Democratic Party's (KDP) position in Baghdad rather than against Zebari himself. Neither Abadi nor his party's parliamentary bloc was in favor of removing Zebari. Zebari has filed a lawsuit, and the Federal Court will decide on his case on December 20. He is very hopeful that he will return to his position.

What is Abadi's current position? What agreement does he want to reach with the Kurdistan Region?

Abadi is smart in economic matters. He is for the 2015 agreement between Erbil and Baghdad. He speaks highly of the Kurdistan Region for about 15 to 20 minutes in current Ministerial Council meetings. His stance has recently been very positive toward the Kurdistan Region, especially since the joint Iraqi-Erbil offensive has been launched against ISIS. The new Iraqi budget bill is, however, not in the favor of Kurdistan.

Does Abadi think this new budget bill is not in the interests of the Kurdistan Region?

Abadi himself knows this. He is very smart. He even takes into account a penny. He is very meticulous. He understands everything in budget matters.

It's said that neither Baghdad will send this budget share to Kurdistan, nor will Kurdistan hand over its oil reserves to Baghdad. Do you think both sides are now convinced that it is better for each to finance itself independently of the other?

Yes – under the current circumstances. Both are now convinced that it is better for each to financially run itself independently.

According to the new budget bill, which the PUK and the Change Movement (Gorran) support, the Peshmerga budget is fixed within the budget dedicated for the Iraqi Infantry Forces. Can you explain this?

The Iraqi Prime Minister is the commander-in-chief of the country's armed forces. He knows the amount of the money. His Excellency knows how much the Iraqi Infantry Forces are getting paid. Out of the budget dedicated to the Iraqi Infantry Forces, 38 billion IQD will be given to the Peshmerga forces.

How much money has been dedicated to the Iraqi Hashd al-Shaabi militia in the 2017 budget bill?

\$1 billion has been dedicated to the Hashd al-Shaabi salaries alone over the past 10 months. The 2017 budget bill has dedicated 3 trillion IQD to the Hashd al-Shaabi forces whose number is set by the new budget bill to be 122,000 soldiers. **Iraq gets lots of cash from international lending institutions. Do they give anything to Kurdistan?**

Iraq gets 19 trillion IQD from these institutions. But they don't give a penny to Kurdistan. ■

Syrie: les rebelles capitulent et évacuent Alep

Acculés, les rebelles d'Alep ont accepté un accord de cessez-le-feu avec les forces loyalistes qui leur permet de quitter la ville avec leurs armes.

ADRIEN JAULMES  @AdrienJaulmes

LES COMBATTANTS rebelles d'Alep-Est ont fini par piler. Après quatre semaines de combats, soumis aux pilonnages de l'artillerie et à des bombardements intenses de l'aviation russe, les insurgés avaient perdu tout espoir de résister militairement plus longtemps à l'offensive des forces loyalistes. Ils ont accepté mardi d'évacuer les derniers quartiers qu'ils contrôlaient encore, en échange d'un sauf-conduit. L'accord, annoncé mardi soir, a été conclu sous la houlette de la Russie et de la Turquie, soutiens respectifs du régime de Bachar el-Assad et de la rébellion. Le cessez-le-feu est entré en vigueur dès mardi soir selon le ministère turc des Affaires étrangères, et les premières évacuations étaient prévues pendant la nuit. Les civils et les blessés devraient être évacués en premier, suivis par les combattants rebelles, qui seront autorisés à conserver leurs armes individuelles. Ils pourront ensuite choisir d'aller dans les parties de la province d'Alep encore aux mains de la rébellion ou bien vers la province d'Idlib, dans le Nord, tenue par une coalition de groupes djihadistes.

Poutine et Assad triomphent dans les ruines d'Alep



Le régime syrien a repris mardi le contrôle presque total de la partie est d'Alep après quatre semaines de combats. Un accord a été conclu pour une évacuation des civils et des insurgés.

Ahrar al-Cham, un influent groupe rebelle islamiste, a confirmé l'accord d'évacuation en précisant que les civils puis les rebelles seraient transportés en bus vers ces régions. Cette évacuation met un terme à une bataille longue de quatre ans pour le contrôle de la deuxième ville de Syrie, qui avait commencé en juillet 2012 avec l'entrée des rebelles dans les quartiers Est de l'agglomération.

Un succès symbolique

D'abord favorable aux rebelles, la fortune des armes a progressivement changé de camp. Longtemps sur la défensive, le régime syrien est repassé à l'attaque d'Alep-Est à l'été 2016, coupant les quartiers insurgés de leurs dernières voies de communication. Abandonnés par la Turquie, les rebelles se sont battus avec acharnement contre une armée syrienne

Le long calvaire de la ville assiégée en cinq dates

1^{ER} JUILLET 2016
Après 4 années de siège*




27 JUILLET
La chute de la route du Castello



13 DÉCEMBRE
La fin de la rébellion à Alep



TERRITOIRES CONTROLÉS PAR

 Les rebelles (dont les islamistes de l'ex-Front al-Nosra)  Le régime syrien et ses alliés (Russes, Iraniens et troupes chrites dont le Hezbollah libanais)  Les Kurdes

Vie et mort d'un modèle révolutionnaire parti en fumée

appuyée par l'aviation russe, et renforcée par les milices chiïtes libanaises et irakiennes entraînées par l'Iran. Au cours des dernières semaines, les insurgés ont perdu les uns après les autres les quartiers qu'ils contrôlaient dans la ville. Quelque 50 000 civils sont restés jusqu'à la fin dans les derniers secteurs tenus par la rébellion, al-Machad, al-Ansari, al-Sukari, Ard al-Sabbagh et Amriya, au sud de la vieille ville. Pris au piège des combats ou empêchés de fuir, ces gens s'étaient réfugiés dans les caves et les immeubles, privés de ravitaillement et sans soins médicaux. Beaucoup craignaient plus les représailles du régime que les bombardements. De nombreux rapports ont fait état d'exécutions sommaires perpétrées par les forces loyalistes à leur entrée dans les quartiers insurgés. Selon le porte-parole du haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Rupert Colville, au moins 82 civils, dont onze femmes et treize enfants ont été tués pendant les deux derniers jours dans quatre quartiers d'Alep-Est, Boustan al-Qasr, Ferdous, Kallasé et al-Salihün. Colville a admis qu'il était « incroyablement difficile » de vérifier ces informations, mais qu'elles étaient « corroborées par des sources multiples et dignes de foi ». En quatre semaines, les combats auraient coûté la vie à plus de 463 civils à Alep-Est, tandis que 130 civils étaient tués par des tirs rebelles dans l'ouest de la ville. Plus de 130 000 civils ont fui les quartiers

Est pour se réfugier dans d'autres parties de la ville. La bataille d'Alep s'achève de la même façon que plusieurs sièges précédents au cours de la longue guerre civile syrienne. À Homs, en 2014, les insurgés avaient ainsi accepté d'évacuer la vieille ville, après trois ans de siège. En août dernier, un accord du même type avait permis de mettre fin au blocus de Daraya, un fief rebelle près de Damas, suivi en septembre par deux autres localités de la Ghouta-Orientale.

La reconquête d'Alep-Est constitue une victoire cruciale pour le régime de Bachar el-Assad, qui reprend ainsi le contrôle de la deuxième ville du pays, et remporte un succès symbolique contre une rébellion qui avait menacé de le renverser en 2012. Lui échappent encore Idlib, fief de l'insurrection djihadiste dans le Nord-Ouest, près de la frontière turque, mais surtout la partie orientale de la Syrie. Dans ces étendues désertiques, les villes de Raqqa et de Deir ez-Zor sont toujours aux mains de l'État islamique. La victoire de Bachar et de ses alliés russo-iraniens est d'ailleurs déjà ternie par la perte de Palmyre, reprise dimanche par Daech après la débâcle des forces gouvernementales. ■



Des combattants de l'ASL retranchés lundi dans un quartier d'Alep répondent aux frappes aériennes menées par l'aviation syrienne et russe. A. ISMAIL/REUTERS

DELPHINE MINOUI @DelphineMinoui
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

C'EST LA VIDÉO d'un homme qui pousse sa femme mourante dans un fauteuil roulant à travers un champ de ruines. Il veut la sauver. Elle est tout ce qui lui reste: le couple a perdu ses sept enfants dans un raid aérien. À l'affût d'un médecin au milieu d'une rue dévastée, le voilà qui s'arrête. Le corps de son épouse s'est raidi. Elle n'a pas tenu, le laissant seul avec ses larmes. La séquence, filmée aux avant-dernières heures de la guerre dans le quartier de Chaar, repris par le régime, et partagée sur les réseaux sociaux, résonne comme un écho à la tragédie d'Alep: une cité insoumise qui, durant plus de quatre ans, a résisté jusqu'au dernier souffle. D'abord contre la tyrannie d'Assad. Ensuite contre les frappes aériennes russes, puis contre l'assaut final appuyé par les gardiens de la révolution iranienne, les combattants du Hezbollah libanais et les milices irakiennes et afghanes.

« Nous avons tout tenté pour résister à l'oppression, pour défendre nos quartiers (Alep-Est, tenue par l'opposition, NDLR). Nous avons tout essayé pour briser le siège implacable qui nous a été imposé. Aujourd'hui, nous sommes à court de solution. Les habitants sont des corps sans âme. Quand vous les regardez, vous avez l'impression qu'ils sont ivres. C'est effrayant, ce qui nous arrive », se désole, via la messagerie WhatsApp, l'activiste Mohammad al-Sheikh.

Avec la chute imminente d'Alep, un symbole s'effondre: celui d'une révolte

syrienne pacifique, aujourd'hui transformée en champ de bataille investi par une palette hétéroclite d'acteurs locaux et internationaux. Quand, au printemps 2011, le vent du printemps arabe souffle sur la Syrie, la ville observe, prudente, ce qui se passe ailleurs. Ses nombreux hommes d'affaires ont trop à perdre en se liguant contre le rais de Damas. Mais la contagion révolutionnaire finit par déteindre sur les quartiers est, plus populaires. Très vite, Bachar el-Assad utilise l'argument terroriste pour mater les manifestants.

Un « âge d'or » de 2013 à 2014

À la violence répond la violence: en 2012, les premiers affrontements meurtriers opposent les forces du régime à la toute nouvelle Armée syrienne libre (ASL). « Contrairement au discours officiel, les rebelles d'Alep n'étaient pas des islamistes. C'étaient des civils de l'est, qui ont pris les armes pour protéger leurs quartiers. C'étaient des combattants anti-Assad, arrivés en renfort du Rif d'Alep (la campagne au nord de la ville). C'étaient aussi des gens des quartiers ouest, venus soutenir la cause », raconte Asaad Hanna, un porte-parole de l'ASL qui vit à Istanbul. Pour preuve: quand, en 2014, l'État islamique tente de s'emparer de la ville, les djihadistes sont chassés par la rébellion modérée.

Au nom de la mémoire contre l'oubli, le militant alépin Moatz Mahli revient sur les années 2013-2014, celles qu'il appelle « l'âge d'or de la rébellion »: « Pendant deux ans, les gens ont vécu heureux sous le contrôle de l'ASL. La vie était gérée par des comités de quartier.

Les institutions fonctionnaient en l'absence du régime. Une véritable alternative au pouvoir de Damas. » Ce modèle de gestion, Assad va tout faire pour l'écraser. D'autant plus que la proximité avec la Turquie facilite l'approvisionnement des opposants armés. Et donc leur progression. Commence alors une implacable campagne de bombardements aux barils d'explosifs visant sans distinction rebelles et civils.

À l'automne 2015, la Russie entre en jeu et prête main-forte à Damas. Un vrai tournant : l'acuité et l'intensité de ses frappes aériennes provoquent des dégâts encore plus colossaux. Les hôpitaux sont délibérément visés. Souvent, les victimes sont enterrées sous les décombres. Pourtant, à chaque semblant de trêve, arraché par l'ONU, la vie reprend ses quartiers. Sur les places publiques, de petites manifestations anti-régime s'organisent. Même épuisés, les quelque 250 000 insoumis d'Alep-Est s'accrochent à leur révolution. En vain. Dès septembre 2016, le régime réta-

blit son siège - déjà imposé, avant d'être brisé - sur les quartiers orientaux. La population est encerclée, affamée, sous un déluge de bombes incendiaires, au chlore, de missiles. Le 15 novembre, Damas lance son dernier coup d'envoi avec l'appui de l'armée russe et des milices alliées. « Ce n'est plus une guerre syrienne. Ces derniers jours, l'ASL ne combattait plus le régime. Elle était bombardée par les Russes. Au sol, les rebelles faisaient principalement face aux miliciens prorégime », relève Asaad Hanna.

Divisions et extrémisme

Pour l'opposition, la perte d'Alep a un goût amer. « Si les soi-disant pays amis nous avaient fourni de l'artillerie lourde, nous aurions pu tenir. Or, une des hantises des États-Unis, c'était de se trouver face à face avec la Russie s'ils nous donnaient des Manpads (missiles sol-air portatifs, NDLR). La Russie a profité de cette faiblesse », poursuit-il. L'heure est aussi à l'autocritique. « Nous aurions

dû mieux nous préparer au siège, construire des tunnels, tracer de vraies lignes de défense, au lieu de chercher à gagner toujours plus de terrain », estime Asaad Hanna.

Le journaliste Hadi al-Abdullah reconnaît que l'opposition armée a également pâti d'un « manque de leadership et d'importantes divisions internes entre différentes factions ». Des divisions dont les extrémistes de Fatah al-Cham (ex-Jabhat al-Nosra, filiale d'al-Qaida en Syrie) ont malheureusement profité. Minoritaires en nombre (pas plus de 500, selon les experts), ils ont voulu, surtout vers la fin, imposer leurs diktats. « La révolution est morte. Aujourd'hui, c'est une guerre civile qui dépend d'intérêts étrangers. Il y a ceux qui soutiennent l'ASL, ceux qui aident les factions radicales, ceux appuient le régime. L'avenir du pays dépend de leurs ambitions politiques » estime Moatz Mahli. ■

LE FIGARO

14 décembre 2016

Comment Bachar est revenu au cœur du jeu syrien

Poutine est le seul à s'être donné les moyens d'inverser le rapport de force sur le terrain. Il a mis sa puissance militaire au service de son protégé de Damas.



Le président Bachar el-Assad, lors d'une interview pour le quotidien syrien *Al-Watan*, le 8 décembre à Damas.

ISABELLE LASSERRE [@lasserre](#)

LORSQUE la contestation du régime de Bachar el-Assad a commencé, dans la foulée des printemps arabes, début 2011, et qu'elle a violemment été réprimée par les forces gouvernementales, la diplomatie française ne donnait pas cher de la peau du président syrien, qu'elle a toujours tenu pour responsable du chaos dans lequel est plongé le pays. Pendant toutes les années qui ont suivi, les diplomaties européennes et américaines n'ont eu de cesse de réclamer son départ, dont elles ont longtemps fait un préalable aux négociations de paix et à la transition politique.

Six ans bientôt après le début de la guerre, la chute d'Alep concrétise le retour de Bachar el-Assad sur la scène politique. En gagnant Alep et donc la bataille des grandes villes, le président syrien a fait voler en éclats la perspective d'un changement de pouvoir à court terme. La politique du « régime change » défendue et appliquée dans la région par les politiques occidentales n'a pas eu lieu en Syrie. La chute d'Alep pourrait aussi annoncer la disparition définitive des rebelles modé-

rés syriens, dont la capacité d'action et le nombre sont désormais au plus bas. Beaucoup dans le monde y verront un argument supplémentaire pour défendre le maintien au pouvoir du président syrien.

Le rétablissement militaire et politique de Bachar el-Assad s'est fait en plusieurs étapes. Le président syrien a d'abord profité des hésitations de Barack Obama, dont le mandat a été marqué par une absence stratégique dans la région et un scénario écrit à l'avance pour effacer les conséquences de l'invasion américaine de 2003 : « l'Irak d'abord ». Washington a aidé les rebelles syriens mais avec réticence et pas suffisamment pour leur permettre d'inverser les rapports de force et de vaincre le régime de Damas. L'Occident a laissé agir les monarchies du Golfe et la Turquie, qui ont soutenu les groupes insurgés les plus radicaux. Si bien qu'en quelques années les opposants modérés ont été quasiment rayés de la carte syrienne, doublés ou recrutés par les différents mouvements djihadistes.

En août 2013, le recul de Barack Obama, qui a renoncé au dernier moment à faire respecter la « ligne rouge » sur les armes chimiques qu'il avait lui-même

édictee, fut considéré comme une victoire par le régime syrien. Ce fut «le moment de la déconsidération complète des puissances occidentales; États-Unis en tête, à la suite du décalage énorme entre leur posture verbale contre le régime et leur volonté réelle d'agir, même indirectement», analyse Michel Goya, colonel et historien, dans son blog «La voie de l'épée». Il poursuit : «Le message était clair : les Américains (et donc les Européens) ne prendront plus jamais aucun risque en Syrie.» Dans le même temps, l'Iran chiite, principal allié de Damas avec la Russie, place le régime syrien sous perfusion en envoyant des conseillers militaires, des équipements, des finances et son bras armé libanais, le Hezbollah. Cette même année, l'apparition de l'État islamique en Irak et en Syrie rebat les cartes géopolitiques et commence à détourner progressivement les regards occidentaux du seul régime de Damas. Après les attentats de Paris en novembre 2015, le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, résume en une phrase l'inflexion des diplomatie occidentales, et notamment celle de la France : «Notre ennemi, c'est Daech. Bachar el-Assad, c'est l'ennemi de son peuple.»

Mais c'est l'intervention militaire russe en Syrie, en septembre 2015, qui fut la véritable rupture stratégique de la guerre. À l'époque, le régime de Bachar el-Assad et son armée sont à bout de souffle, au bord de l'effondrement. L'entrée en scène des forces militaires russes sauve le pouvoir syrien. L'installation d'une défense aérienne russe exclut désormais toute action extérieure de la coalition occidentale contre le régime. «La Russie a utilisé la stratégie classique du "piéton imprudent" consistant à occuper par surprise un espace et à laisser les États-Unis (et la France)

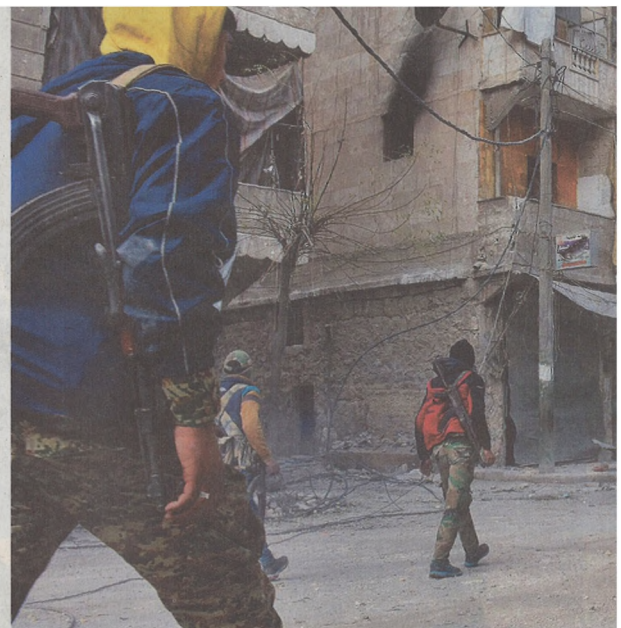
« Notre ennemi, c'est Daech. Bachar el-Assad, c'est l'ennemi de son peuple »

JEAN-YVES LE DRIAN,
MINISTRE FRANÇAIS DE LA DÉFENSE

impuissants devant le fait accompli», commente Michel Goya. Le conflit syrien peut selon lui être ainsi résumé : «Les puissances internationales parlent, les monarchies du Golfe et la Turquie aident, l'Iran et la Russie interviennent.»

La guerre, ont coutume de dire les militaires, est un affrontement des volontés. Vladimir Poutine est le seul qui se soit donné les moyens d'inverser les rapports de force sur le terrain. Sa stratégie est à la fois violente et cynique - bombardements des populations civiles, éradication des opposants modérés afin de supprimer, avec la troisième voie syrienne, l'alternative des Occidentaux - mais elle sert ses intérêts et ceux de son protégé syrien. Ce dernier avait lui-même, inaugurant cette politique du pire, ouvert les prisons et relâché les djihadistes afin qu'ils se plongent dans la guerre. Aujourd'hui, les Occidentaux sont plus impuissants que jamais face à une Russie qui s'est imposée en un temps record comme la grande maîtresse du jeu syrien. Face à cette puissance nucléaire membre du Conseil de sécurité des Nations unies, ils ne peuvent émettre autre chose que des protestations. La Russie s'est aussi assuré le soutien de la Turquie en retournant sa politique syrienne. Le pouvoir turc avait longtemps été l'opposant le plus virulent de la région au «tyran Assad». Sous la pression de Moscou, il a décidé de s'en accommoder.

La dernière étape s'est jouée le mois dernier avec l'élection de Donald Trump, président compatible avec la Russie de Vladimir Poutine et la Syrie de Bachar el-Assad. Profitant de la vacance de pouvoir qui suit l'élection présidentielle américaine, Russes et Syriens ont accéléré leur offensive contre Alep, certains que l'Administration Obama, sur le départ, ne s'y opposerait pas, sinon verbalement. Acquérir le maximum de territoires sur le terrain leur permet d'arriver en position de force aux négociations quand elles reprendront. Mais si Moscou et Damas ont voulu aller aussi vite, c'est aussi pour imposer leur politique du fait accompli avant un éventuel changement d'avis de Donald Trump. Réputé imprévisible, le nouveau président américain pourrait à moyen terme infléchir sa ligne syrienne, sous l'influence de ses conseillers militaires ou de son futur secrétaire d'État. «Sauf accident, Bachar est assuré de rester au pouvoir encore longtemps, régnant sur une Syrie détruite mais régnant», commente Michel Goya dans «La voie de l'épée». Régnant, oui, mais dans la main menaçante des Russes. ■



Plus de 10 000 civils ont fui les quartiers rebelles d'Alep-Est ces dernières 24 heures, pour rejoindre des secteurs sous contrôle des forces syriennes pro-gouvernementales. À droite, le quartier d'al-Sallihin contrôlé désormais par les troupes de Bachar el-Assad. STRINGER/AFP

Contre l'avis de Moscou, Assad veut plus que la « Syrie utile »

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

AVEC LA REPRISE imminente d'Alep-Est, Bachar el-Assad et Moscou parachèvent la reconquête de la « Syrie utile » où vit environ 60 % de la population. Mais le leader syrien semble ne pas vouloir s'en contenter, quitte à se heurter, sur ce point, à son allié russe.

La symbolique de la victoire loyaliste à Alep est importante. « C'est le retour de la deuxième ville du pays dans le giron économique, politique et démographique », analyse un expert qui tient à l'anonymat. Par « Syrie utile », on entend généralement ce long couloir constitué des principales villes du pays - Damas, Homs, Hama, Deraa et maintenant Alep - entre les mains de l'État syrien, sans oublier la région côtière de Lattaquié et Tartous, sièges des bases militaires russes et fief de la famille Assad. Plus affaiblie que jamais, la rébellion se retrouve cantonnée à la province d'Idlib à l'Ouest, dans le Nord chez les Kurdes, et dans le désert à l'Est où Daech contrôle Raqqa et une grande partie de Deir ez-Zor.

« Se sentant le vent en poupe, Assad ne veut pas être le président d'un pays dont une partie est aux mains de la Turquie ou des Kurdes », explique l'expert. « Nous voulons tout reconquérir », nous confiait fin octobre à Damas un officiel syrien. Problème : les Russes, eux, se contenteraient de cette « Syrie utile ». « C'est notre principale divergence », avouait l'officiel syrien. Dans l'immédiat - et ce n'était pas prévu - Russes et Syriens doivent unir leurs forces pour récupérer Palmyre, la cité antique retombée dimanche aux mains de Daech. Moscou

vient d'y dépêcher 300 hommes et le régime des partisans de Suhail al-Hassan, un militaire respecté et bien vu par les Russes.

À court terme, l'autre objectif sera de soumettre Idlib et sa région, fief de l'ex-branche syrienne d'al-Qaïda, où ont été transférés de nombreux rebelles après avoir évacué leurs bastions de Daraya, Qoudsaya et al-Waher. Russes et Syriens comptent sur un nombre de civils moins important qu'à Alep-Est - beaucoup ont fui cet émirat djihadiste - pour agir sans pression médiatique. Mais l'issue de la bataille d'Idlib dépendra beaucoup de la Turquie frontalière. Moscou et Damas voudraient qu'Ankara ferme sa frontière avec la province d'Idlib. La Turquie, base arrière de la rébellion, où ce qu'il en reste, peut-elle s'y résoudre ? « Erdogan a fermé les yeux sur Alep, mais avec Idlib, il tient une carte importante », prévient un diplomate.

La reprise surprise de Palmyre est venue rappeler que Daech s'étend à nouveau dans le désert entre Deir ez-Zor, Homs, mordant même sur le Qalamoun cette région frontalière du Liban, où les montagnes offrent des caches aux djihadistes. Au-delà, « la question de l'Est syrien et de Daech doit être traitée », rappelle le diplomate. Par qui ? Américains et forces arabo-kurdes ont lancé l'offensive contre Raqqa. Mais les Kurdes seuls, ne peuvent expulser les djihadistes de Raqqa. « Il faudra attendre l'intronisation de Donald Trump pour voir s'il peut y avoir une coopération russo-américaine pour reprendre Raqqa », affirme un autre diplomate, à l'ONU. Une chose paraît acquise : Moscou veut conduire la bataille de Deir ez-Zor où l'armée syrienne

« Se sentant le vent en poupe, Assad ne veut pas être le président d'un pays dont une partie est aux mains de la Turquie ou des Kurdes »

UN EXPERT ANONYME

contrôle toujours une partie de la ville. Ce retour de Daech nourrit le discours officiel syrien. Pour Assad, qui l'a répété au journal *al-Watan*, la priorité va à la mise en place d'une vaste coalition anti-djihadiste, le processus politique n'étant que secondaire. Mais cet ordre des priorités n'est pas forcément celui de la Russie. Après Alep, « Moscou veut relancer les négociations sur une transition du pouvoir », assure Randa Kassis, une opposante qui a ses entrées à Moscou. Mais après la défaite des anti-Assad, soutenus par l'Arabie saoudite, le Qatar et la France, la Russie veut en placer d'autres, plus proches de ses vues. Certains anciens pro-Occidentaux, comme Moaz al-Khatib et Ahmed Jarba, seraient prêts à entrer dans le « jeu russe ». Selon Mme Kassis, « la Russie aura alors besoin d'un pays européen pour soutenir ses plans, et ce pourrait être la France, si jamais François Fillon était élu ». Mais encore faudrait-il qu'Assad consente à s'engager dans une vraie transition. « Des tensions apparaîtront avec les Russes qui veulent une sortie politique à la crise, affirme le diplomate onusien, or plus Bachar se sent fort, moins il voudra s'engager dans un processus politique » dont il ferait les frais.

Dans l'immédiat, Damas va chercher à enclencher une dynamique de retour vers l'État syrien, un État que son allié russe tient à préserver. Cela passe par un retour rapide des habitants d'Alep-est, ainsi que celui des hommes d'affaires, réfugiés à Lattaquié depuis le début de la révolte. « N'oublions pas que 500 000 habitants d'Alep-Est sont partis à l'ouest de la ville quand les rebelles ont pris l'Est », se rappelle un humanitaire étranger sur place. Mais dans un pays toujours ravagé par la guerre, le pari du retour vers l'État est très loin d'être gagné. « Assad veut montrer qu'il a non seulement gagné une guerre, mais aussi une partie de la paix », soutient l'expert précité. Au chaos et à la vie sous Daech ou al-Qaïda, Assad pense encore pouvoir offrir une alternative. Les résultats d'un récent sondage effectué auprès de 2000 réfugiés syriens au Liban peuvent lui donner quelques espoirs. Selon cette enquête effectuée par le centre américain Foreign Affairs, 39,4 % le soutiennent encore, 52,7 % étant du côté de l'opposition et 8 % pour personne. ■



Iranian-Turkish tug-of-war over Kurds

Allegations of Iranian support for the Kurdistan Workers Party (PKK) have created fresh tension in the region as Turkey faces new violence from Kurdish militants.



Pinar Tremblay
December 13, 2016
www.al-monitor.com

A few weeks before the devastating Dec. 10 twin bombings in Istanbul — for which Kurdish militants claimed responsibility — Al-Monitor spoke with several sources well-connected with Ankara about how Turkey might address Iran's intensified logistics support to the Kurdistan Workers Party (PKK).

For the past couple of months, different media outlets in Turkey and the region have been reporting that representatives of Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps, led by Gen. Qasem Soleimani, have held several meetings with senior PKK members in Baghdad and in Halabja and Rania in Iraqi Kurdistan. The Kurdistan Freedom Falcons (TAK), a PKK offshoot, claimed responsibility for the attacks that killed 38 people and wounded 155.

Long gone are the days when Turkey and Iran cooperated against Kurdish guerrillas. Though today Kurdish groups make headlines about their internal divisions and feuds, they are still able to influence the behavior and decisions of both Iran and Turkey. Whether the two countries manage to keep their proxy war over northern Syria and Iraq contained or whether it could lead to direct confrontation between them remains to be seen. For now, Ankara has to face the immediate consequences of its ill-conceived policies in Syria and Iraq.

Turkey's battle against the Kurdish People's Protection Units (YPG) and the PKK has indeed changed the balance in the region. The PKK has become a crucial combat force (for organizing, as well as training units) for several groups in northern Syria and Iraq that have been trying to survive against the Islamic State (IS) and its offshoots. Indeed, the former Yazidi capital of Sinjar, Iraq, has become the new headquarters for the PKK, despite several statements from Turkish President Recep Tayyip Erdogan that he would not allow it. The PKK's overall influence in Iraq has expanded significantly over the past couple of years.

Turks believe this would not have happened without Iranian approval. Pro-Justice and Development Party (AKP) news media claim Iran is now hosting three PKK camps in its territory and providing arms to Kurds through its proxy armed organizations such as Iraq's Popular Mobilization Units. Sources in Ankara have informed Al-Monitor that they suspect Iranian-made fertilizers and other dual-use materials are used in PKK bombs as well. After years of allegations that Turkey was enabling the flow of bomb-making fertilizers into IS territory, and after experiencing consecutive attacks on its own soil in June, Turkey banned the sale of ammonium nitrate-based fertilizers. However, news of bombs and explosive devices coming from eastern and southeastern parts of the country has become routine.

The roots of the problems go deeper than possible Iranian logistical support for the PKK or other Kurdish groups. It is instead the Iranian-Turkish tug of war over the Kurds.

For years, Turkey had a stable, profitable friendship with the Kurdistan Regional Government (KRG) in northern Iraq. Now Ankara is pressuring the KRG to take its side against the Iraqi government. The latest announcements from Syrian President Bashar al-Assad that the Kurdish federal zone in Syria is viewed as only temporary generated enthusiasm in Ankara, another indication of how Ankara is desperately seeking allies against the PKK and YPG. However, at least for the foreseeable future, that seems like a slim possibility. We can explain this by analyzing Iranian interests.

Iran has always had an intriguing relationship with the Kurds, while engaging in ongoing attacks against the Party for a Free Life in Kurdistan (PJAK) in Iran.

Yet before 2003, all Kurdish political parties had headquarters in Tehran, and the first planes to land in Erbil after the IS attack were Iranian transports, according to David Phillips, director of the Program on Peace-Building and Rights at Columbia University's Institute for the Study of Human Rights.

Aykan Erdemir, a former member of the Turkish parliament who is now a sen-

ior fellow at the Foundation for Defense of Democracies, told Al-Monitor, "In Syria, Tehran is skeptical about the PKK-affiliated PYD's [Kurdish nationalist Democratic Union Party] attempts to carve a contiguous Kurdish-controlled territory, worrying that this entity could then provide a base for Western powers. In Iraq, Tehran sees the PKK as an asset in counterbalancing Turkish military presence in Bashiqa. As the tension between Ankara and Tehran over the future of Tal Afar climbs, both Iran and Iraqi Popular Mobilization Units seem to be more willing to enter into tactical alliance with the PKK."

Others are more dubious about long-lasting PKK-Iran cooperation. Safak Bas, a doctoral candidate at Free University of Berlin and an associate fellow at CARPO-Bonn (Center for Applied Research in Partnership with the Orient), has some reservations about the extent of support Iran provides. He told Al-Monitor, "Supporting an organization that is being listed as a terrorist organization in order to destabilize a neighboring country is not a strategy Tehran pursues. Especially when looking at the various areas of cooperation Iran has with Turkey, antagonizing Ankara would complicate things for Tehran in the region."

Yet given the reality on the ground, that idea is not that far-fetched. Given the IS threat, the forces in the region could have prevented further loss of civilian life and turmoil if they had cooperated. But the established states failed to end the Syrian civil war and to resist IS in unison, so the PKK and other Kurdish factions emerged as the sole credible secular force. In a recent documentary, Bese Hozat, co-chair of the Kurdistan Communities Union, an umbrella organization of the PKK, said, "We are not just defending Kurdish freedom. We have outgrown that mission. We are defending all groups in the region." So far, Erdogan's AKP government has not only been determined to "exterminate the PKK," but also to replace the Kurdish civilian population with Sunni Arabs in its own territory and in northern Syria.

Much to the chagrin of the Iranian government, the AKP's support for Saudi- and Qatari-backed Islamists in Iraq and Syria has continued over the years. Now, Iran calculates it is in its best interest to cooperate with the PKK and the YPG to help end the IS threat. In addition, both Russia and the United States may extend their support of Kurds in the coming months; hence, the time is ripe to be on better working relations with the Kurds.

Also, for Iran to sustain a safe route to the Mediterranean, ideally connecting Tehran to the Syrian port city of Latakia, the Kurds' cooperation is essential. Major towns such as Kobani and Qamishli in northern Syria and Sinjar in Iraq are crucial connecting points on this projected Iranian corridor. Even if the Turkish government manages to militarily dominate these Kurdish towns, it will not be able to establish sustainable communities and governance. Calculating this, it is rational for Iran to provide for a stable Kurdish presence.

A few senior bureaucrats in Ankara foresee this grim future. One told Al-Monitor, "We asked Iranians about their relations with the PKK and did not receive a straight answer, but we see how their interests align. For decades, Father Assad [Bashar al-Assad's father, Hafez al-Assad] held PKK's hand. It has again become our weakest point. However, Turkey still has options."

That is true, but with growing domestic economic and security vulnerabilities, its options in both the domestic and international arenas are decreasing in number and becoming much less pleasant. Worst of all, the Turkish grand strategy for Syria is still obscure, except for "exterminate the PKK," and for the past four decades, military solutions alone have not been sufficient to accomplish that. Kurdish cooperation with Iran also signifies how little hope Kurds hold for any sort of functioning peace plan with AKP.

For now, there are mainly two arguments in the Kurdish press. One states that Kurds are becoming the collateral damage in the cold war between Turks and Iranians; the other argues that Kurds can influence the plans and actions of both Iranians and Turks, and they can indeed gain self-determination. The latter option could generate winning results for all parties. But unless Turks alter their game plan soon, only Iran and the Kurds will win. ♦

Tremblay is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse and a visiting scholar of political science at California State Polytechnic University, Pomona. She is a columnist for Turkish news outlet T24.

Gender equality erodes in Turkey

DIYARBAKIR, TURKEY

Kurds' commitment to equal rights for women is under attack after coup

BY ROD NORDLAND

In a region where patriarchy generally is the rule, Kurdish society has long stood out as an exception.

A wife who is beaten by her husband can apply to have his salary diverted to her as part of his punishment.

Kurdish towns must, by general agreement, have co-mayors, one man, one woman. All members of Parliament have to run on gender-balanced tickets. New hires to municipal and patronage jobs go to women until the work force is half male, half female.

In local government, boards and committees have male and female co-executives, with one exception: the Women's Affairs Department. Any decision-making process regarding women can be undertaken only by women.

Even Kurdish guerrilla units are fully integrated by gender: Women occupy the same combat roles as men, and when the military goes to war, it sends a woman to command one of its major units.

There is one big problem with this aspect of Kurdish life, in Turkey at least: It has, in effect, been outlawed as part of the Turkish government's crackdown after a failed coup attempt last summer. Along with arresting Kurdish political leaders, the government is taking aim at measures meant to promote gender equality.

This was the world as envisioned by the banned Kurdistan Workers' Party, or P.K.K. The P.K.K. may be a terrorist organization in the view of the Turkish government, Europe and the United States, but it has also long made women's rights a centerpiece of its political platform.

That platform is one that mainstream legal political parties have actually been putting in place in many heavily Kurdish areas of eastern Turkey. In that region, the P.K.K.'s philosophy enjoys wide popularity, the pro-Kurdish H.D.P. party has won 50 seats in Turkey's Parliament, and its local sister parties have won mayoral elections in 103 municipalities. In November, though, the Turkish government cracked down on the H.D.P. — the third-largest political party in the most recent national elections, where it won six million votes — jailing 10 of its members of Parliament, including its male and female co-leaders.

The authorities moved to arrest co-mayors throughout the Kurdish regions, appointing government trustees to take

their place. So far, trustees have been appointed to take over the administration of an estimated 40 of the 103 communities affiliated with the H.D.P. One of the first things the trustees have done in recent weeks is to begin to dismantle the co-executives, closing some women's centers and ruling the diversion of abusers' paychecks illegal.

"This crackdown is actually aiming at women and shutting down women's organizations," said Feleknaş Uca, a member of Parliament from Diyarbakir. "It's a blow against women's freedom. They made lots of statements like, 'You should go and have three kids.'"

The gender rights transformation in Kurdish areas of eastern Turkey goes back more than a decade, though it gained momentum in government when the H.D.P. party did so well nationally the last few years. While pro-Kurdish, the party also includes ethnic Turkish members. Much of the H.D.P. philosophy comes from the ideology of the P.K.K., whose leader, Abdullah Öcalan, from early on promoted women as equal partners with men, even on the battlefield.

To many left-leaning women in Turkey and the West, the P.K.K. is thus considered a heroic champion of gender equality and one that, unlike other revolutionary groups, has managed to put its principles into practice, not only on the battlefield but also in homes.

This has happened in a society that traditionally was strongly patriarchal, where polygamy was common, so-called honor killings accepted and girls not allowed to sit at the same table as their fathers. Pregnant women were not allowed in public, and women were admonished not to be seen laughing. One of the first things the H.D.P. party did was to rule that no man who had more than one wife could stand for office or hold party positions of any kind. Husbands convicted of abuse were similarly barred from the party. But the biggest innovations were the co-leadership positions at every level, and the principle that women would make their own decisions on women's issues.

"This has caused a transformation, you cannot imagine the level of it," said Meral Danış Bestas, a member of Parliament from Adana in southern Turkey.

The emphasis on gender equality has reached deep into Kurdish homes and family life. Many political movements espouse equal rights, but that does not mean men start washing the dishes. A Kurdish journalist, Sedat Yılmaz, said the attitude changes were more than just talk. When he first came home to his rural village from college and began doing the dishes with his mother, his uncle dropped in one day and berated them. "We sent you to college to learn how to be a man," he said.

"My mother pretended to agree with him, but I could tell she was pleased," Mr. Yılmaz said.

"I can't say everything is equal inside



ILYAS AKENGİN/AGENCE FRANCE-PRESSE — GETTY IMAGES

A flag for the banned Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., in Diyarbakir, Turkey.

the home now," Ms. Bestas said. "But women are now comfortable saying, 'If I'm in the kitchen, you should be in the kitchen too.'" And when the woman is the breadwinner, husbands are expected to do the lion's share of the housework; when they don't, the women can go to a women's center to complain formally.

"At home, my father consults me about everything now," said Pelin Uces, 26, a student in international relations. "We discuss politics, I can openly confront him, and now my family wants us to be more powerful. They tell me, 'Get a driver's license so you can stand on your own.'"

Ms. Uces, who wears tight clothing, high heels and heavy makeup, hardly looks the part of a revolutionary. Sitting in a cafe in Diyarbakir with two friends, she was swapping war stories they had heard about Kurdish women who were guerrillas — "Women make the best snipers," Ms. Uces declared. Each of

them, similarly dressed, also had an armful of knitting, making scarves and sweaters as they chatted. "Our army has women guerrillas," one of her friends said. "The Turks don't have that."

Arzu Demir, who has written two books about the Kurdish female guerrillas, says that the female role in Kurdish military units was a major factor in their growing assertion of equal rights generally.

"Their strength comes from being organized, and because they are armed," she said. "There are always men thinking that women are slaves, but when women are an armed force, men are scared of them."

Both of her books have been banned in Turkey, and Ms. Demir is facing criminal prosecution for them. They have also been popular, going into multiple printings and making best-seller lists even in western Turkey among ethnic Turks.

Vahap Coskun, a law professor at Dicle University in Diyarbakir and a critic of the P.K.K., concedes that the Kurdish parties' promotion of women has had an impact far beyond their home regions.

"It also influenced other political parties to declare more women candidates, in western Turkey too," he said. "It has also increased the visibility of women in social life as well as the influence of women in political life."

While no other national party has women standing for 50 percent of offices, like the H.D.P., female political candidates have increased greatly even in the conservative, pro-Islamic ruling A.K.P. party. Ms. Bestas, the lawmaker, said she expected that under emergency rule, the Turkish government would continue to undo a lot of the concrete advances Kurdish women have made. Turning attitudes back will be much harder, she said. "This crackdown is not powerful enough to change our principles."

The Economist

DECEMBER 17th 2016

Semtex pretext

Turkey's latest bombing will help its president amass more power

Recep Tayyip Erdogan wants to change the constitution to enshrine one-man rule

Dec 17th 2016 | ISTANBUL
<http://www.economist.com/>

THE first attacker, driving a car packed with up to 400kg (880lb) of explosives, struck near an Istanbul stadium after pulling up next to a riot-police vehicle. The second detonated his suicide vest less than a minute later, after a group of policemen surrounded him in a neighbouring park. The December 10th bombings, the latest in a wave of terror attacks that began in the summer of 2015 (see chart), killed at least 44 people, including civilians heading downtown on a Saturday night. The first blast was so powerful that firefighters were seen collecting body parts from the stadium's roof. A group called the Kurdistan Freedom Falcons, widely considered a front for the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), claimed responsibility.

As enraged demonstrators took to the streets, Turkey's government pledged to destroy the PKK once and for all, something its predecessors have promised but failed to do since 1984, when the group launched an insurgency in the Kurdish southeast. Turkish jets struck PKK bases in northern Iraq. Police have detained over 500 people, some for sharing allegedly pro-PKK content on social media, as well as two parliamentarians from the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP). Ten other HDP

deputies, including Selahattin Demirtas, a former presidential candidate, have been in prison since early November.

Recep Tayyip Erdogan, Turkey's president, argues that the only way to solve Turkey's turmoil is to place all executive power in his hands. Hours before the bombing, the prime minister, Binali Yildirim, unveiled a raft of constitutional amendments to do just that. The changes would do away with the office of prime minister, enshrine the presidency as the seat of executive power, and give Mr Erdogan the authority to appoint senior civil servants, declare a state of emergency, and issue decrees. They must clear parliament before being put to a popular referendum next spring.

Officials from the ruling Justice and Development (AK) party argue that the provisions would preclude turf battles between presidents and prime ministers. Critics say it is hard to imagine what such turf battles might be: Mr Erdogan already governs without many checks. The purpose of the constitutional changes, they say, is to formalise one-man rule. They would take effect in 2019 and could let Mr Erdogan rule for two more five-year terms, to 2029.

In theory, the executive presidency should be within Mr Erdogan's reach. His alliance of Islamists and nationalists has become a magnet for those galvanised by the coup attempt in July. Mr Erdogan has fanned outrage over the failed coup and stoked fears of another to intimidate opponents and justify the arrests of up to 40,000 people, including about 100 journalists. Outside observers and the political opposition have recoiled at the scale of the crackdown. But nationalists and conservatives have embraced it, persuaded that Turkey faces an existential threat from plotters beholden to foreign powers. Some blame only the Gulen movement, an Islamic sect believed to have been involved in the coup; others add conspiracy theories involving Germany, America and Britain.

Yet Mr Erdogan is starting to face headwinds. The economy contracted by 1.8% in the third quarter, its worst performance since a recession in 2009. The lira is testing new depths; the government has asked people to defend it by selling dollars and euros. Support for the executive presidency hovers below 50%.

Mr Erdogan likes to cast himself as a cure for the chaos spreading across Turkey. Yet he is also one of its causes. Courting the nationalist vote, Mr Erdogan has ruled out peace talks with the PKK. Responding to PKK attacks against security targets in 2015, he inflamed the conflict by arresting Kurdish politicians, pulverising towns in the southeast, and displacing some 500,000 people. The offensive has dealt the PKK a hefty blow, but it has also pushed droves of desperate young Kurds into its arms.

Earlier this year, a PKK leader boasted that his group sought to topple Mr Erdogan's government. The threat now sounds hollow. Experience shows that Mr Erdogan's main enemies often turn out to be his most effective enablers. Turks and Kurds are left mourning their dead. ■

« La Russie et l'Iran sont les grands vainqueurs stratégiques »

François Heisbourg

Conseiller spécial du président de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) (1)

Les États-Unis et l'Europe semblent largement absents et impuissants dans la crise syrienne. Pourquoi ?

François Heisbourg : Les pays occidentaux paient une double erreur d'analyse et de comportement. Lorsque la révolution a éclaté en Syrie en 2011, la plupart ont pensé que Bachar Al Assad tomberait rapidement. Pendant les trois années qui ont suivi, cette analyse a sous-tendu leur politique, faite de déclarations et de soutien limité à la rébellion. En septembre 2013, les Occidentaux sont devenus des spectateurs, après le renoncement américain aux frappes aériennes quand Bachar a franchi la ligne rouge de l'emploi de l'arme chimique. La Russie a pris la main, diplomatiquement avec l'accord sur le démantèlement de l'arsenal chimique syrien et militairement, ensuite, avec son intervention en septembre 2015. Entre-temps, Daech est devenu, en 2014, un acteur majeur sur la scène régionale en Irak, puis en Syrie. Les Occidentaux ont dû alors concentrer leurs efforts sur la lutte contre Daech plutôt que sur l'avenir de la Syrie et de Bachar.

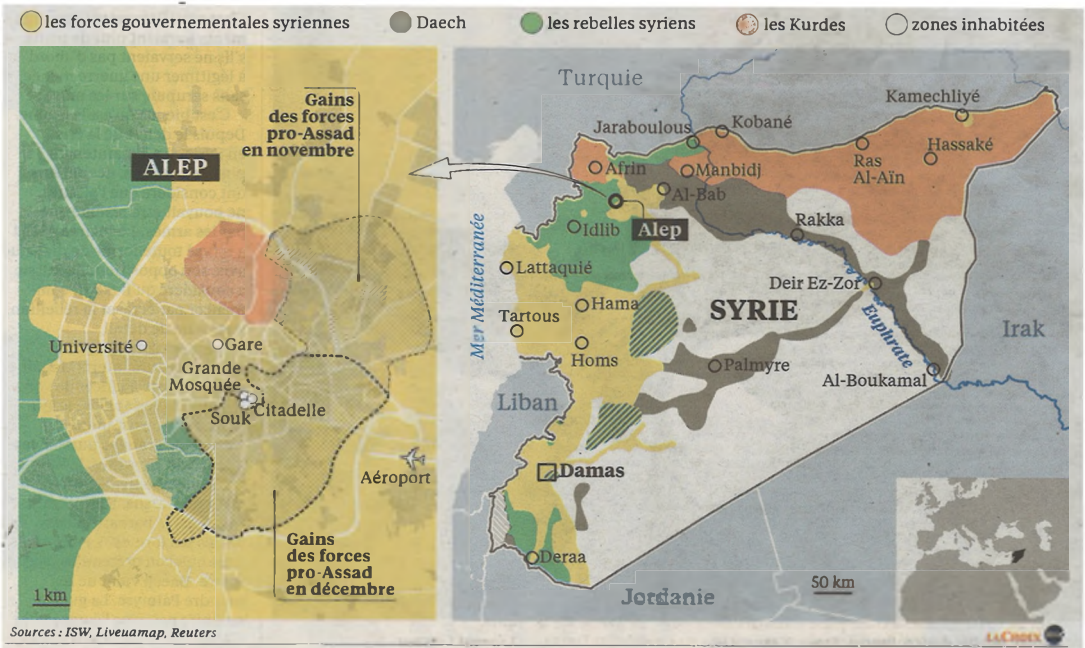
Quel a été l'impact du conflit sur la scène mondiale et régionale ?

F.H. : Les vainqueurs stratégiques de cette crise sont la Russie et l'Iran. Grâce à une intervention militaire limitée – moins de 5 000 hommes déployés en Syrie –, la Russie a montré qu'elle était une puissance mondiale, incontournable dans la région. Moscou s'est fixé des objectifs atteignables : empêcher l'effondrement du régime syrien et s'affirmer comme un interlocuteur incontournable.

Téhéran a conforté son intérêt stratégique consistant à assurer son lien avec le Hezbollah libanais jusqu'à la Méditerranée. À travers le rôle joué au sol par les Gardiens de la révolution, le Hezbollah li-

Alep et Syrie : la situation actuelle

Zones contrôlées par



banais et les différentes milices chiites, l'Iran est, lui aussi, incontournable en Syrie comme en Irak. De son côté, la Turquie doit gérer la situation de fait créée par les Kurdes syriens à la faveur de la lutte contre Daech et elle a commencé à y répondre en occupant une partie de la bande frontalière de la Syrie. L'Arabie saoudite, elle, se trouve très fortement distraite par une guerre coûteuse au Yémen.

Le succès russo-iranien est-il durable ?

F.H. : Rien n'est réglé car la population de la Syrie, de même que celle du nord de l'Irak, est majoritairement sunnite. Et l'hypothèque Bachar demeure. Par ailleurs, toute une série d'acteurs ne vont pas rentrer tranquillement dans le rang, en particulier les Kurdes et les différentes milices chiites. Un règlement politique n'est donc pas pour demain mais il pourrait se faire sur les bases voulues par les Russes et les Iraniens et, le cas échéant, sans Bachar, s'ils trouvent quelqu'un d'autre en magasin.

Un accord sur la lutte

contre Daech est-il possible entre Vladimir Poutine et Donald Trump ?

F.H. : On voit bien ce que Moscou pourrait chercher à obtenir dans un « deal » avec Washington : jouer les partenaires dans une libération conjointe de Rakka, alors que la lutte contre Daech a été jusque-là le cadet de ses soucis, obtenir la levée des sanctions sur l'Ukraine et une reconnaissance de fait de l'annexion de la Crimée. En revanche, on ne voit pas bien ce que Trump gagnerait en échange, en dehors d'une belle photo.

Donald Trump va devoir clarifier rapidement sa position sur l'accord sur le nucléaire iranien : entrer dans une logique de confrontation ou, au contraire, rester dans une logique d'application. Toute mise en cause provoquerait une crise dans les relations entre les États-Unis et la Russie, les Européens et les Chinois se retrouvant probablement du côté des Russes.

L'ONU peut-elle jouer un rôle à l'avenir ?

F.H. : L'ONU est revenue à la si-

« Moscou s'est fixé des objectifs atteignables. »

tuation qui prévalait entre la fin des années 1940 et le début des années 1990, caractérisée par la paralysie du Conseil de sécurité, conséquence de la dégradation continue des relations entre la Russie et les pays occidentaux. À terme, les Russes et les Iraniens voudront verrouiller au plan politique leur succès militaire. L'ONU, son nouveau secrétaire général ainsi que l'Union européenne pourraient jouer un rôle utile, surtout s'il s'agit d'inciter les pays européens à financer la reconstruction dans les prochaines années.

Recueilli par François d'Alançon

(1) Auteur de Comment perdre la guerre contre le terrorisme, Stock, 2016, 15 €.

As Turkey cracks down, Kurdish politicians pack their bags for jail

DIYARBAKIR, TURKEY

BY ROD NORDLAND

When Kurdish officials here in Diyarbakir, the biggest Kurdish city in the world, say they've been "unavoidably detained," it is not just an excuse for lateness.

Even before I arrived, the co-mayors, Gultan Kisanak and Firat Anli, were jailed on terrorism charges that rights groups say are trumped up. Interviews in prison are not possible because, officially, foreign journalists are barred from the city.

Ahmet Turk, 74, a Kurd despite his name and the venerable mayor of another Kurdish city, Mardin, was out of jail at the moment. But his press officer, Enver Ete, said that it would be hard to arrange an interview: "We can't give a time since so many people are getting arrested we can't foresee what will happen."

Kamuran Yuksek, a Kurdish politician, was on the phone with a reporter when he was detained briefly — just after being released from five months in prison.

I could not see Selahattin Demirtas, the leader of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party, or H.D.P., the country's third-largest, although he lives in Diyarbakir. He, too, was jailed, along with nine other H.D.P. members of Parliament, so I arranged to see his wife, Basak, instead.

She canceled, not because she was jailed, but perhaps because she worried she would be, and she had two small children at home.

Turkey's crackdown on Kurdish politicians, officials, news outlets, schools, municipalities, think tanks and even charities has been so thoroughgoing that it has left those who remain free expecting arrest at any moment. "My bag is packed for prison," said Feleknas Uca, an H.D.P. member of Parliament. "Everybody has a bag in their house for prison. Now, everyone can be arrested at any moment."

The crackdown on Kurds is part of a broader assault by the government on Turkey's democratic freedoms after a failed coup in July, even though hard-line Islamists, followers of the cleric Fethullah Gulen, who are rabidly anti-Kurdish and hardly democratic paragons themselves, are accused of the overthrow attempt.

This year more than 150 newspapers and other media outlets have been shuttered and about 120 journalists jailed in pretrial detention without court hear-



TOLGA BOZOGLU/EUROPEAN PRESSPHOTO AGENCY

Women running after the riot police in Istanbul dispersed protesters with tear gas and plastic bullets during a rally last month against the arrest of Kurdish lawmakers.

ings. Some 40,000 people have been imprisoned, and more than 100,000 have been dismissed from their jobs on suspicion of sympathizing with the Gulenists.

In many cases, the only evidence against them was a messaging app, similar to WhatsApp, on their phones that supposedly served as a secret Gulenist communication system. In other cases, just having a Gulen book at home was used as evidence for dismissal or arrest.

Critics called it a witch hunt.

In October, when Turkey's Parliament extended for another three months the emergency powers granted to President Recep Tayyip Erdogan after the coup, Human Rights Watch, Amnesty International and other groups issued a statement criticizing Europe and the United States for not responding more forcefully.

The crackdown on democracy has been nationwide, but on the political front it has been concentrated in the mostly Kurdish southeast, though there is no evidence, or even an official accusation, that Kurdish parties, legal or illegal, had any role in the attempted coup.

But a peace process with the outlawed Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., broke down last year, and since then fighting has claimed 2,467 lives on all sides, including civilians, according to a tally by the International Crisis Group.

Mr. Erdogan's government was stunned in 2015 elections when the H.D.P. decimated the ruling Justice and Development Party, or A.K.P., in the east especially, winning six million votes, sending 80 candidates to Parliament, and becoming overnight a nationwide

political force. Critics accused Mr. Erdogan of deliberately rekindling violence in Kurdish areas to stir nationalist passions and reverse his flagging fortunes.

Since the coup attempt, the government has focused on jailing officials of the H.D.P. and its local sister parties, arresting at least 45 mayors of Kurdish towns beginning in late October. New arrests are coming practically every day. This year, 2,700 local Kurdish politicians affiliated with the H.D.P. have been jailed.

An Erdogan-controlled Parliament voted to lift immunity for national legislators before the coup attempt, and Mr. Erdogan's government arrested 10 H.D.P. deputies, including Mr. Demirtas, the party's charismatic co-chairman, and his co-chairwoman, Figen Yuksekdag.

Ms. Uca described the crackdown as a government coup. "They wanted to win the elections here but failed to do so, so now they are having a coup against us."

The Erdogan government denies that it is using the coup attempt as a pretext to act against Kurds, saying that it is detaining people with ties to the P.K.K., which both Turkey and the United States have designated as a terrorist organization.

Noting that Parliament lifted immunity for a number of lawmakers from across the political spectrum before the coup attempt, the government says that the arrests of Kurdish politicians are not necessarily related to the coup attempt.

The government maintains that the same action would have been taken against individuals with ties to other

recognized terrorist organizations, like ISIS.

Kurds have borne the brunt of the crackdown, not just in politics but also in the news media and other areas. The publications and media organizations ordered closed by the government included nearly every Kurdish outlet, except for the government's Kurdish television channel. Some Kurdish publications have begun publishing under other names.

The P.K.K., and by extension the H.D.P., which is often seen as the above-ground counterpart to the insurgents, is losing support among Kurds. Many were angry that the P.K.K. had encouraged young people to barricade urban areas in seven eastern towns and districts, a move that led to hundreds of

deaths and the destruction of thousands of homes before the fighting ended last spring.

One measure of that discontent has been the lack of mass demonstrations and large-scale protests over the arrest of Mr. Demirtas. "A while ago if you considered the government doing something like that, you'd expect a huge reaction from the public," said Vahap Coskun, a law professor at Diyarbakir's Dicle University, referring to Mr. Demirtas's arrest and the arrests of mayors in Kurdish areas. "But now people are silent."

Meral Danis Bestas, an H.D.P. lawmaker who has not yet been arrested, blamed the muted reaction on an aggressive police response to demonstrations, outlawed under emergency law,

and the fear of arrest.

"They claim people don't show any reaction, but actually it's the opposite," she said. "Currently, if we were able to hold a free rally without pepper gas and all, we would have a million people."

One thing that all sides agree on, though, is that many young Kurds are giving up on political parties entirely. "Every family has at least one story, a kid in the mountain, or in jail, or they fled abroad," Mr. Coskun said.

Ms. Uca said the H.D.P. was aware of that trend. "Since Demirtas and Yuksekdag were arrested, the number of youngsters going to the mountains has gone up a lot; all around us we're seeing that. They are not leaving us space in the political arena, so they say we are leaving the political arena."

International New York Times DECEMBER 16, 2016

ALEPPO'S DESTROYERS: ASSAD, PUTIN, IRAN

More than 400,000 Syrians have died since the civil war began. When will it stop?

Watching the fall of the ancient Syrian city of Aleppo has been excruciating. Civilians who survived weeks of intense shelling have reportedly been slaughtered by the forces of the Assad government as they have fled the battle zone, some shot in house-to-house searches. Thousands more are trapped with no food, water or shelter. "This is a message from someone saying farewell and who could face death or arrest at any time," a medic wrote on a messaging service. The United Nations called the catastrophe a "complete meltdown of humanity"

But President Bashar al-Assad could never have prevailed without the support of President Vladimir Putin of Russia and, to a lesser extent, Iran. That is a truth that President-elect Donald Trump, a Putin apologist who is surrounding himself with top aides who are also Kremlin sympathizers, cannot ignore.

Mr. Putin's bloody actions — the bombing of civilian neighborhoods, the destruction of hospitals, the refusal to allow noncombatants to receive food, fuel and medical supplies — are all in violation of international law. At the United Nations Security Council on Tuesday, Samantha Power, the United States ambassador to the United Nations, said to Mr. Assad, Russia and Iran that they had put a "noose" around Aleppo's civilians and: "It should shame you. Instead, by all appearances, it is emboldening you."

At the start of the conflict, when hard-nosed diplomacy in the Security Council might have forced Mr. Assad to

make political compromises and avert war, Russia used its veto to shield him from criticism and sanctions. By October 2015, when it looked like Mr. Assad was losing, Russia sent jets and troops and became an active combatant on the government's behalf against the rebels, including those trained and assisted by the United States and Arab nations. Hezbollah, backed by Iran with arms and money, has also been a vital asset for the Assad regime, reportedly deploying at least 5,000 fighters in Syria. The chaos has let the Islamic State establish a headquarters in Syria and become a major terrorist threat.

After calling on Mr. Assad to "step aside" in 2011, Mr. Obama was never able to make it happen, and it may never have been in his power to make it happen, at least at a cost acceptable to the American people or to Congress, which has refused to authorize military action against the Assad government. Mr. Obama, reluctant to approve direct military intervention, was restrained in supporting the rebels and struggled to mold them into an effective fighting front.

Mr. Obama worked with Russia to remove most of Mr. Assad's chemical weapons from Syria. But other attempts at cooperation — especially the search for a political deal that would end the civil war and enable a unified focus on fighting ISIS — all failed. There is little doubt that Mr. Putin used diplomacy as a feint to enable Mr. Assad's military victory.

Interview

Propos recueillis par SARA DANIEL, envoyée spéciale en Irak

L'ex-gouverneur de la ville, Athil al-Nujaifi, qui a dû fuir en juin 2014 à l'arrivée de Daech, prévient que vaincre les djihadistes prendra du temps

“Il n’y a pas de vraie stratégie pour libérer Mossoul”



La bataille contre Daech à Mossoul semble plus difficile que prévu, cela vous surprend-il?

Non. L'armée irakienne est allée trop vite pour libérer la ville. Elle a pensé que ce serait un combat facile parce que inégal. Mais les forces engagées ne sont pas suffisantes pour tenir

le terrain conquis. De plus, elles n'ont pas consulté les habitants de Mossoul, ce qui est une faute grave. Il y a des résistants à l'intérieur de la ville (les Brigades de la Libération et de la Paix, par exemple) qui pourraient aider à la libération, mais qui ont besoin de savoir qu'on leur offrira un rôle politique dans l'organisation future. Or le gouvernement à Bagdad les ignore délibérément. Sans parler de ceux qui soutenaient Daech et aimeraient changer de camp. La région ne sera jamais stable si on ne fait pas ce travail politique qui doit accompagner la bataille.

Quand on s'approche des lignes de front, on voit que l'armée irakienne partie libérer une ville sunnite arbore les drapeaux d'Ali, le saint patron des chiïtes. Est-ce une faute politique?

Ce n'est pas une bonne chose. Pourtant, je dois dire que l'armée irakienne s'est jusqu'ici très bien comportée avec les habitants de la ville. De plus, la présence de troupes turques au Kurdistan rassure les habitants de Mossoul. Et affaiblit la propagande de Daech, qui affirme que cette guerre est une guerre confessionnelle entre les chiïtes et les sunnites.

Vous disposez d'une milice de quelques milliers de soldats, la Garde de Ninive, entraînée par la Turquie. Participe-t-elle à la bataille?

La Garde de Ninive est positionnée au nord de Mossoul, avec la 16^e division de l'armée irakienne, et

nous espérons voir nos soldats entrer prochainement dans la ville.

Etes-vous néanmoins optimiste sur l'issue des combats?

Nous finirons par gagner, mais cela prendra du temps. Et l'armée est durement touchée. Il est difficile de chiffrer nos pertes, mais je peux vous dire que dans la bataille qui s'est déroulée la semaine dernière autour de l'hôpital Al-Salam [ancien QG des djihadistes de Daech], les véhicules d'une compagnie entière ont été détruits. Ainsi je pense que nous allons avoir besoin d'une aide internationale plus soutenue que celle qui existe aujourd'hui, sur les plans militaire et humanitaire. D'autant qu'il n'y a pas de vraie stratégie pour la libération de la ville, en particulier du côté ouest du Tigre.

Comment expliquez-vous ce défaut de planification?

Une des raisons est que la coalition internationale participe à la bataille mais pas complètement. Officiellement l'Irak n'a pas demandé l'aide internationale ni celle des Américains qui ne souhaitent d'ailleurs pas s'engager pleinement dans la guerre.

Comment voyez-vous l'avenir de l'Irak?

Je crois à un Irak fédéral. Au sein du gouvernement irakien, certains chiïtes sont partisans de cette solution. Ils ont compris que la guerre à outrance n'avait pas d'issue et cherchent à s'entendre avec les sunnites et les Kurdes. Mais d'autres groupes font de la résistance. Les milices chiïtes armées de la Mobilisation populaire veulent écraser Mossoul et imposer leurs conditions aux sunnites. Elles sont soutenues par l'Iran qui a une influence déterminante. Avant la prise de la ville par l'organisation Etat islamique, le gouvernement de Bagdad a ignoré les signes du malaise des habitants de la ville. Ainsi, seuls 15% d'entre eux participaient aux élections. Les manifestations étaient réprimées sévèrement. Alors le gouvernement de Nouri al-Maliki a abandonné Mossoul aux djihadistes en juin 2014, sans penser que la chute de la ville entraînerait celle de l'Irak. Il ne faudrait pas répéter les erreurs du passé au risque de voir Daech réapparaître. ■



Ci-dessus, les soldats irakiens se préparent pour la ligne de front, le 2 décembre.

Athil al-Nujaifi, gouverneur de la province de Ninive de 2009 à 2014.

Turquie

De nos envoyées spéciales, **URSULA GAUTHIER** et **CÉLINE LUSSATO**

Pourquoi le président turc est-il devenu ce tyran qui veut modeler la société à son image : paternaliste, religieuse, nationaliste?



Erdogan, naissance d'un despote islamiste

Il y a cinq mois, Recep Tayyip Erdogan a frôlé la mort. Par chance, ou par une habileté diabolique, il a réussi à déjouer le coup d'Etat qui visait à le renverser, infligeant au passage une défaite historique à la redoutable armée turque. Ce putsch manqué lui a conféré la double auréole de victime et de miraculé. Depuis, il ne cesse d'exalter les « martyrs » qui ont donné leur vie afin que lui puisse continuer à défendre tous les musulmans de la terre. Plusieurs fois par jour, ses discours sont retransmis en direct sur les chaînes de télévision. Il invective ses ennemis. Il tempête contre la duplicité de ses « prétendus alliés » les Etats-Unis, l'Union européenne. Des faux amis, qui veulent « mettre la Turquie à genoux ». Mais lui, Recep Tayyip Erdogan, avec

l'aide d'Allah, affirme qu'il leur tiendra tête jusqu'à son dernier souffle.

Paranoïa aiguë ou simple rhétorique populiste? Les avis diffèrent. « Il était déjà assez "dérangé" et émotionnellement instable, mais depuis ce putsch il est devenu carrément fou », soupire une députée de l'opposition. Recevant « l'Obs » dans son bureau du Parlement, elle baisse instinctivement la voix pour raconter les éruptions volcaniques du grand homme et la terreur de son entourage. A Ankara, on chuchote qu'il est malade : il souffrirait d'un cancer du côlon et de problèmes d'épilepsie qui affectent sa santé mentale. On raconte qu'il gifle les ministres qui osent le contredire, qu'en privé ses courtisans lui baisent les pieds, qu'il a des goûteurs, 500 gardes du corps... Cette hypothèse de la folie, un

intellectuel de gauche qui fut un proche d'Erdogan n'y croit pas : « C'est du théâtre. Plus il tape du poing, plus sa popularité augmente, et plus il a les coudées franches pour purger toute opposition. » Baskin Oran, politologue respecté de l'université d'Ankara, qui fut lui aussi un compagnon de route, décrit posément la dérive du reis vers l'intolérance et l'intimidation. Le professeur a ainsi reçu la visite de policiers venus vérifier, à 3 heures du matin, « qu'il allait bien » – façon de l'encourager à adoucir le ton de ses éditoriaux. « La peur est sa grande arme. Il sème la terreur chez ses opposants et se sert de son talent d'orateur pour attiser l'anxiété de ses partisans. Son idée fixe, c'est le pouvoir. »

Comme tous les autocrates, la méthode d'Erdogan pour conserver le pouvoir ➤➤

➔ consiste à écraser toute contestation. Depuis le coup d'Etat manqué du 15 juillet, la Turquie connaît la vague de répression la plus féroce de son histoire : 60 000 personnes interpellées, 37 000 sous les verrous, 56 000 privées de leur passeport, 125 000 licenciées... Tous ceux qui ne sont pas partisans du président turc sont menacés. Loin des promesses de libéralisation faites au tournant du siècle par un leader qui se présentait comme « postislamiste », l'heure est à l'autoritarisme dur, comme dans tout le Moyen-Orient. Mais à la différence des autres hommes forts de la région, Erdogan possède un atout de taille : une popularité exceptionnelle. Depuis Mustafa Kemal Atatürk, « père » de cette Turquie moderne qu'il a créée sur les décombres de l'Empire ottoman en 1920, aucun homme politique n'a suscité une telle ferveur. Voici treize ans qu'Erdogan remporte toutes les élections, améliorant son score à chaque scrutin. Après des décennies de coalitions éphémères et inefficaces, c'est lui, l'islamiste sorti du rang, qui a réussi à faire décoller l'économie. Depuis 2003, le revenu annuel par habitant a plus que doublé. Son électorat lui sait gré d'avoir assoupli le carcan laïciste hérité d'Atatürk, d'avoir enfin ouvert la fonction publique aux pieux musulmans. Mais le fondement de son inoxydable popularité, c'est l'élévation spectaculaire du niveau de vie.

Rien ne prédisposait pourtant cet enfant des faubourgs d'Istanbul à opérer la brillante synthèse conservatrice-moderniste qui est au cœur de sa réussite. Né en 1954, il aurait des ascendances mêlées, géorgiennes et lazès. Son père, modeste capitaine de ferry, lui inculque une foi musulmane intransigeante et des valeurs



Aux côtés de son mentor Erbakan, lors des municipales de 1994.



L'alliance Morsi-Erdogan célébrée jusqu'au Pakistan (Lahore) en 2013.



Manifestation de soutien après le putsch avorté, le 20 juillet à Ankara.

ultranationalistes. Enfant, Erdogan fréquente une école religieuse publique dans un quartier ouvrier près des cafés chics de la « ville européenne » de Beyoğlu. Il excelle en déclamation, ce qui lui ouvre très tôt une carrière politique. A 15 ans, il milite déjà dans les rangs d'une association étudiante très à droite, anticommuniste et pro-islamiste.

Au milieu des années 1970, Tayyip est remarqué par Necmettin Erbakan, figure tutélaire

de l'islam politique, qui le prend sous son aile. Il se marie, élève quatre enfants et fréquente la puissante confrérie naqshbandi, une école soufie pragmatique, qui voit dans la politique le moyen d'aboutir à un Etat islamique. Erdogan va secouer les réflexes poussiéreux du Refah, le nouveau parti de son « maître » Erbakan. Pour Jean-François Pérouse (1), l'étoile montante du Refah applique pour la première fois le pragmatisme qui sera la clé

de son succès : « Il encourage les femmes à faire campagne, contraint les candidats à sacrifier la barbe, envoie ses troupes draguer l'électeur dans les quartiers libéraux. » Jusqu'à la consécration de 1994 : Erdogan décroche la mairie d'Istanbul. Il a 40 ans, et une voie royale devant lui. En effet, dans la foulée, le Refah remporte les législatives, propulsant son mentor Erbakan au sommet du pouvoir. Tout feu, tout islam, l'énergique maire d'Istanbul milite pour la réinscription de la religion dans la sphère publique, sans oublier de distribuer des aides aux plus démunis. Surtout, il fait d'Istanbul une mégalopole moderne.

Mais les gardiens de la laïcité kémaliste se crispent. En 1998, le Refah est interdit au motif d'« activités antilaïques ». Erdogan est à son tour visé pour avoir déclamé un poème provocateur : « Les minarets seront nos bâïonnnettes, les coupôles nos casernes, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats. » Il passe quatre mois en prison pour « crime contre l'Etat ». A sa sortie, c'est un homme nouveau. Oubliée la charia. Il se veut désormais « réformateur », et défend l'Etat de droit et les liens privilégiés avec l'Occident. Il a compris qu'il doit donner des gages s'il veut revenir dans le jeu. A moins que, comme on le prétend à gauche, il n'ait été choisi par Washington pour devenir la figure publique d'un islam « raisonnable ». L'instrument de la reconquête sera un nouveau parti de centre droit. Le Parti de la Justice et du Développement (AKP), qu'il fonde en 2001, veut œuvrer pour « un nouveau contrat social, la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la justice ». Yasar Yakis est un des six rédacteurs des statuts : « Nous avons pros crit toute référence religieuse. Le mot "islam" n'y figure même pas », explique l'ancien chef de la diplomatie d'Erdogan, un homme plutôt

libéral qui avait rejoint les fondateurs de l'AKP dans l'espoir de créer un parti démocrate musulman. « Pour nous, l'AKP était équidistant des trois religions monothéistes et de l'athéisme. »

En 2002, l'AKP remporte les législatives et propulse Erdogan au poste de Premier ministre. Quelle victoire pour ce provincial déraciné, traité de haut par les élites kémalistes pour ses manières rugueuses et son parler populaire! « Et il a tenu toutes ses promesses. Non seulement il a préservé la laïcité, mais il a défendu les droits de tous : Kurdes, Alevs et même non-musulmans », affirme dans un anglais parfait le député AKP Talip Küçükcan, chef de la délégation turque au Conseil de l'Europe. L'exemple le plus parlant pour cet ardent défenseur du régime : la restitution aux fondations religieuses d'une église, d'un monastère et d'une synagogue confisqués par l'Etat kémaliste. Mais le plus urgent, pour Erdogan, c'est de



La ville de Nusaybin, à majorité kurde, en octobre 2016. Elle est bombardée par l'armée turque depuis mai.

saper la capacité de nuisance de l'armée. Les réformes exigées par l'Union européenne en vue de l'adhésion de la Turquie fournissent l'occasion parfaite de desserrer l'emprise des militaires. L'œuvre sera parachèvee grâce aux retentissants procès publics lancés à partir de 2007 contre les gradés de l'ar-

mée et leurs alliés de la haute administration. L'hydre kémaliste décapitée, Erdogan est désormais aux commandes. C'est une époque faste pour le reis, reçu par les grands de ce monde, fêté par les Etats-Unis de Bush, qui célèbrent le nouvel exemple de « démocratie musulmane » à étendre à tout le Moyen-Orient. Pour ses adorateurs, Erdogan est le nouveau Mehmet II, le sultan qui conquiert Constantinople au xv^e siècle. A travers lui, la Turquie peut à nouveau espérer un retour aux gloires de l'Empire ottoman. Avec les « printemps arabes », c'est l'apothéose. Le « grand frère des musulmans » se range aux côtés des masses révoltées. Au Caire, à Tunis, à Tripoli, il est adulé comme une rock star. Avec l'élection à la présidence égyptienne du frère musulman Mohamed Morsi, Erdogan accède au statut de guide de la renaissance musulmane. Mais, en juillet 2013, l'armée égyptienne reprend le pouvoir. La chute de son ami Morsi l'affecte profondément. Il est persuadé d'être « le second sur la liste ». Outré par ce qu'il analyse comme un double jeu américain, Erdogan amorce un grand virage et renoue avec les convictions de sa jeunesse.

La lune de miel avec l'Occident est bien terminée. Erdogan se crispe. En 2013, les manifestations pour la protection du parc Gezi, au cœur d'Istanbul, sont violemment réprimées. Les penchants autoritaires et mégalomaniaques du reis étaient déjà connus de tous. C'est désormais la peur qui alimente son raidissement. Car une menace redoutable a émergé dans le cercle le plus proche. L'allié des premiers jours, le prédicateur Fethullah Gülen, dont les adeptes ont infiltré tous les rouages de l'Etat, s'est retourné contre Erdogan. « Les deux hommes partagent pourtant la même vision du monde, le même projet islamiste, rappelle le politologue Ahmet Insel. Longtemps, ils ont lutté main dans la main contre les barons du kémalisme. » Ce sont les policiers, procureurs et juges gulénistes qui ont permis à Erdogan de décapiter l'armée. Mais ils se déchirent désormais sur tout. Orchestrée par les hommes de Gülen, la révélation fracassante fin 2013 d'affaires de corruption impliquant Erdogan ne laisse plus de place au doute : c'est un combat à mort qui s'est engagé entre l'homme fort et l'imam. ➔

ATTAQUE MEURTRIÈRE À ISTANBUL

Des supporters s'attardaient samedi soir dans le parc de Maçka, dans le centre d'Istanbul, à deux pas du stade de Besiktas, célébrant la victoire des Aigles noirs. Quand, à 22h30, deux explosions retentissent. La première, une voiture piégée, visait un véhicule de transport de la police. La seconde, provoquée par un kamikaze, survint tout près d'agents dans le parc. Bilan : 44 morts dont 36 policiers et plus de 150 blessés. S'ils sont fréquents dans le sud-est du pays, à majorité kurde, depuis la rupture de la trêve en 2015, de tels attentats touchent plus rarement la grande métropole. Une attaque d'une telle ampleur fait craindre que le pays tout entier puisse être désormais affecté par la violence. C'est en effet le groupe armé kurde les Faucons de la Liberté du Kurdistan (TAK) qui a revendiqué la double attaque. « Tôt ou tard, nous nous vengerons », a aussitôt menacé le ministre de l'Intérieur, Süleyman Soylu. Dès le lendemain, le régime lançait une nouvelle vague de répression à l'encontre des militants kurdes modérés. Près de 200 membres du parti prokurde HDP étaient arrêtés. Erdogan et les extrémistes kurdes s'enfoncent dans la stratégie du pire. f.l.



Les soldats insurgés se rendent sous les coups des milices pro-Erdogan, après l'échec du coup d'Etat, à Istanbul.

RETOUR DE LA BARBARIE

Au premier étage d'un vieux bâtiment du centre d'Istanbul, l'Association turque des Droits de l'Homme (IHD) est la dernière encore ouverte. Avec méthode, l'avocat Hüseyin Bogatekin recueille les témoignages de torture en prison. Car les pires sévices ont refait surface dans les geôles turques. « Nos militants, Kurdes ou d'extrême gauche, nous ont rapporté les cris terrifiants qui s'échappent des bâtiments où sont entassés les gulénistes. » Tabassages, viols à la matraque, électricité sur les parties génitales, nourriture avariée distribuée dans des cellules communes surchargées où les détenus sont confinés... Des atrocités qui expliquent l'augmentation du nombre de suicides, vrais ou « provoqués », enregistrés ces derniers mois. « Avec l'état d'urgence, le pouvoir agit en totale impunité. C'est pour cela que nous accumulons les preuves. Pour qu'un jour les bourreaux répondent de leurs forfaits. » E.L.

➔ Son élection triomphale à la présidence de la République en 2014 – la première au suffrage universel – ne suffit pas à le rassurer. Bien décidé à se maintenir au pouvoir, il veut faire de la Turquie un régime présidentiel à sa main. Mais le 7 juin 2015, c'est la déconvenue : le Parti démocratique des Peuples (HDP), nouveau parti prokurde, entre au Parlement, privant l'AKP de la majorité qualifiée et empêchant toute réforme constitutionnelle. Erdogan est dos au mur. Ses projets de régime présidentiel sont à l'eau. Et puis il se sent trahi. « Il faut reconnaître à Erdogan le courage d'avoir négocié avec les Kurdes à partir de 2009, commente le politologue Bayram Balci. Et voilà que ses rêves s'évanouissent à cause de ceux-là mêmes à qui il a tendu la main. Il a le sentiment d'avoir reçu un coup de couteau dans le dos. » Il va donc se venger des Kurdes : ce sera lui ou le chaos. « Le Sud-Est s'est retrouvé sous le feu du régime. Des villes entières sont en ruine. Il y a eu plus de 1000 morts depuis le 7 juin 2015 », décrivait à « l'Obs » la coprésidente du HDP Figen Yüsekdağ, quelques semaines avant d'être arrêtée.

Mais c'est le 15 juillet dernier que le long chemin vers l'autoritarisme d'Erdogan prend son

“DÈS QUE DES VOIX S'ÉLÈVENT, ELLES DÉCLENCHENT L'IRE DU POUVOIR.”

ALI KENANOGLU,
EX-DÉPUTÉ DU HDP

virage le plus dramatique. A Ankara et à Istanbul, un putsch est en cours. On dénombre déjà près de 200 morts, il y en aura au moins 240. Des avions de chasse bombardent le Parlement. Le peuple est sous le choc. Au cœur de la nuit, sur le tarmac de l'aéroport d'Istanbul, où il vient d'atterrir, le reis s'adresse à la foule de ses partisans galvanisés : « Cet acte est un cadeau qu'Allah nous a fait. » Déjà, il a compris la chance qui vient de lui être donnée : il va pouvoir asseoir son pouvoir au nom de la défense de la patrie. Aussitôt, il lance une vaste purge dans l'armée, les administrations, les universités, les médias et toute la société civile, traquant les partisans de Fethullah Gülen, qu'il accuse d'être l'instigateur du coup d'Etat, puis il s'en prend à ses adversaires politiques, emprisonnant

le 4 novembre onze députés du HDP. « Nous savions que ces arrestations allaient se produire. Dès que des voix s'élèvent dans une société non démocratique, elles déclenchent l'ire du pouvoir. » A la terrasse d'un café, Ali Kenanoğlu, ex-député du HDP, ne quitte pas un petit sac à dos bleu dans lequel il garde quelques effets au cas où il serait arrêté. La petite quarantaine, ce militant alevi est sur le qui-vive. Comme tous les siens. A Gazi, le quartier alevi d'Istanbul, la brigade antiterroriste occupe le commissariat local, et les véhicules blindés patrouillent dans les rues. La peur a gagné ce secteur et contamine peu à peu tous ceux qui sont dans le collimateur du pouvoir. A Izmit, à une centaine de kilomètres à l'est d'Istanbul, une poignée d'enseignants font vivre une université populaire depuis leur renvoi. Leur crime : avoir signé une pétition jugeant l'Etat turc responsable des nouvelles violences dans le Sud-Est. « Erdogan sait que s'il perd le pouvoir il sera emprisonné, il s'y accrochera donc coûte que coûte. Il nous perçoit comme une menace et veut nous écraser », insiste l'économiste Kuvvet Lordoğlu. Comme des centaines d'universitaires, il lui est interdit de retrouver un

autre poste, et il n'exclut pas de rejoindre ses confrères déjà réfugiés en Europe.

Dans son bureau du petit immeuble du quotidien « Cumhuriyet », l'éditorialiste Ayşe Yildirim réagit à l'annonce de 16 000 nouveaux licenciements dans la fonction publique : « Erdogan construit son propre système. S'il s'en prend aux fonctionnaires, c'est pour placer ses affidés. » A la une du dernier quotidien indépendant, jour après jour, sont imprimés les visages des dix membres de la rédaction emprisonnés, dont le célèbre éditorialiste Kadri Gürsel. 128 journalistes, mais aussi des écrivains, comme Aslı Erdoğan, sont incarcérés depuis des semaines. Même le travail des avocats est entravé. « Il n'y a plus de droits de la défense », déplore dans son cabinet Güray Dağ, de l'Association des Avocats modernistes. Alors qu'il décrit l'impossibilité d'accéder aux dossiers des clients, de les visiter en prison, de s'entretenir en privé avec eux, une vidéo s'affiche sur son téléphone : c'est le président de l'association qui vient de se filmer dans ses bureaux à Ankara quelques minutes avant que les policiers ne l'interpellent avec son équipe. « J'attends mon tour », lâche Güray Dağ, blême.

Le nouveau *reis* a déjà planifié la prochaine étape de son « coup d'Etat civil ». Il n'a pas renoncé à habiller juridiquement sa mainmise sur le pouvoir en faisant adopter sa réforme constitutionnelle. Dans son appartement d'un quartier résidentiel d'Istanbul, Ali Bayramoglu, longtemps admis dans le petit pool de journalistes autorisés à approcher Tayyip Erdogan, suit de près des tractations entre l'AKP et ses nouveaux alliés, les ultranationalistes du Parti d'Action nationaliste (MHP). Il dénonce

**LE "REIS"
FAVORISE
DEPUIS DES
ANNÉES LES
ÉCOLES
D'IMAMS ET DE
PRÉDICATEURS.**

avec force ce projet antidémocratique : « *Alors que dans tout régime présidentiel la séparation des pouvoirs est renforcée, elle est ici annihilée.* » Président doté de superpouvoirs, autorisé à rester chef de son parti avec toute autorité sur « ses » élus, Erdogan pourrait également nommer la majorité des membres des hautes juridictions, les recteurs, les chefs du renseignement... et pourrait se maintenir à la tête du pays jusqu'en 2029. « *J'ai sous-estimé les ambitions de Tayyip Erdogan. Aujourd'hui il se comporte comme un sultan.* »

Le grand réformateur moderniste des années 2000 façonne désormais la Turquie à son image : paternaliste, islamique, nationaliste. Après quelques décrets généralisant l'autorisation du port du voile, le président a lancé une vaste reprise en main du système éducatif. Lui qui favorise depuis des années les écoles

d'imams et de prédicateurs, dont le nombre a explosé, profite des purges pour étendre l'islamisation à l'ensemble des établissements publics, remplaçant les dizaines de milliers d'enseignants radiés par des proches de l'AKP. « *Les entretiens de recrutement sont alarmants : que pensez-vous du coup d'Etat? Faites-vous votre prière? Combien de fois par jour? Autant de questions destinées à écarter gûlénistes, Kurdes, Alevis ou militants de gauche* », dénonce Hüseyin Tosu, responsable local du syndicat de l'enseignement Egitim Sen, dont 10 000 membres ont été démis de leurs fonctions. « *Le projet? Façonner une Turquie religieuse et conservatrice.* »

Fin novembre, les féministes ont de justesse bloqué un projet de loi permettant d'amnistier des hommes ayant épousé religieusement des mineures, y compris lorsque ces mariages avaient été contractés après le

viol des jeunes filles. Les militantes de l'AKP avaient joint leurs voix à la protestation. Erdogan n'est sensible qu'aux réactions de sa base. Lui qui fin juillet comptabilisait 68% d'opinions favorables sait que ses électeurs pourraient le lâcher si leurs intérêts étaient menacés. L'AKP est arrivé au pouvoir en 2002 parce qu'il avait su donner de l'espoir après la crise économique. Mais les signaux sont à nouveau au rouge : chômage en hausse, frilosité des investisseurs étrangers, tourisme en berne, baisse de la livre turque. Erdogan sait que les facteurs qui l'ont porté pourraient aujourd'hui provoquer sa chute. A moins que tous les pouvoirs ne soient déjà entre les mains du nouveau sultan. ■

(1) Jean-François Pérouse, directeur de l'Institut français d'Études anatoliennes, auteur avec Nicolas Cheviron d'« Erdogan. Nouveau père de la Turquie? », Editions François Bourin, 2016.

Los Angeles Times

December 17, 2016

Car bomb kills 13 Turkish commandos, army says

December 17, 2016 / Associated Press

Thirteen Turkish troops were killed and 48 others wounded in a car bomb attack in the central Anatolian province of Kayseri on Saturday morning, the Turkish military reported.

In a statement, the Turkish armed forces said the car bomb went off at 8:45 a.m. and targeted on-leave military personnel from the Kayseri Commando Brigade.

The wounded were rushed to hospitals in the region. The army said civilians also may have been casualties of the "treacherous attack."

State-run Anadolu Agency said the car



A public bus is burning at the scene of a car bomb attack in central Anatolian city of Kayseri, Turkey, Saturday, Dec. 17, 2016. A public bus was heavily damaged and dear and injured were reported. Turkish authorities have banned distribution of images relating to the Istanbul explosions within Turkey. (IHA via AP)

bomb went off at an entrance gate of Erciyes University, hitting a public transportation bus that included on-leave soldiers among its passengers.

Speaking about the Kayseri explosion, Vice Prime Minister Veysi Kaynak said in remarks broadcast on NTV that "treacherous factions" had taken aim at commandos from the Kayseri Airforce Brigade, who had been "training exclusively for the safety of our people."

Turkey's prime ministry office imposed a temporary blackout on coverage of the explosion and urged media to refrain from publishing anything that may cause "fear in the public, panic and disorder and which may

serve the aims of terrorist organizations."

Turkey is facing renewed conflict with Kurdish rebels in the southeast and has suffered a string of suicide and car bombing attacks this year.

The blast comes a week after a car bomb struck riot police posted outside a soccer stadium in Istanbul following a match. That attack killed 44 people, mostly police officers, and wounded scores. Kurdish militants claimed responsibility for the Istanbul attack.

Turkey is a member of NATO and a partner in the U.S.-led coalition against the Islamic State group, which has been blamed for multiple attacks in Turkey. ●

With rebels on the run, Aleppo close to Syrian rule

BEIRUT, LEBANON

BY ANNE BARNARD

The siege in Aleppo is almost over.

Advances by Syrian government forces and their allies have squeezed the fighters and civilians remaining in rebel-held parts of the city into a sliver of territory, spokesmen for the government and the opposition forces said on Monday. The last civilians caught in the shrinking antigovernment enclave issued panicked calls for help.

Late Monday, several residents reported via text and voice messages that they were crowded into abandoned apartments and rainy streets, exposed to shelling and afraid they would be killed or arrested if pro-government forces reached them, as antigovernment activists circulated reports of scores of summary killings in retaken areas.

The United Nations secretary general, Ban Ki-moon, said in a statement on Monday that he was alarmed by reports of atrocities against a large number of civilians.

It appeared increasingly likely that the government would gain control of the whole of Aleppo, the largest city in Syria, within days, if not hours. Videos from government-held districts showed people celebrating in the streets, waving flags and honking horns.

That would be a turning point in the civil war, cementing government control over all of Syria's most important cities and forcing the opposition and its backers to reckon with whether their movement, especially the armed rebellion, has failed.

It also raises questions about how an increasingly confident President Bashar al-Assad will govern a deeply wounded and divided country where war still rages.

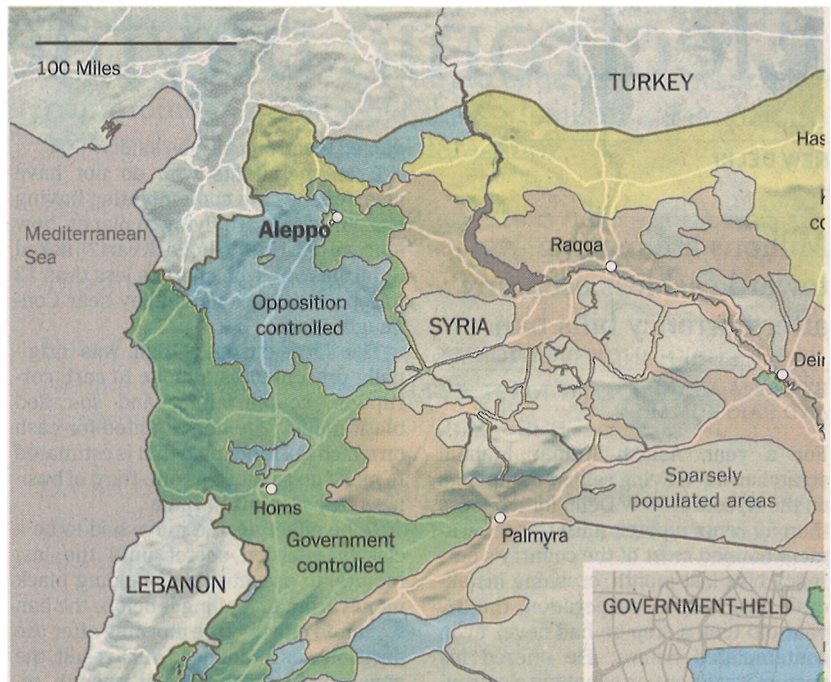
Mr. Assad's recent military successes have depended heavily on help from Russia, Iran and the Iranian-backed Lebanese Shiite militant group Hezbollah, which are reviled by many of Mr. Assad's Sunni opponents, and viewed with unease even by his supporters because of their growing power in the country. Large areas of Aleppo and other cities and towns have been reduced to rubble by the fighting. And rebel forces, Kurdish militias and Islamic State fighters are still operating in large areas of northern and eastern Syria.

That has been vividly clear in recent days, with Islamic State fighters advancing in the desert city of Palmyra,



GEORGE OURFALIAN/AGENCE FRANCE-PRESSE — GETTY IMAGES

Pro-government forces patrolling Aleppo. Gaining control of Aleppo would cement the government's hold on all of Syria's major cities.



amid its ancient ruins, as the government focused on Aleppo.

For civilians trapped behind the battle lines in Aleppo, though, more urgent questions loomed. Time appeared to be running out to strike a deal to allow them to evacuate.

Rebel and opposition leaders want evacuees to be given an option to go to territory they control. Many of the remaining civilians refuse to go to govern-

ment-held territory because they are afraid they would be jailed and tortured there. Others say the bombardment in their districts is too intense to allow any escape. There were also reports in state news media of rebel shelling of government-held areas.

According to the Russian government, Mr. Assad's main foreign backer, more than 100,000 people have fled from the rebel enclave to government-held

areas, and 2,200 rebel fighters have surrendered. At least 13,000 people have fled in the past 24 hours, it said.

But there are still believed to be thousands of civilians trapped in districts that have been bombarded for more than 24 hours, while the army and its militia allies seized most of the southern part of the city.

"An important call in the name of civilians to help them," Abdelkafi al-Hamdo, a teacher and antigovernment activist, said in a text message to a group of journalists. "Stop bombing. Take them out."

The situation was so desperate, residents said, that it was unclear whether rebels and civilians there could even hold a meeting to decide whether to surrender and evacuate.

"Believe me, no one rejects the safety evacuation," one resident, Yasser Abu al-Joud, said in a text message to the journalists' group. "All of us are waiting, dying now in the last neighborhoods."

Hisham al-Skeif is a civilian member of the local council that had tried to govern the rebel-held areas of Aleppo, which once included half the city. Mr. Skeif expressed frustration that while international officials were in contact with rebel leaders, no one appeared to be talking to the trapped civilians.

"All the political activists and the media, the relief workers, the unarmed, we are about 1,000, including our families," he said. Though the government has said it would offer amnesty to anyone who surrenders, "if the regime entered, we will be slaughtered," he said. "Of course everybody is negotiating with

those who are armed, but we are not armed."

"The armed can defend themselves, but we can't," he added.

Mr. Hamdo said in a series of text messages that families in Aleppo were "waiting death together."

"People are running, don't know where," he wrote. "People are under the rubble alive, and no one can save them. Some people are injured in the streets, and no one can go to help them cuz the bombs are always on the same place."

Some rebel leaders have said that the United States, which backs some rebel groups, sent them a proposal that would allow evacuees their choice of destination, under security guarantees from Russia. But trust has eroded, and no agreement had emerged by Monday night.

Syrian and Russian officials say the offensive in Aleppo will continue until rebels surrender or die.

"The issue of withdrawing militants is the subject of separate agreements," Sergei Ryabkov, the Russian deputy foreign minister, told the Ria news agency on Monday. "This agreement has not yet been reached, largely because the United States insists on unacceptable terms."

The sticking point for months has been a dispute between Russia and the United States over what to do about fighters linked with Al Qaeda who are among the rebel groups in eastern Aleppo. The United Nations estimates that about 10 percent of the 8,000 rebel fighters in the city belong to a Qaeda-

linked group, the Levant Conquest Front. The rebels and their international backers say the figure is much lower; the government says it is much higher.

Before the government broke through the rebel defenses, the United Nations was proposing that the Levant Conquest Front leave Aleppo in exchange for three main broad concessions from the government side: an end to bombardment; protection and aid for remaining civilians; and some form of local administration for rebel areas.

But the government rejected any form of self-government, saying that it would "reward terrorists," while the rebels rejected versions of the deal that did not include it. Now, there is no meaningful rebel territory left for the local opposition council to govern.

Malek, an activist who asked to be identified only by his first name for fear that he would soon find himself in government territory, said he had moved on Monday to a safer place for the 10th time since the offensive began, along with his cats, Rocky and Loz, the Arabic word for almond.

"Why should I lie? I'm not well," he said in a series of voice messages. "We are people, are being deleted from the human map. We have two neighborhoods and one street, and the regime will keep bombing this small area."

Still attempting to find humor, he said that his cat Rocky had lost "his fiancée" along the way. "Now he's lonely," Malek said.



December 8, 2016

Barzani warns Kurds not to trust Baghdad's budget

By Rudaw.net / 8/12/2016

ERBIL, Kurdistan Region – The same people in Baghdad who made the decision to cut the Kurdistan Region's budget share nearly three years ago cannot be depended on to address the financial needs of the Kurdish people, President Masoud Barzani said in a statement on Thursday, responding to the 2017 budget bill passed in the Iraqi capital on Wednesday.

"Those who have cut the Kurdistan Region's budget will never be prepared to solve the problems facing the people of Kurdistan," reads Barzani's statement.

Of prime concern to the president is the language used in the article regarding payment of Peshmerga salaries. "[T]he article is unclear and contains loopholes and its language is elastic, giving way to



different interpretations," he warned.

MPs in Baghdad approved the 100.67 trillion Iraqi dinar (about \$85 billion) budget with some support from Kurdish MPs, though the Kurdistan Democratic Party (KDP) faction, the party of Barzani, boycotted the vote.

The Iraqi parliament, in the bill,

accepted a proposal from the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) to pay the salaries of 650,000 Kurdish civil servants in exchange for 550,000 barrels of oil per day to be exported through Iraq's state-owned SOMO oil company – 250,000 from Kurdistan Region oil fields and 300,000 from Kirkuk.

The Kurdistan Regional Government (KRG) has struggled to meet its bloated payroll since Baghdad cut the region's budget share in early 2014. Civil servants and Peshmerga have received drastically reduced salaries, often paid months late.

The PUK hailed the budget as a "valuable achievement at such a challenging economic and political situation," in a statement published Wednesday night.

Barzani pointed out that previous budgets that included articles obligating Baghdad to pay Peshmerga salaries have gone unpaid. "The Iraqi government has not been committed to its financial obligations towards the Kurdistan Region ever since 2005 for different reasons," reads his statement.

He called on all Kurdish parties in the Iraqi parliament to meet with the KRG to examine the budget law. "Let political exaggerations and the truth of the budget and income be made clear to the people of Kurdistan Region if these articles are not in favor of the people of Kurdistan." ■



Des habitants fuyant les combats, le 12 décembre. Ici dans le quartier Salhine, dans l'est d'Alep, repris par le régime aux rebelles. George Ourfalian/AFP

Après Alep, la guerre se poursuit en Syrie

— Défaites à Alep, les forces rebelles syriennes occupent d'autres poches en Syrie.

— Les fronts sont multiples, la guerre est loin d'être finie.

Alep tombée, la guerre n'est pas terminée en Syrie. Si Damas et ses alliés ont remporté une victoire militaire en arrachant aux rebelles les sept quartiers qui leur échappaient depuis 2011, ils n'en ont pas fini avec eux. Dispersés dans plusieurs bastions, les opposants à Damas – eux-mêmes divisés et estimés à environ 100 000 combattants sur l'ensemble du territoire – sont affaiblis, mais pas vaincus. Ils tiennent encore plusieurs poches, dont la plus importante est celle d'Idlib, dans le nord-ouest du pays, et au sud-ouest d'Alep, à la frontière turque.

Cette zone est solidement tenue par la coalition formée par les islamistes d'Ahrar Al-Cham et ceux du Front Fatah Al-Cham (ex-Front Al-Nostra) : les deux groupes les plus radicaux opérants en Syrie avec Daech. Liés ou proches d'Al-Qaida, ces deux groupes sont armés et financés par les Saoudiens. Une partie des 10 000 rebelles d'Alep-Est les aurait rejoints. Pour l'heure, les islamistes proches d'Al-Qaida de cette zone encerclent les deux villes à ma-

rité chiite d'Al-Foua et de Kefraya, au nord-est d'Idlib.

La coalition progouvernementale frappe régulièrement cette poche pour les affaiblir. Dimanche 4 décembre, 73 personnes auraient péri dans ces bombardements, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Dispersés dans plusieurs bastions, les opposants à Damas sont affaiblis, mais pas vaincus.

Pour atteindre Idlib, les troupes terrestres de la coalition pro-régime devront cependant traverser un territoire toujours occupé par les rebelles et s'exposer à un harcèlement potentiellement coûteux en vies humaines. Un autre groupe djihadiste tient toujours une partie de la ceinture agricole de la Ghouta, à la périphérie de Damas : la région attaquée au gaz sarin, le 21 août 2013. La coalition pro-Assad n'a, pour le moment, pas réussi à les déloger.

Enfin, la dernière poche aux mains de forces anti-Assad, à l'exception de Daech, est Deraa,

dans le sud du pays, à la frontière avec la Jordanie. Elle est sous le contrôle de l'Armée syrienne libre (ALS), considérée comme « modérée » par les Occidentaux. L'ALS est armée et financée par Washington. Mais pour l'heure, une forme de coexistence pacifique caractérise les relations entre l'ALS et Damas, chacun évitant l'affrontement direct.

Daech, de son côté, représente toujours une menace. Les djihadistes ont repris cette semaine Palmyre : sans grande difficulté, semble-t-il. Ce qui, à l'heure de la victoire d'Alep, montre combien la Syrie est loin d'en avoir fini avec la guerre.

Daech contrôle toujours l'Euphrate et Rakka, la capitale du « califat » autoproclamé. Les forces pro-régime sont absentes de ce front-là. En revanche, la coalition internationale « opération Inherent Resolve », conduite par les États-Unis et dans laquelle œuvre l'armée française, les frappe directement. Son aviation appuie au sol les 30 000 combattants arabokurdes des Forces démocratiques syriennes (FDS), chargés de la bataille de Rakka. Une armée composée très majoritairement de Kurdes syriens autonomistes : ce qui va à l'encontre des intérêts de la Turquie.

Laurent Larcher

Irak : Daech avait bâti une industrie de l'armement sophistiquée

Des enquêteurs européens ont inspecté six usines à Mossoul, appartenant au mini-complexe militaire bâti par les djihadistes.

GEORGES MALBRUNOT  @Malbrunot

MOYEN-ORIENT Pendant six jours, du 11 au 16 novembre, en pleine offensive contre Daech à Mossoul, une équipe d'enquêteurs internationaux, escortés par la 9^e division blindée de l'armée irakienne, a eu accès à six entrepôts de fabrication d'armes de l'État islamique, à Gogali, dans la partie est de la ville, et à Qaraqosh, un village chrétien à une trentaine de kilomètres de « la capitale » djihadiste. « Nous avons été surpris par la standardisation et le contrôle de qualité des armes produites par Daech, c'est digne d'une véritable armée », souligne James Bevan, le directeur du groupe basé au Royaume-Uni, Conflict Armament Research (CAR).

Ses enquêteurs avaient déjà inspecté des ateliers de fabrication d'armes djihadistes à Faloudja, Tikrit et Ramadi, peu après la reprise de ces villes par les forces irakiennes. « Mais à Mossoul, on ne peut plus parler d'engins improvisés », insiste CAR dans son rapport publié mercredi.

En six jours, CAR a enquêté sur plus de 5 000 roquettes et mortiers, à différents stades de leur production. Les usines visitées produisaient notamment des tours de roquettes, des explosifs et du propulseur. Certaines étaient immenses – un hectare – et d'autres, notamment les ateliers de fabrication d'explosifs, étaient minuscules, autour de 30 m². « Toutes ces emprises obéissaient, comme dans une armée, à des standards identiques afin de permettre l'interopérabilité des munitions destinées aux forces djihadistes », explique CAR.

Les démineurs ont découvert une mystérieuse « Organisation pour la standardisation et le contrôle de qualité (OSQC) » placée sous l'autorité d'un « Comité pour la production et le développement militaire » de l'État islamique. L'une des tâches de l'OSQC est de publier les spécifications de chaque

arme conçue par Daech. Par exemple, ses roquettes. Elles sont de deux types : une de 11 cm de diamètre et 75 cm de longueur, et une autre, appelée Fateh, longue de 2,39 m et de 11,5 cm de diamètre. Les enquêteurs ont retrouvé à Mossoul un document publié par l'OSQC, le 9 juillet, qui détaille toutes les spécifications requises pour la production de la roquette Fateh : son ogive, par exemple, doit peser 9,5 kg – avec une marge entre 9,2 et 9,8. « Et dans chacun de ses ateliers, Daech effectue un contrôle de qualité pour vérifier la conformité avec les normes listées, et toutes les emprises, quelle que soit leur localisation, doivent se plier à ces normes standards », ajoute CAR.

Daech conserve un registre de la production : les types d'armes produites, les quantités, mais aussi les pièces rejetées à l'issue du contrôle de qualité, ou les blessures entraînées au cours de la chaîne de production... Bref, un souci de la précision digne d'un embryon d'industrie militaire. D'autres éléments ont stupéfié les enquêteurs. D'abord, la rapidité de la production de ces armes. Estimé à des dizaines de milliers de pièces, l'arsenal de Daech a été fabriqué au cours des mois qui ont précédé l'offensive des forces irakiennes et de la coalition internationale. « La plupart des tours de roquettes ont été fabriquées en octobre 2016, juste au début de l'offensive. Ce qui suggère une très rapide chaîne d'approvisionnement des combattants », peut-on lire dans le rapport de CAR. L'acier nécessaire à la fabrication est extrait d'immenses dépôts de ferraille. « Ils désosent des moteurs de voitures en pièces détachées avant de les plonger dans des fours », observe un de ces enquêteurs de retour d'Irak. Deux fondries ont ainsi été retrouvées à Gogali, voisines d'immenses amas de ferrailles.

Pour ses roquettes, Daech a conçu une large gamme de cordaux détonants. Puis, après l'ajout du propulseur,



Des roquettes fabriquées par Daech dans une usine à Mossoul. CONFLICT ARMAMENT RESEARCH

« Nous avons été surpris par la standardisation et le contrôle de qualité des armes produites »

JAMES BEVAN, DIRECTEUR DE CONFLICT ARMAMENT RESEARCH (CAR)

la roquette est peinte – dans une couleur standard vert olive – et mise, pour la livraison, dans des boîtes capables de supporter de longues distances et la chaleur étouffante de l'été.

Les démineurs ont également retrouvé de grandes quantités de composants chimiques que Daech utilise pour produire ses explosifs et des propulseurs pour ses roquettes. La provenance des produits de base fournit de précieux renseignements. Le principal d'entre eux, le nitrate de potassium, vient de Turquie, et très marginalement de Lituanie. Dans les précédentes enquêtes de CAR, le marché turc apparaissait déjà. « Daech a mis en place un système de détournement à grande échelle du marché domestique turc, via des intermédiaires qui opèrent en son nom auprès de fournisseurs turcs », souligne CAR. Là encore, les circuits d'approvisionnement, via la Syrie, sont bien rodés. Du sorbitol – un substitut de sucre utilisé dans la fabrication du propulseur – a été retrouvé dans les ateliers clandestins de Daech à Mossoul et Qaraqosh. « Le faux sucre » a été produit en 2015 en France par la société Terreos. Sollicitée par CAR, l'entreprise n'a pas encore répondu. « On ne la blâme pas directement, là encore Daech a vraisemblablement utilisé un intermédiaire », estime un des enquêteurs. Daech dispose donc de relais pour ses approvisionnements, y compris en Europe.

Plusieurs sacs de nitrate de potassium, retrouvés dans trois entrepôts djihadistes, ont ainsi été produits par la société belge SQM Europe, avant d'être vendus par Doktor Tarsa, son distributeur en Turquie. Mais les logisticiens djihadistes lognèrent également du côté du Liban. Du « faux sucre » a ainsi été produit en novembre 2015 par une société libanaise (Chekka Sugar Refinery). « Je ne connais aucun groupe armé qui fabrique (de l'armement) à cette échelle et avec ce degré de coordination », insiste James Bevan. On comprend mieux pourquoi reprendre Mossoul à Daech prendra beaucoup de temps. ■

LE FIGARO

16 décembre 2016

Alep : les premières sorties de l'enfer

GEORGES MALBRUNOT @Malbrunot

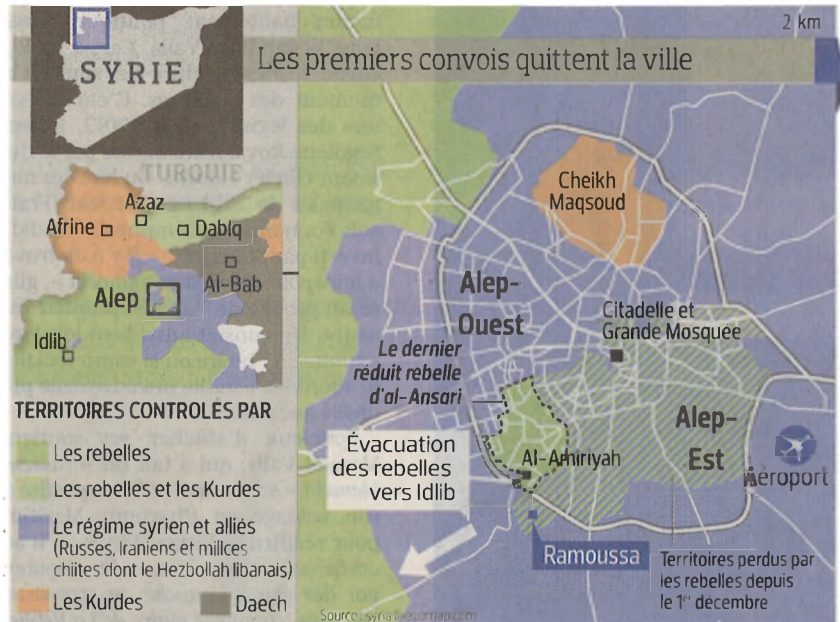
MOYEN-ORIENT Jeudi en début d'après-midi, les premiers bus et ambulances ont quitté les quartiers rebelles d'Alep-Est. Les véhicules transportaient essentiellement des blessés et des civils. Après un mois de bombardements intenses, leur calvaire prenait fin. Enfin presque, car le convoi de 13 ambulances et 20 bus, après être parti du quartier d'al-Amiriya, devait passer par celui d'al-Ramoussa, aux mains du régime, avant de se diriger vers l'ouest de la province d'Alep, contrôlée par les insurgés. Mais avant de parvenir en zones rebelles, les insurgés défaits devaient parcourir 21 km de corridor sous contrôle de leur ennemi. Finalement, une heure après, les véhicules sont bien arrivés en secteur rebelle.

Leur convoi, qui avançait très lentement, était précédé par des voitures du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et du Croissant-Rouge syrien. « Les premiers à partir sont les blessés et les malades, ainsi que leurs proches », déclarait la porte-parole du CICR en Syrie, Ingy Sedky. Neuf cent cinquante et une personnes ont quitté Alep-Est, dont plus de 200 rebelles et 108 blessés, selon une source militaire syrienne. En fin de journée, un deuxième convoi a récupéré d'autres habitants. Au total, 3 000 civils et plus de 40 blessés, dont des enfants, ont été évacués, selon le CICR. La télévision syrienne évoquait, jeudi soir, un troisième convoi au départ de la ville. Quelque 4 000 rebelles et leurs familles sont concernés par cette opération qui pourrait durer trois jours, nous a confié une source à Damas, proche du pouvoir, citant la télévision syrienne.

Garanties russes

Certains apparaissaient heureux de sortir de l'enfer, d'autres, âgés, pleuraient, selon le correspondant de l'AFP sur place à Alep-Est. D'autres encore hésitaient avant de monter dans les bus, craignant de possibles vérifications de sécurité ou des fouilles par les forces syriennes. Elles n'ont pas eu lieu, a précisé le CICR. Quelques incidents ont toutefois émaillé ces premières sorties. Des ambulances auraient essuyé des tirs en provenance de positions tenues par les loyalistes, selon la protection civile, qui fait état d'un mort.

Ces évacuations sont intervenues quelques heures après la conclusion d'un accord de cessez-le-feu entre rebelles et loyalistes, négocié par la Russie, la Turquie, l'Iran et Damas. Avant leur départ, de nombreux habitants ont brûlé ce qu'il leur restait d'affaires personnelles qu'ils ne pouvaient pas emporter avec eux. « Devant chaque bâtiment ou presque, on voit un petit feu, avec des papiers, des vêtements de femmes », racontait un habitant cité par l'agence Reu-



ters. La Russie s'est portée garante du bon déroulement de ces évacuations que Moscou espère « rapides, pacifiques et non intrusives ». Des drones russes surveillaient le corridor emprunté par les habitants d'Alep-Est.

Cette opération devrait bénéficier à environ 50 000 civils, selon l'estimation donnée par Jan Engeland, l'émissaire de l'ONU en charge des affaires humanitaires. La plupart devraient se rendre dans la province d'Idlib. La Turquie et Médecins du monde chiffrent à 100 000 le nombre de personnes encore piégées à Alep-Est.

Les sorties concernent apparemment les plus radicaux des rebelles, quelque

500 à 900 djihadistes du Front du Levant, l'ex-branche locale d'al-Qaïda. Damas et Moscou affirmaient pourtant vouloir s'opposer à leur départ, préférant continuer de les bombarder dans le réduit d'à peine 3 km² où ils s'étaient repliés sous le feu des frappes syriennes. Ces évacuations, qui devaient commencer mercredi, avaient été retardées par d'ultimes exigences posées par l'Iran qui tenait à ce que des habitants chiites syriens de deux villages assiégés depuis 2015 par des rebelles sunnites, Foua et Kefraya, puissent à leur tour être évacués pour être soignés. Ainsi, 1 200 personnes doivent sortir de ces deux villages. ■

L'Iran célèbre une victoire qui est largement la sienne

ADRIEN JAULMES @AdrienJaulmes

L'IRAN n'a pas attendu la fin de la bataille d'Alep pour célébrer sa victoire. Dès mercredi, alors que les combats se poursuivaient autour de la dernière enclave tenue par les rebelles dans l'est de la ville, plusieurs responsables politiques et militaires iraniens saluaient déjà la « libération » d'Alep. Le ministre iranien de la Défense, le général Hossein Dehghan, a appelé son homologue syrien pour « féliciter le peuple et le gouvernement pour les victoires de

l'armée et des forces de la résistance pour libérer la ville d'Alep des mains des terroristes ».

Le président du Parlement iranien, Ali Larijani, a célébré les « victoires des enfants valeureux de la région qui ont fait reculer les terroristes... de sorte que l'importante ville d'Alep a été libérée et que bientôt Mossoul le sera également ». Le général Yahya Safavi, conseiller du guide suprême Ali Khamenei, a affirmé que l'Iran était désormais la « première puissance de la région ». « Le nouveau président américain devra accepter cette réalité », a-t-il ajouté.

Les Iraniens ont quelques raisons



Les premiers bus transportant les rebelles et leurs familles quittent jeudi les quartiers d'Alep-Est, non sans avoir essuyé quelques tirs en provenance de positions tenues par les loyalistes. GEORGE OURFALIAN/AFP

pour revendiquer cette victoire comme la leur. Si le rôle de l'aviation russe a été crucial pour repousser les rebelles dans les campagnes autour d'Alep et pour isoler la ville de son arrière-pays, la bataille au sol a été menée par une petite armée formée de combattants chiites venus de tout le monde musulman, recrutée, commandée et encadrée par des Iraniens.

Malgré la relative faiblesse de leurs effectifs, estimés entre 6 000 et 8 000 hommes, ces milices chiites ont été les troupes de choc de l'offensive contre la partie rebelle d'Alep.

Mieux entraînées, mieux équipées et plus motivées que l'armée syrienne, ces « Brigades internationales » chiites ont joué un rôle clef dans la reconquête de la ville.

Elles ont été mises sur pied par un homme devenu un héros dans tout le monde chiite, le général iranien Qassem Soleimani. Commandant les Forces al-Qods, les forces spéciales des pasdarans, les gardiens de la révolution, Soleimani a été le principal artisan de l'opération de sauvetage du régime de Bachar el-Assad lancée par l'Iran dès 2 012.

“Le général Yahya Safavi, a affirmé que l'Iran était désormais la première puissance de la région. Le nouveau président américain devra accepter cette réalité”

À l'époque, le régime syrien est sur le point d'être submergé par un soulèvement armé qui a gagné tout le pays, et se trouve aux portes de Damas. Les pasdarans, devenus depuis la Révolu-

tion khomeyniste de 1979 un État dans l'État, en même temps que le bras armé de l'Iran à l'étranger, sont envoyés à la rescousse. L'aide iranienne commence par des livraisons massives d'armes à l'armée syrienne, et par l'envoi de conseillers militaires.

Mais l'armée syrienne est au bout de ses capacités. Mises à part quelques unités d'élite, comme la 4^e division commandée par Maher al-Assad, le frère de Bachar, qui doit jouer les pompiers en intervenant sur les fronts les plus critiques, le gros des unités régulières sont mal équipées et minées par les désertions de conscrits en majorité sunnites. À peine capable de tenir leurs positions, elles sont incapables de mener une offensive contre les rebelles.

Les pasdarans font d'abord appel à la meilleure force militaire dont ils disposent dans la région : le Hezbollah. Le mouvement chiite libanais, aguerri par des années de lutte contre Israël, intervient d'abord en 2013 et en 2014 pour reprendre le contrôle du secteur du Qalamoun, à la frontière entre la Syrie et le Liban, en passe de tomber aux mains des rebelles djihadistes syriens d'al-Nousra, la branche locale d'al-Qaïda.

Le rôle du Hezbollah s'étend vite à d'autres secteurs ; mais surtout, le Hezbollah et les forces al-Qods lèvent des milices dans d'autres pays, notamment en Irak, le pays arabe à la plus forte population chiite. Ces groupes sont baptisés de noms aussi variés et poétiques que la Ligue des vertueux, le Mouvement des nobles du Parti de Dieu (al-Nujabat) ou Abou al-Fadl-al-Abbas (nom d'un des principaux héros et martyrs chiites).

Souvent issus du soulèvement chiite contre l'occupation américaine de l'Irak, entraînés et équipés par les for-

ces al-Qods, ils sont à la fois efficaces et sans merci. Al-Nujabat est accusé d'avoir procédé à des exécutions sommaires dans les quartiers d'Alep reconquis au cours des derniers jours.

Cette présence sur le terrain donne à Téhéran une voix prépondérante sur le déroulement des opérations, en même temps qu'un poids considérable dans toutes les décisions, y compris les plus politiques. L'Iran a rappelé qu'il fallait compter avec lui en faisant capoter mardi soir le cessez-le-feu à Alep négocié entre la Russie et la Turquie. L'accord prévoyait l'évacuation des combattants rebelles et des civils encore présents dans les quartiers insurgés d'Alep.

Mais l'Iran et son allié libanais du Hezbollah ont exigé que soit inclus dans cet arrangement les combattants blessés dans la défense de deux villages chiites dans la province voisine d'Idlib. Ces deux localités, al-Fouaa et Kerfraya, enclaves peuplées de Syriens chiites, sont assiégées depuis 2012 par les rebelles, en majorité sunnites, et régulièrement la cible de tirs d'artillerie et de roquettes.

La reprise des tirs mercredi matin, vraisemblablement à l'instigation des milices chiites, a suffi pour que soient inclus le lendemain les deux villages dans la négociation. Leur évacuation a commencé en même temps que celle des civils et des combattants d'Alep.

Longtemps discrète, voire clandestine, la présence militaire iranienne est à présent revendiquée. ■

Kurds Rising

Iranian Kurds Join the Fight

The Kurds of Iran are the least powerful of all such communities in the Middle East, but now they have begun attacking the regime. Will it end in a massacre?

Jonathan Spyer & Benjamin Weinthal

December 15, 2016

<http://www.the-american-interest.com/>

The instability that has swept over the Middle East over the past half-decade has its winners and its losers. For the most part, the much-beleaguered Kurds are to be numbered in the former camp. In Syria, the long-silent Kurdish minority now finds itself allied with U.S. air power and special forces, and controlling a large, de facto autonomous area in the country's north. In Iraq, the Kurdish Regional Government is operating in what is increasingly an all-but-sovereign territory. In Turkey, things are moving in a less positive direction, but this hardly attests to Kurdish weakness or silence. The formidable Kurdish Workers' Party (PKK) is once more engaged in insurgency against the government based in Ankara.

The odd man out has been the Kurdish community of Iran, which has faced a much tougher road in defending itself than other Kurdish communities in the Middle East. But there are signs that this is beginning to change. The three major Kurdish movements—the PDKI (Democratic Party of Iranian Kurdistan), PAK (Kurdish Freedom Party), and PJAK (Party for a Free Life in Kurdistan)—are now overtly engaged in armed insurgency against the regime in Tehran.

There are troubling signs that Iran's clerical rulers might be prepared to employ a scorched-earth policy in response. A scarcely noticed report in early November on the Iraqi Kurdish website Rudaw states: "Kurdish guerrillas suspect Iran used chemical weapons against them." The Islamic heartland is now awash in chemical weapons use—ranging from the Bashar Assad regime in Syria to the Islamic State. Hence it is conceivable that Assad's main strategic partner—Iran—will not hesitate to use chemical munitions against the Kurds.

What led to Iran's current conflict with the Kurds?

First, some background. Kurds constitute around 10 percent of the population of the Islamic Republic of Iran. They are the third-largest ethnic group in the country after Persians (60 percent) and Azeris (16 percent). The majority of Iranian Kurds are Sunni Muslims.

Iranian Kurdish politics is fractious and divided. The PDKI, the most veteran of the parties, was founded in 1945. In 1946, the party established and presided over the short-lived Republic of Mahabad, an early attempt at Kurdish sovereignty. The republic was destroyed in the same year, whereupon the PDKI became an element of the Iranian opposition to the rule of Shah Mohammed Reza Pahlavi.



After the 1979 revolution, the PDKI fell victim to the vicious closing of accounts carried out by Iran's new Islamist rulers. These rulers were and are well aware of the potential that ethnic separatist sentiment has for weakening their regime and threatening its rule. Consequently, they have made great efforts to snuff out Kurdish separatist sentiment and organizations.

To achieve this, they have employed a variety of methods including, famously, the assassination of exiled Iranian Kurdish leaders in Europe. In July 1989, Iranian diplomatic personnel murdered Dr. Abdul Rahman Ghassemlou, the secretary general of the PDKI, in Vienna. He had been sent to negotiate for greater self-rule and Kurdish civil rights in the area of Iranian Kurdistan. Three years later, in September 1992, three prominent Iranian Kurdish leaders, Sadegh Sharafkandi, Fattah Abdoli, and Homayoun Ardalani, and their translator were shot dead in the Mykonos restaurant in West Berlin. A Berlin court determined that the assassinations were ordered by the "highest state levels" in Iran, and that Hezbollah was part of the terrorist team.

Iran's Revolutionary Guard also waged brutal, largely successful campaigns of repression in the Kurdish areas of Iran itself. In 1996, hard hit by these relentless attacks, the PDKI declared a unilateral ceasefire,

Two other parties have come on the scene since the Islamic Revolution, though neither has the strength of the PDKI. The PAK was founded in 1991 as the Revolutionary Union of Kurdistan, and changing its name in 2007 to its current form. Recently, the party's militants have taken part in the fight against Islamic State in the Kirkuk area of Iraq and are reported to have received training from U.S. special forces. The

third major party, PJAK, is the franchise of the Kurdish Workers Party (PKK) of Turkey among the Iranian Kurds. Founded in 1997, PJAK has engaged in intermittent guerrilla warfare against the Iranian regime since 2004. Like the PDKI, both the PAK and the PJAK are based in the Kurdish-controlled part of northern Iraq.

For the two decades since the ceasefire, the Kurdish areas of Iran have remained largely quiescent. The hand of the Revolutionary Guards remains heavy on the population. Any sign of independent organization is swiftly dealt with. According to the International Campaign for Human Rights in Iran: "Execution of Kurdish activists, without fair trials and following torture, increasingly appears as a systematic, politically motivated process."

But the silence of the Iranian Kurds is now ending.

On February 25 of this year, the PDKI announced the re-commencement of "armed resistance against the Islamic Republic of Iran." The announcement was attributed to "growing discontent," but this was not a sudden decision. Rather, preparations, including the training of fighters, had been going on for some time. Two other parties, the PAK and Komala (a small leftist Kurdish nationalist party founded in 1969) declared their support for the PDKI declaration.

Military operations duly commenced on April 19, 2016, when PAK fighters attacked Iranian security forces during an army parade in the area of Sanandaj. The attacks have continued throughout the summer and autumn, with casualties on both sides. In October, the PJAK carried out a series of operations against the Revolutionary Guards, in retaliation for the killing of 12 PJAK members by government forces earlier in the month. In addition, attempts to organize and rouse the Iranian Kurds

⇒ politically are proceeding in parallel to the armed campaign.

For its part, the Iranian regime has not been slow to respond. In mid-August, Iranian forces responded to the attacks by shelling Kurdish villages close to the border, killing or displacing many civilians.

The growing conflict between the Iranian Kurds and the regime has repercussions beyond Iran's borders. Iran's leaders have been quick to identify the hand of Saudi Arabia behind the renewed insurgency. Mohsen Rezaei, an influential former commander of the Revolutionary Guards, was quoted by Reuters as saying that "[Saudi Arabia] gives money to any anti-revolutionary who comes near the border and says 'Go carry out operations.'" In response, Saudi Arabia, and indeed the PDKI, has rejected these allegations as baseless. Hiwa Bahrami, a spokesman for the party, told the Kurdish ARA News site that "Both sides [Iran and Saudi Arabia] are trying to support the opponents of each other. But we have, at this time, no contacts [in Saudi Arabia] and the Saudis have not contacted us." Iran's leaders have yet to produce any concrete evidence for the accusation. But anything that worsens the Saudi-Iranian rivalry now playing out across the Middle East is a cause for alarm.

In addition, the Iranian Kurds' return to militancy further complicates relations between Iran and the Kurdish autonomous area in northern Iraq. Iran supports the powerful Shi'a militias in Iraq, who are engaged in a number of territorial

disputes with the Iraqi Kurds. In addition, Iraqi Kurdish aspirations for independence stand in the way of the Iranian desire for a united, Shi'a-dominated Iraq controlled by pro-Iranian elements. The beginnings of the Kurdish insurgency in Iran, emerging from across the border in Kurdish-controlled northern Iraq, only adds fuel to a combustible situation.

Where might all this be heading? First, it is worth remembering that the major gains made by Kurds in Iraq and then in Syria resulted from the destruction of the Saddam Hussein regime in the former country and the contraction of the Assad regime in the latter. In Iran (as in Turkey), by contrast, the authorities stand at the head of a powerful security state, which shows no signs of weakness or fragmentation. Hence, it would be wrong to expect major change in the status or situation of Iran's Kurds in the immediate future.

Nevertheless, the re-emergence of Kurdish insurgency in Iran is a significant development. Iran has proved a champion at exporting unrest and paramilitary activity to neighboring countries—see Lebanese Hezbollah, the Shi'a militias of Iraq, Ansar Allah in Yemen, and others. The revived Kurdish armed campaign is the first attempt in a while to bring the fires of regional instability—so ably stoked in a variety of arenas by the Iranian Revolutionary Guards—back across the borders into Iran itself.

Given the uptick in Iran's efforts to procure chemical weapons, the Kurds face grave danger if the West and responsible Sunni states fail to combat Tehran's growing jingoism. In The Field

of Fight: How We Can Win the Global War Against Radical Islam and Its Allies (St. Martin's Press, 2016), the National Security Advisor-designate, Lieutenant-General (ret.) Michael Flynn, and historian and foreign policy analyst Michael Ledeen write that among the documents found during the Osama bin Laden raid in 2011 was a letter revealing that "al-Qaeda was working on chemical and biological weapons in Iran."

German intelligence reports in 2015 documented Iran's efforts to obtain illicit chemical and biological weapons technology. And in October, the Congressional Research Service (CRS) report on "Iran's Foreign and Defense Policies" cited disturbing information on the Islamic Republic's chemical and biological weapons development programs. According to the CRS study, "U.S. reports indicate that Iran has the capability to produce chemical warfare (CW) agents and 'probably' has the capability to produce some biological warfare agents for offensive purposes, if it made the decision to do so."

All of this makes clear that Iranian Kurds face a regime that, like the Assad government in Syria, will go to great lengths to obliterate opposition. The next U.S. administration should pay careful attention to these new developments. The Iranians, great masters at fomenting unrest and rebellion in neighboring states, are now faced with an emergent insurgency at home. ■

Jonathan Spyer is the director of the Rubin Center at IDC Herzliya. Benjamin Weinthal is a fellow for The Foundation for Defense of Democracies.

REUTERS

Iranian Kurd group accuses Tehran of bombing that killed six in Iraq

December 21, 2016 / by Maher Chmaytelli /REUTERS

AN IRANIAN KURDISH armed opposition group accused Iran on Wednesday of a bombing that killed five of its fighters and an Iraqi Kurdish policeman in northern Iraq.

A twin explosion late on Tuesday hit the offices of the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI) in Koy Sanjaq, east of Erbil, the capital of the autonomous Iraqi Kurdish region.

After the first blast, a second, larger one went off as members of the group and police rushed to the spot, PDKI central committee member Asso Hassan Zadeh told Reuters.

"There is no doubt that it's the Iranian regime," Hassan Zadeh said, speaking at the fighters' funerals. "But in any case we will not stop our struggle."

In June and July, PDKI fighters fought Iranian Revolutionary Guards in northwestern Iran, with several killed on both sides. Hassan Zadeh said Iranian forces had initiated those clashes

He said the PDKI members involved in that fighting were not in Iran to attack the Iranian military. "They were only there conducting organisational and political activities, to be in touch with our people and to be present inside our country," he said.

Iran's 8 to 10 million Kurds mostly live in the northwest, close to Iraqi and Turkish Kurdish communities across the border.

The PDKI says it has no official ties or shared operations with other Kurdish groups in Iraq, Turkey or Syria.

No Iranian government spokesman could be reached for comment. ●



Mourners carry the bodies of the victims who were killed in a bomb attack at the offices of the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI) in Koy Sanjak, east of Erbil, Iraq, December 21, 2016. REUTERS/Azad Lashkari

Désertée par les touristes, la Turquie en panne de croissance

Les multiples attentats et le putsch raté du 15 juillet ont eu raison de la confiance des investisseurs

ISTANBUL – correspondante

Touchés de plein fouet par la chute de la fréquentation touristique, l'essoufflement de la croissance et la dégringolade de la monnaie locale (livre turque), les hôteliers turcs ont le moral au plus bas. « Officiellement, le nombre de touristes a chuté de 37 % [en 2016] par rapport à [2015], mais, en réalité, c'est bien plus », assure Yasar Yavuz, responsable de l'association du tourisme de Sultanahmet, la péninsule historique d'Istanbul.

Commerçants du Grand Bazar, restaurateurs, guides touristiques, vendeurs ambulants ne font plus recette. Les hôteliers du quartier sont inquiets. Quelque « 800 [d'entre eux] sont en grande difficulté, 400 se retrouvent au bord de la faillite, les autres essaient, tant bien que mal, de garder la tête hors de l'eau », poursuit Yasar Yavuz.

On ne compte plus les établissements momentanément fermés, avec l'espoir de rouvrir au printemps 2017. « Nous proposons désormais nos chambres à 30 euros, contre 100 euros avant la crise. Comment voulez-vous que l'on s'en sorte ? », soupire M. Yavuz, lui-même propriétaire

d'un hôtel de moyenne catégorie dans le quartier.

Dans les rues du quartier Sultanahmet, battues par un vent glacial, les seuls touristes visibles sont des familles venues du Golfe et d'Arabie saoudite et plus rarement de Russie, pays avec lequel les relations se sont récemment réchauffées. « Les touristes arabes et russes ne compenseront pas nos pertes. A Sultanahmet, notre clientèle était composée à 90 % d'Occidentaux – Allemands, Anglais, Français, Américains..., tous férus d'histoire. Les Russes et les Arabes n'ont pas ce goût pour le cœur historique d'Istanbul. Ils préfèrent les centres commerciaux », explique Yasar Yavuz.

« La stabilité, c'est tout »

Les mesures de soutien aux PME annoncées, jeudi 8 décembre, par le premier ministre, Binali Yildirim, le laissent de marbre : « Nous n'avons pas besoin de l'aide du gouvernement, nous voulons la stabilité, c'est tout. »

C'est au cœur de Sultanahmet, entre la basilique Sainte-Sophie et la mosquée Bleue, qu'a eu lieu, mardi 12 janvier, le premier attentat-suicide contre des touristes étrangers. Attribué à l'organisation Etat islamique, il avait provoqué la mort de dix personnes,

« Nous proposons nos chambres à 30 euros, contre 100 euros avant la crise. Comment voulez-vous qu'on s'en sorte ? »

YASAR YAVUZ

responsable de l'association du tourisme de Sultanahmet

pour la plupart des Allemands. Depuis, les attaques terroristes contre les touristes ont continué (4 morts sur l'avenue Istiklal, le 19 mars, 45 personnes tuées, le 28 juin, à l'aéroport Atatürk d'Istanbul), portant un coup au secteur, source importante d'emplois et de recettes en devises.

Le dernier attentat en date, survenu à Besiktas sur les bords du Bosphore, samedi 10 décembre, qui a tué 44 personnes, ne visait pas les touristes, mais des policiers. Revendiqué par des rebelles kurdes affiliés au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), il a plongé le pays dans une profonde douleur, doublée d'incompréhension et de colère.

Victime de l'insécurité, traumatisée par un contexte politique dégradé depuis le putsch raté du 15 juillet, la Turquie est plongée dans une période de turbulences. La prospérité économique, qui était jusqu'alors la réalisation majeure du président islamo-conservateur, Recep Tayyip Erdogan, grand vainqueur des urnes, n'est plus au rendez-vous.

Le changement de mode de calcul du produit intérieur brut (PIB), qui vient d'être ajusté aux normes de l'Union européenne et qui aboutit sur le papier à une hausse de 20 % des revenus des

79 millions de Turcs, ne doit pas faire illusion. L'économie s'est, en effet, contractée de 1,8 % sur un an, au troisième trimestre. Sa première baisse en sept ans, a annoncé, lundi 12 décembre, l'Institut de la statistique. La hausse des dépenses publiques n'a pas suffi à compenser le déclin de la consommation.

Dépendant des investisseurs étrangers pour combler son déficit courant, le pays doit faire face au désengagement de ces derniers et à la volatilité de sa monnaie. La livre turque a perdu 17 % par rapport au dollar depuis le début de 2016. Le risque de change pèse sur les entreprises, endettées, à court terme, en devises.

Contrarié par la chute de la monnaie, le président Erdogan a invité « ceux qui ont des devises sous leurs matelas » à courir au bureau de change. Peu après cette déclaration, son porte-parole, Ibrahim Kalin, a fait savoir, preuve à l'appui, que le chef de l'Etat avait converti 220 000 dollars (206 777 euros) en livres turques à la banque Albaraka, où il a un compte.

De son côté, le gouvernement dit vouloir la fin des échanges commerciaux en dollars. Le sujet a été évoqué par le premier ministre, le 5 décembre, lors de sa visite en Russie, le partenaire du moment, avec lequel le commerce se fera désormais en roubles ou en livres turques. La presse progouvernementale revendique « l'adieu au dollar ». Turkcell, le principal opérateur de téléphonie mobile, a annoncé que ses opérations avec la Chine se feraient en yuans. Les effets bénéfiques de ce « patriotisme économique » ont été de courte durée. La lira, qui s'était légèrement rétablie, a replongé après l'annonce, lundi, de la contraction du PIB. ■

MARIE JÉGO

- 1,8%

C'est la contraction de l'économie turque, sur un an, au troisième trimestre

Il s'agit de la première baisse du produit intérieur brut en sept ans, selon l'Institut turc des statistiques, une preuve des effets négatifs du putsch raté du 15 juillet sur l'économie. L'augmentation des dépenses publiques n'a pas suffi à enrayer le déclin de la consommation des ménages. Excepté la construction, de nombreux indicateurs, comme la production industrielle ou l'activité dans les services sont en baisse.



A Kirkouk, Kurdes et Arabes à couteaux tirés

Des centaines de familles arabes ont été expulsées de la ville irakienne, contrôlée par des forces kurdes, depuis la reprise du territoire à l'Etat islamique. Le conflit a brisé la concorde qui régnait avant.

Par **ORIANE VERDIER**
Envoyée spéciale à Kirkouk

Dans le bazar central de Kirkouk, les familles jouent des coudes autour des étalages de fruits et vêtements. Fondu dans le décor de cette scène de vie ordinaire, un immeuble criblé de balles, dont certains pans de mur se sont effondrés. «C'est l'un des bâtiments qu'avaient investis les jihadistes lorsqu'ils avaient attaqué la ville», explique un commerçant. Le 21 octobre, des dizaines d'hommes de l'Etat islamique (EI) pénétraient dans le centre-ville, aidés par des cellules dormantes à l'intérieur de cette ville du nord de l'Irak. Les combats de rue ont duré plusieurs jours, faisant des dizaines de morts et plus d'une centaine de blessés. Depuis, la vie semble avoir repris. Commerçants et clients affirment à l'unisson que «rien n'a changé» et que les habitants arabes, kurdes et turkmènes vivent toujours en harmonie. Dans les jours suivant cette attaque, les autorités du Kurdistan irakien, qui contrôlent la ville, ont pourtant expulsé du territoire des centaines de familles arabes.

Conseil tribal. Ces actions ont rapidement été condamnées par Amnesty International. Une fois à l'abri des



Un homme d'origine arabe, sur les décombres de sa maison détruite par les forces de sécurité kurdes, le 2 décembre. PHOTO HADI MIZBAN. AP

oreilles indiscretes, un policier irakien confie : «En réalité, les gens ont peur de vous parler de ce qu'il se passe vraiment. Ils ont peur pour leur propre sécurité ou bien de perdre leur travail. Mais la situation entre Arabes et Kurdes a empiré.» Dans une maison du centre-ville se trouve le conseil tribal de la ville. Il rassemble les dirigeants des différentes tribus de Kirkouk : turkmènes, arabes et kurdes. Prévenus de notre arrivée, tous se sont réunis, assis côte à côte sur de gros canapés. Ils sont une trentaine, chacun a revêtu un costume traditionnel différent. Le vice-président de cette assemblée, Osman Zangana, porte, lui, un turban bleu et vert enroulé sur le crâne et un grand pantalon bouffant tenu par un foulard fleuri à la taille. Il est kurde et défend ses voisins arabes accusés d'avoir aidé l'EI : «Quand Daech est entré dans la ville lors de la dernière attaque, ce qu'ont fait les Arabes pour les expulser, les Kurdes n'auraient pas pu le faire, affirme le vieil homme. Nous avons tous pris les armes ensemble.» Selon Osman, ce



son d'ailleurs les tribus qui maintiennent la sécurité de la ville et non les autorités. «Les politiciens ne s'intéressent qu'à leurs propres intérêts!» déplore-t-il. Tous ces chefs partageant thé ou café arabe évoquent la richesse culturelle de la ville de Kirkouk. Mais à quelques pâtés de maisons, dans une salle municipale où les familles des victimes de l'attaque de l'EI sont réunies pour une cérémonie de deuil, l'ambiance est tout autre. Sous la colère et le chagrin, les langues se délient. «Nous nous entre-tuons les uns les autres ici, s'exclame un vieil homme kurde. Il n'y a plus de confiance entre les différentes communautés parce qu'il n'y a plus d'ordre, plus personne pour gérer cette ville.» Son voisin, en habit kurde lui aussi, enchaîne : «Moi, je trouve ça normal que les autorités aient expulsé des familles arabes. Certaines familles ont des proches chez Daech et puis maintenant il y a trop d'habitants à Kirkouk. Il n'y a même pas suffisamment d'électricité pour tout le monde. Nous, les Kurdes, nous sommes pauvres et c'est nous qui devons travailler.»

Face à ce genre de déclaration, Mohamed ne sait trop quoi répondre. Il est arabe de Kirkouk et accompagne sa sœur veuve – son mari, policier, est mort dans l'attaque. «Qu'est-ce que je peux répondre... Nous avons tous un cerveau, c'est à nous de savoir

faire la différence. Dans toutes les communautés, il y a des bons et des mauvais», nous explique le jeune homme dans un kurde parfait. Comme la majorité des habitants de Kirkouk, il parle trois langues : kurde, arabe et turkmène. «En vérité, la situation aujourd'hui est une catastrophe, souffle Mohamed. Quel est le péché des Arabes alors que nous aussi nous sommes victimes de Daech ? Quand je suis allé à l'hôpital le jour de l'attaque, j'ai vu des Turkmènes et des morts qui portaient le costume kurde. Mais j'ai aussi vu des Arabes. Tout le monde a été touché!»

Amertume. Au milieu des familles en deuil, Hiwa Hisamaddin, journaliste local, est venu pour couvrir la cérémonie. Il est né à Kirkouk il y a trente-cinq ans, d'une mère arabe et d'un père kurde. Il nous raconte avec amertume l'évolution de sa ville. «S'il restait encore un peu de convivialité à Kirkouk, la dernière attaque de l'organisation Etat islamique dans la ville il y a un mois a fini de la briser. Les jihadistes venaient de l'extérieur mais ils ont été aidés par des habitants de notre ville. Maintenant il n'y a plus de confiance entre les communautés. Les Kurdes ont le pouvoir ici. Imaginons que vous êtes arabe et que moi, je suis kurde. Je peux vous harceler car je sais que vous êtes dans une position difficile. Je peux même vous virer et les autorités ne me diront rien. J'ai le pouvoir et serai soutenu par ma tribu.»

La présence de l'Etat islamique n'est qu'une conséquence de plusieurs années de conflit sur ces territoires disputés entre le gouvernement national irakien et le gouvernement régional du Kurdistan. La ville de Kirkouk possède 10 % des ressources pétrolières d'Irak. Pour tenter de stabiliser la situation, le gouverneur de la région a annoncé vouloir faire de Kirkouk une région semi-indépendante. Une solution que pourrait également adopter la province voisine de Mossoul, une fois entièrement libérée. ◆



Irak : sept morts dans un attentat près des locaux d'un parti kurde iranien

Souleimaniyeh (Irak), 20 décembre 2016 (AFP)

SEPT PERSONNES ont été tuées mardi soir dans un double attentat perpétré au Kurdistan irakien à proximité des locaux d'un parti kurde iranien d'opposition, a-t-on appris auprès d'un haut responsable de cette région autonome d'ordinaire épargnée par les violences qui ensanglantent le reste de l'Irak depuis 2003.

La double explosion, survenue dans la ville de Koysinjaq, a provoqué la mort de cinq membres du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDK-I), d'un membre des forces de sécurité locales et d'un enfant, a déclaré à l'AFP Jalal Karim, ministre adjoint de l'Intérieur du Kurdistan irakien.

Tard dans la soirée, aucun groupe n'avait revendiqué cette double attaque à la bombe.

Le Kurdistan irakien, qui jouit d'un statut d'autonomie, est particulièrement stable. Ses forces armées, les peshmergas, sont engagées dans le nord de l'Irak aux côtés de l'armée irakienne et de la coalition internationale dans la bataille pour reprendre la ville de Mossoul aux jihadistes du groupe Etat islamique (EI).

Les Kurdes vivent principalement dans quatre pays : la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran, où résident environ cinq millions d'entre eux.

Le Kurdistan irakien accueille sur son sol de nombreux groupes kurdes, dont



des membres du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, classé "organisation terroriste" par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne) et du Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK). ●



17 DÉCEMBRE 2016

Omer Güney, accusé de l'assassinat de trois militantes kurdes à Paris, meurt avant son procès

Par LIBERATION, avec AFP
17 décembre 2016

Poursuivi pour «assassinats en relation avec une entreprise terroriste», il devait, seul, être jugé devant la cour d'assises spéciales de Paris, du 23 janvier au 10 février.

L'enquête avait conclu à «l'implication» de membres des services secrets turcs mais un seul accusé devait se retrouver devant la cour d'assises de Paris. Le procès n'aura pas lieu : Omar Güney, accusé d'avoir tué trois militantes kurdes à Paris en janvier 2013, est mort samedi matin dans un hôpital parisien.

Le Turc Omer Güney, ancien agent d'entretien à l'aéroport de Roissy, atteint d'une grave maladie au cerveau, est décédé samedi matin à l'âge de 34 ans à l'hôpital parisien de la Pitié-Salpêtrière. Accusé d'«assassinats en relation avec une entreprise terroriste», il devait, seul, être jugé devant la cour d'assises spéciales de Paris, du 23 janvier au 10 février, un procès qui n'aura donc pas lieu, au grand dam des proches des trois militantes kurdes.

Le 9 janvier 2013, Sakine Cansiz, 54 ans, une des fondatrices du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, classé «organisation terroriste» par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne) réputée proche de son

chef historique Abdullah Öcalan, Fidan Dogan, 28 ans, et Leyla Saylemez, 24 ans, avaient été abattues de plusieurs balles dans la tête, dans les locaux du Centre d'information du Kurdistan (CIK), dans le Xe arrondissement de Paris.

Les avocats des familles des victimes ont fait part dans un communiqué de leur «colère» et de leur «consternation», en se voyant «privées d'un procès public qu'elles attendaient depuis près de quatre années».

«Une fois de plus, la France n'est toujours pas capable de juger un crime politique commis sur le territoire français par des services secrets étrangers», ont dénoncé dans ce communiqué conjoint, les avocats Sylvie Boitel, Antoine Comte, Virginie Dusen, Jan Fermon et Jean-Louis Malterre.

L'IMPLICATION DES SERVICES SECRETS TURCS POINTÉE DU DOIGT

Au terme de l'instruction, les enquêteurs avaient pointé «l'implication» de membres des services secrets turcs, le MIT, dans ce triple assassinat, sans pouvoir toutefois établir qui étaient les commanditaires de ces crimes, selon une source proche du dossier.

Les investigations n'avaient pas permis d'établir si ces agents avaient agi «avec l'aval de leur hiérarchie» ou «à l'insu de leur service afin de dis-



Manifestation pour demander la «vérité et la justice» sur l'assassinat, il y a un an, de trois militantes kurdes, le 11 janvier 2014 à Paris Photo Jacques Demarthon. AFP

créditer ou de nuire au processus de paix», entamé à l'époque entre Ankara et le PKK, a ajouté la source. Les services secrets turcs ont officiellement démenti en janvier 2014 tout rôle dans les assassinats.

L'enquête a montré que l'accusé s'était rapproché fin 2011 d'associations kurdes en région parisienne. Décrit par ses proches comme un Turc ultranationaliste, il avait infiltré cette mouvance «dans un but de surveillance et d'espionnage» avec pour mission «d'éliminer des cadres du PKK», d'après la source proche du dossier.

Devant les enquêteurs, Omer Güney a

nié les crimes malgré de nombreux éléments compromettants: la vidéosurveillance l'a filmé entrant dans l'immeuble du CIK peu avant les crimes, l'ADN d'une des victimes a été retrouvée sur sa parka et sa sacoche contenait des traces de poudre.

Outre l'implication du MIT, plusieurs pistes ont été évoquées au début de l'enquête : un différend personnel, un règlement de comptes interne au sein du PKK ou un crime commis par les «Loups gris», groupe d'extrême droite turc. Toutes ont été abandonnées. ♦

Turkey and Iran's dangerous collision course

Two of the Middle East's powers are setting themselves up for a fight. It's not too late to avert one.

Ali Vaez

Today's competition between Turkey and Iran is the latest iteration of an old power game: a struggle their progenitors, the Byzantine and Persian empires, started over the control of Mesopotamia — today's Iraq and Syria. While the rivalry outlived their transformation from empires to nation-states, they have managed to keep the peace between themselves for nearly 200 years.

Yet Turkey and Iran are now on a collision course, mostly because of their involvement as the region's major Sunni and Shiite powers in the deepening sectarian conflicts in Iraq and Syria. Their inability to accommodate each other has the potential to undermine or even undo the strong ties they have developed over the past two decades, as their economies became increasingly intertwined.

How the two countries choose to deploy their power and whether they can overcome their differences are vitally important to determining the future of the Middle East. Left unchecked, the present dynamics point toward greater bloodshed, growing instability and greater risks of direct — even if inadvertent — military confrontation.

Turkey's military involvement in Syria and Iraq is partly a response to the perception that Iran is increasingly encroaching on its historic sphere of influence, especially in and around the Aleppo and Mosul battlefields close to its southern border. It is also an effort to prevent the Syrian Kurdish Democratic Union Party, or PYD., which is affiliated with Turkey's arch-enemy the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., to gain more territory.

Syrian rebels supported by the Turkish Army are currently advancing

southward, having pushed the Islamic State out of the towns of Jarablous, al-Rai and Dabiq near the Turkish border between August and October. They are now at the gates of the town of al-Bab, and the stage is set for confrontation. The strategically important city is held by the Islamic State but coveted by others: the United States-backed P.Y.D. closing in from the east, and the Syrian Army and Iranian-allied forces from the south. Already, some officials have alleged that an Iranian-made drone was involved in killing four Turkish soldiers in an air attack near al-Bab on Nov 24.

Friction between the two countries and their proxies is rising alarmingly at a time that mutual trust has reached a nadir.

Tehran interprets Turkey's Syria policy as primarily a product of a neo-Ottoman ambition to regain clout and empower pro-Turkey Sunnis in territories ruled by its progenitor. "What changed in Syria" after the civil war began "was neither the government's nature nor Iran's ties with it, but Turkish ambitions," an Iranian national security official told me. Moreover, Iran blames Turkey for not stemming the flow of Syria-bound jihadists through Turkish territory and for giving them logistical and financial support.

In the same vein, officials in Ankara contend that Iran seeks to resuscitate the Shiite version of the ancient Persian Empire. In March 2015, President Recep Tayyip Erdogan of Turkey accused Iran of fighting the Islamic State in Iraq only to replace it. Turkey also says that Iran's mobilization of Shiite militias from Lebanon, Iraq and Afghanistan to protect the rule of a minority sect, the Alawites, over a majority-Sunni population in Syria has worsened sectarian tensions, giving Sunni extremists a potent recruitment tool.

In trading accusations, each decries the other's refusal to acknowledge its view of reality, while ignoring the fact that each has acted in ways for which it faults the other — including deploying military forces to wars beyond their borders and supporting militias, both aimed at controlling whatever emerges from the debris of today's turmoil in Syria and Iraq.

Both countries have attempted to build on shared interests — defeating or at least marginalizing the Islamic State and curbing the rise of Syrian Kurds seeking autonomy — but deep

suspicious about the other's ambitions to benefit from the chaos have stopped them from reaching an arrangement that could reduce tensions.

They need to establish a channel for continuous high-level negotiations over Iraq and Syria.

To reverse course and avoid worse, Turkey and Iran need to overcome mistrust and go beyond merely managing differences — with the risks of acci-

dents, miscalculations and miscommunications this entails — and, for once, frankly acknowledge each other's core interests and security concerns.

To this end, they need to establish a channel for continuous high-level negotiations over Iraq and Syria. The pace of such meetings to date has been problematic: periodic senior-level encounters lasting one or two days, followed by relatively long periods of diplomatic vacuum often filled with the escalation of proxy wars and one-upmanship. Mr. Erdogan and Supreme Leader Ali Khamenei of Iran should designate personal representatives with the authority to manage the diplomatic channel.

Beyond this, the governments should also find ways to increase cooperation and trust, like sharing intelligence to better fight common foes and avoid accidental clashes, and coordinating steps that could defuse tensions where their spheres of influence collide. As a first step, in northern Iraq, Iran might offer to rein in Shiite militias deployed in Nineveh Province in return for Turkey's agreeing to withdraw its tanks and other heavy weapons from the area. The United States and Russia, which have strong military ties with Turkey and Iran respectively, should support such steps, despite their differences.

Among the countries involved in the ever-worsening proxy wars in Iraq and Syria, no two are more suited to seeking mutual accommodation than Turkey and Iran. As mature states with a long history of peaceful relations, they should not allow themselves to be sucked further into an uncertain future. Only by finding common ground can they contribute to a more stable and secure region. The alternative is even greater disorder and suffering.

ALI VAEZ is the International Crisis Group's senior Iran analyst.

Syria talks will go on, Russia says after killing

MOSCOW

Assassination of its envoy to Ankara draws worries that relations might falter

BY OLEG MATSNEV, SEWELL CHAN, TIM ARANGO AND RICK GLADSTONE

Russia and Turkey vowed on Tuesday not to let the assassination of a top Russian diplomat by an off-duty Turkish police officer derail their work or their fight against terrorism, as the countries prepared for a meeting in Moscow to discuss the war in Syria.

A team of 18 Russian investigators landed in Ankara to look into the killing of the envoy, Ambassador Andrey G. Karlov, whose body was to be returned to Russia on the same plane in which the investigators arrived.

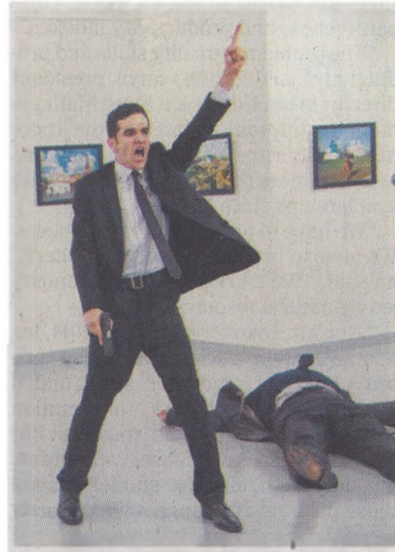
In Moscow, the Russian foreign minister, Sergey V. Lavrov, and his Turkish counterpart, Mevlut Cavusoglu, placed flowers next to a portrait of Mr. Karlov, who was fatally shot on Monday at a photography exhibition in Ankara, the Turkish capital. Mr. Lavrov said Russia was “grateful to our Turkish colleagues” for their condolences and for their rapid response to the killing.

“This tragedy is making all of us combat terrorism in a more resolute way and is making our meeting today ever more relevant,” Mr. Lavrov said.

The assassination of Mr. Karlov — which appeared to be the first killing of a top Russian diplomat since before World War II — elicited widespread worry that relations between Russia and Turkey might deteriorate. But most analysts played down those fears, saying the attack was unlikely to derail the rapprochement between the countries that has been underway over the past year.

“Turkish people are mourning this loss as much as Russia and the people of Russia,” Mr. Cavusoglu told Mr. Lavrov at the ceremony.

A Kremlin’s spokesman, Dmitry S. Peskov, said of the killing: “This is advantageous to those who wish to drive a wedge between Russia and Turkey, to hamper normalization of relations between Russia and Turkey — both in a bilateral sense and in terms of relations that allow to intensify and unite efforts on the way to political settlement in Syr-



BURHAN OZBILICI/ASSOCIATED PRESS

The gunman after shooting the Russian ambassador to Turkey, Andrey G. Karlov.

ia.”

But the assassination is an embarrassment for the government of President Recep Tayyip Erdogan of Turkey, and it has prompted questions about how the gunman, identified as 22-year-old Mevlut Mert Altintas, was able to enter the exhibition — “Across Russia, From Kaliningrad to Kamchatka, Through the Eyes of Travelers” — and gun down Mr. Karlov in front of a horrified crowd. The gunman was fatally shot by police officers.

The Turkish state-run Anadolu Agency reported that six people had been detained in the investigation, including the attacker’s mother, father and sister in the western city of Aydin and his roommate in Ankara.

A Russian deputy foreign minister, Oleg Syromolotov, told the Interfax news agency that Russian citizens should “think twice” before going to Turkey, where terrorist attacks occur “almost on a daily basis.” The United States closed normal operations at its embassy in Ankara on Tuesday, and at its consulates in Istanbul and Adana, after a person approached the embassy and discharged a firearm at 3:50 a.m., the embassy said. The person was taken into police custody, and no one was injured.

According to a preliminary forensic report, the gallery gunman fired 11 rounds, nine of which hit the ambassador, the Turkish newspaper *Hurriyet* reported. The gunman had checked into a motel just behind the art center and planned the assassination there, *Hurriyet* said.

After the shooting, the gunman stood over the body of the ambassador and shouted, “Don’t forget Aleppo! Don’t forget Syria!”

According to the Dogan News Agency, the assailant’s uncle, also detained after the attack, used to be the principal in a network of schools that were shut down over alleged ties to the cleric Fethullah Gulen, who lives in exile

in the United States and is a major opponent of Mr. Erdogan’s government. Mr. Gulen, through a representative, has denied any role in the assassination.

Murat Yetkin, in a column for *Hurriyet*, said the fact that the gunman was killed — rather than captured — would hinder the investigation. “If it was possible to capture him intact or wounded, but he was killed instead in a gunfight, this is like a sabotage,” Mr. Yetkin wrote.

President Vladimir V. Putin of Russia had said on Russian television that Mr. Karlov had been “despicably killed” to sabotage ties with Turkey. Mr. Putin spoke with the Mr. Erdogan, by phone, and the two leaders agreed to cooperate in investigating the killing, and in combating terrorism broadly.

In an emergency meeting with Mr. Lavrov and other top officials, Mr. Putin said, “There can be only one answer to this — stepping up the fight against terrorism, and the bandits will feel this.”

The assassination came after days of protests by Turks angry over Russia’s support for the Syrian government in the conflict and the Russian role in the killings and destruction in Aleppo, the northern Syrian city.

While it was too early to tell if the gunman acted alone, his use of jihadist slogans and his invocation of Syria raised the possibility that he was a member, or at least a sympathizer, of an Islamist group like Al Qaeda’s Syria affiliate or the Islamic State, two organizations that Turkey has been accused by allies of supporting in the past.

The attack was a rare instance of an assassination of a Russian envoy. Historians said it might have been the first since Pyotr Voykov, a Soviet ambassador to Poland, was shot to death in Warsaw in 1927.

For many Russians, the assassination is likely to recall the 19th-century killing in Tehran of Aleksandr Griboyedov, a poet and diplomat who died after a mob stormed the Russian Embassy. That episode is remembered as the most severe insult to Russia’s diplomatic corps in the country’s history. More recently, the Lebanese Shiite militia Hezbollah, now allied with Russia in Syria, kidnapped four Soviet diplomats in 1985, killing one and releasing three a month later.

The United States, which has tangled bitterly with Russia over the Syrian conflict, quickly condemned the assassination in Ankara. In a statement, Secretary of State John Kerry called it a “despicable attack, which was also an assault on the right of all diplomats to safely and securely advance and represent their nations around the world.” President-elect Donald J. Trump, who has been accused by critics of aligning with Russia, said in a statement that Mr. Karlov had been “assassinated by a radical Islamic terrorist.”

The assassination also illustrated the long reach of the Syrian war. It has de-

stabilized Europe with hundreds of thousands of refugees, spawned terrorist attacks in Paris and Brussels, and led to the rise of the Islamic State, which controls territory across Iraq and Syria.

When the war began, Turkey was rising and confident, and Mr. Erdogan, then its prime minister, began supporting rebels seeking the ouster of the Syrian president, Bashar al-Assad. Preoccupied with bringing Mr. Assad down, Turkey opened its borders to weapons and fighters flowing to the rebels, turning a blind eye, for a time, when the op-

position turned increasingly Islamist.

As the war ground on, the consequences for Turkey were profound. It was overwhelmed with refugees — more than three million now reside in the country — and the rise of the Islamic State led to terrorist attacks within Turkey's borders.

In the fall of 2015, Russia entered the conflict in support of Mr. Assad's government, reinforcing him at a weak moment and dealing a blow to Turkey's ambitions in Syria. Relations between Turkey and Russia reached a low point in

November 2015 after Turkey shot down a Russian jet near the Syrian border.

But this year, in an effort to restore relations, Mr. Erdogan, now Turkey's president, met with Mr. Putin in Russia, and ever since the two countries have largely put aside their differences on Syria. In August, when Turkey's military went into Syria to push the Islamic State out of the border town of Jarabulus, the move was seen as having been made with the tacit approval of Russia.

L'arianne N° 1029 Du 16 au 22 décembre 2016

TURQUIE : LE PIRE EST PEUT-ÊTRE À VENIR

Le double attentat d'Istanbul va accélérer le projet de réforme constitutionnelle qui permettrait à Erdogan d'avoir les pleins pouvoirs. PAR ALAIN LÉAUTHIER, À ISTANBUL

Une journée de deuil national, le dimanche 11 décembre. Des manifestations d'« *unité nationale contre le terrorisme* » dans plusieurs villes du pays, aussitôt suivies d'une nouvelle fournée d'arrestations — plus de 200 — dans les milieux d'opposition, essentiellement des sympathisants et responsables locaux du Parti démocratique des peuples (HDP), le parti de gauche prokurde dont nombre d'élus et deux coprésidents sont déjà sous les verrous...

Le scénario sur lequel a débouché la double explosion du Vodafone Arena (44 morts, le 10 décembre, dont une majorité de policiers) sis dans le quartier de Besiktas, un des plus fréquentés d'Istanbul, était écrit à l'avance. Prévisible et redouté par tous ceux auxquels la Turquie n'offre désormais plus guère de choix, coincés qu'ils sont entre le bulldozer répressif du « commandant en chef » Recep Tayyip Erdogan et une vague sans précédent d'attentats qui auront fait près de 400 morts cette année. Fikret* appartient à cette frange de Stambouliotes aussi hostiles à l'islamo-nationalisme d'Erdogan et de l'AKP (le Parti de la justice et du développement) qu'à la stratégie de la terreur attribuée au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) depuis la rupture, l'an dernier, des pourparlers engagés entre les deux entités. Lui ne fait aucune différence entre le PKK et les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), groupe radical né officiellement d'une dissidence à l'intérieur de la formation d'Abdullah Ocalan. « *Je n'ai pas du tout envie*



REVENDIQUÉ PAR L'ORGANISATION KURDE ARMÉE les Faucons de la liberté du Kurdistan, l'attentat de Besiktas a fait 44 morts, dont 36 policiers, et 155 blessés.

de donner raison au pouvoir, mais il ne faut pas se raconter d'histoires : quand une action vise des militaires, le PKK assume, mais, si des civils sont touchés, les "méchants" du TAK la revendiquent... En réalité, j'en suis convaincu, les deux ne font qu'un. »

L'attentat de Besiktas a d'autant plus marqué Fikret qu'il a longé le site de la première explosion en compagnie de sa fille, dix minutes à peine avant qu'elle ne se produise : « *Je peux comprendre beaucoup de choses, mais pas qu'on s'en prenne lâchement à de simples supporters de foot ou aux jeunes flics qui étaient là pour les canaliser.* » Il sait aussi que le pire est peut-être encore à venir : « *Evidemment, voilà un nouveau cadeau en or pour Erdogan qui n'en avait vraiment pas besoin.* »

Lancée tout de suite après le putsch avorté du 15 juillet dernier, impliquant la confrérie de Fethullah Gülen, la purge voulue par le prési-

dent turc a déjà permis, entre autres, de renvoyer, de suspendre ou d'arrêter un quart des 14 000 magistrats du pays, 100 000 fonctionnaires de toutes catégories (militaires, policiers, universitaires, etc.), sans parler de dizaines de journalistes dont les médias ont été fermés et interdits du jour au lendemain. Plus que jamais, Erdogan peut envisager avec optimisme la réforme constitutionnelle qui lui tient tant à cœur : elle lui donnerait quasiment les pleins pouvoirs, le Parlement devenant une simple chambre d'enregistrement des décisions de l'hyperprésident. Et Erdogan aura en outre la possibilité de le rester jusqu'en 2029... Le package sera soumis à référendum, probablement vers le printemps. Plus que jamais aussi, Fikret envisage désormais un long exil à l'étranger. Plusieurs milliers de ses compatriotes l'y ont déjà précédé... ■

* Le prénom a été modifié.

Putin assures legal rights of Kurds will be observed

Russia has always had very special relations with the Kurdish people, Putin said

MOSCOW, December 23, 2016 /TASS/. Russia's President Vladimir Putin is sure the Kurds' legal rights will be observed, but Russia is not going to interfere with the inner Iraqi processes.

"As for sovereignty, independence of whatever parts of whatever countries, my position is we shall be acting in the framework of the international law and in the long run the rights of the Kurdish people, the legal rights will be observed," he told an annual news conference on Friday.

The Russian president said how it will be done and in what forms - will depend on Iraq and on the Kurdish people.

"We have been in contact and we shall remain the contacts with Bagdad, with Erbil, but we shall not interfere with the inner Iraqi processes."

Russia always had very kind, special relations



with the Kurdish people, Putin continued. "The Kurdish people have their own, very complicated fate," he said. "We can see what is happening now in the Middle East. I can confirm and say the Kurdish military units in fighting terrorism are very courageous and they fight effectively." ♦ <http://tass.com/politics/921948>

REUTERS

Syrian Kurds, allies set to approve new government blueprint for federal system

December 29, 2016 By Tom Perry | BEIRUT REUTERS

SYRIAN Kurdish groups and their allies are expected to approve a blueprint for a system of federal government in northern Syria this week, Kurdish officials said, reaffirming their plans for autonomy as Russia and Turkey seek to revive diplomacy.

The aim is to cement the autonomy of areas of northern Syria where Kurdish groups have already carved out self-governing regions since the start of the war in 2011, though Kurdish leaders say an independent state is not the goal.

Increasing Kurdish influence in northern Syria has alarmed neighbouring Turkey, while the United States also opposed the federal plan first announced in March. President Bashar al-Assad also opposes federalism.

The blueprint amounts to a constitution, known as the social contract, and is expected to be approved on Wednesday or Thursday at a meeting of a 151-member council in the city of Rmeilan, according to Hadiya Yousef, who chairs the council.

"I expect ratification because we have discussed the content with all groups and political sides repeatedly, and the draft was worded with consensus," she said in a written message to Reuters.

"We will clarify through the contract ... the means for starting the formation of our institutions and administrative system, and we will start preparations for elections," she added. The first elections would be to regional administrations, to be followed by an election to a central body.

The council, a constituent assembly which officials say includes members of all the main political, ethnic and religious groups in the area, began meeting on Tuesday.

Unilateral moves by Syrian Kurdish groups and their allies have taken place against a backdrop of international failure to promote a political settlement to a Syrian war nearing its sixth anniversary.

Russia, Iran and Turkey said last week were they were ready to help broker a peace deal in Syria after meeting in Moscow, where they adopted a declaration setting out the principles any agreement should adhere to.

Arrangements for the talks, which would not include the United States and be distinct from separate, intermittent U.N.-brokered negotiations, remain hazy, but Moscow has said they would take place in Kazakhstan, a close ally.

Iran and Russia have given Assad crucial military backing in the war against rebel groups fighting him in western Syria. Turkey has been a major backer of the rebels.

The effort to revive the diplomatic track follows the defeat of Syrian rebels in eastern Aleppo - Assad's biggest victory of the war. The main Syrian Kurdish militia, the YPG, has mostly avoided conflict with Assad, while serving as the military backbone of the autonomous Kurdish regions.

The YPG is the dominant force in the Syrian Democratic Forces alliance that has seized swathes of territory from Islamic State in a U.S.-backed campaign



Hadiya Yousef (2nd R) and other delegates take part in a conference in Syria's Kurdish-controlled northern regions, in the town of Rmeilan, Hasaka province, Syria December 29, 2016.

in Syria.

KURDS READY TO TAKE PART IN TALKS

Another Kurdish politician said groups signing up to the new constitution were not ruling out involvement in future peace talks, but they had not been invited to a meeting in Kazakhstan.

"We are ready to negotiate in any regional or international meeting, to propose our plans and our vision for a solution in Syria," said Fawza Ahmad, a member of the constituent council, speaking to Reuters from the meeting. She noted that Kurdish groups were excluded from previous U.N.-backed talks on Syria.

Turkey views the main Syrian Kurdish party, the PYD, as an extension of the Kurdistan Workers Party (PKK), which has waged a three-decade insurgency for Kurdish autonomy in southeastern Turkey.

Turkey launched a military incursion into northern Syria in August in large part to prevent the YPG from gaining further ground and linking Kurdish regions in northeastern Syria with a pocket of Kurdish-controlled territory in northwestern Syria.

Some 30 million Kurds are estimated to live in Iran, Turkey, Iraq and in Syria. Kurdish groups have enjoyed autonomy in northern Iraq since the 1990s.

The Kurdish name for northern Syria, "Rojava", was dropped from the name of the proposed system of government, said Nasreddin Ibrahim, another Kurdish politician at the meeting. He said that had led 12 Kurdish parties to express reservations, but would not obstruct ratification of the document. ●

TAK a revendiqué, l'attentat à la voiture piégée qui a tué samedi 14 soldats turcs à Kayseri

Le Monde.fr avec AFP | 20 décembre 2016

Un groupe radical kurde a revendiqué, mardi 20 décembre, l'attentat à la voiture piégée qui a tué samedi 14 soldats turcs à Kayseri, au centre de la Turquie, selon une agence de presse proche des séparatistes kurdes.

Les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), un groupe radical proche du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), affirment avoir mené une opération de « représailles » contre les soldats accusés d'avoir « versé le sang de milliers des nôtres », selon l'agence de presse Firat.

Au moins 14 soldats ont été tués et des dizaines de personnes blessées lorsqu'une voiture a explosé samedi à proximité d'un bus qui transportait les militaires en repos



Les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK), un groupe radical proche du Parti des travailleurs du Kurdistan, ont revendiqué l'attaque qui a coûté la vie à 14 soldats dans la ville de Kayseri, le 17 décembre 2016.

depuis leur base vers le centre-ville, selon le gouvernement turc.

Après cet attentat, les autorités ont lancé de vastes coups de filet

dans les milieux prokurdes, arrêtant des dizaines de responsables du Parti démocratique des peuples (HDP, principal parti prokurde),

dont des locaux ont par ailleurs été saccagés par des manifestants nationalistes.

Série d'attentats

Les TAK avaient déjà revendiqué un double attentat meurtrier le 10 décembre à Istanbul, à proximité du stade de l'équipe de football de Besiktas, qui a tué 44 personnes, majoritairement des policiers.

Ce groupe est lié au PKK, considéré comme une organisation « terroriste » par Ankara, Washington et l'Union européenne, et engagé depuis 1984 dans une guerre contre l'Etat turc qui a fait plus de 40 000 morts. Après une trêve de deux ans, les combats entre les insurgés et l'armée turque dans le sud-est de la Turquie à majorité kurde ont repris en 2015.

La Turquie a été frappée par une série d'attentats ces derniers mois tantôt attribués aux djihadistes du groupe Etat islamique (EI), tantôt revendiqués par la rébellion kurde. Les Faucons de la liberté du Kurdistan ont notamment revendiqué deux attentats à la voiture piégée à Ankara qui ont fait plus de 60 morts en février et mars. ■



Turquie: symbole d'ouverture, l'unique école kurde de Diyarbakir a été fermée

Diyarbakir (Turquie), 22 décembre 2016 (AFP)

QUAND elle a ouvert ses portes il y a trois ans, cette école primaire de Diyarbakir, principale ville à majorité kurde de la Turquie, symbolisait une certaine ouverture d'Ankara en matière d'éducation en langue kurde.

En octobre, l'école Farzad Kamangar a été fermée sur ordre du gouverneur, faisant les frais du raidissement de la politique turque à l'égard des Kurdes. Quatre autres écoles enseignant en kurde dans d'autres localités de la région ont subi le même sort.

Depuis le coup d'Etat avorté en juillet, les autorités ont lancé de vastes purges qui, au-delà de la chasse aux putschistes présumés, ont frappé de plein fouet les milieux prokurdes, de la politique aux ONG, en passant par les médias.

L'école Farzad Kamangar, nommée après un poète et militant kurde exécuté en Iran en 2010, dispensait un enseignement en kurde. Même les livrets scolaires remis aux parents étaient rédigés dans cette langue.

L'heure était alors à la détente et les autorités, à défaut de permis officiel, fermaient les yeux sur cet établissement pionnier. Une trêve était en vigueur entre l'Etat et les insurgés du PKK, et un processus de négociation était en cours.

Mais la trêve a volé en éclats au bout de deux ans et les combats ont repris de plus belle à l'été 2015.

C'est par le biais d'un ordre placardé à la porte de l'école qu'enseignants et parents d'élèves ont appris la fermeture de l'établissement. Motif invoqué: non-respect des lois turques.

C'était à la rentrée et les 238 élèves âgés de 5 à 11 ans se sont retrouvés sans école.

L'enseignement en kurde est, en effet, interdit en Turquie selon la Constitution qui stipule qu'"aucune langue autre que le turc ne peut être enseignée aux citoyens turcs en tant que langue maternelle ou servir à leur dispenser un enseignement en tant que tel dans les établissements d'éducation et d'enseignement".

- 'Activités illégales' -

Mais les défenseurs de l'école font valoir que l'établissement avait toujours fonctionné en dehors du cadre de cet article constitutionnel, et ce, avec la connaissance et l'accord implicite des autorités.

Des sources au bureau du gouverneur de la province de Diyarbakir ont affirmé à l'AFP que l'école avait été fermée pour "activités illégales".

En effet, quelques jours avant sa fermeture, le 9 octobre, l'école avait fait l'objet d'une visite d'inspecteurs de l'Education qui ont dressé un rapport pointant un cursus "contraire aux règlements de l'Education nationale et à la législation".

Adil Ercan, un des enseignants, a affirmé à l'AFP que les inspecteurs n'avaient pourtant rien dit de "défavorable ou d'inapproprié" au sujet de l'école lors de leur visite.

La décision de fermer l'établissement a été notifiée à la direction le 7 octobre, assortie d'une possibilité de se pourvoir en appel sous quinzaine.

Mais deux jours après, les parents et les enseignants ont été surpris de découvrir, en arrivant à l'école, l'ordre de fermeture, sous forme d'un papier cartonné frappé d'un sceau rouge.

"Nous sommes arrivés le matin et c'était fermé. Ils ne nous ont donné aucune explication", raconte M. Ercan.

Résignés, parents et élèves attendent désormais une hypothétique réouverture.

"J'attends mon école. Quand elle rouvrira, j'y retournerai. En attendant, je resterai à la maison", confie à l'AFP Sarya Alici, âgée de sept ans.

"Quoi qu'il arrive notre école doit rouvrir", renchérit sa camarade Cihan Koyun.

Outre les écoles, des médias prokurdes ont été fermés après le putsch avorté de juillet, et des élus, dont des maires et des députés, ont été arrêtés. Parmi eux figurent les deux chefs du principal parti prokurde du pays, le HDP.

Ils sont généralement accusés de liens avec le PKK, en conflit avec l'Etat turc depuis 1984, ou d'en relayer la propagande, selon les autorités. ●

« L'assassinat d'Ankara, un acte désespéré contre la "pax russo-turco-iranienne" »



Virginie Robert Le 21/12/2016
www.lesechos.fr

Spécialiste des politiques européennes en Méditerranée et au Moyen-Orient à l'Institut français des relations internationales, **Dorothee Schmid** décrypte la relation complexe entre la Russie et la Turquie et les raisons qui les poussent à faire front commun.

Pourquoi la Russie et la Turquie privilégient-elles l'apaisement après l'assassinat de l'ambassadeur russe à Ankara ?

Cet assassinat intervient au moment décisif de la bataille d'Alep où les Turcs ont laissé les mains libres aux Russes. C'est un acte désespéré pour faire dérailler la « pax russo-turco-iranienne » en Syrie. La Turquie protège le maintien de Bachar Al Assad, alors qu'il était son pire ennemi. Elle le fait parce qu'elle cherche de nouvelles alliances et que la Russie et l'Iran deviennent des partenaires de poids dans la région. Les Russes ne remettent pas en cause les dérives autoritaires d'Erdogan. L'économie turque va de moins en moins bien et a besoin des Russes : elle importe massivement de l'énergie de Russie, elle a besoin du marché russe, pour y vendre notamment des produits alimentaires, et souhaite le retour des touristes russes. C'est une alliance économique et stratégique puisque, en échange, la Russie laisse aux Turcs le champ libre en Syrie pour contenir les Kurdes.

Après les fortes dissensions qu'il y a eu entre



Le diplomate, Andreï Karlov, a été tué par un homme qui a ouvert le feu sur lui alors qu'il visitait une exposition d'art dans la capitale turque. Le suspect a été neutralisé par la police. « Nous sommes ceux qui ont voué allégeance à Mohamed pour le djihad jusqu'à notre dernière heure. (...) N'oubliez pas la Syrie, n'oubliez pas Alep. Tant que les habitants n'y seront pas en sécurité, vous ne le serez pas non plus », entend-on en effet dans une vidéo de l'attaque diffusée sur Internet.

les deux pays, et depuis cet attentat, quel est le niveau de confiance entre la Russie et la Turquie ?

Je pense que la relation va être très tendue entre Vladimir Poutine et Recep Tayyip Erdogan. Ce dernier ne tient pas son pays, comme le prouvent les attentats à répétition. Les Russes vont demander des comptes et aider à la reprise en main en s'immisçant dans les questions de sécurité. Quand on y pense, cet attentat est un cafouillage monstrueux lorsqu'on connaît l'ampleur des purges qui ont eu lieu dans la police, les services et l'armée en Turquie. Il y a encore des oppositions cachées au cœur même du système, des gens prêts à agir de façon violente à tout moment.

Peut-on croire à la théorie d'un complot

monté par Gülen, l'ennemi désigné d'Erdogan ?

C'est toujours le même scénario. Cela montre surtout un besoin d'explication simple, qui marche bien auprès de l'opinion publique turque. Mais il faut aussi observer l'apparition en Turquie d'un islamisme radical que le gouvernement a du mal à contrôler. Il y a en Turquie des communautés en sympathie avec des groupes syriens et dont la sujétion à l'AKP n'est pas évidente. Russes et Turcs ont trouvé une ligne rhétorique commune : la guerre contre le terrorisme. Or, qu'il s'agisse du PKK, de Daech, de l'extrême gauche ou de Gülen, la Turquie ne vient pas à bout du terrorisme ; on a plutôt le sentiment qu'Erdogan en crée au fur et à mesure. ●

Syrie: bombardements russes à Al-Bab, bastion de l'EI

Istanbul (AFP) 29/12/2016 -

Des avions russes ont bombardé dans la nuit de mercredi à jeudi des cibles du groupe Etat islamique à Al-Bab, bastion jihadiste que des rebelles syriens appuyés par Ankara tentent de prendre, a rapporté l'agence de presse turque Dogan.

L'annonce de ces bombardements russes, les premiers connus sur Al-Bab, survient peu après celle d'un accord de cessez-le-feu imminent en Syrie négocié par Moscou et Ankara.

Il n'était pas clair dans l'immédiat si ces bom-

bardements avaient été menés en coordination entre la Russie et la Turquie, qui a accusé cette semaine la coalition anti-jihadiste menée par les Etats-Unis de ne pas appuyer ses opérations en Syrie.

Les frappes se sont produites dans le secteur sud de la ville, a précisé Dogan, qui cite des sources militaires.

L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a indiqué à l'AFP que "des bombardements probablement russes ont frappé Al-Bab ces deux derniers jours en soutien à l'opération turque".

Des rebelles syriens appuyés par l'armée turque

tendent depuis plusieurs semaines d'enlever à l'EI son bastion syrien d'Al-Bab, où les forces d'Ankara ont essuyé la semaine dernière de lourdes pertes.

Seize soldats turcs y ont été tués par les jihadistes la semaine dernière, la plus meurtrière pour l'armée turque depuis le déclenchement en août de son offensive dans le nord de la Syrie visant à la fois l'EI et des milices kurdes.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a assuré samedi que la bataille pour reprendre Al-Bab était "presque finie". Il a répété que les forces turques se dirigeraient ensuite vers la ville de Minbej, à l'est, où se trouvent des milices kurdes soutenues par Washington contre l'EI.

Le soutien des Etats-Unis aux milices kurdes en Syrie en lutte contre l'EI a suscité la colère d'Ankara, qui considère ces groupes comme des organisations "terroristes" proches de la rébellion kurde en Turquie. ●

Irak

De notre envoyée spéciale, SARA DANIEL

Les derniers chrétiens de Ninive

*Daech avait juré de les faire disparaître. Depuis que leur capitale, **Qaraqosh**, a été libérée, ils reprennent espoir. Pour autant, ils n'en ont peut-être pas fini avec les persécutions et l'exode*

Le 6 août 2014, lorsque les hommes en noir de Daech ont fondu sur Qaraqosh, la plus grande ville chrétienne d'Irak, située à 15 kilomètres de Mossoul, tous ses habitants ont fui vers le Kurdistan voisin. Tous, sauf deux. Deux vieilles dames chrétiennes, trop esseulées, trop âgées, pour risquer l'exil. Pendant plus de deux ans, Zarifa, 78 ans, et Badria, 85 ans, sourde et impotente, ont vécu sans eau ni électricité dans ce qui était devenu le centre de commandement de Daech pour la plaine de Ninive. Une ville fantôme vidée de ses habitants et repeuplée par les combattants de l'Etat islamique.

Aujourd'hui, c'est Zarifa qui raconte, volubile et précise, les mille et une absurdités de leur vie quotidienne sous la dictature fondamentaliste. Selon la vieille dame, les djihadistes qui se sont succédé à leur porte avaient deux obsessions : les convertir et les dépouiller. « Ils nous ont appris des prières, puis venaient voir si on les récitait correctement. Mais nous, bien sûr, on ne se souvenait plus de rien », s'esclaffe la vieille dame. Tous les dix jours, la relève changeait et il fallait recommencer à convaincre de nouveaux soldats aux visages mangés par d'immenses barbes noires qu'elles avaient renoncé au christianisme et à ses œuvres. Lorsque les djihadistes doutaient de la sincérité de la conversion des deux femmes, ils les traînaient, parfois en pleine nuit, jusqu'à Mossoul devant le juge islamique. « Il nous faisait la morale, nous accusait d'être maléfiques. Une fois, il nous a même jetées dans une prison bondée de femmes. Nous avons été relâchées quelques jours plus tard,

Le 10 décembre, un soldat de la milice chrétienne des NPU évalue les dommages à l'intérieur d'une église de Qaraqosh.

Zarifa Backus, chrétienne, a vécu deux ans et cinq mois dans la ville sous contrôle de Daech. Elle est aujourd'hui réfugiée à Erbil.



abandonnées à un rond-point, au milieu de nulle part.» Il a fallu cracher sur le crucifix, piétiner puis brûler une image de la Vierge. Zarifa choisit le blasphème plutôt que la mort : « Pendant que je m'exécutais, dans mon for intérieur, je disais à la Vierge : "Pardonne-moi, Marie, mais tu sauras bien, toi, te venger d'eux !" »

Régulièrement, les djihadistes venaient fouiller les moindres recoins de leur maison pour trouver de l'argent. De mois en mois, il leur a fallu se délester de leurs économies, donner leurs alliances et leurs croix en or. Pendant les fouilles, les vieilles femmes étaient jetées au sol, une arme sur la tempe. Un jour, un certain Abou Omar, émir de leur pâté de maisons, a réalisé que Zarifa avait réussi à dissimuler quelques livres irakiennes dans sa ceinture. « Il m'a giflée, jetée sur le ►►



➔ lit, et m'a enlevé tous mes vêtements. » Un autre a menacé de l'épouser, un mariage temporaire d'une semaine, et de divorcer quand il en aurait fini avec elle, si Zarifa ne lui cédait pas tout son pécule. « Mais de l'argent, je n'en avais plus, ils m'avaient tout pris au fil des mois. Je lui ai dit, sans me tromper de référence pour une fois : "Au nom de Mohammed, tue-moi et qu'on en finisse !" » Il y avait les salauds, les sadiques et puis les « cléments » qui venaient leur rendre visite et leur apporter des restes de nourriture. Il y avait des étrangers, comme ces Saoudiens venus frapper à leur porte pour savoir si elles n'avaient pas de filles à marier, mais aussi des habitants des villages musulmans voisins raliés à l'Etat islamique. Ceux-là étaient souvent les plus cruels. D'anciens bons à rien, des petits caïds gonflés de leur nouvelle importance de collabos de Daech, qui leur imposaient mille tourments.

UN DÉSERT DES TARTARES MÉSOPOTAMIEN

Un jour, pourtant, les djihadistes, occupés à combattre, ont cessé de venir importuner ou ravitailler les vieilles dames. L'opération de reconquête de la plaine de Ninive avait commencé. « Nous sommes restés quinze jours sans nourriture autre qu'un peu de pain rassis. » Et puis un soir Zarifa a vu par la fenêtre des hommes en treillis militaire s'avancer dans la rue. Sur leur bras ils portaient un écusson : une étoile bleue à quatre branches avec au centre un disque d'or représentant le dieu-soleil assyrien Shamash. Les soldats de la milice chrétienne des Unités de Protection de la Plaine de Ninive (NPU) étaient là : « J'ai crié à Badria : "Bonne nouvelle, ce soir on va dîner !" »

Aujourd'hui, ce sont les hommes des NPU qui veillent à la sécurité de Qaraqosh en ruine. Depuis leur bastion installé à la lisière de l'agglomération, dans une

Les habitants revenus dans la ville brûlent leurs affaires saccagées par l'Etat islamique.

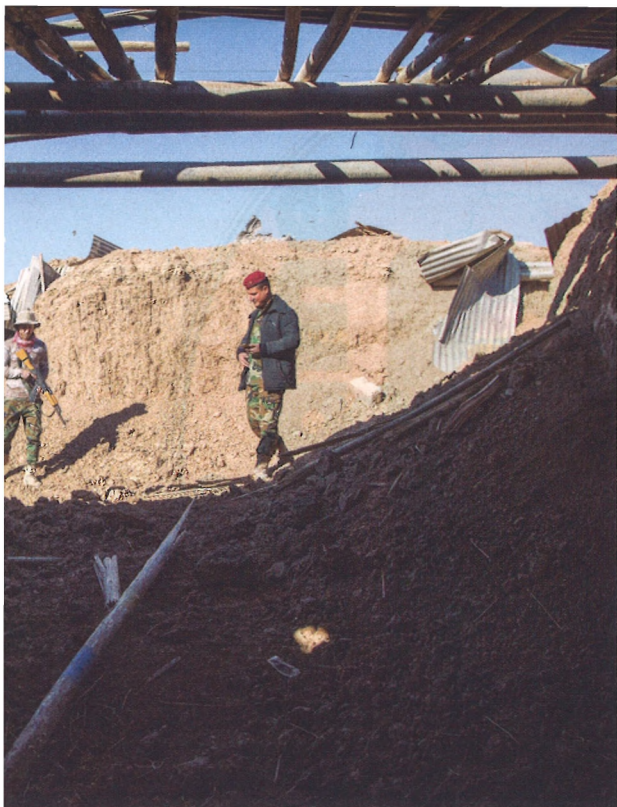
Un milicien des NPU ramasse le crâne d'un kamikaze de Daech, qui s'est fait exploser dans les faubourgs de Qaraqosh.

Les soldats des NPU à l'entrée d'un tunnel de plus de 20 kilomètres qui va jusqu'à Mossoul.

Dans le cloître de la cathédrale de l'Immaculée Conception, les djihadistes s'entraînaient au tir.

maison inachevée en béton nu, ils sont une petite poignée de jeunes gens originaires de la ville à surveiller jour et nuit la plaine trouée comme du gruyère par les tunnels de repli creusés par les djihadistes. La ligne de front avec Daech n'est qu'à 100 mètres. Pour repousser les éventuelles incursions des combattants de l'Etat islamique qui ont continué, même après la reprise de la ville, à faire exploser dans des attentats suicides leurs voitures dans les faubourgs de Qaraqosh, les miliciens ne disposent que d'une mitrailleuse « Douchka » et de quelques mitraillettes. Dans ce désert des Tartares mésopotamien, le vent a dispersé les os et les crânes des kamikazes, nettoyés de leurs chairs par les chiens. Une veste pleine de sang a été accrochée sur des barbelés comme un trophée. Et une longue barbe noire bouclée gît sur le sable, déguisement encombrant sacrifié par un djihadiste en fuite.

Aux côtés de cette armée de commerçants et d'ouvriers, on trouve même un professeur de l'université catholique de Louvain, Benoît Kanabus, qui suit les NPU sur le terrain, les étudie et leur donne un coup de main. Heureux d'en être, « car c'est une cause juste ». Pendant la reconquête de la ville, le chercheur s'est retrouvé encerclé plusieurs heures par les djihadistes de Daech, revenus combattre après le retrait des blindés de la 9^e division de l'armée irakienne. Dans cette région minée par les guerres sectaires, chaque groupuscule a son armée. Abandonnée de tous, la communauté chrétienne a fini par imposer, elle aussi, sa modeste milice confessionnelle, forte d'un millier d'hommes, pour participer à la reconquête de la ville puis défendre sa capitale. Dirigées par un ancien général de l'armée de Saddam Hussein, Benham Abbush, un vétéran de la guerre du Golfe, laconique et martial, les NPU ont été formées par d'anciens marines des



GRANDS FORMATS

LES CHIFFRES

Avant l'occupation américaine de l'Irak en 2003, près d'un million de chrétiens vivaient en Irak, dont 600 000 à Bagdad et 60 000 à Mossoul. Mais en raison des violences qui ont déchiré le pays depuis treize ans, ils ne seraient plus que 400 000 aujourd'hui. Pendant cette période, 61 églises ont été attaquées et plus d'un millier de chrétiens tués. L'attentat le plus meurtrier eut lieu en octobre 2010 lorsque 44 fidèles et deux prêtres trouvèrent la mort dans l'attaque de la cathédrale syrienne catholique de Bagdad par la branche irakienne d'Al-Qaïda. D'après l'index mondial de la persécution des chrétiens, en 2016, l'Irak est le deuxième pays dans lequel les chrétiens sont le plus persécutés au monde, après la Corée du Nord. La communauté en Irak est composée d'une douzaine de groupes. Parmi les catholiques dominent les chaldéens, l'un des plus anciens rites du christianisme de langue liturgique araméenne, qui serait arrivé en Irak avec l'apôtre Thomas, quelques dizaines d'années après la mort de Jésus.

forces spéciales américaines. Elles sont en passe d'être intégrées, comme les milices chiïtes, à l'armée irakienne ou à la police. Mais le gouvernement régional du Kurdistan irakien voit d'un mauvais œil la naissance de cette force paramilitaire qui aspire pour les chrétiens à une région autonome, partie d'un Irak fédéralisé et non d'un Kurdistan indépendant.

STATUES DÉCAPITÉES, IMAGES LACÉRÉES

D'ailleurs, à l'été 2014, les peshmergas qui gardaient la ville ont décampé aux premiers coups de feu tirés par l'EI. Ils n'allaient pas mourir pour Qaraqosh, une ville de la plaine de Ninive, bien au-delà de leur rêve de patrie, de leur Kurdistan utile. La solidarité entre minorités a ses limites et ses frontières. Pour les Kurdes d'Irak, elle s'est arrêtée au pont de Khazer, que les djihadistes ont fait sauter comme l'armée de Saddam Hussein l'avait fait en 2003. Les « pesh » ont donc abandonné Qaraqosh à la rage éradicatrice des djihadistes. Réactivant une fatwa de la branche locale d'Al-Qaïda du 3 novembre 2010, qui stipulait que « les centres, organisations, institutions, dirigeants et fidèles chrétiens sont des cibles légitimes pour les moudjahidine », les soldats de l'EI ont pillé, occupé, saccagé et, avant leur fuite, brûlé une maison sur quatre, sans qu'on comprenne leur sinistre logique.

Aujourd'hui, plus d'un mois après sa libération, la ville achève de se consumer. La cathédrale noircie de l'Immaculée-Conception porte les stigmates de la jubilation destructrice des soldats de Daech. Statuettes décapitées, images pieuses lacérées, sculptures réduites en miettes. Sur un des pilastres, à côté du drapeau noir de Daech, les profanateurs ont signé leur forfait : une liste de quatre noms de combattants turkmènes s'étale en un graffiti vengeur. Dans le cloître de l'église, les

douilles tapissent le sol, et des mannequins en tissu criblés de balles se dressent dans ce décor aussi surréaliste qu'une peinture de Giorgio De Chirico. C'est encore dans une église, celle de saint Georges, que les soldats de Daech préparaient le blindage des voitures kamikazes et le mélange d'explosifs artisanaux.

Quelques habitants téméraires retrouvent prudemment le chemin de leurs maisons, obstrué par les gravats qui jonchent les ruelles bordées d'échoppes aux vitres brisées. Les plus cossues sont intactes. Parfois percées de tunnels, elles renferment les vestiges de la vie quotidienne des djihadistes. Dans l'une d'entre elle, folie de béton « époque Saddam Hussein », un membre de l'EI a abandonné les manuels scolaires de ses enfants. L'un d'eux traduit en anglais à des fins pédagogiques la carte d'identité donnée par l'Etat islamique à un Français, un certain Yusuf Mark, âgé de 25 ans, marié et sans enfant, dépeint comme « actif, amical et serviable ». Sur le sol, les miliciens des NPU ont aussi trouvé des dessins enfantins dans lesquels les tanks et les fusils-mitrailleurs se mêlent aux coupes des mosquées, et un des journaux de l'organisation se félicitant de l'attentat de Nice.

Ana (1) n'a pas eu encore la chance de revenir dans sa ville de Qaraqosh. Enlevée à un checkpoint au sud de la ville par des soldats de Daech en août 2014, elle a été revendue d'un djihadiste à l'autre pour satisfaire leurs besoins sexuels d'une violence inouïe et financer leurs voyages. Pas de mariage temporaire, elle n'a reçu aucun papier. Elle était la « propriété » des fous de Dieu. La géographie de son chemin de croix long de deux ans dessine les frontières fluctuantes de l'« Etat islamique », et c'est en Syrie, à Raqqa, que sa famille a enfin pu la racheter à ses ravisseurs. Aujourd'hui, la jeune femme subit de nombreuses opérations médicales et essaie ➤

➔ de se reconstruire comme elle peut. Pascale Isho Warda, une chaldéenne qui fut ministre de l'Immigration dans le gouvernement intérimaire irakien de 2004, l'a prise sous son aile. Cette femme politique débordante d'énergie, qui dirige l'ONG chrétienne Hammurabi, va déposer une plainte, au nom d'Ana, à la Cour pénale internationale. Car elle n'espère pas grand-chose du gouvernement régional kurde. « Officiellement il n'y a pas de chrétiennes échappées des griffes de Daech, seulement des Yézidiés et des musulmanes, alors je ne suis pas sûre d'obtenir une compensation pour elle. »

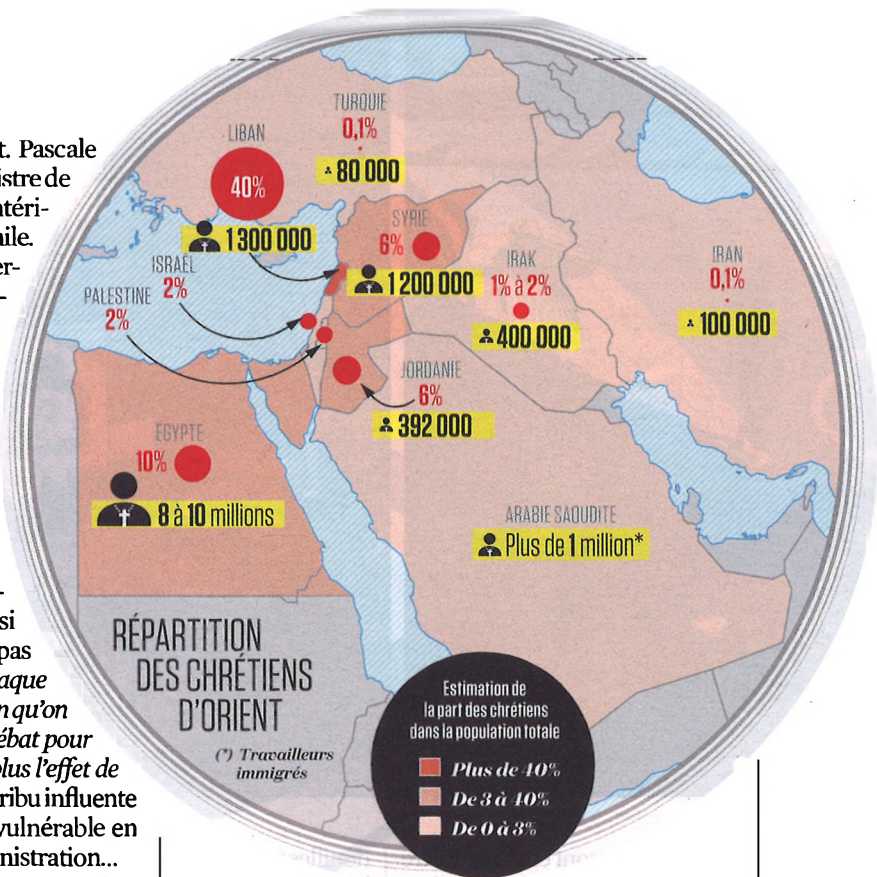
L'ex-ministre s'inquiète aussi de l'islamisation forcée des chrétiens d'Irak. Et si Ana, convertie par ses ravisseurs, n'était pas autorisée à redevenir chrétienne? « Chaque semaine, je reçois le coup de fil de quelqu'un qu'on a converti administrativement et qui se débat pour "récupérer" sa confession. C'est souvent plus l'effet de la corruption que de l'idéologie. » Car, sans tribu influente pour aller plaider sa cause, on est plus vulnérable en Irak aux tentatives d'extorsion de l'administration...

DES PERSÉCUTIONS SÉCULAIRES

Dans les camps du Kurdistan irakien, ou à Ankawa, le quartier chrétien d'Erbil, les familles chrétiennes réfugiées depuis la prise de Mossoul ont toutes un enlèvement ou un assassinat à déplorer, une humiliation à cacher. Et leur persécution ne date pas seulement de la victoire de Daech dans la région. Fares, qui comme tous les chrétiens a été chassé de Mossoul par l'Etat islamique le 18 juillet 2014, a vu son frère se faire tuer sous ses yeux en 2007 par un commando qui lui avait demandé sa carte d'identité. « Cela faisait plus de neuf ans que les cloches ne sonnaient plus à Mossoul. Nous vivions dans la peur des assassinats ciblés. Daech est peut-être éphémère mais son idéologie est dans la tête des Irakiens », déplore-t-il.

Génocide des Arméniens et des Assyriens pendant la Première Guerre mondiale, massacre de Simele au cours duquel près de 3000 chrétiens furent assassinés en 1933 par les Kurdes, les Arabes et les Yézidiés dans les villages autour de la ville de Dohuk au Kurdistan... Le calvaire des chrétiens dans la région est séculaire. Toujours, ils font les frais des tueries, même quand ils n'en sont pas les cibles principales. Ce fut le cas lorsque Saddam Hussein déclencha le massacre d'Al-Anfal contre les Kurdes en 1988.

Les Palestiniens ont eu leur Naqba, leur « catastrophe » de l'exil en 1948. Yaqoob Yago, député chrétien au Parlement kurde, fait débiter celle des chrétiens d'Irak à l'occupation du pays par les Américains en 2003. Pour les chiïtes comme pour les sunnites, les chrétiens deviennent alors une « cinquième colonne » à la solde de l'envahisseur. Beaucoup émigrent vers le nord, autour du Tigre, dans la plaine que domine



l'antique Ninive, se plaçant sous la protection très incertaine des Kurdes. Germe alors dans la tête de George W. Bush l'idée de rassembler les chrétiens dans un territoire autonome qu'appelle aussi de ses vœux le député Yago, sans voir que cette nouvelle Jérusalem, dans une région où le pire est souvent certain, serait un bantoustan plus aisé à détruire qu'à défendre.

« Si nous ne l'obtenons pas, tous les chrétiens vont partir et arriver chez vous en Europe ou en Amérique », poursuit le député, qui s'accroche à cette utopie comme à la dernière bouée jetée à la communauté de ceux qui sont devenus, comme l'avait déploré Jean-François Colosimo dans le très beau livre qu'il a consacré aux chrétiens d'Orient, « des hommes en trop » (2). ■

(1) Son prénom a été changé.

(2) « Les Hommes en trop. La malédiction des chrétiens d'Orient », Favard, 2014.

Dessin d'un enfant de combattant de Daech retrouvé dans une maison.



International New York Times DECEMBER 22, 2016

Russia, Iran and Turkey meet for Syria talks, excluding U.S.

BEIRUT, LEBANON

BY BEN HUBBARD
AND DAVID E. SANGER

Russia, Iran and Turkey have met in Moscow to work toward a political accord to end Syria's nearly six-year war, leaving the United States on the sidelines as the countries sought to drive the conflict in ways that serve their interests.

Secretary of State John Kerry was not invited. Nor was the United Nations consulted.

With pro-Syrian forces having made critical gains on the ground, the new alignment and the absence of any Western powers at the table on Tuesday all but guarantee that President Bashar al-Assad will continue to rule Syria under any resulting agreement, despite President Obama's declaration more than five years ago that Mr. Assad had lost legitimacy and had to be removed.

Mr. Obama's reluctance to back that demand with more involvement as the war escalated leaves Washington with little leverage on a geopolitical crisis as President-elect Donald J. Trump prepares to take office.

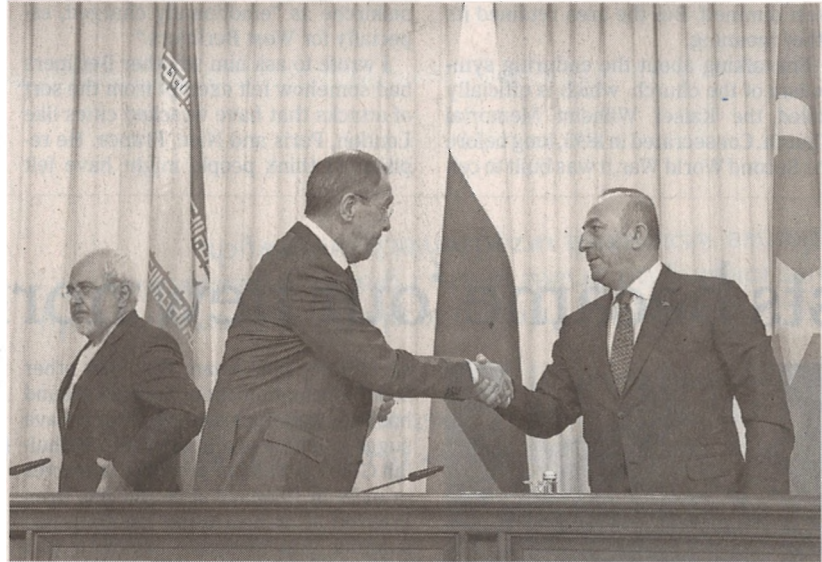
Mr. Trump's only recent statement on Syria came last week, when he declared at a Pennsylvania rally that the situation was "so sad" and promised, "We're going to help people." He vowed to extract funds from Persian Gulf nations to build "safe zones" in Syria "so people will have a chance," without addressing the question of who would enforce those zones on the ground or in the air.

But by the time Mr. Trump is sworn in next month, such safe zones may be irrelevant, if the evacuation of Aleppo and political negotiations proceed.

More than a year after launching the air campaign that remade the battlefield in Mr. Assad's favor, Russia appears to be looking for a way out of the war. Analysts say that Moscow sees in the transition an opportunity to end the conflict on favorable terms both for Mr. Assad and for Russia's broader interests in the region.

"Russia understands that nobody gives you anything, you just have to take it, and in this environment, with the U.S. retreating faster than the other side can advance, it's just a free for all," said Andrew J. Tabler, a fellow at the Washington Institute for Near East Policy who studies Syria. "When the Turks, the Iranians and the Russians all agree on a process without the U.S. being in the room, you realize there is a problem for us."

Russian officials have made little ef-



NATALIA KOLESNIKOVA/AGENCE FRANCE PRESSE — GETTY IMAGES

From left, the foreign ministers Mohammad Javad Zarif of Iran, Sergey V. Lavrov of Russia and Mevlüt Cavusoglu of Turkey at a news conference in Moscow.

fort to hide their disdain for American diplomatic efforts.

Last week, Foreign Minister Sergey V. Lavrov said working directly with Turkey on the evacuation deal was more efficient than "fruitless get-togethers with the U.S." On Tuesday, Mr. Lavrov said the International Syria Support Group, which he and Mr. Kerry led since 2015, had turned out "important documents," but "has been unable to play its due important role in seeing to it that adopted decisions are implemented."

The State Department spokesman, John Kirby, said on Tuesday that Mr. Kerry had spoken with Mr. Lavrov and Turkey's foreign minister by phone, and he expressed skepticism that the new effort would be successful.

If the talks "lead to a sense of calm enough in Syria that political talks can resume, then that would be great and that's what we'd like to see," Mr. Kirby said, but added that "we have seen repeated promises to appropriately influence the Assad regime in the right way on the cessations of hostilities and seen those fail," and said he held out little hope this would be different.

As Syrian forces and their allies retook rebel-held areas of Aleppo this month, Russia proposed new peace talks in Kazakhstan to replace those sponsored by the United Nations in Geneva. Russia also worked directly with Turkey — which changed its approach to Syria after years of backing the insurgents seeking to oust Mr. Assad — on the evacuation deal.

Since the Syria conflict started in 2011 with a popular uprising that evolved into a civil war, Mr. Obama has resisted

direct American military involvement, arguing that it would not improve the situation and that Syria was not a core American interest.

Mr. Obama's reluctance to challenge Mr. Assad angered the Syrian opposition and allies like Saudi Arabia who wanted Mr. Assad gone.

But the United States intervened in indirect ways, running covert programs with its allies to give the rebels arms, money and antitank missiles.

With the rise of the jihadists of the Islamic State, who seized territory in Syria and Iraq, the United States changed priorities. Washington led a coalition to bomb the group, also called ISIS or ISIL, and worked closely with Kurdish forces fighting the jihadists on the ground.

But that policy angered Turkey, which saw the United States arming fighters linked to the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K., which both Turkey and the United States consider a terrorist organization.

Over time, Turkey's fight against Kurdish militants took precedence over its desire to see Mr. Assad replaced.

Another factor has shaped how the various foreign powers are approaching Syria.

"Trump," said Aaron Stein, a senior fellow at the Atlantic Council who studies Turkey. "One of his early signals was that he was going to scale back support for the opposition that the U.S. has supported."

Mr. Trump has not articulated a comprehensive Syria policy, but he has suggested he will work alongside Russia to fight extremists.

The signs of a Russian-Turkish rap-

prochement were clear on Tuesday, despite the assassination of Moscow's am-

The absence of any Western powers all but guarantees that President Bashar al-Assad will continue to rule Syria.

bassador to the Turkish capital of Ankara by a man identified as a Turkish police officer.

In Moscow, Mr. Lavrov and his Turkish counterpart, Mevlut Cavusoglu, placed flowers next to a portrait of the ambassador, Andrej G. Karlov.

"Turkish people are mourning this loss as much as Russia and the people of Russia," Mr. Cavusoglu said.

Mr. Lavrov said Russia was "grateful to our Turkish colleagues" for their condolences and their rapid response to the killing, adding, "This tragedy is making all of us combat terrorism in a more resolute way and is making our meeting today ever more relevant."

At the meeting, Russia, Iran and Tur-

key agreed to "the Moscow Declaration," a framework for ending the Syrian conflict. They did not consult the United States, nor did they invite Staffan de Mistura, the United Nations envoy for Syria, who has spoken of new peace talks in Geneva on Feb. 8.

"This is Turkey bending to Russia," Mr. Stein said. "This is putting a fine point on Turkey's policy of 'Assad must go' no longer being the policy."

Iran's presence is significant, as well. The original evacuation deal was between Russia and Turkey and involved only Aleppo.

But Shiite militias loyal to Iran and fighting on the side of Mr. Assad prevented the first buses from leaving, demanding that the deal be renegotiated to include people from two Shiite villages in Idlib Province.

Iranian officials have boasted about their fighters' role in Aleppo and that of the Lebanese Shiite militia Hezbollah, which helped besiege eastern Aleppo before the evacuation deal.

"As Russia has allied with Iran in the

region, it is the coalition of Iran, Russia and Hezbollah that has caused Aleppo's liberation, and very soon Mosul will also be liberated," Yahya Rahim Safavi, a military aide to Ayatollah Ali Khamenei, Iran's supreme leader, said last week. "It shows that this coalition has an upper hand and the U.S.'s president-elect has to face its weight."

But the United States remains relevant in its relationships with rebel factions and the fight against the Islamic State, said Noah Bonsey, a Syria analyst with the International Crisis Group. Mr. Bonsey added that Mr. Assad's coalition probably still lacked the personnel needed to take back the rest of Syria's territory, but that as long as the United States wavered on involvement, other powers would fill the vacuum.

"Insofar as diplomacy on Syria can accomplish anything," he said, "it will be between Russia and Turkey, with input from Iran."

Ben Hubbard reported from Beirut, and David E. Sanger from Washington.

Newsweek

December 28, 2016

Turkey's President Erdogan Accuses U.S. Coalition of Supporting ISIS

The Turkish leader said Washington is breaking promises in Syria.

By Jack Moore 12/28/16
<http://europe.newsweek.com/>

Turkish President Recep Tayyip Erdogan on Tuesday accused the U.S.-led coalition fighting in Iraq and Syria of supporting the Islamic State militant group (ISIS), as well as Syrian Kurds in regions that sit along Turkey's southern border.

"They were accusing us of supporting Daesh," he told a press conference in Ankara, using an Arabic acronym for ISIS.

"Now they give support to terrorist groups



including Daesh, YPG, PYD. It's very clear. We have confirmed evidence, with pictures, photos and videos," he said, referring to the Kurdish People's Protection Units and the Democratic Union Party, Washington's Kurdish partners on the ground in Syria.

The U.S.-led coalition has conducted an airstrike campaign against ISIS in Iraq and Syria since August 2014, following the radical Islamist group's capture of the northern Iraqi city of Mosul in June of that year and its filmed beheading of U.S. journalist James Foley near the Syrian city of Raqqa. No one from the coalition has yet responded to Erdogan's comments.

In August, Turkey initiated a ground and air offensive —Operation Euphrates Shield—against ISIS in support of Syrian rebels fighting the extremist group and a Kurdish militia in northern Syria.

At least 37 Turkish soldiers have died in the operation, including two that ISIS allegedly burnt to death, according to a propaganda video released this month after kidnapping the pair.

Russia, a key backer of Syrian President

Bashar al-Assad, has also accused Washington of aiding extremist groups in Syria. Moscow alleges that moderate rebel groups armed by the U.S. are working in tandem with jihadist groups. Russia began conducting an air campaign against the opponents of Assad in September 2015.

There is growing unease in Ankara over the lack of support from the U.S.-led coalition in its fight to defeat ISIS in northern Syria. While still operating in Syria, the coalition's main focus at present is the fight to liberate Mosul, where it is supporting an Iraqi coalition of soldiers and militiamen to take back the ISIS bastion.

"The coalition forces are unfortunately not keeping their promises," Erdogan said at the news conference, held for the visit of Guinean President Alpha Conde.

"Whether they do or they don't, we will continue along this path in a determined way. There is no going back on the path we have set out on," Erdogan added.

Turkey, a member of NATO, has harbored figures from Syrian rebel groups, such as the Free Syrian Army, within its borders, funded them and armed them. In 2015, Reuters reported that Turkish intelligence delivered arms into Syria for Islamist rebels in 2013 and 2014, according to court testimonies.

Turkey and Russia are reportedly in talks over a nationwide ceasefire in Syria and renewed peace negotiations after almost six years of conflict. The negotiations, if successful, would take place in the Kazakh capital, Astana, and effectively exclude the U.S., the U.N., and Gulf states from the search for a peaceful resolution to the conflict. ●

Insatiable Erdogan

La Turquie, une dictature ? Pour certains des opposants au président, c'est incontestable. Dans ce pays aux portes de l'Europe, les libertés individuelles sont, en tout cas, gravement malmenées.

DE NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX
NICOLAS JACQUARD (TEXTES)
JEAN NICHOLAS GUILLO (PHOTOS)
À ISTANBUL (TURQUIE)

SIRÈNES HURLANTES, le convoi présidentiel fonce ce mardi matin à tombeau ouvert sur l'autoroute O 4, fermée à la circulation pour l'occasion. A mesure que Recep Tayyip Erdogan fait le vide autour de lui, s'accaparant un à un tous les leviers du pouvoir, les rapports avec les traditionnels alliés occidentaux de la Turquie connaissent un sérieux coup de froid.

Dans la foulée du coup d'Etat avorté de juillet contre sa personne, tentative attribuée à l'ex-allié Fethullah Gülen, exilé aux Etats-Unis, l'opposition interne a été réduite à sa plus simple expression. « On se dirige vers une dictature », estime Sezgin Tanrikulu, député du CHP, le parti de Mustafa Kemal, qui avait arimé la Turquie à l'Europe. Un siècle plus tard, elle s'en éloigne. Il y a dix jours, le triste titre de plus grande prison du monde pour les journalistes lui a été attribué par Reporters sans frontières. Quant à la purge anti-güleniste, elle n'en finit plus. 100 000 personnes ont été déchues de leurs droits (*lire page suivante*), 40 000 autres incarcérées, auxquelles viendront s'ajouter 15 000 nouveaux réprouvés, dont la liste des noms sera publiée dans les prochains jours.

« Cümhuriyet » est le plus vieux journal du pays. On y pénètre comme dans un bunker. Au mur : le portrait de dix journalistes de ce quotidien de référence, incarcérés depuis 43 jours pour « terrorisme ». Ceux qui sont dehors et font entendre une voix discordante subissent des menaces récurrentes. « J'en suis venu à toujours marcher avec un œil derrière la tête, soupire le journaliste d'investigation Ahmet Sik. Comme en zone de guerre... » Spécialiste de la confrérie Gülen, il traite aussi des

JUSTICE, POLICE, UNIVERSITÉS... ONT ÉTÉ NETTOYÉES DES ÉLÉMENTS GÜLENISTES, RÉELS OU SUPPOSÉS



Istanbul, dimanche. Le président Recep Tayyip Erdogan s'affiche à la une des journaux qu'il a mis au pas après le coup d'Etat manqué du mois de juillet.

questions de renseignement « Nous vivons la période la plus noire de notre histoire récente. La censure est partout. Par peur, nos sources ne veulent plus nous rencontrer. »

La justice, la police, comme les universités, sont censées avoir été nettoyées de leurs éléments gülenistes, réels ou supposés. Levent Dölek en a fait les frais. Ce chargé de recherche en économie à l'université d'Istanbul a contre lui de soutenir une gauche radicale et de militer au syndicat Eğitim Sen. Il a été licencié.

Aussi sûrement que les attentats s'enchaînent, la marge de contestation se restreint. Accusé d'être la vitrine légale du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), le parti de gauche HDP a été mis à l'index, ses permanences prises pour cible cette semaine par les nationalistes. « Le pouvoir a laissé faire, accuse Ayhan Bilgen, porte-parole de la formation prokurde. C'est conforme à sa stratégie de désigner des boucs émissaires. » De fait, si les menaces sécuritaires sont réelles, les partisans de l'AKP (Parti de la justice et du développement, fondé par Erdogan) ne cessent de fustiger « l'ennemi intérieur » et « les agents de l'étranger ».

Dans son fief de Kasimpasa, sur ces hauteurs stambouliotes où le jeune Erdogan a fait ses premiers pas, s'approcher de sa maison d'enfance se solde par un contrôle de police. « L'Union européenne soutient les terroristes du PKK ! », justifie Eyup, un fidèle du président.

« L'ENNEMI INTÉRIEUR » ET « LES AGENTS DE L'ÉTRANGER » DANS LE VISEUR DU POUVOIR

Le trentenaire, au chômage, est représentatif de cette base populaire du Parti de la justice et du développement. Chez Dustlar, face au siège local du parti, devant un thé fumant à travers le brouillard de la fumée de cigarettes, le propos antioccidental est à la mesure du mépris ressenti. « Quand il y a un attentat en France, on met nos drapeaux en berne. L'inverse n'est jamais vrai. » Alors, Eyup reprend à son compte ce dicton nationaliste, qui dit que « les Turcs ne peuvent compter que sur les Turcs ». « Et nous avons maintenant l'un des cinq grands leaders de la planète », se félicite ce père de famille qui, le 15 juillet au soir, n'a pas hésité à aller « [se] jeter sous les chars pour le maintenir au pouvoir ».

« Erdogan, c'est la population qui l'a choisi ! » rappelle-t-il. « S'il y avait demain une élection présidentielle, il serait élu haut la main », renchérit Talip Küçükcan, député de l'AKP. Le même justifie les purges – « Des mesures nécessaires à la suite du coup d'Etat » –, tout en niant que son parti muselle l'opposition. « Nous ne mettons pas en prison ceux qui ont des opinions divergentes, défend-il.



Istanbul (Turquie), mardi. Partout dans le pays, la nation turque est glorifiée par les partisans d'Erdogan comme ici sur la place Taksim avec le slogan « Le pouvoir est au peuple ».

Nous n'en avons pas besoin. Nous bénéficions d'un large soutien, pas du fait de tendances autoritaires, mais au regard de ce que nous avons fait pour ce pays. »

Le bilan économique du « Reis » – le titre du très hollywoodien biopic consacré à Erdogan – plaide pour lui. En quatorze années de pouvoir, la Turquie d'Erdogan s'est métamorphosée. A coups de grands travaux notamment, comme ce tunnel routier de 3,5 km qu'il est donc allé inaugurer mardi. « Loué soit le fait que nous appartenions à un pays et à une ville qui unissent deux continents », s'est-il enthousiasmé.

Si les infrastructures rapprochent la Turquie de l'Europe, sa politique semble l'en dissocier. Face à une aspiration d'adhésion à l'Union que l'AKP dit « continue et sincère » depuis 2005, le Parlement européen a demandé, fin novembre, le gel de la procédure. L'avènement d'un « régime présidentiel », qui pourrait faire l'objet d'un prochain référendum, ajoute à la crispation. « Dans les faits, ce régime existe déjà, nuance toutefois Ahmet Sic. Cette réforme servirait surtout aux actuels dirigeants à se prémunir d'éventuelles poursuites s'ils venaient à perdre le pouvoir. » « N'oublions pas que la population turque est loin d'être apathique, prévient en écho Levent Dölek. L'AKP est de plus en plus vu comme un parti lié à la finance. Il y a des tensions avec sa base. Une crise économique pourrait lui être fatale. »



Des dizaines de véhicules transportant des insurgés quittent, jeudi, le réduit rebelle d'Alep. YOUSSEF KARWASHAN/AFP

En silence, les rebelles quittent Alep entre des soldats russes

L'armée de Bachar el-Assad a annoncé, jeudi, avoir repris le contrôle total de la ville après les dernières évacuations.

GEORGES MALBRUNOT [@Malbrunot](#)
ENVOYÉ SPÉCIAL À ALEP

MOYEN-ORIENT La scène est surréaliste. Un soldat russe en uniforme, kalachnikov en bandoulière, grimpe pour inspecter le toit d'un camion de rebelles syriens qui sont évacués d'Alep-Est. Hissé au sommet du véhicule, un insurgé, armé lui aussi, tend la main au Russe pour qu'il soulève la bâche et vérifie que ses ennemis ne cachent pas des explosifs dans leurs bagages. C'était jeudi, peu après 13 heures, sur une route à l'entrée du quartier de Ramoussa à Alep.

En quarante minutes environ, une quinzaine de bus de combattants ont franchi un dernier barrage, avant de gagner des secteurs de la province à l'ouest d'Alep, toujours tenus par les opposants à Bachar el-Assad. À l'intérieur, des jeunes pour la plupart, portant la barbe, les visages fermés. Certains ont le faciès dissimulé sous une

cagoule, mais d'autres n'hésitent pas à se montrer.

La scène en dit long sur les véritables maîtres du drame syrien. Lorsque le car marque l'arrêt, un soldat russe monte à bord. Mais pas de vérifications : le militaire se contente de demander si quelqu'un veut sortir. Mercredi, une femme en pleurs s'était jetée sur un humanitaire du Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Elle voulait partir. Elle a quitté les rebelles.

Les soldats russes n'ont pas de listes de noms des insurgés qui sortent au terme de quatre mois d'un impitoyable siège imposé à Alep-Est par le régime syrien et ses alliés russe et iranien.

Pendant que le Russe est dans le car, une poignée de militaires syriens fouillent les bagages des rebelles sortis des soutes. Ils découvrent parfois des balles et des explosifs. Ils les récupèrent. Ce qui ne veut pas dire que les insurgés ont dû abandonner leurs armes. Aux termes d'un accord à peine négocié

entre la Russie, l'Iran, le Hezbollah, la Syrie et la Turquie au nom des rebelles, ceux-ci ont été autorisés à garder leurs armes légères qu'on aperçoit parfois derrière les vitres.

« Ils ont aussi sorti de l'armement lourd et des munitions », affirme au Figaro une source indépendante qui suit, depuis une semaine, ces opérations d'évacuations des civils et des insurgés de la deuxième ville de Syrie. Pendant l'arrêt du bus, aucune parole n'est échangée. Aucun contact direct n'a lieu entre soldats syriens et rebelles anti-Assad.

Les troupes de Damas sont peu nombreuses. Ce sont les Russes qui sont à la manœuvre. Et si le rebelle a tendu la main à son ennemi, « c'est peut-être qu'il savait que sans la Russie, jamais ces évacuations n'auraient pu avoir lieu », estime le CICR, présent avec le Croissant-Rouge syrien depuis le début des sorties, il y a une semaine.

Damas ne voulait pas que les rebelles quittent leur réduit avec leurs armes. Mais le pouvoir syrien n'a, semble-t-il, pas eu son mot à dire. D'autant que ses autres alliés, l'Iran et le Hezbollah étaient eux aussi impliqués dans ces

“ Les Iraniens et le Hezbollah étaient très présents et très nerveux ”

UN TÉMOIN

très délicates négociations pour en finir avec un siège qui coûta la vie à près de 500 civils d'Alep-Est et plus de 100 à l'Ouest dans des ripostes insurgées. Un siège qui s'est terminé jeudi soir avec l'évacuation du dernier convoi d'insurgés et de civils. Depuis, l'armée de Bachar el-Assad a annoncé le contrôle

total de la ville.

Jeudi, autour des bus de rebelles quittant Alep, des combattants du Hezbollah étaient encore là. Mais en moins grand nombre que dimanche et lundi lorsque les civils sortaient. « Les Iraniens et le Hezbollah étaient alors très présents et très nerveux », se souvient un témoin. Téhéran et son allié chiïte libanais exigeaient que plusieurs centaines de chiïtes syriens puissent à leur tour sortir de deux villages non loin d'Alep, assiégés depuis des années par les rebelles sunnites.

« Ce n'était pas prévu dans les accords initiaux, mais on a changé au moins dix fois de texte depuis une semaine », souligne notre témoin. Finalement, l'Iran et le Hezbollah ont eu gain de cause : les chiïtes de Foua et Kefraya sont sortis en même temps que les rebelles d'Alep-Est. « Cette synchronisation a dû impliquer un accord à très haut niveau », relève le témoin.

Le silence des évacuations contraste avec le fracas des armes pendant la guerre. Mais l'opération est ultrasensible. On redoutait un attentat suicide,

en cas de problème. Dans une récente vidéo, deux hommes avaient menacé de garder leurs ceintures d'explosifs durant le trajet.

Combien de rebelles étaient finalement assiégés à Alep-Est ? C'était une des nombreuses énigmes du drame. 1500 à 4000, affirmait-il y a huit jours Staffan de Mistura, l'émissaire de l'ONU pour la Syrie. En 24 heures, mercredi et jeudi, 5000 sont déjà sortis, selon le CICR. Il en restait environ un millier jeudi après-midi qui devaient être évacués dans la soirée. Soit un total d'environ 6000 insurgés, sans compter les quelques milliers qui avaient préféré partir auparavant.

Selon une source officielle syrienne, 350 à 400 combattants étrangers étaient à Alep-Est, pour la plupart membres de l'Armée du Levant, l'ex-branche locale d'al-Qaida, dont le nombre de militants était également sujet à caution - 200 selon la France, 900 selon l'ONU, 1000 à 1500 selon la Russie.

Où sont les observateurs mandatés par une récente résolution de l'ONU ? « Ils sont deux, affirmait hier un huma-

nitaire à Ramoussa. Ils sont restés dans leurs voitures à distance » des évacuations.

Et combien de civils subissaient les bombardements de l'armée syrienne ? Depuis jeudi dernier, 27 000 sont sortis d'Alep-Est, selon le CICR qui en a escorté dans des villes situées à l'ouest d'Alep, comme Hourem, entre les mains des insurgés. Beaucoup de ces civils ont été pris en charge par des associations caritatives du Qatar, du Koweït ou par l'Union des organisations de secours et de soins médicaux.

Fin novembre, entre 30 000 et 40 000 autres civils avaient déjà quitté le réduit d'Alep-Est pour se réfugier à Alep-Ouest, en secteur gouvernemental. Si l'on y rajoute 10 000 ou 15 000 autres, on atteint le chiffre d'environ 100 000 civils, soit très loin de l'estimation de 250 000 personnes prisonnières des violences, fournie par les Nations unies au démarrage du siège d'Alep-Est, le 15 novembre. « Il fallait aider les insurgés », confie depuis Genève un fonctionnaire onusien.

Les rebelles ont été défaits, mais ils ne sont pas sortis d'Alep la tête basse. Ils avaient également exigé de partir avec certains de leurs équipements qu'ils avaient entassés sous des couvertures dans des voitures, des vieux camions et des taxis qui suivaient leur bus. Au total une bonne vingtaine de véhicules, souvent en très mauvais état. Là encore, les soldats russes n'ont procédé qu'à une vérification de routine. Surréaliste face-à-face entre des rebelles, tous barbus, assis sur leur fatras à l'arrière de leurs vieilles carcasses, défilant, kalachnikov à la main, à cinq mètres d'une poignée de soldats syriens, de militaires russes et de quelques miliciens chiïtes du Hezbollah. Pas un mot, pas une photo, pas un geste. Mais la haine, le dépit et l'accoutumance aux violences se lisaient sur les visages de ces acteurs d'une guerre, loin d'être terminée. ■

Vingt-neuf civils, dont huit enfants, tués dans des frappes turques à al-Bab

Au moins 29 civils, dont huit enfants, ont été tués jeudi dans des frappes aériennes de l'armée turque contre la ville syrienne d'al-Bab, fief du groupe État islamique (EI) dans la province d'Alep (Nord), a annoncé l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). La Turquie a lancé en août une opération baptisée « Bouclier de l'Euphrate » dans le nord de la Syrie qui vise à lutter contre deux groupes qu'elle considère comme « terroristes » : l'EI, mais aussi les combattants des Unités de protection du peuple kurde (YPG), alliées de

Washington dans la lutte contre les djihadistes. Les combats se sont intensifiés ces derniers jours autour d'al-Bab entre les rebelles soutenus par l'armée turque et l'organisation État islamique retranchée dans la ville du nord de la Syrie. Les rebelles appuyés par les soldats turcs ont quasiment achevé de prendre le contrôle d'un secteur en hauteur situé autour de l'hôpital de la ville. « Lorsque cette zone aura été capturée, l'emprise de Daech sur al-Bab sera brisée dans une large mesure », a affirmé l'armée turque.



23 DÉCEMBRE 2016

Vidéo de soldats turcs brûlés vifs par l'EI: Ankara bloque Twitter

Istanbul, Alexandre Billette / 23 déc 2016

www.rfi.fr

En Syrie, le groupe Etat islamique (EI) a diffusé jeudi 22 décembre une vidéo montrant deux hommes présentés comme des soldats turcs brûlés vifs par les jihadistes. Dans la vidéo, l'organisation appelle ses membres à s'en prendre à la Turquie. Suite à la publication de cette vidéo, les autorités turques ont bloqué Twitter.

Pour empêcher la diffusion de la vidéo, les autorités turques ont réagi en bloquant l'accès à Twitter dans la nuit de jeudi à vendredi. Ceci n'a

pas empêché les Turcs de contourner le blocage et de commenter largement l'affaire sur les réseaux sociaux avec un mot d'ordre plutôt bien respecté : ne pas partager les images, pour ne pas faire écho aux atrocités de Daech.

Avec cette vidéo dans laquelle le bourreau parle en turc, l'organisation Etat islamique appelle ses partisans à « détruire la Turquie ». Un changement radical, alors qu'il y a un an encore, Ankara était soupçonné de fermer les yeux à sa frontière sur les combattants jihadistes qui venaient y trouver refuge.

LA TURQUIE EN PREMIÈRE LIGNE

La Turquie est désormais en première ligne



dans le nord de la Syrie contre les milices kurdes et contre Daech. L'armée turque a d'ailleurs connu jeudi 22 décembre le bilan le plus lourd depuis le début de l'opération Bouclier de l'Euphrate en août dernier : seize soldats ont été tués dans la bataille d'Al-Bab, au nord d'Alep.

La diffusion de la vidéo de l'EI a eu lieu quelques heures après des bombardements turcs contre la ville d'Al-Bab, fief de l'EI dans la région d'Alep. Ces bombardements auraient fait au moins 88 morts selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. ●

Les forces kurdes se rapprochent de Rakka



— Les Forces démocratiques syriennes ont entamé la deuxième phase de l'opération « Colère de l'Euphrate » visant à conquérir la ville de Rakka, fief de Daech en Syrie.

— Elles devraient lancer prochainement l'assaut sur le barrage de Tabqa, un objectif stratégique.

Qalaat Jabar (Syrie)
De notre envoyé spécial

Au treizième jour de la seconde phase de l'opération « Colère de l'Euphrate », destinée à déloger les djihadistes de Daech de la ville de Rakka, leur bastion syrien, les combattants des Forces démocratiques syriennes (FDS), composées essentiellement de Kurdes issus des unités de protection du peuple (YPG-YPJ) mais également de volontaires arabes, avancent village par village à l'ouest du fief de Daech, leur ultime objectif. Les corps des djihadistes tués dans la bataille sont exhibés comme des trophées par les combattants kurdes.

« C'était le commandant de l'unité de Daech, explique Ahmed Hussein, jeune combattant arabe, en désignant le corps d'un djihadiste. *Nous avons d'abord libéré ce village baptisé Shebher sur la route de Rakka* », poursuit-il, exhibant fièrement sa lourde mitrailleuse vers le ciel, ceinture de balles en bandoulière. « *Lors de notre arrivée, nous avons tué quatre combattants. Ils essayaient de convoier des véhicules. Nous avons mis la main sur de nombreux documents* ».

Sur ces champs de boue situés sur la rive est de l'Euphrate, l'avancée est rapide. Et pour cause, aucun abri naturel n'offre de refuge



Un soldat kurde prend le thé dans le village de Qalaat Jabar, libéré de Daech la veille.

Chris Huby/Le Pictorium

aux djihadistes, contraints de battre en retraite. Dans le ciel, le bourdonnement des drones de la coalition est permanent, les frappes aériennes opérées par les bombardiers américains ouvrent la voie aux FDS.

La capture du barrage de Tabqa tenu par Daech depuis 2013 ferait tomber le dernier verrou avant l'entrée dans Rakka.

Sur les routes défoncées qui mènent jusqu'au front, les convois des forces spéciales occidentales avancent par groupes de véhicules. Le plus grand secret est maintenu au sujet de leur rôle dans la région. Les médias ont interdiction de les approcher.

Le secrétaire de la défense américain, Ashton Carter, a annoncé l'envoi de 203 soldats supplémentaires, portant le nombre de ces forces spéciales dans le nord de la Syrie à un peu plus de 500. L'armée américaine a aussi livré des munitions en soutien aux forces kurdes. « *La coalition soutient les FDS avec*

des entraînements, des conseils et en appuyant les opérations, a-t-il expliqué. *Nous fournissons également un soutien matériel et aérien en frappant les positions djihadistes* ».

En ligne de mire des combattants kurdes, il y a le barrage de Tabqa, en amont du lac Assad. Sa prise permettrait de compléter l'encerclement de Rakka par l'ouest. La première phase de l'opération lancée le 6 novembre avait consisté à approcher la ville par le nord en sécurisant les deux rives du lit de la rivière Balikh.

Farhan Abou Asker, le commandant de la brigade des révolutionnaires de Rakka, intégrée au sein des FDS, l'assure : « *Nous avons d'ores et déjà avancé de 40 kilomètres. Il reste une dizaine de kilomètres avant que nous arrivions au barrage.* »

La capture du barrage de Tabqa tenu par Daech depuis 2013 ferait tomber le dernier verrou avant l'entrée dans la ville de Rakka. Depuis le village de Qalaat Jabar, composé d'une dizaine de maisons de terre battue, les combattants observent leur prochain objectif. « *Nous sommes ici sur notre dernière position avant les lignes de Daech. Nos camarades ont libéré ce village la nuit dernière et demain nous avancerons vers notre dernière position avant le barrage.* »

Construit dans les années 1970 avec le concours de l'Union sovié-

tique, le barrage est hautement stratégique et difficile à conquérir. Le bombardement de cet ouvrage d'art constituerait une catastrophe écologique pour les territoires irakiens situés en aval du fleuve, et une catastrophe humanitaire pour la Syrie. En cas de destruction, de vastes territoires en Irak seraient inondés, alors que l'est de la Syrie serait privé d'électricité.

Depuis le lancement de l'opération contre Rakka, les FDS ont capturé un territoire d'environ 560 km², au nord et à l'ouest de la ville. « *Pendant les opérations, nous avons perdu deux camarades et éliminé 35 djihadistes. Notre moral est au plus haut. Si Dieu le veut, la deuxième phase de l'opération sera finie d'ici à quatre ou cinq jours.* »

Matthieu Delmas

After battle, an Aleppo-like zone in a Kurdish enclave of Turkey

DIYARBAKIR, TURKEY

BY ROD NORDLAND

It was the end of the day in an underground tavern with no name. Beneath a domed Ottoman ceiling, with the lights down low and the music muted, patrons could just hear a distant rumbling through the basalt block walls, five centuries old.

"Bulldozers," explained the waiter, who also had no name. He was clearing the table. The bulldozers were clearing the rubble away from what used to be residential neighborhoods here in the Sur municipality of Diyarbakir city, the informal Kurdish capital and former stronghold of the outlawed Kurdish group, the Kurdistan Workers' Party, or P.K.K.

On a video monitor a soulful version of Leonard Cohen's "Dance Me to the End of Love" played, the audio coming from speakers scattered in nooks. The waiter turned up the volume with a remote.

It has been more than a year since the fighting started in Sur, with young supporters of the P.K.K. guerrillas digging trenches and manning barricades, and more than four months since that fighting ended, with at least 120 civilians, P.K.K. and Turkish security forces killed and scores of homes and buildings destroyed.

The Turkish Army and police won, but victory brought an Aleppo-like landscape. Two dozen acres of the old city have been cleared of the rubble so far, leaving a featureless circular gash on aerial maps. The damage is mostly invisible from street level though, because alleyways leading to the most devastated areas have been walled up where they intersect with streets that have reopened for business. Three of Sur's neighborhoods still remain under curfew.

The only apparent entry road to the leveled heart of Sur has a huge curtain strung from building to building across it, and a Scorpion armored police vehicle parked in front painted a menacing shade of black instead of the usual white.

Sur was one of the most pro-P.K.K. neighborhoods of the heavily pro-P.K.K. city of Diyarbakir, the biggest Kurdish city in the world and the unofficial capital of Turkey's eastern Kurdish regions. Kurds make up an estimated sixth of Turkey's population, and most of them either openly support the outlawed P.K.K., or vote for the legal party, the Kurdish Peoples' Democratic Party, or H.D.P., which shares much of the guerrillas' political platform.

The name "Sur" means "city wall,"



Police officers stood guard last December in Diyarbakir, Turkey, during a protest.

and refers to the 16-foot-thick ancient Roman walls, longer than Jerusalem's and better preserved than Rome's, which loop around the municipality and embrace the older parts of Diyarbakir. Once a magnet for tourists, Sur is now festooned with numerous little police posts, parked Scorpions everywhere, and plainclothes officers sauntering around with assault rifles and holstered pistols.

About the only foreign visitors to Sur these days are occasional European leftists showing solidarity, and foreign journalists, who seem to get arrested on sight — two on a recent Saturday, just a day before my visit.

"You journalist?" asked the waiter, who preferred to be nameless than be jailed. "Don't worry, you can trust us."

He recommended an Assyrian red, a young wine from a combination of local grape varieties, okuzgozu and bogazkere, served slightly chilled in a large goblet. "Homemade, 100 percent organic." He poured it from a bottle with no label.

This may sound corny, but on the video monitor "We Are the World" started playing (showing Cyndi Lauper recording her segment). Possibly that was the waiter's idea. He got right to the point without being asked a question. "Every day my friends are going to the mountain, teachers, lawyers, doctors, so many," he said. "There is no one who believes in talking anymore."

The fighting in Sur was mirrored in half a dozen other Kurdish towns and districts, the first time the 40-year-old Kurdish conflict in Turkey had erupted on such a scale in urbanized areas.

While the fighting mostly ended last spring, arrests of people accused of supporting the P.K.K. have gone on ever since, punctuated by terrorist bombings blamed on the P.K.K.

After a failed coup in July — which had nothing to do with Kurds — the Turkish government declared a state of emergency and used those powers to

greatly increase arrests of mainstream politicians, especially here in Diyarbakir.

The Kurdish journalist Sedat Yilmaz pulled up a chair and the waiter also poured him a glass of the Assyrian red. Mr. Yilmaz's online news agency — like nearly all Kurdish publications — has been shut down under the emergency powers.

"This is my first time back to Sur since it all happened," he said.

The tavern was half full. Ten other customers were at several tables but the waiter said there was nothing to worry about in talking to any of them. The only pro-government people in Sur, he said, were the police.

And there were no plainclothes officers in the tavern with no name.

Anyway, said Mr. Yilmaz, "Nowadays we don't even worry about arrest. We worry about death."

Four Kurdish men in their late 20s, all old friends, were at one table sipping from curved tea glasses and at first wanted to give their full names, but then thought better of it. They had all recently lost their jobs in the purges of more than 100,000 state employees that followed the failed coup.

Two were teachers who had participated in a one-day protest strike here, and all strikers were fired. One was an auditor for a government office who was forced out of his job because, he said, he subscribed to a now-banned Kurdish newspaper. Mahmut, who gave his first name only, was a manager in a government office, purged just three days earlier without any clear reason. He was told his continued employment would be "inconvenient," he said.

"They cannot discipline us by taking our bread from our hands," Mahmut said. "We want our collective rights. They don't want any democratic space for anyone. They destroyed every peaceful means and our young people, they have no other solution, they're going to the mountain, there is no other way." ●

REPORTAGE

AL-JARAF (IRAQ) - envoyé spécial

Autour de Mossoul, l'heure de la vengeance a sonné

Quatre fois, Ahmad Atallah a donné son fils. La première, c'était aux djihadistes de l'organisation Etat islamique (EI), en mai. Le jeune homme, Alaa, 26 ans, avait voulu rejoindre leurs rangs avec une quarantaine de copains de son village, Al-Jaraf, situé au sud de l'antique cité assyrienne de Nimroud, dans les campagnes de Mossoul. « Ces imbéciles se poussaient du coude. Ils pensaient que c'était quelque chose, de porter une arme », explique le père. Après un mois de formation idéologique à Mossoul, Alaa, éccœuré, était revenu au village, prétend-il.

« La hisba [la police de l'EI] est venue chez nous. Je leur ai donné Alaa. Je le donnerais à quiconque me le demande! Je ne vais pas mettre toute ma famille en danger pour ses bêtises », dit Ahmad, ancien policier et père de sept enfants. Quand l'armée a libéré Al-Jaraf, le 6 novembre, le père n'a pas attendu qu'on le lui demande: il a mené son fils au premier militaire venu. « J'étais certain qu'ils allaient le tuer. J'ai dit à Alaa: "Tu as choisi le mauvais chemin, même si c'était pour une heure. Tu dois payer." Si nous cachons nos enfants, alors les terroristes seront bientôt de retour parmi nous. » Alaa n'avait pas participé aux combats, l'armée l'a relâché.

Ahmad a encore livré son fils, qui en rigole, à une milice tribale sunnite locale – ils n'en ont pas voulu – puis à des miliciens chiites de la Ligue des vertueux, qui avaient forcé, de nuit, la porte de la maison familiale. « Ils ont pointé un pistolet sur moi. Ils m'ont dit qu'ils savaient que mon fils était avec Daech, que je le cachais. Je suis allé le réveiller... » Alaa a été battu, fouetté durant quatre jours puis rendu aux siens. Depuis, il n'a pas mis le nez dehors. « Il n'y a plus de loi. Les gens ont le sang qui bout », souligne l'oncle d'Alaa, Hamed Atallah Mohamed, un ancien du village. Depuis un mois, l'armée a disparu d'Al-Jaraf. Elle est montée au nord et s'approche lentement de l'aéroport de Mossoul. En attendant le retour des administrateurs, de la police, de l'Etat, le chapelet de villages qui longe cette route au bord du Tigre est livré à lui-même. C'est le temps des arrangements entre tribus, entre petits et grands collaborateurs, les prémices d'un cycle des vengeances, après deux ans de règne de l'EI.



Des détenus soupçonnés d'appartenir à l'EI, le 29 novembre dans le gouvernorat de Ninive.

LORENZO MELONI/MAGNUM PHOTOS POUR « LE MONDE »

Soupçons de zèle

Ces derniers jours, la milice sunnite du cheikh Ali Al-Bayati reçoit un flot continu de volontaires. Elle compte 1200 hommes, selon son chef. Les jeunes veulent des armes – les milices chiites, bien plus nombreuses et mieux équipées, leur ont fourni des pétroliers.

Pour les salaires, on verra plus tard. « Je veux protéger mon village et me venger », prévient un milicien, Sobeh Hassan, qui traîne au soleil devant une cellule où sont enfermés sept collaborateurs supposés de l'EI.

« Nous ne mettons la main que sur des collaborateurs et des informateurs de Daech. Ça n'est pas satisfaisant », regrette-t-il. Les combattants, les principaux responsables de l'EI ont été tués, ou ont fui vers Mossoul avec leur famille. On a réduit leurs maisons en tas de gravats. Mais les miliciens sont soupçonnés de faire du zèle. Dans les villages de la région, dans une zone dominée par la tribu Al-Sabaoui, les organisations Amnesty International et Human Rights Watch ont documenté des détentions abusives et des disparitions. A Hammam Al-Alil, à Choura, la police fédérale tient de très près une population accusée d'avoir massivement collaboré. La milice d'Ali Al-Bayati, quant à elle, a transféré 70 prisonniers depuis un mois aux services de renseignement. Le chef en est certain: « Les villageois savent qui a fait quoi. Nous ne faisons pas d'erreurs. »

A quelques kilomètres, au village de Houd, dont certains habi-

« Nous les avons aidés, et, s'ils reviennent, nous les applaudirons, parce que nous avons peur »

HAMED ATALLAH MOHAMED
habitant d'Al-Jaraf

tants se sont soulevés contre l'EI à l'approche de l'armée, le cheikh Saadi Abdelkarim El-Waga, de la puissante tribu des Jobour, est lui aussi catégorique: « Daech s'est montré au grand jour. Ce n'étaient plus des insurgés discrets, comme avant avec Al-Qaïda. »

A Houd et dans quatre villages des environs, les cheikhs se sont réunis pour décider d'un premier cadre dans lequel la justice tribale devra s'appliquer. « Les informateurs de Daech, ceux qui ont hébergé des combattants, comme ceux qui montaient dans leurs voitures pour les guider, devront mourir, si deux ou trois témoins affirment qu'ils sont coupables. Les frères, les pères et les familles des membres de Daech, qui vivaient sous le même toit, devront quitter leur village. Ceux qui vivaient dans d'autres maisons pourront rester », estime-t-il.

Mais, à Al-Jaraf, les anciens aimeraient que ce tri soit mené avec plus de clémence. Le village compte 275 familles. Dans le jardin de l'un d'eux, ils s'interrogent à haute voix: combien y avait-il de membres de l'EI ici? « 25 ou

30 », tente Hamed Atallah Mohamed. « Tu plaisantes? Au moins 80 », répond un ancien général de l'armée de Saddam Hussein. « Mais, dans cette rue seulement, il y en avait 80 », dit un administrateur local. « S'il faut être honnête, les trois quarts du village étaient avec Daech, reconnaît Hamed Atallah Mohamed. Il y avait des combattants parmi toutes les tribus. Nous les avons célébrés, aidés, et, s'ils reviennent, nous les applaudirons, parce que nous avons peur. Que pouvons-nous faire? On ne va pas condamner à mort tout le village. »

« Boucliers humains »

Récemment, Hamed a reçu un voisin en ambassade. Ses deux neveux, un ingénieur et un ex-étudiant en médecine, collaborent avec l'EI à Mossoul, depuis l'été 2015. Ils ont travaillé à l'hôpital Al-Jomhour et n'auraient pas combattu. Leur père, qui était pourtant resté neutre, les a rejoints à l'approche de l'armée, par peur de subir la vengeance du village. L'oncle Waad Abdullah le jure: il n'a aucun contact avec eux par téléphone. Mais pourraient-ils revenir sains et saufs, s'ils se décidaient à quitter la ville assiégée?

« Il faudra attendre la fin de la bataille pour tout régler, dit le chef tribal Saadi Abdelkarim El-Waga, qui s'était affiché à la télévision avec le premier ministre chiite Nouri Al-Maliki, avant l'EI, et qui a perdu depuis 18 cousins, et trois femmes de sa famille. Daech a amené des villageois à Mossoul comme boucliers humains. Ils risquent de se venger sur eux. »

Certains villageois se méfient de cet ordre tribal, dont ils estiment qu'il a été incapable de prévenir la montée de l'EI. Des insurgés, pourtant bien identifiés dans les villages avant la prise de pouvoir des djihadistes, n'en avaient pas été chassés, ni leurs familles. « Ici, les pères n'ont eu aucun contrôle sur leurs fils! Alors les cheikhs... », souligne Rafid Al-Jobouri, responsable de sécurité de l'opérateur téléphonique Asiaccell dans le district. Il attend, sans grand espoir, le retour de l'Etat, dominé par les partis chiites, qui suscitait avant l'EI une défiance générale. ■

LOUIS IMBERT

PROCHE-ORIENT

LE GRAND BOULEVERSEMENT

Cent ans après les accords Sykes-Picot, qui ont tracé ses frontières, la région est en proie au chaos. Un « grand jeu » dont l'Irak sort gagnant

Alep, Mossoul. Deux batailles distinctes, avec des coalitions différentes, voire antagonistes, dans deux pays séparés. Et pourtant nul ne peut s'empêcher de dresser des parallèles, de chercher des similitudes. Dans le chaos de la guerre, tirer les fils de l'histoire pour comprendre ce qui se passe. La rébellion d'Alep-Est – où les groupes djihadistes étaient minoritaires et l'organisation Etat islamique (EI) absente – a succombé aux coups de boutoir de l'armée syrienne, de l'aviation russe, des gardiens de la révolution iraniens et des miliciens chiites venus du Liban, d'Irak et d'Afghanistan. A Mossoul, l'armée irakienne, appuyée par des peshmergas kurdes et des milices chiites qu'encadrent des officiers iraniens, mène une bataille avec le soutien aérien de la coalition internationale contre l'EI pour arracher la deuxième ville d'Irak aux griffes du mouvement djihadiste, qui l'avait érigée en capitale de son « califat ».

Depuis les révolutions arabes de 2011, l'histoire s'est accélérée au Proche-Orient. Pour le meilleur, a-t-on voulu croire au début. Pour le pire, par la suite. Depuis un siècle, les guerres se sont succédé sans répit dans cette région. D'où vient, alors, cette impression que les conflits en cours sont d'une autre nature ? Qu'ils vont décider de l'orientation politique des Etats, mais aussi de leurs frontières et de leur survie ?

La Syrie et l'Irak sont les deux pays qui englobent les mosaïques communautaires les plus complexes (à l'exception du Liban) de cette région. Tous deux ont été dirigés par des juntes baasistes et confessionnelles. L'une, sunnite, de Saddam Hussein en Irak (jusqu'en 2003), et l'autre, alaouite, des Assad, qui s'accroche encore au pouvoir en Syrie, ont volé en éclats.

En Irak, la chute a commencé dès la défaite de Saddam Hussein dans la guerre du Golfe de 1991. L'instauration par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France d'une zone d'exclusion aérienne, au nord puis au sud du pays, pour protéger les populations kurdes et chiites qui s'étaient soulevées, a brisé le tabou de la souveraineté des Etats. Et, pour la première fois, une autonomie – celle des Kurdes d'Irak – a pu prospérer.

L'invasion américaine de 2003, décidée



Plaque de véhicule estampillée « Etat islamique », « province de Ninive », à Mossoul (Irak), le 6 novembre. LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

dans la foulée des attaques du 11-Septembre, achève de mettre à bas l'Etat irakien, tout en déchaînant des forces incontrôlées. Côté syrien, le retrait forcé du Liban, en 2005, puis le soulèvement populaire de 2011 ont irrémédiablement ébranlé le pouvoir central et sa férule sur la société. Cet affaiblissement sans précédent des Etats va-t-il conduire à leur démembrement et à un processus de recomposition des frontières régionales ?

Les frontières sont-elles remises en cause ?

Enivré par sa conquête surprise de Mossoul en juin 2014, l'EI a proclamé un califat universel et l'abolition des frontières coloniales fixées par les accords Sykes-Picot. Ce moment « historique » est mis en scène dans une vidéo montrant un bulldozer en train de détruire un poste-frontière entre l'Irak et la Syrie – la fameuse ligne Sykes-Picot, tracée au cordeau dans le désert –, réunifiant ainsi les terres arabes. La démonstration est fallacieuse et tron-

quée, mais l'EI met le doigt sur une anomalie majeure : la séparation artificielle entre Alep et Mossoul, plus proches – culturellement, commercialement, religieusement – l'une de l'autre que de leurs capitales respectives.

Si le califat de l'EI s'était limité à un « sunnistan » répondant aux aspirations des sunnites d'Irak et de Syrie, opprimés par les pouvoirs de Bagdad et Damas, peut-être aurait-il eu une chance de survie. A la condition, aussi, de trouver des appuis parmi ses voisins, à commencer par la Turquie et l'Arabie saoudite, les deux grandes puissances sunnites régionales, ainsi qu'auprès des Kurdes, majoritairement sunnites. Mais l'EI, en s'attaquant à tous, n'a pas su pérenniser son projet d'Etat et a provoqué une mobilisation générale contre lui.

Aujourd'hui, alors que l'organisation djihadiste est sur le point de perdre Mossoul et que son fief syrien de Rakka est menacé, la disparition des Etats irakien et syrien ne semble plus à l'ordre du jour. Même affaiblis, délégitimés et sans contrôle sur leur territoire, ils demeurent des fictions nécessaires. Ne serait-ce que parce qu'ils procurent des passeports – indis-

pensables aussi si l'on se prépare à une vie de réfugié, en Europe ou ailleurs. Six décennies d'histoires nationales ont abouti à la formation d'identités et de récits nationaux.

Les frontières, partiellement gommées et régulièrement violées, demeurent elles aussi des fictions nécessaires. Les redessiner ouvrirait la voie à d'interminables remises en cause. L'Etat turc, qui revendique les villes irakiennes de Mossoul, de Tal-Afar et de Kirkouk au nom de son passé ottoman, ne saurait remettre en cause les frontières de l'Irak sans se voir poser, en boomerang, la question d'un Etat kurde dans le sud-est de son propre territoire.

Même l'Iran, qui passe son temps à déstabiliser ses voisins par le truchement de milices, est devenu le chantre de la souveraineté des Etats hérités de la colonisation – notamment en Syrie, justifiant ainsi son soutien au régime d'Assad. En fin de compte, la seule menace réelle pesant sur les frontières est celle posée par la question d'un éventuel Etat kurde.

Y aura-t-il un Etat kurde ?

Les Kurdes ont été les grands lésés du découpage de l'Empire ottoman après la première guerre mondiale. La promesse d'un Etat kurde, faite à Sévres (1920) au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, a été reniée à Lausanne (1923) au nom de la restauration de l'Etat turc. Près d'un siècle plus tard, la perspective d'un Etat kurde n'a jamais été aussi favorable. Les pouvoirs centraux d'Irak et de Syrie ont abandonné le contrôle des territoires de peuplement kurde. Quant aux pays occidentaux, peu désireux d'envoyer leurs troupes combattre l'EI au sol, ils ont contribué au renforcement des forces kurdes. Finances, armes et formations militaires ont ainsi été délivrées au gouvernement régional du Kurdistan autonome (KRG), dirigé par Massoud Barzani, mais aussi au Parti de l'union démocratique (PYD), le parti-milice hégémonique au Kurdistan syrien, affilié au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, en guerre contre l'Etat turc depuis 1984).

La disparition territoriale de l'EI pourrait cependant être porteuse de conflits. Notamment en Irak, où la crise entre les Kurdes et le pouvoir central s'annonce explosive autour de la question des « territoires contestés », cette large bande qui borde le KRG au sud, de Tal-Afar à Kirkouk, en passant par la plaine de Mossoul. Où passera la frontière ? Vers quelle loyauté pencheront les innombrables communautés présentes : chrétiens, yézidis, Shabaks, Turkmènes chiïtes et sunnites. Arabes sunnites ? Quel facteur l'emportera : l'appartenance confessionnelle, la solidarité ethnique, les choix politiques ?

Dans ce contexte, l'avenir de Mossoul est déterminant. Massoud Barzani, soutenu par la Turquie, défend une gestion autonome sunnite de la ville et de sa province (Ninive). Le Kurdistan autonome pourrait alors s'unir avec les Arabes sunnites contre les velléités recentralisatrices de Bagdad. Mais le chemin vers l'indépendance reste hasardeux. Rien ne dit que les Kurdes ne seront pas victimes d'une nouvelle trahison de leurs parrains occidentaux. Ces derniers sont divisés (Ankara et Washington sont à couteaux tirés) et peu désireux de s'impliquer.

La région du Kurdistan d'Irak est en outre

fragile : politiquement divisée, économiquement peu développée – la rente pétrolière s'est effondrée –, et en proie aux ingérences de Téhéran et de Bagdad, qui instrumentalisent le PKK, grand rival kurde du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani. La cassure entre PKK et PDK, aux modèles politiques opposés (féodalisme du PDK contre socialisme du PKK) et aux différences culturelles réelles (dialectes), traverse la société kurde dans son ensemble.

Au Kurdistan syrien, le PYD a toujours pris garde d'appeler à l'indépendance – contrairement au PDK en Irak. Il fait pourtant l'objet de la double hostilité d'Ankara et de Damas. Bachar Al-Assad, qui a appuyé les Kurdes tant que ceux-ci pouvaient faire pièce à la rébellion arabe, n'a jamais fait mystère de son intention de reconquérir l'intégralité du territoire syrien. Le Turc Erdogan, lui, est prêt à tout pour mettre en échec l'émergence, à ses frontières, d'une entité kurde autonome et hostile.

Les Empires ottoman et russe sont-ils de retour ?

Isolé diplomatiquement, affaibli économiquement et fragilisé par des troubles internes, Recep Tayyip Erdogan a opéré, en 2016, un rapprochement spectaculaire avec la Russie de Poutine, devenu maître du jeu en Syrie depuis son intervention armée en septembre 2015. En échange de l'arrêt de son aide aux rebelles syriens et de l'abandon d'Alep, le président turc a obtenu le droit d'intervenir en Syrie, dans la région de Djarabulus, pour en chasser l'EI (responsable d'une série d'attentats en Turquie) mais aussi les Kurdes du PYD.

Le but principal de l'opération « Bouclier de l'Euphrate » est d'occuper la place laissée vacante par l'effondrement de l'EI. Il s'agit d'éviter que le Kurdistan syrien serve de base arrière au PKK, défait dans la « guerre des villes » de 2015-2016 en Turquie, mais avide de revanche. Jusqu'où la poussée turque en Syrie s'étendra-t-elle ? Moscou semble prêt à donner beaucoup à Ankara, pour détourner la Turquie de l'OTAN. Mais ni Bagdad ni Téhéran n'ont l'intention de laisser l'armée turque aller trop loin.

En réclamant un rôle dans la bataille de Mossoul et dans l'« après-EI » (au prétexte de la présence du PKK dans le nord de l'Irak), Ankara a déjà provoqué une grave crise avec Bagdad. La Turquie justifie aussi son interventionnisme au nom de la protection des populations sunnites et turkmènes locales, face aux

milices chiïtes. Plus inquiétant, le président turc a remis en cause à plusieurs reprises le traité de Lausanne (1923) fixant les frontières de son pays au profit de ce qu'il appelle les « frontières du cœur ». La disparition du califat de l'EI, le retrait de l'Arabie saoudite, engluée dans son aventure yéménite, et les difficultés de l'Egypte laissent libre cours aux prétentions de M. Erdogan au leadership sunnite. Cette posture risque de l'em mener à la confrontation avec l'Iran chiïte. Son révisionnisme historique et sa volonté de modifier les frontières sont par ailleurs susceptibles de lui aliéner une partie de l'opinion arabe sunnite. Sans compter les objections russes à une montée en puissance incontrôlée de la Turquie.

En dépit de leur récent rapprochement, Ankara et Moscou restent opposés par l'histoire et la géographie. La Russie, grâce à son intervention spectaculaire en Syrie, compte s'imposer comme un acteur majeur au Proche-Orient. Elle a doublé sa base navale de Tartous d'une base aérienne à Hmeimim, et l'accès à la mer Méditerranée lui est désormais acquis. Le rôle revendiqué par Moscou dans la région n'est d'ailleurs pas tant une nouveauté qu'un retour. Avant la dénonciation par les bolcheviques des accords Sykes-Picot, le partage de l'Empire ottoman par les puissances alliées prévoyait en effet que Constantinople soit dévolue à la Russie, « protectrice » des lieux saints de Palestine et des communautés orthodoxes du Proche-Orient. Mais cette ambition risque de se heurter aux prétentions à l'hégémonie régionale de l'Iran.

Quels Etats après la tourmente ?

Les frontières du Proche-Orient ne seront probablement pas remises en cause. L'Irak et la Syrie vont continuer à exister, mais affaiblis, délégitimés, incapables de contrôler l'ensemble de leurs territoires. L'Irak est déjà le meilleur exemple de ce nouveau genre d'Etat failli. Sa Constitution, adoptée en 2005, reconnaît le fédéralisme sans que celui-ci ait jamais vraiment été appliqué, à l'exception de la région autonome du Kurdistan, qui, elle, a outrepassé ses prérogatives en délivrant des visas, en vendant directement son pétrole à l'étranger et en créant sa propre armée. La région de Bassorah, au sud, d'où viennent la majorité des exportations pétrolières du pays, n'a pas obtenu le statut fédéral espéré, en raison de la volonté de Bagdad de contrôler le principal « tiroir-caisse » du pays.

L'idée, régulièrement avancée, de diviser l'Irak en trois entités fédérées – kurde au nord, sunnite au centre et chiïte au sud – est utopique. Elle fait fi du mélange communautaire encore important en Irak, notamment dans la province orientale de Diyala, malgré une décennie de « nettoyage » ethnico-confessionnel. Sans compter le sort de la capitale, Bagdad, qui ne pourrait, en raison de sa composition mixte, être rattachée à aucune de ces trois régions. La démonstration est valable pour la Syrie, où, par exemple, les Kurdes ne disposent pas d'une continuité territoriale. De même que les alaouites ne sont pas majoritaires à Lattaquié, censée être leur « capitale ».

Plutôt que la constitution de grands ensembles cohérents, c'est vers la fragmentation du territoire en micro-entités ethniques ou

**LA DISPARITION
TERRITORIALE DE L'EI
POURRAIT ÊTRE
PORTEUSE DE CONFLITS,
NOTAMMENT EN IRAK,
OÙ LA CRISE ENTRE
LES KURDES ET LE
POUVOIR CENTRAL
S'ANNONCE EXPLOSIVE**

confessionnelles que l'on s'oriente. Pendant les deux années de guerre contre l'EI, les milices locales d'autodéfense ont essaimé : sunnites, chrétiennes, yézidiennes. Face à la faillite de l'armée, chaque communauté ou tribu n'a plus confiance qu'en elle-même. Les puissances régionales ont alimenté ces milices en armes, quand elles n'en ont pas créé de nouvelles. Ainsi, la communauté yézidie possède des milices pro-PDK (le parti dominant du Kurdistan d'Irak) et d'autres proches du PKK, son rival kurde turc. Autre exemple : une bataille oppose d'ores et déjà Kurdes et Turkmènes chiites dans la ville de Touz Khormatu, au cœur des territoires contestés (les sunnites ayant été expulsés à la faveur de la guerre contre l'EI). Cette fragmentation se retrouve en Syrie où, malgré le recul de la rébellion face aux forces pro-Assad, l'armée syrienne n'a pas les hommes nécessaires pour maintenir un contrôle permanent du territoire. Le retour de l'EI à Palmyre l'a prouvé. Des centaines de petits fiefs ont été établis par des chefs rebelles locaux, mais aussi par des milices pro-gouvernementales, syriennes ou étrangères.

Dans ce nouveau cadre mouvant, le Hezbollah libanais fait figure de modèle : à la fois parti politique, milice armée et faction confessionnelle. Créé par l'Iran khomeyniste avec l'aide de la Syrie de Hafez Al-Assad au début des années 1980 pour lutter contre l'occupation israélienne du Liban, le « parti de Dieu » s'est développé, au point de devenir une entité aussi puissante qu'un Etat – voire plus dans le cas de l'Etat libanais – et un acteur transnational. Il est présent en Syrie, où il a été le fer de lance dans la bataille d'Alep, ainsi qu'en Irak et au Yémen, où ses instructeurs forment des cadres à son image : disciplinés, efficaces et fidèles au Guide suprême iranien. Le Hezbollah a tous les avantages d'un Etat sans les inconvénients, et toutes les caractéristiques d'une armée...

Qui est le gagnant du « grand jeu » en cours ?

Moins visible et médiatisée que la Russie de Vladimir Poutine, la République islamique d'Iran est le grand vainqueur des bouleversements en cours. Preuve de son habileté stratégique, c'est la seule puissance à avoir mené de concert les batailles de Mossoul et d'Alep, bénéficiant, en Irak, de la couverture aérienne américaine (et française) et, en Syrie, de celle de la Russie. Ces alliances de circonstance, pas même assumées dans le cas américain, n'ont jamais fait perdre de vue à Téhéran son objectif d'hégémonie régionale.

L'Iran a su utiliser la guerre en Syrie pour raffermir son emprise sur le pays, qui s'apparente désormais à une occupation. Ses instructeurs ont formé les milices prorégime, rassemblées sous le nom de Forces de défense nationale (FDN), sur le modèle iranien des *bassidji*. L'Iran peut partir de Syrie – bien qu'il n'en soit pas près –, il y a implanté sa matrice.

Au Liban, le Hezbollah, bras armé de l'Iran dans le monde arabe, n'a jamais été aussi puissant. Il a imposé son allié chrétien, le général Michel Aoun, à la présidence de la République. La position hégémonique du parti chiite, désormais perçu dans une partie de la population chrétienne comme un



Des habitants du quartier Saddam, dans l'est de Mossoul, quittent leur maison, proche des combats entre les forces antiterroristes irakiennes de la Division d'or et les djihadistes de l'organisation Etat islamique, le 9 novembre.

LAURENT VAN DER STOCK
POUR « LE MONDE »

rempart contre le djihadisme sunnite, le dispense même d'exercer le pouvoir. Il se contente de fixer règles et lignes rouges, quitte à intervenir en cas de besoin.

En Irak, la guerre contre l'EI a également profité à l'Iran, qui a pu intervenir directement dans les affaires sécuritaires de son voisin au moyen des milices chiïtes, créées pour contrer la ruée djihadiste vers Bagdad en 2014. Ces milices, qui entrèrent sans doute au Parlement après la guerre, permettent à Téhéran de peser sur le jeu politique chiïte et de contrôler les vellétés d'indépendance de certains leaders un peu « trop » nationalistes, à l'instar du cleric Moqtada Al-Sadr. En volant au secours du Kurdistan irakien, attaqué par l'EI en août 2014, l'Iran a aussi noué des liens fructueux avec le PDK de Massoud Barzani, tout en profitant de la guerre en Syrie pour se rapprocher du PYD syrien et de son allié turc, le PKK.

L'Iran a réussi à bâtir un corridor quasi continu d'accès à la mer Méditerranée, à travers le contrôle, direct ou indirect, de territoires en Irak, en Syrie et au Liban par milices, gouvernements et alliés interposés. Cette thèse, développée dans un article du quotidien britannique *The Guardian* paru le 8 octo-

bre, a trouvé un début de confirmation avec l'annonce, en décembre, de l'existence d'une base militaire commune russo-iranienne en Syrie. L'accès à la Méditerranée est essentiel pour l'Iran pour des raisons sécuritaires (la livraison directe d'armes sophistiquées au Hezbollah libanais, en première ligne contre Israël) et énergétiques (l'exportation du pétrole et du gaz iraniens vers l'Union européenne).

Face à l'Arabie saoudite, son grand rival régional, confessionnel (sunnisme contre chiisme) et politique (monarchie contre république), l'Iran ne cesse de marquer des points. Avec la chute d'Alep, la défaite saoudienne est consommée en Syrie. Pire, la guerre lancée au Yémen par Riyad au printemps 2015 pour chasser du pouvoir les houthistes, des rebelles d'obédience chiïte soupçonnés de proximité avec l'Iran, tourne au fiasco militaire, humanitaire et médiatique. À l'automne, les combattants houthistes ont tiré à plusieurs reprises des missiles en direction de grandes villes saoudiennes, dont Djeddah et La Mecque.

L'Iran est le seul pays de la région à avoir su mêler *soft* et *hard power*, nouer des alliances sans perdre de vue ses intérêts, mobiliser tour à tour la foi religieuse (chiïte) et la rationalité politique, à contrôler sans intervenir directement. Trois défis l'attendent encore : la cogestion, avec la Russie, de sa victoire en Syrie ; le risque de voir Israël prendre l'initiative d'une confrontation ; et l'incertitude créée par l'élection de Donald Trump, qui n'a jamais caché son hostilité envers la République islamique. Il reste enfin un obstacle, à terme insurmontable, à cette stratégie patiente et cynique de grignotage du Proche-Orient : l'Iran a beau être un pays musulman, il reste, en terre arabe, une puissance étrangère. ■

CHRISTOPHE AYAD

**L'IRAN A SU UTILISER
LA GUERRE EN SYRIE
POUR RAFFERMIR SON
EMPRISE SUR LE PAYS,
QUI S'APPARENTE
DÉSORMAIS
À UNE OCCUPATION**

À MOSSOUL AVEC LES FORCES SPÉCIALES FRANÇAISES

DE NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX DIDIER FRANÇOIS/EUROPE | (TEXTE)
ET THOMAS COISOUÉ POUR LE FIGARO MAGAZINE (PHOTOS)

LEUR MISSION : VOIR SANS ÊTRE VUS

Le général kurde Omer Salih Hassan avec deux hommes du COS dans les ruines d'un village repris aux islamistes de Daech avec l'aide de l'aviation française.



L'ennemi se terre en contrebas, retranché à la hâte sur les lisières d'une friche industrielle. Sur le recul et sous pression. Des abris rudimentaires, simples trous d'homme ou amas de gravats adossés à un entrepôt éventré, avec quelques parpaings de récupé-

ration alignés en guise de créneaux de fortune. La forteresse de l'Etat islamique a singulièrement perdu de sa superbe.

Pendant deux ans, les djihadistes avaient érigé, autour de Mossoul, un colossal système défensif rêvé inexpugnable. Champs de mines, entrelacs de tranchées et réseau tentaculaire de tunnels, censés protéger un califat proclamé éternel. Et pourtant. En seulement cinq jours, les milices kurdes en ont bousculé les premières lignes, faisant sauter toutes ses verrous d'une seule poussée. Dans l'élan, les unités antiterroristes de l'armée irakienne se sont engouffrées dans la brèche, forçant les islamistes à se retirer, sans espoir de rétablissement, jusqu'au centre de leur fief aujourd'hui assiégé. L'initiative a changé de camp. Sourire aux lèvres, le général Omer le constate en vainqueur, du haut de cette butte arrachée à l'ennemi par ses hommes, et d'où il domine

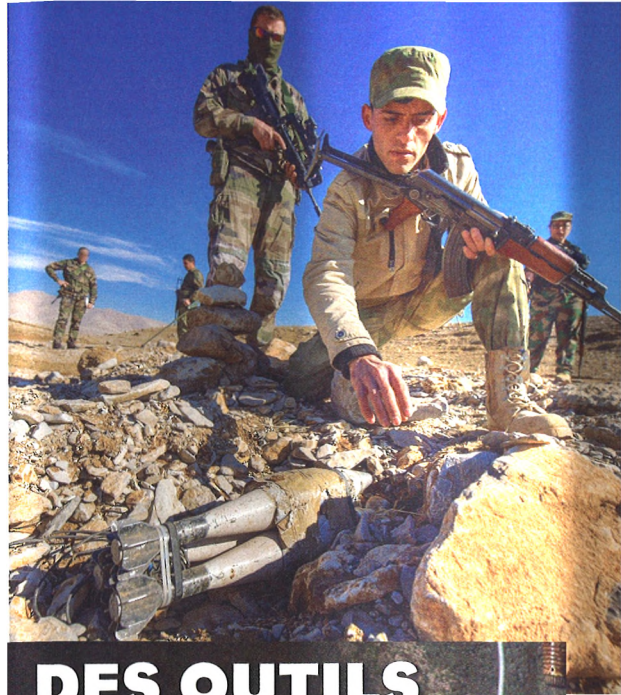
désormais le champ de bataille. « *La lutte, bien sûr, est loin d'être terminée. Mais l'issue ne fait plus aucun doute* », estime ce vieux soldat, aguerri par des décennies de campagnes et qui, malgré son rang et en dépit de son âge, mène lui-même ses peshmergas au combat.

Il examine une nouvelle fois la ligne de front, porte son regard sur l'horizon, les abords de Mossoul, et soupire de soulagement. « *Nous ne pouvons plus perdre... pas tant que nous recevrons cette aide de la coalition et le soutien de nos amis français.* » Car le général Omer n'en fait aucun mystère. « *Nous n'aurions pas réussi seuls. Ou alors, à quel prix ? Les peshmergas savent se battre. Ce sont des guerriers, braves et courageux. Mais il nous manque beaucoup de matériel, à commencer par les avions. Et aussi, certains savoir-faire. Les forces spéciales françaises ont été les premières à nous venir en aide, il y a plus de deux ans, le 8 août 2014, alors que les colonnes de Daech n'étaient plus qu'à 25 kilomètres de notre capitale. Ensemble, nous les avons arrêtées, grâce à des armes fournies par la France. Leurs instructeurs ont formé nos peshmergas et les ont préparés à reprendre l'offensive. Et leur soutien a été extrêmement précieux depuis le début de la bataille, par leurs conseils, leurs renseignements, l'appui aérien.* »

Le général a d'ailleurs noté, sur une feuille quadrillée, les coordonnées de deux points d'intérêt majeurs à ses yeux. Ses hommes y ont repéré, ces tout derniers jours, des activités suspectes. Trop d'allées et venues récentes dans une zone assez peu engageante, mais surtout, idéalement placée pour tenter une infiltration sur les arrières kurdes. Le général n'entend prendre aucun risque. Son aide de camp pointe les deux emplacements sur la carte ultradétaillée du commandant Pierre. Ce grand barbu, discret et longiligne, d'humeur toujours égale, sait l'importance qu'accordent les Kurdes à leur demande. Officier de liaison entre le Groupement de forces spéciales françaises en Irak et le haut commandement des peshmergas, depuis maintenant plusieurs mois, il a su se faire adopter par tous les membres de l'état-major qui connaissent son extrême disponibilité et reconnaissent la plus-value opérationnelle qu'apporte sa présence à leurs côtés. En relayant toutes leurs requêtes, le commandant Pierre est une sorte d'interface militaire, qui donne aux Kurdes accès à l'ensemble des capacités de la coalition occidentale. Comme une multiprise ou un adaptateur permettant de se brancher sur la gigantesque machine mise en place sous la houlette des Etats-Unis, pour fournir du renseignement et des appuis aux combattants locaux qui affrontent l'Etat islamique en Irak, ou en Syrie.

Pour le général Omer, c'est la garantie d'un accès à une palette de moyens dont ses miliciens n'auraient jamais pu rêver. Dès lors qu'il a glissé ses coordonnées au commandant Pierre, un énorme système d'investigations se met en marche pour confirmer ou infirmer les doutes de ses peshmergas. « *Imagerie satellite, vols de reconnaissance, interceptions, observations, l'ensemble de nos capacités sera mobilisé pour fournir une analyse consolidée à notre partenaire kurde.* » Et l'officier de liaison discutera alors, dans les détails, avec le général, toutes les options tactiques pour l'aider à trouver la meilleure des ripostes, la solution la plus adaptée pour répondre à toute nouvelle menace. « *Avec toujours en tête cet impératif, préserver au mieux la vie de ses hommes et celle des populations.* »

Car combattre Daech, c'est affronter un ennemi sans scrupule, inventant chaque jour un nouveau mode d'action plus vicieux, plus retors que le précédent. « *Rien ne les arrête, constate le général Omer. Ils utilisent les civils comme bou-*



DES OUTILS DE HAUTE TECHNOLOGIE CONTRE L'ÉTAT ISLAMIQUE

Dans un fortin à l'abri des regards, ces hommes reçoivent et analysent les renseignements provenant des différentes sources transmises depuis la ligne de front. D'autres viennent en aide aux peshmergas dans le déminage et la recherche d'explosifs (à gauche).



cliers humains systématiquement, piègent leurs fermes, leurs maisons, et n'hésitent pas à les faire exploser à notre passage, avec les familles à l'intérieur. Ils ont même piégé des corans et des mosquées. Cette semaine, encore, ils nous ont envoyé deux enfants, de 10 ou 12 ans pas plus, avec des ceintures d'explosif. En fait, depuis que nous avons percé leurs lignes, nous constatons qu'ils utilisent des candidats au suicide de plus en plus jeunes, sacrifiés en masse pour protéger les chefs de l'organisation qui, eux, se cachent dans Mossoul. » Un officier français, en charge du renseignement, confirme. « Il y a un côté Berlin en 1945. Avec une logique très nihiliste. Les chefs de l'Etat islamique, acculés, jettent tout ce qu'il leur reste dans la bataille, tout en cherchant à préserver leurs meilleures troupes. Ils envoient donc se faire tuer les Lionceaux du Califat qui sont un peu leurs Jeunesses hitlériennes. »

Ce recours massif aux explosifs artisanaux alliés aux kamikazes est certainement la marque de fabrique de Daech au cours de cette bataille. En deux mois, ce sont près de deux mille véhicules qui ont été lancés par les djihadistes contre les lignes kurdes et irakiennes. Des camions-citernes parfois, avec des charges de plusieurs centaines de kilos. Des engins sortis d'un mauvais remake de *Mad Max*, le pare-brise remplacé par des panneaux d'acier, percés au chalumeau d'une fine fente à la hauteur des yeux. Le moteur est bien sûr protégé ainsi que les roues, couvertes de jantes surdimensionnées, en métal. Contre ces bombes roulantes, les Français avaient prévu la parade : le canon anti-aérien de 20 millimètres. Arme simple d'emploi, capable de percer n'importe quel blindage avec une extrême précision à de très grandes distances. Depuis leur livraison en urgence, il y a deux ans, des instructeurs de forces spéciales ont formé plusieurs dizaines de peshmergas au tir et à l'entretien de ces pièces. Lors du déclenchement de l'offensive, ils ont accompagné, sur le front, leurs élèves. Et pu s'assurer que leurs cours avaient été assimilés, lorsque, vague après vague, les Kurdes ont détruit l'essentiel des voitures piégées jetées sur eux à pleine vitesse. Extrêmement reconnaissant, le général Omer n'oublie jamais de montrer à ses hôtes de passage un profond cratère, noirci, d'où émerge la carcasse carbonisée d'un véhicule suicide, stoppé net dans sa course par un obus français. « C'était au début de l'assaut. Celui-ci nous était destiné. » Plutôt bourru et de nature modeste, le capitaine Sinclair, chef des instructeurs, grommelle à ses côtés. « Avec un bon tireur et un projectile explosif incendiaire d'une portée de 1 500 mètres, on peut rester serein. »

Les sapeurs spécialisés du capitaine Sinclair apportent également leur aide aux peshmergas dans le domaine du repérage et du désamorçage des pièges. Bidons, marmites, caisses ou tuyaux, les terroristes n'ont pas leur pareil pour transformer en engin de mort le moindre objet du quotidien. Dans chaque village conquis, les opérateurs des forces spéciales ont découvert des ateliers où ils produisaient, à la chaîne, des détonateurs, des plaques à pressions, des mines artisanales de toutes puissances et de toutes formes, en mélangeant acides et désherbants. Des engins et des savoir-faire dûment répertoriés par les sapeurs. Car le capitaine le sait d'expérience, « tout ce que les combattants étrangers apprennent à faire ici, nous le retrouvons un jour sur un autre théâtre, au Mali ou en Libye ». Et il le craint, « peut-être, un jour, en France ». Car on trouve, parmi les défenseurs du califat, à Mossoul en Irak, ou à Raqqa en Syrie, des ressortissants français. Ils seraient plusieurs centaines, selon les estimations du ministre de la Défense. Un contingent important, directement impliqué dans les attentats qui ont frappé le



Les lignes de défense au sud de Kirkouk tenues par les peshmergas de la 1^{re} Brigade de Souleimaniye face aux positions des islamistes.



Dans son poste d'observation, ce membre des forces spéciales analyse avec un peshmerga les images produites par des drones.



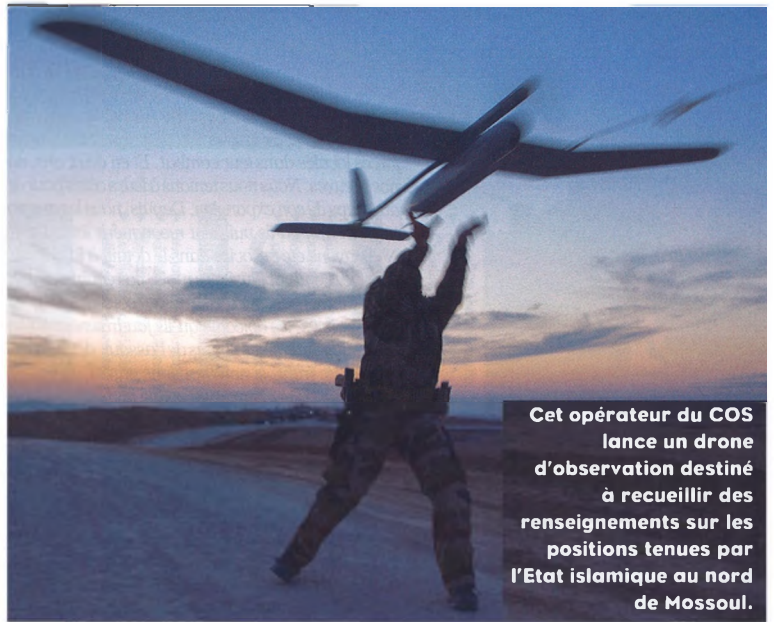
Ces soldats peshmerga partagent leur dîner avec des opérateurs du COS.

territoire national. Ce qui justifie, pour Jean-Yves Le Drian, un engagement sans état d'âme de la France dans ce conflit, finalement pas si lointain. Une nécessité de protéger nos concitoyens en concourant concrètement à la défaite militaire de l'Etat islamique.

« Il ne s'agit pas de nous substituer aux Kurdes ou aux Irakiens qui combattent pour libérer leur pays », précise le lieutenant-colonel Luc, chef des opérations du détachement français de

forces spéciales. Grand habitué des guerres discrètes aux confins dangereux du monde, il sait conseiller, suggérer, orienter un plan de bataille pour le rendre plus efficace. « Notre rôle, c'est de former, de préparer et d'accompagner les forces locales dans leur combat. Et en deux ans, nous avons fait nos preuves. Nous nous tenions à leurs côtés pour arrêter Daech, au temps de son expansion. Depuis, nous les avons armés et entraînés, afin qu'ils puissent reconquérir leurs territoires perdus. Nous avons été associés dans le détail, à la préparation de cette bataille. Pendant plusieurs mois, nos équipes ont vécu aux côtés des peshmergas, sur les lignes de confrontation, pour déterminer les cibles, les objectifs qu'ils devraient absolument détruire aux toutes premières heures de l'assaut, dès le franchissement de la ligne de front, si nous voulions garder un bon tempo, totalement bousculer l'ennemi. Ce que les Kurdes et les Irakiens ont parfaitement réussi, à la grande surprise des djihadistes. Nous sommes entrés, cette semaine, dans une nouvelle phase de la bataille de Mossoul, qui sera assez dense et plus lente. Mais nous avons déjà adapté notre dispositif, en redéployant nos opérateurs, avec toujours le souci d'apporter à nos partenaires, sur la ligne de front, l'appui le plus efficace des moyens de la coalition. » En clair, pour les commandos français, il s'agit d'éclairer, par le renseignement, la progression des forces irakiennes en étant toujours capable d'appeler l'aviation à la rescousse, en cas de besoin.

C'est le rôle du capitaine Guillaume et de son groupe de recherche. Ses soldats sans grade apparent, aux treillis exotiques, aux armes peintes et aux casques surmontés de jumelles infrarouges, ont pris leurs quartiers dans une redoute tout à fait anonyme. A première vue, un poste de combat comme il y en a tant. Les miliciens kurdes en ont construit des →
→ dizaines ces dernières semaines. Une nouvelle ligne de défense, aux limites du terrain reconquis face aux djihadistes de l'Etat islamique. Long chapelet de casemates, creusées à contre-pente sur les collines qui surplombent Mossoul et en verrouillent les accès nord. Une position dominante et sûre, avec des perspectives dégagées et plongeantes sur les abords de la ville, qui intéresse tout particulièrement le capitaine Guillaume. Dans des fortins, sur les hauteurs, les forces spéciales ont installé leur point d'observation. Très discrètement. Légèrement en retrait des meurtrières, des appareils de visée numérique et des lunettes de vision nocturne à très haute définition trônent sur des trépieds, couverts d'un filet de camouflage. Tous les moyens de transmission, ainsi que les ordinateurs, sont dissimulés dans un local voisin dont toutes les ouvertures ont été soigneusement obstruées pour emprisonner la lueur caractéristique des écrans. Par roulement, les équipiers se relèvent pour des tours de veille dans la pénombre de leur cache. Leur mission : voir sans être vus. Ne manquer aucun mouvement de l'ennemi sans se faire repérer. Déceler les intentions des terroristes pour déjouer leurs attaques. Silencieux, veillant à ne jamais trahir leur présence, les Français scrutent sans relâche les lignes ennemies. Ils examinent chaque tranchée, chaque immeuble, chaque talus, à la recherche d'un sniper, d'un nid de mitrailleuse ou d'un tube de mortier. Dans ce paysage désolé, la plus anodine des modifications peut livrer un indice capital. Toutes les anomalies sont donc reportées sur les enveloppes plastifiées des cartes d'état-major, avant d'être méthodiquement comparées aux informations compilées pendant des mois par les équipes successives. Comme ce linge qui pend sur une corde, depuis plus d'une semaine et malgré les averses. Les djihadistes connaissent les règles



Cet opérateur du COS lance un drone d'observation destiné à recueillir des renseignements sur les positions tenues par l'Etat islamique au nord de Mossoul.

LES DRONES FILMENT LES ZONES SUSPECTES EN TOUTE DISCRETION

des armées occidentales. Jamais un pilote ne larguera de bombe sur une habitation s'il pense qu'elle abrite une famille. Cette fois, la ruse est éventée.

En cas de doute, les commandos dégagent leur boîte secrète.

Un drone tactique, sorte d'avion miniature, télécommandé, équipé d'une caméra grande résolution, qui permet de filmer une zone suspecte en toute discrétion. A l'abri d'un remblai de terre qui masque la manœuvre, l'engin est alors sorti du sac dans lequel il est stocké en pièces détachées, assemblé puis catapulté grâce à un élastique. Le tout en un temps record. Son moteur électrique le rend pratiquement inaudible. Pour peu qu'il prenne un peu d'altitude et plane dans un ciel gris, il est difficilement détectable. Depuis les terminaux de la casemate, un opérateur dirige la caméra, zoome et dézoome au gré de ses intuitions et des conseils que lui profère Babar, l'interprète. Ce jeune Kurde, parfaitement francophone, retranscrit fidèlement les indications du commandant peshmerga qui connaît cette zone comme sa poche. Sa famille y vivait et en a été chassée, il y a deux ans, par les djihadistes. Tout comme ses voisins, dont la ferme semble toutefois toujours habitée. Voilà une bizarrerie qui justifie un nouveau passage et une observation plus attentive. Au fond du jardin, caché des vues directes par les branches d'un arbre, une plaque de base, visiblement orientée en direction des positions kurdes, pourrait enfin révéler la position de ce mortier qui harcèle systématiquement les peshmergas depuis plusieurs jours. Ses coordonnées sont soigneusement relevées. Puis la zone est une fois encore survolée afin de s'assurer qu'elle est vide de civils. Au prochain passage de la chasse, cette menace sera définitivement éradiquée.

■ DIDIER FRANÇOIS (EUROPE 1)

December 28, 2016

THE HUFFINGTON POST

US Retreat From Syria



David L. Phillips
Dec 28, 2016
huffingtonpost.com

Russia and Turkey are systematically excluding the United States from events in Syria. The US must either demand a seat at the table, shaping negotiations, or cede diplomacy to Russia and Turkey, knowing they will act in their narrow national interests to the detriment of Syrians.

Collusion between Russia and Turkey has been underway since August 8 when Vladimir Putin and Tayyip Erdogan met in St. Petersburg to normalize relations. Their collusion intensified after the assassination of Russia's Ambassador to Turkey, Andrey Karlov.

Russia and Turkey coordinated their response to Karlov's killing, calling it a provocation "to spoil Russia-Turkey ties" and undermine "the peace process." They announced a joint commission to investigate the assassination.

Russia and Turkey orchestrated the evacuation of eastern Aleppo — without informing the US.

The foreign ministers of Russia, Turkey and Iran endorsed the "Moscow Declaration." Neither Secretary of State John Kerry nor UN officials was invited to discuss the road-map to end Syria's civil war at the conference in Moscow on December 20.

Today's announcement that Russia and Turkey are working towards a cease-fire is no surprise. It merely formalizes what was apparent.

It's time for a steely-eyed assessment: Tayyip Erdogan is at best an uncertain ally; Vladimir Putin is a strategic adversary. Both are unprincipled pragmatists, colluding to advance their national interests at the expense of the United States.

Erdogan was initially committed to overthrowing Syria's President Bashar al-Assad. Turkey provided logistical support, weapons and money to radical groups such as the Islamic State. However, Russia's entry into the war turned the tide against the proponents of regime change.

In response, Erdogan shifted Turkey's priority from overthrowing Assad to constraining the Syrian Kurds. He fears that the establishment of contiguous Kurdish territory in Syria

along Turkey's border would destabilize Turkey, inspiring greater demands by Turkish Kurds.

Turkey's launched "Operation Euphrates Shield," invading Jarablus and pushing south to Al-Bab. Turkey called it a counter-terrorism operation, but the invasion of Syria is really intended to block Kurdish ambitions.

Russia and Turkey have reached an understanding. Turkey would be silent in the face of Russia's actions in Aleppo. It would abandon demands for regime change in Damascus, and end support for certain jihadi groups threatening Assad. In turn, Russia would turn a blind eye to Turkey's illegal occupation aimed at establishing a "safe zone" inside Syria.

Putin was furious when Turkey downed a Russian Sukhoi-24 in November 2015. He called it a "stab in the back" and launched an economic embargo. The boycott was short-lived. When Putin and Erdogan met on August 8, they agreed to resume economic cooperation and normalize relations.

Putin and Erdogan have adopted their own cynical real-politic. On the 100-year anniversary of the Sykes-Picot Agreement, which carved up the Ottoman and Habsburg empires between Western Powers after the First World War, Russia and Turkey have agreed on spheres of influence in Syria.

The Obama administration's response has been muted. Without boots on-the-ground, America has little leverage in Syria. Russia and Turkey have filled the gap, aligning their interests to the exclusion of the United States.

Russia and Turkey have marginalized and realigned the United States. Erdogan pronounced at the UN Security Council, "The world is bigger than five." Turkish officials suggested that Washington was behind Karlov's killing in order to drive a wedge between Russia and Turkey. Russia's Foreign Minister Sergey Lavrov disparaged the Obama administration for "idle chatter."

America's marginalization has been ongoing since 2012, when President Obama disappointed Assad's opponents by refusing to get militarily involved.

What about America's future role? President-elect Donald J. Trump is enamored with Putin. National Security Adviser Michael Flynn is a bedfellow of Erdogan. Given their affinities, Russia and Turkey can expect free reign to entrench Assad's rule and target Sunni rebels.

Declaring peace does not mean there is peace. Count on the Islamic State to keep fighting. US-backed Syrian Democratic Forces, which include Arab and Kurdish militias, are engaged in a battle for Raqqa, the ISIS capitol. They are not about to lay down their weapons and have a tea party with Islamic State hard liners. Too many have sacrificed too much to simply surrender and wave a white flag.

Surrendering the field to Russia and Turkey would be a blow to US strategic interests. Emboldened by Turkey's fealty, Putin could test NATO commitments in the region, seizing lands in Eastern Ukraine and threatening Poland and the Baltic States. Would Turkey block NATO's response? Will it deny access to Incirlik Air Force Base on NATO's eastern flank? Europe's security architecture will be in shambles if Turkey allies with Russia.

In addition, Russia and Turkey risk a spiral of deadly violence domestically. About 14 percent of Russia's population is Sunni Muslim. Kurds represent at least 20 percent of Turkey's population. Both are embittered by indiscriminate counter-insurgency measures targeting Sunnis and Kurds in Syria.

Turkey's realignment with Russia would also have an economic cost. Siding with Russia would indefinitely delay Turkey's EU membership. Turkey could turn to the Shanghai Cooperation Organization as a substitute for European integration, but no windfall will come from business with kleptocracies.

There is no military solution to Syria's civil war. Fighting will only stop through negotiations that preserve Syria's sovereignty and devolve power from Damascus to Syria's regions with security and political guarantees from the international community.

The US is at a fork in the road. Will Washington retreat, confirming its decline? Syria is a proving ground, testing US leadership in the Middle East and around the world.

Mr. Phillips is Director of the Program on Peace-building and Rights at Columbia University's Institute for the Study of Human Rights. He served as a Senior Adviser and Foreign Affairs Expert at the US Department of State during the Clinton, Bush and Obama administrations.

Les Kurdes de Syrie se dotent d'une Constitution pour leur "région fédérale"

La loi fondamentale consacre "l'égalité" de toutes les langues utilisées dans le nord de la Syrie, et donne à chaque communauté le droit de "vivre et gérer ses affaires dans sa langue".

OLJ/AFP — 30/12/2016
www.lorientlejour.com

Les Kurdes de Syrie se sont dotés d'un "contrat social", une Constitution pour la "région fédérale" autonome qu'ils ont proclamée dans le nord de ce pays et où devraient être organisées des élections dans les mois à venir.

La communauté kurde de Syrie a bénéficié du chaos généré par la guerre pour étendre son

contrôle dans certaines régions du Nord, instaurant en 2012 un système de trois "administrations autonomes" -- Afrine, Kobané et Jaziré -- qui ont désormais leurs propres forces de police et des écoles indépendantes.

En mars, les Kurdes sont passés à une étape supplémentaire en annonçant l'établissement d'une "région fédérale" unissant ces trois cantons, une initiative immédiatement rejetée par le régime du président syrien Bachar el-Assad et l'opposition.

Le "contrat social" qui est l'équivalent d'une Constitution a été approuvé par l'Assemblée constituante, à l'issue des réunions des 165 représentants des trois cantons qui se sont achevées jeudi, selon un communiqué de clôture distribué à la presse jeudi.

Cette Constitution prévoit la création d'une Assemblée législative dont les membres seront élus

tous les quatre ans. La loi fondamentale consacre également "l'égalité" de toutes les langues utilisées dans le nord de la Syrie, et donne à chaque communauté le droit de "vivre et gérer ses affaires dans sa langue".

Les Kurdes font valoir que leur projet fédéral est fondé sur une base "territoriale" et non "ethnique", avec des représentants pour la population arabe et d'autres minorités, notamment assyrienne, dans ces zones.

"Nous allons commencer à faire appliquer la Constitution", a indiqué à l'AFP le chef du comité exécutif chargé de superviser ce processus, Mansour al-Souloum. "Les élections seront organisées dans les six mois à venir", a-t-il souligné.

Les Kurdes de Syrie forment 15% de la population de ce pays. Les milices kurdes YPG (Unités de protection du peuple) sont sou-



tenues par les Etats-Unis dans leur lutte contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI), mais sont considérées par la Turquie voisine comme un groupe "terroriste".

Ankara a d'ailleurs lancé le 24 août une ambitieuse offensive dans le nord de la Syrie, afin notamment d'éviter la formation d'une zone autonome kurde continue le long de la frontière turco-syrienne.

Déclenché en mars 2011 par la répression de manifestations prodémocratie, le conflit en Syrie s'est complexifié avec l'intervention étrangère et la montée en puissance de jihadistes. La guerre a fait plus de 310.000 morts et jeté sur les routes des millions de personnes. ●

Pressure mounts on PKK over Sinjar presence

The United States, Iraqi Kurdistan, Turkey and Iraq have all expressed their strong opposition to the presence of the Kurdistan Workers Party in northern Iraq's Sinjar.



Paul Iddon
December 27, 2016
www.al-monitor.com

ERBIL, Iraq — The Kurdistan Regional Government (KRG) and the United States recently reiterated their opposition to the continued presence of the Kurdistan Workers Party (PKK) in the Sinjar region.

On Dec. 15, US State Department spokesman John Kirby was asked by a local Kurdish news agency about the US stance on this issue. "We continue to believe that the PKK, which is a US-designated foreign terrorist organization, should have no role in Sinjar, and we regard their presence there as a major obstacle to a reconciliation and to the return of internally displaced people," Kirby said.

He added, "We urge all groups, including the KRG, to facilitate political reconciliation so that these internally displaced people can return and the traumatized communities in that region can rebuild."

At a conference in the city of Dahuk on Dec. 15, Iraqi Kurdistan's Prime Minister Nechirvan Barzani said, "One of the main reasons that has deterred the rebuilding of Sinjar is the PKK, and that is a fact."



Kurdistan Workers Party (PKK) fighters leave a PKK mausoleum in the Sinjar region, northern Iraq, May 1, 2016. (photo by REUTERS/Goran Tomasevic)

The people of that region, Barzani said, are uncertain about their future there given the PKK presence, which is why "they do not reconstruct the city."

He added, "The PKK should understand that, and for the good of the people, they have to leave the region. The people of Sinjar have to run their city and decide on their future."

Islamic State (IS) militants famously assaulted the Sinjar region in August 2014 in an attempt to destroy the Yazidi community there. Thousands of Yazidi civilians were killed by IS, and an estimated 3,500 Yazidi women and girls remain in IS captivity as sex slaves. Hundreds of thousands are still displaced.

In August 2014, the PKK established an armed presence in the city of Sinjar, and the Kurdish peshmerga forced IS from the entire city in November 2015. The PKK have not left, and their continued presence is causing tensions with the peshmerga.

"The KRG is already trying to put pressure on the PKK by reportedly limiting access to Sinjar," Aliza Marcus, the author of "Blood and Belief: →

⇒ The PKK and the Kurdish Fight for Independence," told Al Monitor. "But the policy doesn't appear to be enough to push the PKK out, or to build enough local support to push the PKK out."

She said, "As for the United States, I don't see this as a priority at all. Iraq has a lot of issues the United States is dealing with. The PKK presence in Sinjar really isn't one of the big issues for the United States, or for Baghdad it seems."

Turkish President Recep Tayyip Erdogan warned that Ankara would intervene against the PKK in Sinjar if they attempted to establish a permanent presence there.

"We will go on this campaign [Operation Euphrates Shield] in Syria and Iraq, and now in Kirkuk, Mosul, Tal Afar and Sinjar. Why? Sinjar is about to be the new Qandil [for the PKK]," Erdogan said Oct. 27. "Thus, we cannot allow it to happen in Sinjar, because the PKK is there."

Erdogan was referring to the Qandil Mountains in Iraqi Kurdistan, where the PKK has long maintained bases throughout its wars with Turkey.

In November, during negotiations between Baghdad and Ankara — over the latter's contentious troop presence in Bashiqa near Mosul — Iraq's ambassador to Turkey, Hisham al-Alawi, mentioned the PKK presence in Sinjar.

"The PKK presence in northern Iraq — in Sinjar — happened without permission from the Iraqi government," Alawi said Nov. 11. He added that Baghdad is also not particularly happy with the PKK presence in Sinjar.

"In 2013, when the Turkish government had a deal with the PKK leaders — facilitated by the Kurdistan Regional Government — we were not happy

with the encouragement that PKK members would go to Iraqi territory," he said, referring to the cease-fire agreement reached between Turkey and the PKK in early 2013, which saw many of the PKK fighters evacuate southeast Turkey to their Qandil Mountains stronghold. "The Iraqi central government was not involved in that particular agreement," Alawi added.

In a recent interview with Al-Monitor, Barzani also said that the KRG is in "continuous talks with Baghdad" over the PKK withdrawal from Sinjar. "So far they haven't taken any serious steps to help [with the withdrawal of the PKK], and I personally cannot confirm that they have cut the YBS' salaries even though they told us they had."

Barzani was referring to Baghdad's reported salary payments to the Sinjar Resistance Units, the PKK-affiliated Yazidi force, which controls part of the region.

He also warned, "If matters come to a head and Ankara and Baghdad and other players get drawn in, we too, as the KRG, are players and hold certain cards in our hands."

He clarified that this meant Erbil could possibly resort to using military force to reclaim territory in Sinjar from the PKK. "Having said that," he said, "I don't think it would be in anybody's interest to reach that point."

One thing these statements do make clear is that, to varying degrees, the PKK's presence in Sinjar is opposed by Ankara, Baghdad, Erbil and Washington. What they might do about it remains to be seen. ♦

Paul Iddon is a freelance journalist based in Erbil, Iraqi Kurdistan. He writes about Middle East developments, history and politics.



December 31, 2016

PKK to withdraw from Yezidi district of Sinjar at request of Iraqi Kurdistan: official

Reporting by: Qehreman Misté / ARA News December 31, 2016
<http://aranews.net>

Shingal – The acting leader of the Kurdistan Workers' Party (PKK), Murat Karayilan, said on Friday that their fighters are prepared to withdraw from the Yezidi district of Sinjar/Shingal in northern Iraq, at the request of the Kurdistan Regional Government (KRG).

"We have informed the KRG that our fighters will soon complete their withdrawal from Sinjar," Karayilan said.

The Kurdistan Regional Government has repeatedly called on the PKK and its affiliated militias to leave Sinjar.

The PKK's acting leader and co-founder Murat Karayilan stressed the importance of resolving any internal Kurdish issues "through dialogue", saying that his party believes in the principle of unity among the Kurds regardless of political differences.

There are several PKK-affiliated militias in Sinjar District. The largest of them is the Shingal Resistance Units (YBŞ), which fought to liberate Sinjar and al-Hawl and is currently engaged in the campaign to liberate Mosul.

Nechirvan Barzani, the Prime Minister of the Kurdistan Region, has earlier blamed the PKK for the slow pace of reconstruction in Sinjar city. "One of the reasons Sinjar can't be rebuilt and the population can't return home is the PKK presence. We thank them but they must leave," he said at a conference in Duhok.

The US State Department has also demanded the Kurdistan Workers' Party and its affiliates to withdraw from the Yezidi-majority Sinjar



Members of the Sinjar Resistance Units (YBS), a militia affiliated with the Kurdistan Workers Party (PKK), stand in the village of Umm al-Dhiban, in northern Iraq. File photo: Reuters



Murat Karayilan, a military leader of the Kurdistan Workers Party (PKK). AFP photo

District.

The Kurdistan Workers' Party established a presence in Sinjar in August 2014, advancing across the Syrian border to save thousands of Yezidis, who were abandoned by the Peshmerga. PKK guerrillas then fought a three-day-long battle against Islamic State (ISIS) jihadists to establish a humanitarian corridor into Mount Sinjar.

Since then, the PKK has recruited local Yezidis into the YBŞ and created a local council for Sinjar. These actions have raised concerns in Erbil, prompting the Kurdistan Democratic Party to vie for influence in Sinjar District.

So far both sides have maintained a strong presence in Sinjar, in addition to the Protection Force of Ezidkhan (HPE), an indigenous militia led by Haydar Shesho. The HPE have fought alongside both the Peshmerga and the YBŞ against ISIS and maintains a training camp in Duhola. ♦

La politique turque n'est ni ottomane ni islamiste

Ancien champion de l'islam sunnite, Erdogan est devenu l'allié d'une coalition russo-iranienne pro-chiïte. C'est ce renversement d'alliance qu'est venu cruellement rappeler l'assassin de l'ambassadeur russe à Ankara

Par OLIVIER ROY

L'homme qui a assassiné l'ambassadeur russe à Ankara lundi 19 décembre, quelle que soit son éventuelle affiliation politique, a fait éclater au grand jour la profonde contradiction de la politique étrangère d'Erdogan. Comment se fait-il que le nouveau « sultan » jusqu'à il y a peu de temps champion de l'islam sunnite, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur, se soit fait l'allié docile d'une coalition russo-iranienne qui, par idéologie ou par nationalisme, s'est proclamée le champion de la cause chiïte au détriment d'un sunnisme arabe déjà fort mal en point ?

En fait, la Turquie d'Erdogan, après le lent abandon du modèle kémaliste qui misait tout sur le lien avec l'Europe et l'OTAN, n'a jamais réussi à définir une politique étrangère stable et cohérente. Erdogan n'a pas cessé de pousser la candidature turque à l'Union européenne (UE), tout en cherchant à faire de la Turquie la grande puissance régionale. Mais quelle « région » et sur quelle base ? Sous la direction d'Ahmet Davutoglu [ministre des affaires étrangères de 2009 à 2014], la diplomatie turque s'était déployée tous azimuts vers le Caucase, les Balkans et les pays arabes, dans l'idée de créer un espace d'in-

fluence avec « zéro ennemi » (d'où les tentatives de rapprochement avec l'Arménie, voire avec la Serbie, et les relations étroites avec le Kurdistan irakien).

Cet espace était ici celui de l'ancien Empire ottoman, et cette quête d'influence impliquait mécaniquement le retour de l'ancienne rivalité avec l'Iran, en Azerbaïdjan et en Arménie en particulier, ainsi que des tensions avec la Russie, qui voyait d'un mauvais œil Ankara empiéter sur l'espace post-soviétique. Les empires ne meurent pas comme ça. Cette politique d'influence en direction des Etats était appuyée au niveau des sociétés par une percée remarquable des entreprises turques (surtout les PME), par l'extension du réseau des écoles Gülen (implantées de l'Albanie à l'Azerbaïdjan en passant par la très chrétienne Géorgie), et, pour les pays musulmans, par une offre de formation des clergés locaux sous l'égide du Diyanet, la direction officielle des affaires religieuses dépendant du premier ministre turc.

Cette synergie fut très efficace durant quelques années, mais la politique de « bon voisinage » a volé en éclats avec le « printemps arabe » (2011) et, surtout, l'insurrection en Syrie. En novembre 2011, la Turquie a quasiment déclaré la guerre au régime de Bachar Al-Assad et a soutenu l'opposition sunnite. Au même moment, la victoire des islamistes aux élections tunisiennes et égyptiennes a permis à l'AKP de se présenter comme le « grand frère » des Frères musulmans de tout poil, qui ont, ici et là, baptisé leurs nouveaux partis avec les termes de « justice » et « développement », comme l'AK. La Turquie passe d'une « politique de voisinage » à une grande stratégie moyen-orientale, et surtout arabe. Erdogan s'est fait alors le champion de la cause arabe sunnite, de Gaza jusqu'à Alep, d'autant que l'épisode de la flottille de Gaza en mai 2010 avait débouché sur la remise en cause de l'alliance traditionnelle avec Israël.

AU CŒUR DE L'IDENTITÉ NATIONALE

Ce positionnement de la Turquie comme champion du sunnisme était parfaitement en phase avec la politique intérieure turque, qui sous l'AKP a remis l'islam sunnite au cœur de l'identité nationale, au détriment de l'appartenance ethnique. Le gouvernement AKP s'est ouvert au « fait culturel » kurde (usage de la langue) mettant l'accent sur la commune appartenance religieuse ; il a été nettement plus favorable aux mino-



rités chrétiennes que ses prédécesseurs kémalistes (restitution des terres au monastère Mor Gabriel, suppression de la mention religion sur les cartes d'identité, autorisation de l'usage public des langues liturgiques, etc.). Mais il a refusé toute reconnaissance aux alévis (minorité religieuse proche des musulmans, donc obligatoirement sunnites). On a pu alors parler de « néo-ottomanisme », voire d'une politique « islamiste », menée par un président qui se rêverait en nouveau sultan.

Le problème est que l'alliance soudaine avec l'Iran et la Russie contredit à la fois la référence ottomane et la référence islamiste. Les Ottomans ont toujours eu des rapports tendus avec les Iraniens et les Russes, et ils ont toujours joué sur la mobilisation sunnite pour défendre l'empire de la Crimée à la Libye (ce n'est pas par hasard si c'est en 1517 que le sultan Sélim reprend le titre de calife, tombé en désuétude, car c'est le moment où le chiïsme devient la religion d'Etat de la Perse ennemie).

Enfin, un des paradoxes de la réaction brutale qui a suivi le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016 est que le gouvernement turc a organisé lui-même le démantèlement des réseaux Gülen à l'étranger, écoles, associations, mosquées mais aussi PME, qui assuraient de fait une influence culturelle et économique turque qui ne coûtait rien à l'Etat, et qui souvent n'étaient que lointainement associés à la confrérie.

Mais surtout très logiquement, le ralliement d'Ankara à l'axe Téhéran-Damas-Moscou entraîne la fin du soutien (ou un soutien plus faible) aux sunnites

**TRÈS LOGIQUEMENT,
LE RALLIEMENT
D'ANKARA À L'AXE
TÉHÉРАН-DAMAS-
MOSCOU ENTRAÎNE
LA FIN DU SOUTIEN
AUX SUNNITES
SYRIENS**

syriens, avec pour conséquence la chute d'Alep que seule la Turquie aurait pu sanctuariser (Obama y avait renoncé depuis longtemps et les Européens n'en ont ni la volonté ni les moyens). Il va aussi de pair avec un rapprochement avec Israël. Bref, Ankara abandonne les sunnites arabes et, en particulier, les Frères musulmans. Il n'y a plus rien d'islamiste dans la politique étrangère de la Turquie.

L'IRRÉDENTISME KURDE

Pourquoi un tel revirement ? Il faut prendre en compte un ensemble complexe de raisons. D'abord, la carte Frères musulmans a échoué : en Tunisie (et dans le reste du Maghreb), ils se sont fondus dans le paysage national et n'ont pas besoin de parrain turc. En Egypte, la répression les a chassés au moins provisoirement du champ politique. Mais surtout, l'obsession du gouvernement turc est de nouveau l'irrédentisme kurde. La guerre en Syrie a permis aux Kurdes syriens (dont il faut rappeler que plus de 1 million d'entre eux n'avaient aucune existence légale aux yeux de l'Etat syrien) de devenir une des principales forces militaires et politiques de Syrie avec le soutien américain. Or, le parti dominant, le PYD, n'est qu'une émanation du PKK, qui a cru, à tort sans doute, que la crise syrienne était une opportunité de reprendre les armes en Turquie, alors que l'AKP s'était engagé dans un processus chaotique de négociations. La reprise des hostilités à l'intérieur de la Turquie a été un échec militaire et sans doute politique pour le PKK, qui a, en vain, tenté de créer des zones urbaines libérées, sans obtenir de mobilisation populaire. Mais le mal est fait, et la répression s'abat sur l'aile politique du mou-

vement kurde, le DHP, qui n'a pas su convaincre de son indépendance par rapport au PKK. La reprise d'attentats contre l'appareil d'Etat turc ne peut que nourrir l'escalade en Turquie.

Enfin, la victoire kurde de Kobané en 2015 a marqué un tournant pour Ankara. Même si la tension avec la Russie a culminé en novembre 2015 avec la destruction d'un avion militaire russe par l'aviation turque (attaque attribuée aujourd'hui à des... pilotes gülenistes !), les conditions du retournement d'Ankara étaient en place. Le coup d'Etat de juillet 2016 a joué un rôle d'accélérateur, même s'il reste bien des zones d'ombre. D'un seul point de vue technique, la formidable épuration de l'armée (surtout les armes « techniques » comme l'aviation) et de l'appareil sécuritaire rend l'armée turque incapable de jouer un rôle décisif dans la Syrie du nord, et surtout pas face à la coalition russo-iranienne (qu'on pense à la faiblesse de l'Armée rouge décapitée par les purges de 1937 face à la petite Finlande en 1939). On peut aussi évoquer une paranoïa anti-américaine où Obama se voit accuser de soutenir Gülen et les Kurdes, c'est-à-dire les deux ennemis mortels aux yeux d'Erdogan. On peut enfin tout simplement attribuer le revirement brutal à un cynisme stratégique, où l'on revient à une bonne vieille *realpolitik*.

Mais dans tous les cas, d'un seul coup, la Turquie abandonne à leur sort les révoltés arabes sunnites syriens qu'on avait pourtant utilisés pour empêcher les Kurdes syriens d'occuper le terrain, et surtout on laisse Alep, ville ottomane s'il en fût, se faire détruire par l'aviation russe et les troupes chiïtes. C'est bien et le rêve néo-ottoman et la solidarité sunnite qui sont morts à Alep.

C'EST BIEN ET LE RÊVE NÉO-OTTOMAN ET LA SOLIDARITÉ SUNNITE QUI SONT MORTS À ALEP

C'est cela que l'assassin de l'ambassadeur russe est venu rappeler, même s'il s'est bien gardé de mettre en cause Erdogan. Et cet abandon de ce qui constituait largement l'imaginaire du régime doit résonner aussi parmi les militants du parti ou même, et surtout, parmi l'électeur moyen de l'AKP. Certes, beaucoup renâclaient devant l'accueil des réfugiés syriens (qui portent sur des millions de personnes en Turquie), et beaucoup auraient hésité à mourir pour Alep. On savait aussi qu'il n'y a pas de diplomatie « islamiste » et la référence aux intérêts nationaux pour rejeter l'aventure extérieure aurait certainement été comprise. Mais écarter d'un revers de main la solidarité islamique et l'héritage ottoman porte un coup à l'image du sultan et laisse ouverte la question de redéfinir le rôle de la Turquie dans la région. ■



Olivier Roy est directeur de recherche au CNRS et professeur à l'Institut européen de Florence. Il a notamment publié « *En quête de l'Orient perdu* » (Seuil, 2014) et « *Le Djihad et la mort* » (Seuil, 176 pages, 16 euros)

Le Monde.fr 21 décembre 2016

En Syrie, 14 soldats turcs tués par l'Etat islamique

Le Monde.fr avec AFP | 21 déc. 2016

Quatorze soldats ont été tués et 33 blessés, selon un nouveau bilan publié par l'armée turque, dans des affrontements mercredi 21 décembre avec le groupe Etat islamique (EI) à Al-Bab, ville du nord de la Syrie tenue par les djihadistes. L'Agence officielle turque Anadolu avait auparavant fait état d'un bilan de quatre militaires morts.

Ce bilan est le plus lourd en une seule journée pour l'armée turque en Syrie depuis qu'elle y a commencé ses opérations en août. L'EI a notamment fait exploser contre elle trois voitures piégées, a-t-elle précisé dans un communiqué cité par les médias turcs.

De son côté, l'agence de propagande de l'EI, Aamaq, avait indiqué que les djihadistes avaient

mené une attaque-suicide contre des rebelles syriens et des militaires turcs à l'ouest d'Al-Bab, sans avancer de bilan.

Selon l'armée turque, 138 djihadistes ont été tués au moment où les autorités turques ont annoncé que les combats entraient dans une phase décisive dans ce bastion de l'EI. Ce chiffre n'a pu être vérifié dans l'immédiat.

OFFENSIVE SANS PRÉCÉDENT D'ANKARA

Ankara a lancé en août une offensive sans précédent dans le nord de la Syrie, visant à repousser l'EI et les milices kurdes de la zone frontalière. Après avoir aidé les rebelles à chasser l'EI de plusieurs localités, notamment Jarablous, Al-Rai et Dabiq, Ankara a dirigé ses forces vers Al-Bab, un bastion des djihadistes situé à quelque 25 km de la frontière turco-syrienne.

Ces derniers semblent y opposer une résistance plus farouche : la campagne turque, dont la progression avait jusque-là été rapide, s'enlise et un nombre croissant de militaires turcs sont tués ou blessés. « Al-Bab est entièrement assiégée par l'armée syrienne libre et nos soldats », a assuré mercredi le président turc, Recep Tayyip Erdogan, ajoutant espérer que la ville « tombera entièrement sans trop tarder ».

Au moins 22 soldats turcs avaient déjà été tués depuis le début de l'offensive, la plupart dans des attaques de l'EI, selon un décompte de l'AFP. Le mois dernier, quatre soldats turcs ont été tués près d'Al-Bab par une frappe aérienne imputée par Ankara au régime syrien. Moscou a démenti toute implication de ses forces et de celles de Damas dans ce bombardement. Et l'état-major turc a annoncé début décembre avoir perdu tout contact avec deux de ses militaires dans le nord de la Syrie, dont l'EI a revendiqué l'enlèvement via l'agence Aamaq. ■

L'OBSESSION KURDE DE RECEP TAYYIP ERDOGAN

ÉDITORIAL III

Jusqu'où ira Recep Tayyip Erdogan ? Le procès de neuf intellectuels turcs, dont l'écrivaine Asli Erdogan, qui s'ouvre jeudi 29 décembre à Istanbul, est une nouvelle manifestation de la dérive autoritaire et sécuritaire du président d'une Turquie de plus en plus éloignée de l'Europe. Il montre aussi à quel point l'obsession kurde de ce dirigeant, qui domine la scène politique turque depuis 2003, est devenue destructrice pour lui et pour son pays.

Auteure talentueuse de nouvelles traduites dans plusieurs langues, y compris en France chez Actes Sud, M^{me} Erdogan (dont l'homonymie avec le président est fortuite), détenue depuis le 17 août, risque la prison à perpétuité pour « atteinte à l'inté-

grité de l'Etat » et appartenance à une « organisation terroriste ». Le seul crime de cette intellectuelle de 49 ans, en réalité, est d'avoir critiqué le pouvoir dans un quotidien, *Ozgür Gündem*, accusé de soutenir le PKK, le mouvement armé de la rébellion kurde. Cinq des coaccusés d'Asli Erdogan sont en fuite, les trois autres ont été, comme elle, placés en détention. Les victimes de cette gigantesque purge déclenchée par le président Erdogan dans la foulée du coup d'Etat manqué du 15 juillet se comptent aujourd'hui par dizaines de milliers : près de 40 000 personnes ont été mises en examen, sans compter celles qui ont été écartées de leur poste. Quelque 160 médias et plus de 500 associations ont été fermés.

La guerre en Syrie et ses conséquences régionales ont provoqué un durcissement de M. Erdogan à l'égard de la question kurde. Ce qui était essentiellement un problème interne, avec une communauté qui constitue de 15 % à 20 % de la population de Turquie, est devenu pour le président turc un problème régional, à partir du moment où les alliés occidentaux de la Turquie se sont appuyés sur les combattants kurdes syriens pour mener leur offensive contre l'Etat islamique en Syrie. La victoire kurde à Kobané, en Syrie, en janvier 2015, a aggravé son inquiétude de voir les mouvements kurdes de Turquie et de Syrie, unir leurs forces. En juin 2015, aux élections législatives

en Turquie, le parti prokurde HDP (Parti démocratique des peuples) arrachait un score sans précédent de 13 % des voix, privant l'AKP de M. Erdogan d'une majorité absolue. Au cours de l'été, des insurrections déclenchées par le PKK dans des villes du sud-est de la Turquie ont accru la tension ; de nouvelles élections organisées en novembre 2015 n'ont pas réussi à annihiler l'influence du HDP.

La tentative de coup d'Etat du 15 juillet, que le président Erdogan a attribuée à son adversaire exilé aux Etats-Unis, Fethullah Gülen, a fourni l'occasion d'une offensive générale contre le mouvement politique kurde. Les dirigeants du HDP, qui avaient pourtant condamné le putsch, ont été démis déchus de leur siège de député : les deux coprésidents du parti, de nombreux députés et maires sont à présent en prison.

Tournant le dos à l'Europe et à son allié traditionnel américain, le président turc noue aujourd'hui un partenariat avec la Russie et l'Iran à la faveur du conflit syrien. Il se trouve que la Turquie est membre de l'OTAN et du Conseil de l'Europe. Peut-elle prétendre l'oublier ? Mardi 27 décembre, M. Erdogan a accusé les Occidentaux de soutenir l'organisation Etat islamique en Syrie. Si c'est un jeu destiné à impressionner la future administration américaine, parfaitement imprévisible, rien ne garantit qu'il ne se retournera pas contre le président turc lui-même. ■

Le régime traque aussi la contestation sur Internet

APRÈS LES MAGISTRATS, les journalistes, les universitaires, les internautes turcs se retrouvent à leur tour dans le viseur des autorités d'Ankara. Selon un communiqué publié samedi 24 décembre par le ministère de l'intérieur, 10 000 utilisateurs des réseaux sociaux sont sous le coup d'une enquête, soupçonnés d'activités « terroristes », ou encore d'avoir « insulté » des responsables gouvernementaux.

Plus de 1 600 personnes accusées de s'être livrées à « l'apologie du terrorisme » ont été écrouées au cours des six derniers mois. La lutte contre le terrorisme sera menée « avec détermination », a martelé samedi le ministre de l'intérieur Suleyman Soylu.

Désormais, c'est systématique : les autorités restreignent l'accès aux réseaux sociaux dès qu'un événement violent – attentat, assassinat – survient quelque part dans le pays, au nom de la « sûreté de l'Etat ». L'accès à Twitter, YouTube ou

encore Facebook a été ralenti après l'assassinat de l'ambassadeur de Russie à Ankara par un policier disant agir pour venger les victimes d'Alep, le 19 décembre.

L'usage de YouTube était également quasiment impossible après la publication, jeudi 22 décembre au soir, d'une vidéo dans laquelle l'organisation Etat islamique (EI) montrait l'immolation par le feu de deux soldats turcs capturés dans le nord de la Syrie, où l'armée turque combat l'EI et les milices kurdes aux côtés des rebelles syriens.

« Blocages répétés »

Malgré le silence des médias progouvernementaux sur cet épisode tragique, les commentaires ont fusé sur la Toile, sous la forme de manifestations de colère, d'aveux de tristesse et de compassion. Les geeks turcs ont donc eu vent de la vidéo, bien que le recours aux réseaux virtuels ou VPN, indispensables au contournement

des restrictions d'accès à certains sites, s'avère de plus en plus difficile.

La liberté de s'informer en dehors des sentiers battus est de plus en plus restreinte, estime l'organisation Freedom House, financée par l'administration américaine. Son dernier rapport sur la liberté d'accès à Internet, publié le 15 novembre, place la Turquie dans la même catégorie que la Chine, la Russie, l'Iran, l'Arabie saoudite et l'Egypte, soit « non libre ». L'organisation pointe les « blocages répétés des médias sociaux » ainsi que les poursuites engagées contre certains internautes, « le plus souvent accusés de diffamer, à travers leurs critiques, les dirigeants et la religion ».

Les autorités ont ainsi réclamé à Twitter le blocage de 14 953 comptes durant les six premiers mois de 2016, soit avant le putsch raté du 15 juillet, lequel n'a fait que renforcer la volonté du président Recep Tayyip Erdogan de tout contrôler. ■

M. JÉ. (ISTANBUL, CORRESPONDANTE)